UNIVERSITÉ DU QUÉBEC À MONTRÉAL

MÉMOIRES SOUS SILENCE : LA FRANCE BOMBARDÉE PAR LES ALLIÉS 1940-2014

THÈSE

PRÉSENTÉE

COMME EXIGENCE PARTIELLE

AU DOCTORAT EN HISTOIRE

PAR

VICTOR BISSONNETTE

JUILLET 2020

UNIVERSITÉ DU QUÉBEC À MONTRÉAL
Service des bibliothèques

Avertissement

La diffusion de cette thèse se fait dans le respect des droits de son auteur, qui a signé le formulaire *Autorisation de reproduire et de diffuser un travail de recherche de cycles supérieurs* (SDU-522 – Rév.10-2015). Cette autorisation stipule que «conformément à l'article 11 du Règlement no 8 des études de cycles supérieurs, [l'auteur] concède à l'Université du Québec à Montréal une licence non exclusive d'utilisation et de publication de la totalité ou d'une partie importante de [son] travail de recherche pour des fins pédagogiques et non commerciales. Plus précisément, [l'auteur] autorise l'Université du Québec à Montréal à reproduire, diffuser, prêter, distribuer ou vendre des copies de [son] travail de recherche à des fins non commerciales sur quelque support que ce soit, y compris l'Internet. Cette licence et cette autorisation n'entraînent pas une renonciation de [la] part [de l'auteur] à [ses] droits moraux ni à [ses] droits de propriété intellectuelle. Sauf entente contraire, [l'auteur] conserve la liberté de diffuser et de commercialiser ou non ce travail dont [il] possède un exemplaire.»

REMERCIEMENTS

Ce travail doit beaucoup à plusieurs. Bien entendu, les encouragements constants, les nombreuses discussions, les relectures fréquentes du directeur de thèse, le professeur Andrew Barros viennent en premier lieu. Tout ce qui se retrouve ici a été sujet à ses critiques, a bénéficié de ses suggestions, de ses remises en question.

Je suis heureux de souligner l'apport d'historiens chevronnés qui ont montré un vif intérêt pour ces recherches, en ont été intrigués et ont accepté de consacrer un peu de leur précieux temps pour en discuter, pour énumérer quelques pistes. Au tout début de cette démarche, l'historien Henry Rousso a suggéré la piste des associations telles qu'elles existent en France, ce qui a eu un impact majeur par la suite, comme nous le verrons. Sébastien Ledoux de la Sorbonne, auteur d'une étude sur le devoir de mémoire, m'a consacré une longue rencontre dès le départ qui a largement orienté mes démarches. Par la suite, une rencontre avec le conseiller municipal et historien Jean-Baptiste Gastinne au Havre était une étape incontournable. Le cas de cette ville dévastée à un haut degré le demandait. À Caen, c'est une visite au Mémorial de la Seconde Guerre mondiale qui était nécessaire, surtout pour une rencontre riche en renseignements avec son directeur, Stéphane Grimaldi. Des discussions très intéressantes avec les historiens Jean-Pierre Azéma, Maurice Vaïsse et Jean Quellien ont été d'un grand apport à cette recherche.

Cette recherche doit beaucoup à une série de rencontres des plus pertinentes avec le directeur du Souvenir Français, Serge Barcellini. M'ayant accordé dès le départ et avec enthousiasme l'accès à son fonds au Service historique de la Défense, il s'est montré très sensible et intéressé par le sujet. Il a répondu avec patience à mes nombreuses questions sur la commémoration du second conflit mondial en France, un sujet qui le

passionne et sur lequel il a travaillé avec acharnement pendant sa carrière au ministère des Anciens Combattants et Victimes de la guerre.

Je tiens à souligner aussi l'excellent travail du personnel aux Archives nationales et au Service historique de la Défense. Mes nombreuses demandes de dossiers étranges, compulsés avec ardeur n'ont pas manqué de les faire parfois sourire. En particulier, deux personnes m'ont donné un appui qui allait au-delà de ce qui est normalement accordé. Mme Marthe Bobik au Musée de la Poste m'a ouvert les portes malgré le fait que cette institution était alors en reconstruction et avait préparé à mon intention les dossiers qui pouvaient être en relation avec mes recherches. À la Bibliothèque Nationale de France, devant mon désarroi alors qu'une publication de l'immédiat après-guerre essentielle à mon propos était classifiée incommunicable à cause de son piètre état de conservation, Mme Camille Jove a pris mon parti. Elle a obtenu que l'institution procède immédiatement à la numérisation du document. De tels dévouements en faveur des chercheurs méritent que l'on s'y arrête et qu'ils soient signalés. C'est merveille dans un contexte ou l'indifférence peut facilement s'installer.

Finalement, je dois tellement à la tolérance, l'encouragement et ses relectures ardues et systématiques, de ma conjointe Françoise. Son calme a tempéré mes emportements et accès de désespoir. Mon travail est donc aussi le sien.

TABLE DES MATIÈRES

Liste des figures vi

Liste des tableaux viii

Liste des abréviations ix

Résumé x

Introduction 1

Chapitre I Le concept du silence en histoire 12

Chapitre II Historiographies 19

2.1 Historiographie française locale 20

2.2 Historiographie française nationale 25

2.3 Historiographie hors France 49

Chapitre III Le silence prend racine: le Général et le CFLN 54

3.1 1940 : Comment bombarder 56

3.2 1941 : Faire autrement 65

3.3 1942 : Rationalité 71

3.4 1943 : Un système 96

3.5 1944 : Apocalypse 123

3.6 1945 : Le cas Royan 174

3.7 Le silence s'impose 183

Chapitre IV Le silence perdure : l'après-guerre des sans-parole 196

Chapitre V Les manifestations du silence français 213

5.1 La reconstruction et le Plan Marshall..... 218

5.2 Le silence inscrit dans la pierre 231

5.2.1 Un échantillonage du gravé sur pierre..... 238
5.2.2 Le tourisme de mémoire..... 242
5.2.3 Ériger un monument: processus 254

5.3 Le débat mémoriel..... 274

5.4 Littérature, cinéma, philatélie, enseignement 279

5.4.1 Littérature 280
5.4.2 Cinéma..... 297
5.4.3 Philatélie..... 302
5.4.4 Enseignement 307

Chapitre VI Le silence est rompu?..... 313

Conclusion..... 319

ANNEXE A Mémorandum du CFLN aux Alliés 330

ANNEXE B Mémorandum de De Gaulle à l'amiral Stark 332

ANNEXE C Circulaire aux préfets – Monuments aux morts 334

ANNEXE D Note d'Alger – Bombardements sur la France 336

ANNEXE E Télégramme - Bombardements à haute altitude..... 338

ANNEXE F Journal *Aujourd'hui* - Assassins de l'air 339

ANNEXE G CFLN, Opinion publique sur les bombardements alliés..... 340

ANNEXE H Le Général Koenig - Bombardements sur la France..... 345

ANNEXE I CFLN - Répercussions des bombardements alliés 348

ANNEXE J Groupe de la Résistance - Bombardements alliés 352

ANNEXE K *Baku: or the Map Game* 354

Bibliographie 356

LISTE DES FIGURES

Figure 2.1 Mémorial de Caen : Panneau sur le bombardement d'août 1944.. 41

Figure 2.2 Caen, Église Saint-Jean, photographie de Caen bombardée..... 42

Figure 3.1 Tract britannique sur le bombardement des usines Renault. NA FO 898/319. 76

Figure 3.2 Carricature de Massigli, *Le Figaro*, 18 décembre 1941. AD PAAP 217/40. 107

Figure 3.3 Monsieur Lapoire attend les libérateurs. AN F/41/301. 191

Figure 3.4 Brochure *Nos villes dans la tourmente – Montluçon*. AN F/41/301. 191

Figure 4.1 *La Voix des Sinistrés*, nº 28, juillet 1948. AN F/41/1690. 203

Figure 4.2 *La voix des Sinistrés d'Alsace*, quatrième numéro, avril 1946, BNF FOL-JO-3490. 206

Figure 4.3 *Bulletin des sinistrés de France*, nº 1, mars 1946, AN 19770806/1..... 208

Figure 4.4 Investissements de l'État français en commémorations des deux guerres mondiales (francs constants de 1986) 210

Figure 5.1 Église Notre-Dame de Montmartre, plaque : bombardement d'avril 1944. 232

Figure 5.2 Le Havre, plaque commémorative, tunnel Jenner. 233

Figure 5.3 Le Havre, rue Durécu. 234

Figure 5.4 Le Havre, avenue Foch. 235

Figure 5.5 Brochure *Les Lieux de mémoire de la deuxième guerre mondiale – Vosges.* Fonds Barcellini, SHDv GR 1 K 841 193. 244

Figure 5.6 Monument à Biarritz, Brochure *Les Lieux de mémoire de la deuxième guerre mondiale – Pyrénées atlantiques.* Fonds Barcellini, SHDv GR 1 K 841 193. . 245

Figure 5.7 « La Pleureuse », Coutances. Brochure *Les Lieux de mémoire de la deuxième guerre mondiale – Manche.* Fonds Barcellini,SHDv GR 1 K 841 193. 247

Figure 5.8 Hommage aux Hospitaliers, Nantes. SHDv GR 1 K 841 268. 249

Figure 5.9 Projet de tour commémorative, Compiègne. NA F/1cI/205. 259

Figure 5.10 Maquette du monument de Frévent. AN F/1cI/205. 262

Figure 5.11 Diagramme du bombardement sur La Chapelle, avril 1944. SHDv AI 3 D 321. (471) 286

Figure 5.12 « Effet d'une bombe vraisemblablement de 250 kgs sur les marches de l'escalier montant à la Basilique du Sacré-Cœur de Montmartre ». SHDv AI 3 D 321. (643-644) 286

Figure 5.13 Timbre-poste « Villes bombardées », 1943. 303

Figure 5.14 Timbres-poste de la « Série des villes martyres », 1945. 304

Figure 6.1 Plaque commémorative au Trocadéro 315

Figure Annexe G.1 Entête du document. AN AG/3(1)/278 340

Figure Annexe H.1 Entête du document. AN F/1a/3729. 345

Figure Annexe I.1 Entête du document. AN F/22/2046, AN F/22/2033, AN F/22/2046, NA FO 660/191, NA CAB 121/2 348

LISTE DES TABLEAUX

Tableau 3.1 1944, enquête sur l'opinion publique en France : bombardements..... 126

Tableau 5.1 Périodes d'érection de monuments, stèles ou plaques. 240

Tableau 5.2 Répartition selon les catégories de victimes. 241

LISTE DES ABRÉVIATIONS

Dépôts d'archives

AD: Archives, Ministère des Affaires étrangères, La Courneuve
AN: Archives nationales, Pierrefitte-sur-Seine
BNF : Bibliothèque nationale de France, Paris
CAEF: Centre des archives économiques et financières, Savigny-le-Temple
CC : Churchill College, Cambridge
KC : Kings College, Londres
MP : Musée de la Poste, Paris
NA : National Archives, Kew (Londres)
NU : Nuffield College, Oxford
RAF : Royal Air Force Museum, Londres
RS: Royal Society, Londres
SHDc : Service historique de la Défense, Caen
SHDv: Service historique de la Défense, Vincennes
UEA : University of East Anglia, Norwich

Sigles fréquemment employés

CFLN: Comité français de la Libération nationale
DCA : Défense contre les avions
RAF : Royal Air Force
STO : Service du travail obligatoire

RÉSUMÉ

François Hollande, alors président de la République française, prononce le 6 juin 2014 un discours à l'occasion du 70e anniversaire du débarquement en Normandie. Son propos se démarque nettement des discours précédents : l'accent est mis sur les souffrances des civils pris dans la bataille plutôt que sur l'héroïsme. Ainsi a pris fin, selon nous, un silence de la société française sur une période de 70 ans au sujet des bombardements de l'aviation alliée sur la France pendant la Seconde Guerre mondiale, principale cause des victimes civiles françaises de ce conflit.

Le déficit historiographique au sujet de ces bombardements nous est apparu au cours de recherches précédentes. Si l'histoire générale du second conflit mondial n'en traite que très peu, il est encore plus étonnant d'observer la même lacune chez les historiens français. Après avoir établi une grille d'analyse des types de silences qu'observe une société, nous avons cherché les causes de ce phénomène en France.

Nous en tirons quatre constats. En premier lieu, nous n'avons pas trouvé d'intervention active de l'État français pour imposer ce silence, ce que certaines hypothèses pouvaient laisser supposer. Dans un second temps, nous avons cherché sans succès des traces écrites qui auraient soutenu les explications avancées par certains historiens conscients de ce phénomène. Ce sont plutôt deux explications soutenues par des documents formels qui nous sont apparues progressivement. La première prend place dans le déroulement de la guerre. Nous montrons que le général de Gaulle et son entourage ont peu agi pour que la façon de bombarder la France soit modifiée afin de réduire le nombre de victimes et le peu d'écoute que les Alliés leur ont accordé a été humiliant. Là réside selon nous la prise de racine du silence étudié : le gouvernement français qui prend le pouvoir au sortir du conflit évite le sujet et ne suscite surtout pas la commémoration de ces bombardements. De plus, le régime de Vichy a bien performé à ce sujet : sa défense passive efficace a été appréciée et il les a mis à profit avec succès dans sa propagande. Notre seconde explication porte sur l'absence d'agents de mémoire qui auraient fait pression pour une commémoration des bombardements. Nous montrons qu'au cours de deux périodes importantes d'investissements de l'État dans la commémoration du conflit, soient l'immédiat après-guerre et le retour de De Gaulle au pouvoir en 1958, le manque d'actions des associations en faveur de la mémoire dans un premier temps et leur absence par la suite ont fait que les morts sous les bombardements alliés sont une catégorie de victimes qui, contrairement aux autres, manque le train qui passe.

Nous exposons comment ce silence se manifeste en dehors de la seule historiographie. Son expression dans la gravure de la mémoire sur la pierre est frappante. Les autres catégories de victimes du conflit – résistants, maquisards, déportés, fusillés – ont trouvé place dans les inscriptions souvent avec la mention de la cause de leur décès. Par contre, les noms des victimes des bombardements se retrouvent parmi les listes de « Morts pour la France ». L'origine de leur décès passe donc sous silence. Les bombardements alliés sur la France sont aussi remarquablement absents dans la littérature et le cinéma français. L'enseignement de l'histoire du pays dans la Seconde Guerre mondiale en souffre aussi : il y a peu sur ces bombardements pourtant souvent intensifs, sur les destructions et les pertes de vies qu'ils ont engendrées. Les timbres-poste, expression tout indiquée des thèmes importants pour un État, ont souligné les bombardements une seule fois en 1945.

MOTS CLÉS : Seconde Guerre mondiale, France, Bombardements stratégiques alliés, Silence commémoratif

Memories under Silence : The Allied Bombardment of France - 1940-2014

President François Holland's speech celebrating the 70th anniversary of the Normandy landing marked the end of a long government silence about the country's civilian sufferings during the fierce battles that ensued during the Second World War. Over the course of the conflict, between 50 000 and 70 000 French civilians lost their lives to allied bombs, a subject largely absent from the general histories of the war, and even more significantly, from the works of French historians. Our research shows how this silence was not caused by deliberate actions of the French state, but from the combination of two factors. The first took root during the conflict as the Free French (FF) in London and in Algiers received a great deal of information on the dramatic impact the bombings were having in France. Yet the FF did not follow this up with determined requests to the allied high command to modify the bombing tactics employed in order to reduce the number of civilian victims. When taking power upon landing in France in 1944, de Gaulle's government had every reason to avoid the subject including, as we show, the Vichy regime's fairly efficient passive defence of civilians and its successful instrumentalization of the bombings in its propaganda. The second factor comes from the lack of memory agents after the war. This explains the lack of any sustained campaign for the commemoration of victims of the allied bombings, unlike other victims groups like deportees. A few associations did exist when France was experiencing a strong impulse to erect monuments to those who suffered during the war, especially in the first decade after 1945. However they limited their role to requests for financial aid, not commemoration. When a second period of intense state investment in commemoration occurred, with the return to power of de Gaulle in 1958, these associations had already disappeared. Having explained the origins of this 70-year period of silence, we show how it manifested itself outside the conflict's history and historiography. We examine the absence of allied bombing in monuments, steles, literature, cinema, textbooks, and postal stamps. Finally, we explain Holland's decision in 2014 to end his country's official silence and recognize the tens of thousands of civilians who died during the Allied Bombing campaign in France.

KEY WORDS: Second World War, France, Allied Strategic Bombing, Commemorative Silence.

INTRODUCTION

La France a été fortement bombardée par l'aviation alliée pendant la Seconde Guerre mondiale, en particulier en 1944, dans les mois précédant sa libération. Les impacts en ont été majeurs. Les bombardements alliés ont fait entre 50 000 et 70 000 victimes civiles, soit un nombre comparable aux victimes du *Blitz* allemand contre l'Angleterre ou des déportés français. Ayant causé le quart des pertes civiles en France, les bombardements sont

> la première cause de mortalité des civils durant la guerre, au même niveau que les déportations raciales opérées par les nazis, et il [le nombre de victimes civiles des bombardements] est trois fois supérieur au nombre des fusillés par les Allemands (26 000)[1].

La France ayant reçu quelque 22% du tonnage de bombes que les Alliés ont lâchées sur l'Europe[2], les destructions ont été massives : « de nombreux centres urbains ont été rasés par des bombardements en tapis : 20 % du patrimoine immobilier a souffert, 1 500 localités sont détruites à plus de 60 % et 3 000 autres sont partiellement sinistrées »[3].

---

[1] Jean-François Muracciole, « Le bombardement stratégique en France durant la Seconde Guerre mondiale : premier bilan et pistes de recherche », dans Michèle Battesti et Patrick Facon dir, *Les bombardements alliés sur la France durant la Seconde Guerre mondiale : stratégies, bilans matériels et humains*, Cahiers du Centre d'études d'histoire de la défense nº 37, 2009, p. 173.

[2] Patrick Facon, « Les bombardements alliés sur la France durant la Seconde Guerre mondiale : enjeux, thématiques et problématiques », dans Michèle Battesti et Patrick Facon dir., *Les bombardements alliés sur la France durant la Seconde Guerre mondiale : stratégies, bilans matériels et humains*, Cahiers du Centre d'études d'histoire de la défense nº 37, 2009, p. 9.

[3] Rose-Anne Couedelo, « Aménagement et urbanisme », dans *Reconstructions et modernisation – La France après les ruines 1918… 1945…*, Archives nationales, 1991, p. 217.

Malgré tout cela, l'écriture de l'histoire du conflit couvre peu ce thème. Le *Blitz* sur l'Angleterre et les bombardements sur l'Allemagne, avec des drames comme ceux de Hambourg et de Dresde, ont largement retenu l'attention des historiens. Ils ont en commun d'avoir été le fait d'ennemis. Les bombardements alliés sur la France ne partagent pas cette caractéristique : ils furent perpétrés par ceux qui venaient libérer le pays. Cela ne suffit pas pour expliquer leur absence dans l'historiographie, laquelle est particulièrement remarquable chez les historiens français. Seul un journaliste et ancien résistant leur consacre un ouvrage en 1997[4]. Mais il y a plus. Ce silence des historiens se retrouve aussi dans la commémoration du second conflit mondial en France et dans son traitement culturel. Les Français connaissent bien leurs héros et leurs antihéros de la guerre et ils les mettent en scène abondamment dans leur histoire, leur littérature, leur cinéma et sur leurs monuments. Les victimes des bombardements alliés ne sont pas traitées de la sorte. Elles ne sont pas oubliées, non plus que les pertes de patrimoine, mais les bombardements « amis » qui en furent responsables font l'objet d'un silence dont la longue durée fait contraste avec l'accès graduel à la reconnaissance de victimes d'actes « ennemis » (résistants, martyrs, déportés) qui y ont progressivement eu accès bien plus tôt. Nous avons cherché les explications de ce phénomène, en allant au-delà d'hypothèses parfois avancées de façon intuitive par certains historiens qui ont aussi fait ce constat. Ce sont des traces écrites, des documents d'archives qui soutiennent les conclusions auxquelles nous en sommes arrivés. Ce faisant, notre travail a ajouté de nouvelles pages à l'histoire de France. En particulier, le général de Gaulle et Winston Churchill ont très peu traité des bombardements de l'aviation alliée sur le pays dans leurs mémoires. Notre exposé porte en grande partie sur cet aspect négligé. Même les biographes ont omis ce sujet, notamment absent du tout récent ouvrage, salué par la critique, que l'historien britannique Julian Jackson a consacré à De Gaulle[5]. Mais le silence français semble vouloir s'estomper depuis quelques années. Nous situons

[4] Eddy Florentin, *Quand les Alliés bombardaient la France 1940-1945*, Paris, Perrin, 1997, 471p.
[5] Julian Jackson, *De Gaulle: une certaine idée de la France*, trad. de l'anglais par Marie-Anne Béru, Paris, Seuil, 2019 (1ère éd. 2018), 984p.

l'amorce d'un éveil de la parole sur cette partie de l'histoire de France dans le discours prononcé par le président François Hollande le 6 juin 2014 à Caen, lors du 70e anniversaire du débarquement. En présence de descendants des victimes civiles de la bataille de Normandie, les souffrances des Français pendant les combats de la libération ont alors été rappelées. Notre recherche d'explications a porté sur une période de presque 75 ans, soit du début des opérations de bombardements aériens alliés sur la France vaincue en 1940 au discours du président en 2014.

Lors d'une session de l'Assemblée nationale française en 1951, une proposition de résolution est déposée « tendant à **établir**, pour les **deux guerres mondiales** de **1914-1918** et de **1939-1945**, un **Livre d'or** rappelant le souvenir des victimes civiles et de leurs souffrances »[6]. C'est l'œuvre de Louis Marin, alors député de Meurthe-et-Moselle après avoir été ministre à différentes reprises. Patriote convaincu, il veut ainsi assurer la mémoire des victimes civiles françaises des deux conflits, en proposant que leurs noms soient inscrits dans un grand livre. Afin de soutenir son propos, il élabore une « classification statistique des victimes civiles »[7] présentée en fonction de la nature des atrocités commises par l'ennemi – et par l'ennemi seulement. Ainsi, seules les actions des occupants (Allemands et Italiens) y sont énumérées[8]. Soit qu'il ait oublié d'en tenir compte, soit qu'il ne les considère pas comme des actes de guerre, les bombardements aériens réalisés pendant la Seconde Guerre mondiale par les Alliés – Britanniques[9] et Américains – ne sont pas mentionnés. Leurs « victimes » ne seraient donc pas inscrites dans le Livre d'or proposé. Cette attitude est selon nous typique de l'ornière dans laquelle s'est engagée la commémoration des bombardements alliés sur la France

[6] Assemblée nationale, première législature, Proposition de résolution No 13226 présentée par M. Louis Marin, député, annexe au procès-verbal de la séance du 11 mai 1951, caractères gras dans l'original, AN 317AP/129, 28p.
[7] *Ibid*., p. 6
[8] *Ibid*., p. 26-27.
[9] La *Royal Air Force* (RAF) britannique comptait en ses rangs des Canadiens et des ressortissants de pays occupés (Français, Belges, Polonais, entre autres). Pour des fins de simplicité, nous conservons le terme « britannique » dans notre exposé, tout en reconnaissant cette réalité.

jusqu'à un éveil récent, dans la seconde décennie du nouveau millénaire.[10] En avant-propos du livre-entrevue qu'il a réalisé en 1997-1998 avec l'historien Henry Rousso, le journaliste et philosophe Philippe Petit le reflète clairement : « La hantise du passé est devenue une obsession nationale; les générations nées après 1945 font les comptes de ceux qui sont morts les armes à la main et de ceux qui ont survécu, résisté, trahi ou collaboré »[11]. Un peu plus d'un demi-siècle après la fin du second conflit mondial, les questions sociales laissaient donc toujours de côté les morts dues aux actions des libérateurs.

Soulignons qu'il ne s'agit pas d'un oubli. Les Français, et particulièrement les résidents des villes les plus touchées, tels Le Havre, Nantes, Saint-Lô et Caen, pour n'en nommer que quelques-unes, sont au contraire fort conscients de ces tragédies. Or, comme nos recherches effectuées de 2016 à 2019 le confirment, les monuments aux victimes de la guerre sont majoritairement dédiés aux résistants, martyrs et combattants, donc à ceux qui ont perdu la vie du fait de l'ennemi. Comme nous allons le démontrer, les victimes civiles y sont parfois mentionnées, mais rarement les « bombardements », et jamais, à notre connaissance, en référant directement à la responsabilité des Alliés.

À ce titre, soulignons à nouveau que si les bombardements sont bien présents dans l'histoire et la culture de l'Allemagne et de la Grande-Bretagne, c'est qu'ils étaient le fait de l'ennemi. La France constitue un cas bien différent puisqu'au contraire, à l'exception de raids allemands assez limités au début et à la fin du conflit, ce sont des

[10] Cette approche du « Livre d'or » ne s'est d'ailleurs pas réalisée. Dans les faits, « les monuments élevés ultérieurement dans presque toutes les communes de France se sont substitués d'une façon plus apparentes [sic] aux Livres d'Or, prévus par la loi du 25 octobre 1919 ». Le Ministre de l'Intérieur Jules Moch et le Ministre des Anciens combattants et victimes de la guerre F. Mitterand [sic], *Circulaire no 1050 C.D.F. à MM. les Préfets*, Paris, 19 juillet 1948, p. 2, SHDc, non classé. (*voir Annexe C*).
[11] Philippe Petit, « avant-propos », dans Henry Rousso, *La hantise du passé – entretien avec Philippe Petit*, Paris, Les éditions Textuel, 1998, p. 6.

forces « amies » qui ont effectué, et de loin, la plus grande part des bombardements qu'elle a subis.

Quelques historiens se sont déjà étonnés de ce silence et ont avancé certaines explications, sans toutefois en poursuivre l'analyse. Olivier Wieviorka, qui travaille sur la mémoire française de la Seconde Guerre mondiale, fait l'hypothèse que mettre l'accent sur les victimes des bombardements alliés pouvait sembler ingrat envers les libérateurs anglo-saxons, ce qui aurait pu nuire au tourisme mémoriel. Il propose aussi qu'il existe une culture des héros qui laisserait peu de place à la valorisation de victimes somme toute passives. Ainsi, « durant de longues années, les victimes civiles furent donc confinées aux marges des commémorations et des mémoires officielles »[12]. L'historien allemand Michael Schmiedel propose que l'appropriation des bombardements alliés par le régime de Vichy en a contaminé la mémoire, a créé un amalgame entre victimes et coupables, et que d'autres mémoires ont été mises en œuvre pour reconstruire l'unité nationale[13]. L'historien Jean-François Muracciole suggère une série d'hypothèses : une « position politique et morale délicate » aurait fait des morts sous les bombes alliées des victimes de forces amies libératrices dénoncées par le honni régime de Vichy ; leur dispersion sur l'ensemble du territoire français les aurait rendues moins visibles ; un certain fatalisme en aurait fait des victimes inévitables, nécessaires pour la victoire finale. Cependant, selon lui, une « série de mémoires locales éclatées » semble maintenant s'éveiller. À ce titre, il mentionne qu'une base solide de connaissance de ces événements s'élabore et que l'on peut « rêver d'un véritable atlas du bombardement aérien en France »[14]. Identifiant des pistes de recherche possibles, il

---

[12] Olivier Wieviorka, *La mémoire désunie – Le souvenir des années sombres, de la Libération à nos jours*, Paris, Seuil, 2010, empl. 3882.
[13] Cité par Corinne Bouillot, « La mémoire rouennaise des bombardements dans son contexte régional et national, 1944-2011 », dans Corinne Bouillot dir., *La Reconstruction en Normandie et en Basse-Saxe après la seconde guerre mondiale – Histoire, mémoires et patrimoines de deux régions européennes*, Mont Saint-Aignan, Presses universitaires de Rouen et du Havre, 2013, p. 252.
[14] Jean-François Muracciole, *loc.cit*.., p. 175-176.

mentionne l'étude de la bataille de propagande que se sont livrée pendant le conflit le régime de Vichy et la Résistance, qui a bien failli la perdre, ainsi qu'une étude de l'efficacité des bombardements sur la France, à l'instar de ce qui a été fait pour l'Allemagne. Mais surtout, il énonce que :

> Enfin, l'étude de la mémoire du bombardement paraît devoir être développée. Ces études devront croiser logiques locales (poids du bombardement dans la vie locale, nature et chronologie de la reconstruction, présence et expression du bombardement dans la mémoire locale ou dans la vie politique et associative locale, etc.) et nationales (question de l'indemnisation des victimes, position des grands partis politiques, débats parlementaires, évolution du débat public, modalités du réveil mémoriel autour de cette question, comparaisons internationales, etc.)[15].

Nous avons orienté nos recherches sur l'ensemble de ces pistes. Nous supposions que l'intervention des pouvoirs publics, nationaux, régionaux ou municipaux, allait être apparente dans les archives. Des directives montrant une intervention dans les intentions d'ériger des monuments aux victimes des bombardements alliés existent-elles ? Leurs commémorations sont-elles décommandées ou empêchées ? Comme le montre le cinquième chapitre de notre travail, nous n'avons trouvé que très peu de traces à cet effet. Dans les négociations de l'État français afin d'obtenir de l'assistance pour la reconstruction du pays, nous n'avons trouvé aucune mention écrite visant à éviter de froisser les Américains en leur rappelant les dégâts considérables qu'ils avaient eux-mêmes causés. Cela aurait pourtant pu être évoqué. Les monuments consacrés à la mémoire des deux conflits mondiaux abondent en France, pourtant, la mention des bombardements alliés y est presque absente, comme nous le démontrons. Or, nous n'avons trouvé que très peu de traces d'interventions visant à en empêcher la commémoration. Cette absence de manifestation mémorielle touche également la

[15] *Ibid*., p. 177.

culture : les bombardements alliés trouvent bien peu de place en littérature, au cinéma ou dans l'expression philatélique de la mémoire nationale.

Avant de passer à l'exposé de nos recherches, nous élaborons dans un premier temps une base conceptuelle qui guidera notre analyse du « silence ». Le silence est une forme d'expression qui a autant d'importance que les écrits, discours et illustrations consacrés à des faits marquants de l'histoire d'une communauté. Certains historiens l'ont analysé dans diverses sociétés et se sont penchés sur sa signification et sa mise en place. Nous en tirons un exposé de divers types de silence, actifs ou passifs, intentionnels ou issus de consensus sociaux implicites. Nous ferons appel à ces concepts dans notre analyse du silence français sur les bombardements alliés subis par le pays pendant la Seconde Guerre mondiale.

Notre second chapitre passe en revue l'historiographie de ces bombardements. Il sera d'abord question de leur absence dans l'écriture française de l'histoire du pays en guerre. Nous le verrons, cette écriture est avant tout locale. C'est dans les régions, plus proches des victimes et des destructions, qu'on a voulu exposer les expériences des bombardements. Il en résulte qu'à l'échelle nationale, l'histoire de la France dans la Seconde Guerre mondiale fait peu de cas des bombardements alliés.

C'est au cours de nos recherches en archives que nous est apparu un premier élément d'explication, plausible et quelque peu surprenant, se situant pendant les événements eux-mêmes. Notre troisième chapitre montre qu'alors que les bombardements alliés se révèlent maladroits, peu efficaces et meurtriers pour les civils en France, les résistants de l'intérieur font parvenir à maintes reprises des appels à l'organisation de la France libre qui opère à l'extérieur du pays. Ils demandent que des pressions soient exercées afin que les Alliés modifient leurs tactiques d'attaque et fassent plus souvent appel au sabotage, pour avoir un meilleur impact sur l'occupant et causer moins de victimes

civiles et de destructions. Cet enjeu est connu, mais notre étude y ajoute un nouvel aspect. Nous le verrons, les archives du second conflit mondial en France et en Grande-Bretagne, mises en relation, démontrent que le Comité français de la libération nationale (CFLN), dirigé par le général de Gaulle, a réagi peu et tardivement à ces requêtes. Selon nous, cela a mis le général dans une position précaire alors qu'il devenait chef de l'État français en 1944 alors que le CFLN se transforme d'office en gouvernement provisoire. De plus, nous démontrons que les Alliés ont peu réagi face à ces quelques démarches. En fait, nous verrons que Churchill fut, de sa propre initiative, le principal défenseur des civils français. Ayant peu agi lorsque cela était possible, et humiliés par le manque de considération des Alliés, nous posons l'hypothèse qu'au moment de la libération, les dirigeants français ont considéré qu'il valait mieux éviter la question. Évoquer les bombardements alliés leur aurait fort probablement valu d'insoutenables remarques de la part de ceux qui les avaient subis et de ceux qui avaient demandé leur intervention. Cela expliquerait pourquoi le sujet n'a pas fait partie d'une stratégie de négociations politiques et économiques au sortir du conflit et pourquoi la commémoration de ces événements tragiques ne fut ni encouragée, ni explicitement découragée.

Le second élément expliquant le silence français sur les bombardements alliés est exposé dans notre quatrième chapitre. Le professeur Henry Rousso, rencontré à Montréal en décembre 2016, a souligné le rôle majeur des associations en France en ce qui concerne les commémorations. En cela, il rejoint l'opinion de Sébastien Ledoux, rencontré à Paris en 2016[16]. Chercheur en histoire contemporaine à la Sorbonne, il est auteur d'une thèse sur la genèse de l'expression « devoir de mémoire »[17]. Suite à ces discussions, nous avons cherché des associations liées aux victimes des

[16] Notes personnelles de rencontre avec monsieur Sébastien Ledoux, Paris, 3 novembre 2016.
[17] Sébastien Ledoux, *Le devoir de mémoire. Une formule et son histoire*, Paris, CNRS Éditions, 2016, 368p. Voir aussi Olivier Lalieu, « L'invention du « devoir de mémoire » », *Vingtième Siècle. Revue d'histoire*, nº 69, 2001, p. 83-94.

bombardements. Nous n'en avons découvert que trois qui n'ont été actives que dans la première décennie suivant la fin du conflit. De plus, elles agi ont avant tout pour l'obtention du soutien financier de l'État à la reconstruction et non pour la commémoration, contrairement au rôle majeur qu'ont joué en ce sens d'autres associations des victimes de la Seconde Guerre mondiale[18]. La pression sur l'État pour commémorer les bombardements fut donc très faible, voire inexistante, à la fois dans l'après-guerre immédiat et dans les décennies suivantes, jusqu'à l'éveil observé dans la présente décennie. Lorsqu'il énonce les concepts de mémoires fortes et de mémoires faibles, l'historien Enzo Traverso avance que « la « visibilité » et la reconnaissance d'une mémoire dépendent aussi de la force de ceux qui la portent »[19], des porteurs absents en ce qui concerne les bombardements alliés sur la France.

Ayant établi les deux explications qui nous semblent les plus plausibles du silence français au sujet des bombardements alliés, notre cinquième chapitre illustre comment se manifeste ce silence dans la société française. Tout d'abord, le peu de place que ces bombardements trouvent dans la littérature est frappant. Seules deux œuvres en font leur sujet central et quelques autres les abordent par la marge. Le silence est encore plus présent au cinéma. Seul un film en fait sa trame de fond, le sujet demeurant aussi à la marge dans d'autres réalisations. Nous verrons aussi comment le bombardement de la France est traité de façon fort limitée par la philatélie et dans les manuels scolaires.

Notre dernier chapitre est consacré à la fin du silence étatique sur les bombardements alliés, résultat du discours du président Hollande en juin 2014. Présentant la genèse de cette intervention présidentielle qui rompait avec celles qui l'avaient précédée, nous énumérons les travaux qui ont depuis inscrit ce sujet dans l'histoire nationale. Se pose

[18] Jean-François Muracciole, *loc. cit*., p. 175.
[19] Enzo Traverso, *Le passé: modes d'emploi – histoire, mémoire, politique*, Paris, La fabrique éditions, 2015, empl. 666.

alors la question du maintien de cette impulsion à la fois dans l'écriture de l'histoire et dans les manifestations commémoratives des bombardements alliés en France.

En somme, selon nous, le silence mémoriel qui a perduré sur quelque sept décennies au pays relativement aux considérables pertes humaines et matérielles subies sous les bombardements des libérateurs anglo-saxons est dû à deux facteurs. D'abord, le régime politique installé à la libération a assumé sa propre inaction. Pendant le conflit, il aurait vu les bombardements comme un des moyens pour libérer le territoire et hésité à intervenir avec vigueur. Après coup, leur commémoration active aurait été embarrassante. D'autre part, personne dans les années de l'immédiat après-guerre a fait pression en faveur d'une telle commémoration. Sans associations pour entreprendre des démarches, le silence s'est installé pour durer en France à ce sujet. Cela fait contraste avec la progression de l'expression mémorielle qu'ont connue d'autres groupes de victimes. Si dès la fin du conflit les héros combattants sont célébrés par l'État qui se plie alors bien volontairement aux désirs exprimés par leurs très nombreuses associations et confréries, ce sont ensuite des pressions bien organisées autour d'autres catégories de victimes qui vont jouer. Apparaissent ainsi progressivement les martyrs civils (fusillés et disparus en déportation), les victimes juives déportées, puis les Français expatriés en Allemagne dans le cadre du Service du travail obligatoire (STO). Comme le mentionne Rousso, devant les demandes sociales envers les historiens,

> s'il est possible de refuser un appel d'offres public ou de faire partie de commissions d'experts, il est moralement plus malaisé de dédaigner une demande venue de la société civile, surtout lorsqu'elle revêt une forte charge émotionnelle, par exemple celle d'une association de déportés ou de résistants, ou de toute autre catégorie de victimes de la guerre […] cela arrive malgré tout assez souvent, tant ce type de demandes est fréquent depuis quelques années […][20].

[20] Henry Rousso, *op. cit.,* p. 81.

Comme nous le démontrons, les victimes françaises des bombes alliées n'ont pas bénéficié de telles demandes.

Éradiquer le régime nazi et en libérer les territoires occupés était nécessaire. Le bombardement stratégique était l'un des moyens d'y parvenir et il aurait été inexcusable de ne pas y avoir recours. À la lecture de ce qui va suivre, ses maladresses seront apparentes. Elles étaient difficiles à éviter à l'époque : les technologies alors disponibles ne permettaient pas l'atteinte d'un degré de précision apte à réduire significativement le nombre de victimes civiles et les destructions de monuments patrimoniaux. Même en ce XXIe siècle, les avancées technologiques, pourtant remarquables, ne permettent toujours pas d'éviter que les bombardements fassent des victimes dites « collatérales ».

Rappelons que notre propos n'est pas de faire l'histoire des bombardements alliés sur la France ou de porter un jugement sur leur bilan. Il s'agit de trouver les raisons qui expliquent le silence de la France à leur égard. Pour l'État français, ce silence a duré sept décennies, soit de la Libération en 1944 au discours du président Hollande en 2014. Nous verrons que les autorités françaises ne sont pas les instigateurs de ce long silence, qu'elles n'ont pas posé de gestes pour l'imposer. Nous verrons aussi que certaines explications avancées jusqu'à maintenant pour l'expliquer ne sont pas supportées par des preuves tangibles. Nous démontrons plutôt que le silence prend racine pendant le conflit et qu'il perdure par la suite par l'absence d'agents de mémoire pour les victimes des bombardements alliés. Pour ce faire, il est nécessaire, dans un premier temps, d'établir un cadre théorique des manifestations du silence en histoire, ce à quoi servira la grille d'analyse qui est présentée dans le chapitre qui suit.

CHAPITRE I

LE CONCEPT DU SILENCE EN HISTOIRE

Dans ce premier chapitre, nous établissons ce que nous entendons par le concept du « silence » dans une société. Des historiens se sont déjà penchés sur cette question et leurs travaux nous dotent d'une grille d'analyse. Apparaissent ainsi des formes de silence qui diffèrent par leur motivation ou par leur mode d'expression. Leurs observations ont porté notamment sur les choix posés par une société dans l'élaboration d'une identité nationale. Certains événements susceptibles de favoriser l'unité, la fierté ou la ferveur patriotique sont largement diffusés avec le soutien de l'État alors que d'autres, dérangeants ou controversés, sont parfois délibérément ignorés. Ces « silences » révèlent ce que des sociétés désirent collectivement oublier. L'écrivain et intellectuel français Ernest Renan énonçait, dans une conférence prononcée le 11 mars 1882 à la Sorbonne, que « l'essence d'une nation est que tous aient beaucoup de choses en commun et aussi que tous aient oublié bien des choses. […] Tout citoyen français doit avoir oublié la Saint-Barthélemy, les massacres du Midi au XIII[e] siècle. »[21] L'historien Jay Winter décrit ce qu'il comprend par le concept de « silence » en le distinguant nettement de l'oubli :

> […] *we cannot accept the commonplace view that silence is the space of forgetting and speech the realm of remembrance. Instead, we offer the following definition of silence. Silence, we hold, is a socially constructed space in which*

[21] Ernest Renan, *Qu'est-ce qu'une nation?*, présenté par Philippe Forest, 11 mars 1882, p. 38, <http://classiques.uqac.ca/classiques/renan_ernest/qu_est_ce_une_nation/renan_quest_ce_une_nation.pdf>.

> *and about which subjects and words normally used in everyday life are not spoken. The circle around this space is described by groups of people who at one point in time deem it appropriate that there is a difference between the sayable and the unsayable, or the spoken and the unspoken, and that such a distinction can and should be maintained and observed over time*[22].

Winter identifie trois types de « silences » sur la base de leurs motivations[23]:

- « liturgiques » : de tels silences revêtent un aspect moral. Face à la guerre et à la violence, le public éprouve des sentiments de perte, de deuil, de sacrifice et de rédemption.

- « politiques » : ces silences tentent d'éviter des controverses ou de souligner des traumatismes, en espérant que le temps les fera oublier.

- « essentialistes » : on se tait, car on considère que seuls ceux qui les ont vécus peuvent invoquer des événements dévastateurs.

Au sujet des silences en histoire, Rousso, dans sa défense de l'histoire du temps présent ou contemporain, s'oppose au

> délai de prescription » en histoire, à une « période de réserve, durant laquelle toute investigation sur le passé serait à exclure afin que le temps puisse faire son œuvre. En d'autres termes, l'historien ne peut surgir qu'après le temps de l'oubli, une fois les morts enterrés.[24]

Selon lui, il est par contre « impossible de déterminer *à priori* à partir de quand un phénomène devient intelligible et accessible à la connaissance historique »[25]. Le respect d'un délai de réserve

---

[22] Jay Winter, « Thinking about silence », dans *Shadows of War – A Social History of Silence in the Twentieth Century*, Efrat Ben-Ze'evm, Ruth Ginio et Jay Winter éds., Cambridge, Cambridge University Press, 2010, p. 4.
[23] *Ibid*., p. 4-5.
[24] Henry Rousso, *La hantise du passé – entretien avec Philippe Petit*, Paris, Les éditions Textuel, 1998, p. 58.
[25] *Ibid*., italique dans le texte, p. 59.

> s'appuie aussi sur l'idée commune et en apparence évidente qu'il faut attendre que les protagonistes aient disparu. Le temps de l'histoire serait alors concomitant du temps du deuil, il commencerait avec le temps des morts ». Au contraire, pour l'histoire du temps présent soutenue par Rousso, « la présence d'acteurs et de témoins vivants [est] bel et bien une ressource.[26]

Rejoignant Renan, Winter définit la commémoration comme « *the collective representation of a shared view of a past worth recalling. As such it is performative; it selects elements of a narrative and necessarily suppresses other sides of the story* »[27]. Ce phénomène est apparent dans les batailles commémoratives entre gaullistes et communistes dans la France de la Libération. Toujours selon Winter, le silence n'est pas statique. Il est sujet à un cycle de vie qui lui est propre alors que des agents de la mémoire le remettent en question, en modifient la nature et arrivent à le rompre[28]. Il présente plusieurs cas issus de domaines spatio-temporels divers en contexte de guerre et de violence.

Sur l'aspect sélectif de la commémoration, donc du passage sous silence d'éléments choisis, l'auteur donne l'exemple de la création d'un mémorial de la Grande Guerre au *New College Oxford*. L'intention était d'honorer l'ensemble des membres de l'institution ayant perdu la vie dans ce conflit. Mais que faire des étudiants allemands, morts au combat ? Ils furent inclus alors que d'autres collèges en décidèrent autrement[29]. En ce qui concerne le cycle de vie d'un silence, Winter considère le cas de l'après 1945 en France. L'immédiat de la Libération se caractérise par un mutisme relativement complet face à des traumatismes alors récents. S'en est suivi la construction d'un mythe de résistance nationale qui, suite notamment aux écrits de

[26] *Ibid*., p. 62-63.
[27] Jay Winter, *loc.cit*., p. 20.
[28] *Ibid*., p. 11.
[29] *Ibid*., p. 20.

Rousso[30] et de Robert Paxton[31], a fait place dans les années 1970 à une forte remise en question. La nation avait acquis suffisamment de recul pour faire face à une réalité beaucoup plus sombre au sujet de laquelle le silence fut rompu[32]. De ce cas et de certains autres similaires Winter dégage une règle générale : plus les actes de commémoration se rapprochent du pouvoir, plus ceux qui le détiennent ont tendance à les utiliser à leurs fins pour se légitimer. En corollaire, les commémorations plus humbles sont moins exposées à de tels emprunts[33]. En 2016, Winter a repris l'étude du silence en éditant un ouvrage collectif en collaboration avec Alexandre Dessingué, professeur d'études littéraires de l'Université de Stavanger, spécialiste de la Seconde Guerre mondiale et de l'Holocauste[34]. Les deux auteurs exposent d'entrée de jeu comment les relations entre silence, souvenir et oubli sont complexes. Ils rappellent que le silence n'est pas synonyme d'oubli, et inversement que le non-silence n'est pas synonyme du souvenir[35] .

Rédactrice des conclusions du volume, Astrid Erll, professeure en littératures et cultures anglophones à la Goethe University Frankfurt am Main, décrit les *cadres sociaux du silence* (en français dans le texte) : « *Silence is contingent on social groups, which repress, deselect, or choose for the moment not to activate certain materials* ». Ainsi, les silences appartiennent-ils à la vie sociale, car ils sont plus étroitement attachés à la société et aux médias que ne le sont les concepts de souvenir et d'oubli[36]. Il en résulte que l'environnement qui soutient les silences n'est stable ni dans l'espace,

---

[30] Henry Rousso, *Le syndrome de Vichy - De 1944 à nos jours*, Paris, Éditions du Seuil, 1990, 414p.
[31] Robert Paxton, *La France de Vichy 1940-1944*, trad. de l'américain par Claude Bertrand, Paris, Éditions du Seuil, 1973, 375p.
[32] Jay Winter, *loc.cit*., p. 23.
[33] *Ibid*., p. 28.
[34] Alexandre Dessingué et Jay Winter éds., *Beyond Memory – Silence and the Aesthetics of Remembrance*, Londres, Routledge, 2016, 220p.
[35] Alexandre Dessingué et Jay Winter, « Introduction – Remembering, forgetting and silence », dans Alexandre Dessingué et Jay Winter éds., *op. cit.*, p. 4-5.
[36] Astrid Erll, « Concluding remarks – Silence and social life », dans Alexandre Dessingué et Jay Winter éds., *Beyond Memory – Silence and the Aesthetics of Remembrance*, Londres, Routledge, 2016, p. 211.

où il varie d'un emplacement à un autre, ni dans le temps alors qu'une génération remet en question celle qui la précède. Dans le corps de l'ouvrage, plusieurs auteurs font la démonstration de ces observations en traitant des silences présents dans divers environnements et occasions. Winter, analysant le long silence sur les combattants atteints de maladie mentale suite aux traumatismes subis pendant la Première Guerre mondiale, observe que « *silence is, among other things, a state in which no one says what everyone knows* »[37].

Alors que Winter classifie les silences en fonction de leur motivation, une approche fort différente est proposée par deux spécialistes des processus de commémoration, la professeure Vered Vinitzky-Seroussi de l'Hebrew University of Jerusalem et la sociologue Chana Teerger[38]. Énonçant que le silence peut parfois aider à se souvenir alors que dire peut tout aussi bien favoriser l'amnésie, elles classifient les silences selon leur mode d'expression :

- « déclarés (*overt*) » : une absence de narration, voulue, parfois officialisée (par exemple, une minute de silence).
- « masqués (*covert*) » : un sujet est caché par une abondance de discours.

Les auteures utilisent l'assassinat en 1995 du premier ministre d'Israël, Yitzhak Rabin, pour illustrer leur propos. Différents intervenants du pays ont instrumentalisé les silences pour favoriser, les uns le souvenir, les autres l'oubli[39]. Elles proposent un tableau qui résume les combinaisons possibles qui en résultent[40] :

---

[37] Jay Winter, « Shell shock, Gallipoli and the generation of silence », dans Alexandre Dessingué et Jay Winter éds., *Beyond Memory – Silence and the Aesthetics of Remembrance*, Londres, Routledge, 2016, p. 195.
[38] Vered Vinitzky-Seroussi et Chana Teerger, « Unpacking the Unspoken : Silence in Collective Memory and Forgetting », *Social Forces*, vol. 88, nº 3, 2010, p. 1104.
[39] *Ibid*., p. 1105.
[40] *Ibid*., p. 1108.

	Silences déclarés	Silences masqués
Mémoire	Moment de silence	Commémoration timide
Oubli	Silence envahissant	Commémoration noyée

Dans le cas de Rabin, il existe bien une journée commémorative, mais il n'y a pas d'appel officiel (sirènes) à une minute de silence (silence déclaré favorisant le souvenir) alors que cela est fait dans d'autres occasions. Certains Israéliens le font tout de même. À l'opposé, un bon nombre d'entre eux ignorent tout simplement cet anniversaire, pratiquant ainsi un silence déclaré favorisant l'oubli[41].

D'une tout autre façon, la gauche israélienne profite de la journée dédiée à la commémoration de cet assassinat non pour rappeler l'événement lui-même, mais pour l'associer aux idées de Rabin et mettre en évidence les démarches que ses adversaires de droite avaient entreprises contre lui : un silence masqué, mais favorable au souvenir[42]. À l'opposé, ceux qui ne désirent pas commémorer l'événement, conscients qu'un mutisme complet pourrait sembler illégitime, lui associent d'autres éléments afin de diluer le sujet. Le silence est alors masqué et favorise l'oubli : la commémoration de l'assassinat de Rabin se retrouve ainsi enchâssée entre la célébration de la matriarche biblique Rachel et un jour de prière pour appeler la pluie[43]. Les auteures concluent en invitant les chercheurs à utiliser cette méthodologie pour examiner d'autres cas où celle-ci pourrait se révéler utile. Elles en énumèrent un certain nombre, dont certains sont relatifs à la Seconde Guerre mondiale[44]. En ce sens, et d'intérêt particulier en ce qui nous concerne, Rousso énonce que la

[41] *Ibid*., p. 1109-1110.
[42] *Ibid*., p. 1112.
[43] *Ibid*., p. 1115.
[44] *Ibid*., p. 1118.

> transparence [un accès sans réserve aux archives] est presque synonyme d'invisible, et que l'idéologie de la transparence promeut, sans s'en rendre compte, une nouvelle forme d'opacité. Le surcroît d'informations, y compris d'informations historiques, restreint la possibilité de mise en perspective, et donc la connaissance.[45]

L'abondance d'archives à laquelle font face les chercheurs sur la Seconde Guerre mondiale participerait ainsi à une forme de silence « masqué ».

Ces deux approches, celle de Winter et celle de Vinitzky-Seroussi - Teerger, nous munissent d'une grille d'analyse des silences. En les combinant, c'est-à-dire en tenant compte à la fois du mode d'expression et de la motivation d'un silence, nous considérons qu'un silence qui s'observe comme « déclaré » ou « masqué » peut être de nature « liturgique », « politique » ou « essentialiste ». Dans notre travail, lorsqu'un silence spécifique sera identifié, nous invoquerons cette grille pour le qualifier. Toutefois, nous observerons que certains silences échappent à une simple application de ce cadre : ils sont la conséquence d'un silence déjà établi. S'ouvrent ainsi de multiples angles sous lesquels le silence français sur le bombardement de son territoire peut être examiné.

[45] Henry Rousso, *op. cit.*, p. 71.

CHAPITRE II

HISTORIOGRAPHIES

Les bombardements alliés sur la France ont été largement absents de la narration historique de la Seconde Guerre mondiale. Les développements majeurs du conflit sont bien couverts et il en est généralement de même pour ses aspects sociaux, économiques et humains, qui composent une histoire thématique considérable. Pourtant, le bombardement aérien du territoire français est très peu couvert. Le sujet est presque absent des ouvrages de synthèse sur le second conflit mondial, même récents. Par exemple, dans l'ouvrage d'un millier de pages de l'historien britannique Antony Beevor *La Seconde Guerre mondiale* publié en 2012, un court paragraphe est consacré au bombardement de l'usine Renault de Boulogne-Billancourt en banlieue de Paris[46], un autre aux bombardements sur la Normandie en préparation du débarquement[47], et le désastreux bombardement de Caen du 6 juillet 1944 reçoit une brève mention[48].

Dans ce contexte, nous analyserons ici l'historiographie de ces bombardements en traitant en premier lieu du travail des historiens français. Leur silence est d'autant plus étonnant qu'ils se trouvent pour ainsi dire aux premières loges. Les archives du pays et

[46] Antony Beevor, *La Seconde Guerre mondiale*, trad. de l'anglais par Raymond Clarinard, Paris, Calmann-Lévy, 2012, p. 537.
[47] *Ibid*., p. 695
[48] *Ibid*., p. 726.

les mémoires vivantes leur sont accessibles. Or, en ce qui concerne l'histoire du pays dans son ensemble pour la période du second conflit mondial, ce sont d'autres considérations qui occupent l'espace historien. La résistance, la collaboration, l'épopée gaullienne et l'héroïsme en sont les sujets dominants. Il peut être compréhensible que les bombardements alliés sur le pays n'aient pas occupé de place parmi ces sujets dans les toutes premières années suivant la fin du second conflit mondial : étant tout récents, ils représentaient une évidence qui ne nécessitait pas alors une narration. Par contre, cette absence a perduré, ce qui est plus remarquable et demande une explication. Localement toutefois, dans les régions les plus touchées, notamment celles qui se sont trouvées prises dans les rudes combats de la Libération, les bombardements trouvent une place dans les écrits. Ces œuvres, souvent aujourd'hui difficiles à trouver, ont eu une diffusion avant tout locale. En ce qui concerne l'histoire du pays dans son ensemble dans la Seconde Guerre mondiale, sur la période qui nous occupe, soit jusqu'au discours du président Hollande de 2014, seul un ouvrage français publié en 1997 s'est consacré entièrement aux bombardements alliés. Dans un troisième temps, nous ferons état d'une historiographie hors France qui n'a abordé le sujet qu'à partir de 2012.

2.1 Historiographie française locale

Pour environ 70 ans à partir de la Libération jusqu'au discours du président Hollande, l'histoire française des bombardements alliés repose principalement sur des ouvrages dédiés à des événements régionaux ou reliés à une municipalité en particulier.

Le récit qui nous semble le plus remarquable nous vient de celui qui est devenu maire du Havre en 1941. Nommé par le gouvernement de Vichy, Pierre Courant s'est montré particulièrement actif et efficace pendant les bombardements, en particulier en septembre 1944. Il joue d'ailleurs un rôle important lors des réunions que tiennent les

maires des villes côtières, particulièrement touchées par les préparatifs des Alliés en vue du débarquement. Les bombardements alliés deviennent alors de plus en plus apparents. Pendant cette période, les comptes rendus de ces réunions se retrouvent rapidement entre les mains de la France Libre[49]. Le Havre a compté presque 1 500 morts sous les bombardements, et le dévouement de Courant a été si remarquable qu'il fut acclamé par la population de la ville. Écarté après la Libération, sa popularité est demeurée telle qu'il fut élu maire en 1947, poste qu'il occupa jusqu'en 1954. Il sera aussi député et ministre de la Reconstruction. Il a raconté cette expérience toute particulière dès le lendemain des événements dans un court ouvrage qui constitue un témoignage direct de ce qu'ont vécu les habitants d'une ville française d'envergure sous les bombes alliées[50]. Selon lui, les habitants de la ville eurent des réactions ambigües après la libération de la ville, quelques jours plus tard : « Un profond sentiment d'unanimité étreint toute la ville, joie de la libération assombrie par les deuils, reconnaissance envers les libérateurs, […] »[51]. Il mentionne aussi que les nombreux bombardements du Havre - il estime leur nombre à 140 ou à 120[52] - ont été cachés au reste du pays pendant la guerre[53].

À notre connaissance, au milieu de nombreux écrits reliés à la Résistance, il n'existe que quelques sources locales ayant fait état de la tragédie des bombardements dans l'immédiat après-guerre. L'une, de 1946, porte sur la vie dans la ville de Lyon pendant la guerre[54] et une autre, parue en 1949, sur le cas particulier d'un collège de jeunes

---

[49] CFLN, Commissariat à l'Intérieur, *Au sujet du procès-verbal de la réunion des maires (ports de la Manche et littoral atlantique)*, réception 7 avril 1944, diffusion 20 avril 1944, 7p. AN F/1a/3729, réunions du 14 mars 1944 et du 18 février 1944, AN AG/3(1)/278.
[50] Pierre Courant, *Au Havre pendant le siège – Souvenirs du 1er au 12 septembre 1944*, Paris, Librairie Arthème Fayard, 1946, 91p.
[51] *Ibid*., p. 59.
[52] *Ibid*., respectivement p. 25 et p. 39.
[53] *Ibid*., p. 88-89.
[54] Georges Gilonne, *Lyon de guerre – Sous les bombes, pendant la Libération*, Lyon, Impr. De Bascou frères, 1946, 135p.

filles pris dans la tourmente de la bataille de Normandie[55]. Dans *La bataille de Normandie* publié en 1947[56], René Herval recueille quelque 80 témoignages. Ce bel ouvrage comprend quelques photographies et des aquarelles saisissantes de monuments dévastés. Les bombardements alliés y prennent une place importante. Le tome premier raconte Saint-Lô avec une aquarelle de son Église Notre-Dame en ruines, le carrefour ferroviaire et routier qu'est Valognes avec une photographie des ruines de l'Église de Saint-Malo, une aquarelle dramatique montrant l'Église Saint-Pierre de Caen, une autre illustrant les ruines de la Porte-Horloge de Vire, le drame du bombardement de Domfront qu'illustre une photographie du pont Godras, et pour terminer, une vue du centre de Falaise datée de septembre 1944, réduit à un amas de gravats, et un court récit du sort d'Argentan prise sous les bombes et dans les combats de la libération. Le tome second offre deux témoignages sur Le Havre. Toujours en 1947 paraît *Ici ... fut Aunay*, de l'Abbé André Paul, curé d'Aunay-sur-Odon dans le Calvados[57]. La destruction du village par quatre bombardements alliés successifs les 11, 12, 14 et 15 juin 1944 y est racontée avec photographies et une énumération des victimes.

Il faut ensuite attendre quelques décennies pour que l'intérêt renaisse au sujet des bombes larguées sur la France. Célébrant le 40e anniversaire de la Libération, le département de l'Essonne produit une brochure relatant l'histoire régionale de la guerre. S'y trouvent, dans le cadre d'une description du quotidien de ses habitants pendant la période, quelques pages relatant les bombardements alliés de 1942 à 1944. Ils auraient fait 1 714 morts et 2 189 blessés[58]. En 1986, un guide des monuments du souvenir du Puy-de-Dôme rappelle les bombardements alliés sur la région de

[55] Louise Marie, *Carnet de bord des pensionnaires sous les bombes : des jeunes filles dans la bataille de Normandie juin-juillet 1944*, Condé-sur-Noireau, Éditions Charles Corlet, 2001 (1ère éd. 1949), 196p.
[56] René Herval, *La bataille de Normandie – Récits de témoins*, deux tomes, Paris, Éditions de « Notre Temps », 1947.
[57] André Paul, *Ici ... fut Aunay*, Caen, Ozanne, 1947, 28p., BNF 8-LK7-47994.
[58] Jacques Longuet et Michel Pascot, Commission Départementale de l'Information historique pour la paix – Centre Départemental de documentation pédagogique de l'Essone, *Essone 1940-1944*, 1984, BNF 4-LK4-6208.

Clermont-Ferrand[59]. Les monuments présentés dans l'ouvrage ne reprennent cependant pas ce thème. Représentatif d'une recherche approfondie pour une région en particulier, le collectif *Les Victimes civiles des bombardements en Haute-Normandie* publié en 1997[60] est remarquable. S'y trouve un récit des bombardements sur le littoral et les zones rurales de la région ainsi que les cas dramatiques du Havre et de Rouen. Les dispositions de la défense passive (abris, secouristes, hôpitaux) et l'opinion publique y sont aussi traitées. Environ les deux tiers du volume sont consacrés à une « Liste mémoriale des victimes civiles des bombardements » donnant le nom de chacune, la date et le lieu du décès. En nous en expédiant une copie en août 2016, le libraire a tenu à nous souhaiter une « bonne réception de ce livre peu courant »[61].

Une approche plus personnelle est offerte par Evelyne Py, professeure d'histoire et de géographie dans la région de Lyon[62]. Elle puise dans les mémoires de son père et dans des documents locaux pour décrire ce qu'a subi la région de Givors, Grigny et Chasse, surtout vers la fin de la guerre, en 1944. Le réseau ferroviaire français constitue à cette époque l'objectif principal des bombardements alliés et cette région du sud de la France n'y échappe pas puisqu'elle est un nœud important avec la ville de Lyon. L'ouvrage traite de l'opinion publique régionale qui déplore l'imprécision des attaques tout en ne manquant pas de blâmer l'administration du gouvernement de Vichy lorsque l'alarme n'est pas donnée adéquatement[63]. Py mentionne l'utilisation des bombardements par cette administration dans sa propagande régionale anti-alliés, mais, malgré les victimes et les destructions, elle ajoute que la défaite de l'Allemagne demeurait un vif espoir

[59] Commission de l'Information historique pour la paix Puy-de-Dôme, *Ici sont tombés*, 1986, BNF 8-LN22-326.
[60] Bernard Garnier et Michel Pigenet dir., *Les Victimes Civiles des bombardements en Haute-Normandie*, Caen, CRHQ-IRED-La Mandragore, 1997, 350p.
[61] Gérard Meunier, note personnelle sur bon de livraison, Priceminister, 28 août 2016.
[62] Evelyne Py, *Un été sous les bombes – Givors – Grigny – Chasse 1944*, Saint-Cyr-sur-Loire, Alan Sutton, 2004, 155p.
[63] *Ibid*., p.65 et 98.

pour la population[64]. Après la Libération, une aide à la reconstruction régionale a été promise, mais peu a été fait avant les années soixante. Des prisonniers de guerre allemands furent mis à contribution. « Ils ont détruit, qu'ils reconstruisent » auraient alors écrit certains journaux, semblant « avoir déjà oublié que les bombes étaient alliées » selon Py[65]. L'auteure mentionne l'héroïsme des sauveteurs qui intervenaient très rapidement, souvent même sous les bombes. Elle déplore que leur souvenir se soit dissipé, que les traces de leurs actions soient disparues[66]. Elle signale qu'un journal local, *Le Progrès*, consacrait régulièrement, à l'approche de chaque saison estivale, des articles comprenant des témoignages sur les bombardements de 1944[67].

Quelques autres ouvrages régionaux ont été réalisés au cours des deux dernières décennies, certains tout récemment, sur le sujet[68].

---

[64] *Ibid.*, p.67-69.
[65] *Ibid.*, p.123.
[66] *Ibid*., p.132.
[67] *Ibid*., p.7.
[68] Michel Boivin, Gérard Bourdin et Jean Quellien, *Villes normandes sous les bombes (juin 1944)*, Caen, Presses universitaires de Caen, 1994, 256p, dont l'avant-propos débute sur une mention de *La bataille de Normandie* de René Herval.
Gérard Roger, *Vimoutiers sous les bombes*, Condé-sur-Noireau, Éditions Charles Corlet, 2016, 92p.
Jacques Leclerc et Abbé Marcel Lelégard, *Saint-Lô sous les bombes*, Condé-sur-Noireau, Éditions Charles Corlet, 2003, 95p.
Association des anciennes élèves de Louise de Savoie, *Le Lycée sous les bombes, la vie sous l'occupation – Des lycéennes racontent*, Mérignac, Copy-media, 2008, 48p. S'y trouvent des témoignages recueillis lors d'une table-ronde du 11 décembre 2008. Il est question du bombardement du 26 mai 1944.
Claude Morin, *La Touraine sous les bombes*, Chambray-les-Tours, Presses des éditions CLD, 2000, 351p., qui présente un tableau montrant un total de 439 tués et plus de 700 blessés causés par les bombardements alliés en Indre-et-Loire de 1942 à 1944.
Jonathan Largeaud, *Se souvenir de Tours sous les bombes*, La Crèche, Geste éd., 2010, 391p., essentiellement une belle présentation d'une collection photographique plutôt qu'un texte d'histoire.
Thierry Chion, *Rouen 1940-1944 - Pompiers sous les bombes*, Louvier, YM impr., 2013, 157p., un récit du dévouement des sapeurs-pompiers de la ville et des environs accompagné de nombreuses photographies.
Jean Bonnet, *Creuse 1939-1945 - Les années sombres*, Ahun, Creuse impr., 1997, 109p.

2.2 Historiographie française nationale

Aspect majeur du silence français dont nous traitons ici, les bombardements alliés sur la France dans son ensemble n'ont été que très peu traités par les historiens avant la présente décennie. De 1945 à 1991, soit sur un demi-siècle, nos recherches révèlent une absence quasi complète du sujet dans l'historiographie française. Ce mutisme se manifeste dès la fin du second conflit mondial. En 1946, le Gouvernement provisoire réalise une *Synthèse sur les effets du bombardement stratégique allié de l'Allemagne et de l'Europe occupée* tirée d'un rapport américain. Malgré ce que son titre annonce, son contenu porte essentiellement sur l'Allemagne et il ne s'y trouve presque rien sur les bombardements subis par la France[69]. Un peu moins de 40 ans plus tard, dans un ouvrage spécifique sur la libération du pays, les bombardements alliés, qui en ont pourtant été si caractéristiques, ne font l'objet que de courtes mentions, entre autres pour signaler qu'ils font partie des causes des quelque 160 000 victimes civiles françaises de la guerre [70]. Fait significatif, une exposition tenue de janvier à mai 1991 à l'Hôtel de Rohan, *Reconstruction et modernisation – La France après les ruines 1918… 1945…*, quoique soutenue par des historiens français de renom, traite les bombardements alliés comme si leur connaissance allait de soi. Il en est question, mais uniquement pour quantifier les destructions. Toutefois, le catalogue de l'exposition est riche en documents photographiques et iconographiques reliés aux bombardements[71].

Tout aussi significative est l'absence quasi totale de références aux bombardements alliés dans le mensuel du Secrétariat d'État aux Anciens Combattants et Victimes de

---

[69] FD. Présidence du Gouvernement provisoire de la République Française, État major de la défense nationale, *Bulletin d'études no 21, Synthèse sur les effets du bombardement stratégique allié de l'Allemagne et de l'Europe occupée – Résumé du Rapport du Service d'Études Américain publié le 30 septembre 1945*, Paris, 16 février 1946, 52p., SHDv AI 2 E 57.

[70] Jacques Dalloz, *La France de la Libération (1944-1946)*, Paris, PUF, 1991 (1ère éd. 1983), p. 34.

[71] Jean-Pierre Azéma, Dominique Barjot et Rémy Baudoui éds., *Reconstruction et modernisation – La France après les ruines 1918… 1945,* Paris, Archives nationales, 1991, 312p.

guerre. Cette publication, à l'instar des autres formes de commémoration du second conflit mondial, couvre avant tout la France combattante. Les bombardements alliés n'y trouvent place qu'en une occasion : on y trouve en 1992 l'annonce du 50e anniversaire du bombardement par la RAF des chantiers de construction navale de Saint-Nazaire qui avait fait 134 victimes parmi les apprentis[72]. Il est plus fréquent de retrouver dans cette publication des annonces de cérémonies en l'honneur d'équipages britanniques, canadiens ou américains abattus[73].

Comme nous l'avons mentionné, il faut attendre 1997 pour qu'un ouvrage traite explicitement du bombardement de l'ensemble du territoire français, mais il est l'œuvre non d'un historien, mais d'un journaliste. Les historiens français ont tenu une seule action à ce sujet avant l'éveil qui semble se manifester depuis 2014, soit une journée d'études en 2007. Y participait un historien britannique qui fut le premier de la profession à y consacrer une étude complète. Ce sont ces développements que nous allons maintenant passer en revue.

Journaliste, Eddy Florentin a été résistant pendant la Seconde Guerre mondiale. Il publie en 1997 *Quand les Alliés bombardaient la France*[74], un ouvrage marqué par un enthousiasme communiqué directement aux lecteurs dont il fait ses « amis ». Sa méthodologie est simple et directe, mais elle a nécessité un effort considérable. Il semble avoir utilisé le relevé des opérations du *Bomber Command* de la *Royal Air Force*[75] pour parcourir la France à la recherche de témoins et de documents locaux. Il

[72] Secrétariat d'État aux Anciens Combattants et Victimes de guerre, « 1942… Le bombardement des apprentis », *Les chemins de la mémoire*, nº 23, novembre 1992, BNF 4-JO-61328.
[73] Par exemple, dans Secrétariat d'État aux Anciens Combattants et Victimes de guerre, « En souvenir de l'US Air Force », *Les chemins de la mémoire*, nº 39, mai 1994 et « Hommage aux équipages des bombardiers dans le Pas-de-Calais », nº 40, juin 1994, BNF 4-JO-61328.
[74] Eddy Florentin, *Quand les Alliés bombardaient la France 1940-1945*, Paris, Perrin, 1997, 471p.
[75] Martin Middlebrook et Chris Everitt, *The Bomber Command War Diaries: An Operational Reference Book, 1939-1945*, Barnsley, Pen & Swork Books, 2014 (1ère éd. 1985), 802p.

cite souvent les mémoires d'Ernst Jünger[76], écrivain allemand qui fut soldat pendant la Première Guerre mondiale puis officier en poste à Paris pendant la seconde. Ce dernier, nazi mais francophile, fut témoin des bombardements alliés. Florentin entraîne le lecteur dans une tournée de la France, mettant en scène de façon vivante les tragédies locales. Son travail inclut des recours fréquents à des entrevues avec des témoins, mais il tire également profit d'écrits personnels ou de publications locales. Hélas, il n'est pas un historien professionnel. Ses travaux ont nécessité l'accumulation d'un très important corpus documentaire, mais il ne mentionne pas ce qu'il en est advenu[77]. Ses énoncés étant rarement appuyés par des citations, il est difficile de distinguer entre une inférence de sa part et ce qui repose sur des sources. Il n'en demeure pas moins que le travail donne une image globale de la France bombardée. Bien entendu, au-delà des faits eux-mêmes, c'est de la réaction des Français devant les victimes dont il est souvent question. En émerge une règle générale assez simple : lorsqu'un bombardement a effectivement touché un objectif pertinent à l'effort de guerre allemand, les victimes civiles sont considérées comme un mal nécessaire et les Français ne manifestent pas d'animosité envers les Alliés. Par contre, lorsque l'imprécision est majeure, la colère gronde et le ressentiment est fort à leur endroit. C'est particulièrement le cas lorsque les Alliés ne modifient pas leur méthode d'attaque (bombardement massif de nuit par les Britanniques, en haute altitude de jour par les Américains) alors que les avions de chasse allemands ou des canons de la défense contre les avions (DCA) ne sont que peu présents, parfois même absents. Nous verrons que cette attitude, observée au fil des témoignages par Florentin, se retrouve effectivement à maintes reprises dans les archives.

Nous n'avons pas trouvé de critique directe de l'ouvrage de Florentin. Des publications subséquentes y font référence et manifestent une certaine réserve face à la

[76] Ernst Jünger, *Journaux de guerre, II, 1939-1948,* Bibliothèque de la Pléiade, nº 541, 2008, 1 452p.
[77] Son fils, Thierry Florentin, nous a informé qu'il a colligé la documentation accumulée par son père.

méthodologie de l'auteur, réserve que nous partageons. Le regretté Patrick Facon remarquait que « Sans en nier ou en méconnaître l'intérêt, force est de constater que le livre de cet éminent spécialiste de la bataille de Normandie reste du domaine de l'œuvre journalistique et se révèle descriptif à la lecture » [78]. Florentin est toutefois le seul à avoir proposé un dénombrement précis des victimes de ces bombardements en France, qu'il établit à 67 078 « Français »[79], tout en mentionnant que des dépouilles de travailleurs étrangers ont parfois été retrouvées bien après la guerre[80]. Mentionnons enfin qu'à notre grand désarroi, Florentin écrit que le 13 février 1945, les bombes alliées « provoquèrent la mort de 135 000 civils allemands » à Dresde[81], ce qu'un consensus a pourtant corrigé depuis plusieurs années en ramenant ce chiffre à environ 25 000 victimes, une évaluation beaucoup plus réaliste[82].

Un traitement des bombardements sur la France fort semblable à celui de Florentin parsème l'œuvre considérable du journaliste et historien Henri Amouroux réalisée entre 1976 et 1993[83]. Sa narration de certains bombardements repose sur des témoignages et un récit anecdotique. Les bombardements sont décrits partiellement et le but de l'auteur est avant tout de colliger des témoignages de la vie sous les bombes.

Le 6 juin 2007, le Centre d'études d'histoire de la Défense (CEHD) a tenu à Vincennes une journée d'étude consacrée aux bombardements alliés sur la France. Les actes de

---

[78] Patrick Facon, « Les bombardements alliés sur la France durant la Seconde Guerre mondiale : enjeux, thématiques et problématiques », dans Michèle Battesti et Patrick Facon dir., *Les bombardements alliés sur la France durant la Seconde Guerre mondiale : stratégies, bilans matériels et humains*, Cahiers du Centre d'études d'histoire de la défense nº 37, 2009, p. 10.
[79] Eddy Florentin, *op. cit*., p. 446.
[80] *Ibid*., p. 217.
[81] *Ibid*., p. 448.
[82] Richard J. Evans, *Lying About Hitler – History, Holocaust and the David Irving Trial*, New York, Basic Books, 2001, p. 177 et Richard Overy, *Sous les bombes – Nouvelle histoire de la guerre aérienne 1939-1945*, trad. de l'anglais par Sévérine Weiss, Paris, Flammarion, 2014 (1ère éd. 2013), p.542-543.
[83] Henri Amouroux, *La grande histoire des Français sous l'occupation,* Paris, Robert Laffont, 1976-1993, 10 vol.

cette rencontre[84] incluent plusieurs articles tout à fait pertinents à notre étude. En introduction, Jacques Frémaux, professeur d'histoire contemporaine à l'université Paris IV-Sorbonne, résume les faits, mentionne le nombre de victimes et énonce d'emblée que ces événements sont restés « longtemps peu évoqués par les historiens ». Il ajoute qu'il en résulte donc des « enjeux mémoriels »[85].

Allant dans le même sens, Facon signale l'absence d'ouvrage de fond, si ce n'est celui de Florentin. La mémoire s'éveille donc enfin… 60 ans après les événements[86]. Facon s'interroge sur les traces laissées dans la mémoire collective par deux propagandes contemporaines aux bombardements et diamétralement opposées : celle de la Résistance – espoir et sacrifices héroïques et nécessaires – et celle du gouvernement de Vichy – les Alliés allaient « libérer » un pays vidé de ses habitants[87]. Il signale que la pertinence des bombardements a été remise en question après la guerre froide comme en fait foi la polémique ayant entouré l'érection à Londres d'une statue de Sir Arthur Harris, le commandant en chef du *Bomber Command* de la *Royal Air Force* de 1942 à 1945[88].

L'historienne Maud Jarry présente spécifiquement les opérations aériennes contre les quelque 300 sites d'armes V (les « bombes volantes » sans pilote V1 et V2) construits par les Allemands en France. L'intensité de ces attaques, plutôt que d'engendrer une animosité envers les Alliés, aurait entraîné une augmentation des tensions entre la population et l'occupant allemand[89].

---

[84] Michèle Battesti et Patrick Facon dir, *op. cit.*, 213p.
[85] Jacques Frémaux, « Introduction », dans Michèle Battesti et Patrick Facon dir., *op. cit.*, p. 7.
[86] Patrick Facon, *loc. cit*., p. 9-11.
[87] *Ibid*., p. 14.
[88] *Ibid*., p. 15-16.
[89] Maud Jarry, « Le bombardement des sites V en France (été 1943 – été 1944) », dans Michèle Battesti et Patrick Facon dir., *op. cit.*, p. 46-48.

Toujours lors de cette journée, l'historien Michael Schmiedel présente le cas de la défense passive à Nantes sous l'angle des relations entre les civils français et l'occupant militaire allemand, ce dernier s'étant arrogé un droit d'approbation des actions civiles nommé « administration d'inspection »[90]. Une certaine collaboration existait donc. Les réunions communes étaient fréquentes, mais les intérêts allemands ayant priorité, les Français agissant pour les Français d'abord dans la mesure du possible avec un certain degré d'autonomie[91].

Ce sont les opérations aériennes alliées lors de la campagne de libération de la Normandie dont traite Jean Quellien. Selon lui, l'emploi d'outils stratégiques dans des attaques de nature tactique s'est avéré inefficace et a causé inutilement un nombre élevé de destructions et de victimes civiles[92]. Il rappelle notamment que certaines villes françaises qui constituaient des nœuds ferroviaires ont été complètement détruites afin de retarder l'acheminement de renforts allemands[93]. L'énoncé selon lequel un véritable anéantissement des villes visées était l'objectif de ces attaques est corroboré par un article de J. Sebastian Cox, gestionnaire de l*'Air Historical Branch* de la *Royal Air Force.* L'approche courante lors d'opérations aériennes contre de tels nœuds ferroviaires aurait été la suivante :

> *The forces committed to the communications campaign were generally given two aiming points when bombing railways. One was the railway centre and the other was the centre of the town. The devastation of the town contributed to the difficulty of repairing the railways. It was only when the target was relatively isolated that 'pure' communications bombing could be categorized as such.*

[90] Michael Schmiedel, « Les Allemands et la défense passive en France : le cas de Nantes », dans Michèle Battesti et Patrick Facon dir, *op. cit.*, p. 51-52.
[91] *Ibid.*, p. 53-56.
[92] Jean Quellien, « Les bombardements pendant la campagne de Normandie », dans Michèle Battesti et Patrick Facon dir, *op. cit.*, p. 73-74.
[93] *Ibid.*, p. 63.

> *Similar considerations applied to other target systems, but it was particularly true of communications bombing*[94].

Quellien mentionne que les collaborationnistes exagéraient le nombre de victimes des attaques alliées[95]. Toutefois, la région a largement souffert des bombardements et la reconstruction s'est étendue sur une décennie[96].

Le cas spécifique de la destruction de la ville portuaire de Brest sous les bombardements alliés mène l'historien Jean-Yves Besselièvre à un constat fort pertinent pour notre étude :

> Paradoxalement, les bombardements de Brest occupent une place mineure dans la bibliographie relative à l'histoire de la ville, même dans les travaux traitant de la période de l'Occupation. Ce phénomène n'est, semble-t-il, pas spécifique à Brest, car l'on constate dans de nombreuses villes reconstruites que la prise en compte de la destruction reste l'exception, et ce, aussi bien dans les plans de reconstruction, dans les politiques municipales, que dans les travaux historiques. D'une manière consciente ou inconsciente, la reconstruction efface le souvenir des moments sombres de la destruction, les pousse en quelque sorte en dehors de l'histoire[97].

On retrouve donc ici un silence « masqué », les efforts de reconstruction étouffant la commémoration des bombardements. Besselièvre mentionne que « face à la menace que les *U-boote* font peser sur les convois en Atlantique, les Britanniques décident de soumettre les ports français au même sort que les villes allemandes »[98], soit le bombardement massif sur zone. Il fait référence à une directive émise au *Bomber*

---

[94] J. Sebastian Cox, « Autumn 1944 – May 1945 », *Royal Air Force Historical Society Journal,* nº 31, 2004, p. 135.
[95] Jean Quellien, *loc. cit*., p. 68.
[96] *Ibid*., p. 72.
[97] Jean-Yves Besselièvre, « Les bombardements de Brest (1940-1944) », dans Michèle Battesti et Patrick Facon dir., *op. cit.*, p. 103.
[98] *Ibid*., p. 117.

Command le 14 janvier 1943 selon laquelle : "*A decision has accordingly been made to subject the following bases* [Lorient, Saint-Nazaire, Brest, La Pallice] *to a maximum scale of attack by your Command at night with the object of effectively devastating the whole area* […]"[99]. Les Français qui analysent en 1944 les raids alliés arrivent à un constat cohérent avec cette décision britannique en ce qui concerne le sort de Lorient : « Les faits obligent à regarder, avec une quasi-certitude, la destruction de la ville de Lorient comme voulue et systématiquement poursuivie par l'aviation anglo-américaine »[100]. Cependant, du même souffle, Besselièvre met en garde contre des abus de comparaisons avec le sort des villes allemandes. Selon lui, il faut absolument prendre en compte les conditions techniques qui connaissent de rapides transformations pendant la guerre, sans quoi « associer par exemple les bombardements des villes normandes de 1944 aux bombardements de terreur des villes allemandes est un non-sens qui découle d'une généralisation abusive »[101].

Marie-Catherine Villatoux, historienne au Service historique de la défense, traite de la question fort controversée du bombardement de la ville de Royan dans laquelle s'était retranchée une garnison allemande de 5 000 hommes isolée loin à l'arrière des lignes alliées sur la côte atlantique de la France. La ville est bombardée une première fois en janvier 1945 au prix de quelque 440 victimes civiles parmi les 2 000 habitants qui avaient refusé d'être évacués … et de 7 soldats allemands. Elle est bombardée une seconde fois en avril de la même année à la suite de quoi la garnison allemande se rend. Ce second bombardement est caractérisé par une des premières utilisations du napalm. Selon Villatoux, « Ces tragiques événements laissent une population profondément

[99] Air Vice-Marshal N.H. Bottomley (Assistant Chief of the Air Staff (Operations)) to Air Marshal Sir Arthur Harris, 14th January 1943, dans Sir Charles Webster et Noble Frankland, *The Strategic Air Offensive Against Germany 1939-1945, Volume IV Annexes & Appendices*, Uckfield, The Naval & Military Press, 1961, p. 152-153.
[100] Ministère de l'Air, Direction technique et industrielle, *Rapport sur les bombardements aériens en territoire français & sur les bombes utilisées par les aviations étrangères, Tome 1*, mai 1944, SHDv AI 3 D 321 (515).
[101] Jean-Yves Besselièvre, *loc. cit*., p.122.

traumatisée qui continue, bien des décennies plus tard, à percevoir les bombardements dont elle a été victime comme aussi inutiles qu'absurdes »[102]. Elle poursuit en exposant les différentes hypothèses portant sur les responsabilités du général de Gaulle, de ses subordonnés, des représentants des Alliés, mais aussi sur la confusion et des lacunes de communication entre les protagonistes. En somme, « il est encore impossible à ce jour d'apporter une réponse définitive au drame de Royan »[103]. S'observent ici les solitudes linguistiques dans le monde des historiens. Villatoux ne fait aucune référence à l'analyse du bombardement de Royan effectuée par l'historien américain Howard Zinn, un travail des plus intéressants puisqu'il faisait partie de l'équipage d'un des avions américains impliqués dans le bombardement d'avril sur Royan[104]. Tout de même, le mutisme de certains acteurs ayant empêché de faire la lumière sur ce drame suppose un cas de silence « politique » au sens que lui donne Winter.

Directeur de recherche à l'École nationale des ponts et chaussées, Georges Ribeill se penche sur les choix faits entre les bombardements et les sabotages pour attaquer le réseau ferroviaire français :

> le choix entre les destructions légères, mais précisément ciblées des résistants sédentaires ou maquisards, et les destructions massives, mais plus dispersées résultant des bombardements, a fait toujours débat entre les acteurs de l'époque, toujours été discuté depuis[105].

L'auteur relate plusieurs cas où l'aviation américaine procède à des bombardements en haute altitude, imprécis et meurtriers pour la population, alors que les conditions météorologiques étaient favorables et en l'absence de DCA. Il y voit une « obstination

---

[102] Marie-Catherine Villatoux, « Les bombardements de Royan (janvier et avril 1945) », dans Michèle Battesti et Patrick Facon dir., *op. cit.*, p. 125.
[103] *Ibid*., p. 132.
[104] Howard Zinn, *La bombe - De l'inutilité des bombardements aériens*, trad. de l'anglais par Nicolas Calvé, Montréal, Lux Éditeur, 2011, 96 p.
[105] Georges Ribeill, « Aux prises avec les voies ferrées : bombarder ou saboter? Un dilemme revisité », dans Michèle Battesti et Patrick Facon dir., *op. cit.*, p. 144.

des Alliés » à avoir recours aux bombardements alors que les sabotages auraient pu être plus efficaces[106]. Nous verrons qu'effectivement, les Alliés voulaient limiter le plus possible l'implication des Français dans leurs opérations militaires, d'où leur choix en faveur de ce qu'ils pouvaient réaliser par leurs propres moyens, donc essentiellement les bombardements aériens.

La ville de Lyon a été bombardée à plusieurs reprises pendant la Seconde Guerre mondiale, mais c'est au bombardement exceptionnellement tragique du 26 mai 1944 que s'intéresse le professeur d'histoire contemporaine de l'Institut d'études politiques (IEP) de Lyon, Bruno Benoît. La ville est un important nœud ferroviaire et abrite plusieurs usines. Encore une fois, c'est l'*US Air Force* qui attaque de jour à haute altitude, avec une imprécision meurtrière faisant 717 morts, pourtant en absence de défenses antiaériennes (DCA ou chasse). La presse provichyssoise s'empare de l'événement pour développer une thèse

> qui va faire son chemin après-guerre et alimenter l'anti-américanisme, des bombardements qui n'atteignent pas la puissance occupante, mais condamnent la France à la misère. Il [Victor Duparc, journaliste au *Lyon Républicain*] avance l'idée que ces bombardements sont donc plus politiques que militaires ![107].

Si le maréchal Pétain abonde dans le même sens en visitant la ville le 5 juin, la Résistance condamne elle aussi ce bombardement, mais d'une façon bien différente. Elle affirme que ses propres actions auraient été plus efficaces, tout en évitant de faire autant de victimes. Elle accuse d'autre part les autorités mises en place par le régime de Vichy d'avoir délibérément tardé à donner l'alerte afin de créer un drame susceptible d'être exploité par sa propagande anti-Alliés[108]. Selon Benoît, des maladresses

---

[106] *Ibid*., p. 160.
[107] Bruno Benoît, « Le bombardement de Lyon », dans Michèle Battesti et Patrick Facon dir., *op. cit.*, p. 168.
[108] *Ibid*., p. 170-171.

tragiques comme celle-ci ont joué un rôle important dans l'après-guerre : « L'antiaméricanisme, ancien en France, trouve ici de quoi s'alimenter et les bombardements, dénoncés comme destructeurs du potentiel économique français, vont être récupérés par le Parti communiste français au moment de la guerre froide »[109]. Nous verrons que cette idée que les bombardements anglo-saxons avaient pour but non avoué de rendre moins compétitive la France est apparue pendant la guerre pour être reprise par au moins un membre influent du PCF. C'est toutefois une hypothèse qui ne tient pas : rien ne la supporte dans les archives françaises ou britanniques.

Un historien britannique, Andrew Knapp[110], participait également à la journée d'étude du CEHD le 6 juin 2007. Il signe un article sur le bombardement du Havre. Estimant le nombre de victimes des bombardements alliés sur la France à 60 000, il relativise de façon étonnante : « un total qui ne représente que le dixième des victimes allemandes, certes, mais un chiffre du même ordre de grandeur que celui des victimes du *Blitz* en Angleterre, voire des morts français en déportation »[111]. Si la seconde partie de cet énoncé est correcte, la première est erronée. Elle se retrouve aussi au mémorial de Caen où un cartel titré « Bombarder les villes » énonce que « les bombardements en Allemagne feront au total 600 000 morts […] ». Ce chiffre correspond plutôt au nombre total de victimes des bombardements aériens effectués à la fois par les Alliés et les forces de l'Axe sur l'ensemble de l'Europe[112]. En Allemagne, les bombardements alliés ont entraîné quelque 353 000 victimes[113].

---

[109] *Ibid*., p. 172.
[110] Professeur émérite retraité de l'Université de Reading en 2015.
[111] Andrew Knapp, « « Nous vous attendions dans la joie, nous vous accueillons dans le deuil » : la Libération dans la mémoire des Havrais », dans Michèle Battesti et Patrick Facon dir., *op. cit.*, p. 77.
[112] Richard Overy, *Sous les bombes – Nouvelle histoire de la guerre aérienne 1939-1945*, trad. de l'anglais par Sévérine Weiss, Paris, Flammarion, 2014 (1ère éd. 2013), p. 9, p. 38 et p. 838.
[113] *Ibid*., p. 474-475.

Dans son exposé, Knapp montre comment les bombardements effectués par les Alliés contre les importantes installations défensives du port du Havre, érigées par les Allemands, avaient été correctement réalisés jusqu'au dérapage du 5 septembre 1944[114]. C'est alors le centre-ville qui est attaqué inexplicablement, causant plus de 1 500 victimes civiles et seulement 9 soldats allemands ! Selon Knapp, les Alliés possédaient pourtant les informations qui auraient pu leur permettre de cibler adéquatement leur attaque[115]. Ainsi serait née une controverse opposant les perceptions françaises à celles des Britanniques. Alors que les seconds y voient une action réussie contre l'ennemi allemand sans toutefois expliquer clairement comment elle a été planifiée, les premiers émettent des hypothèses peu reluisantes sur les motivations de l'attaque (expérience de méthode de destruction, affaiblissement économique du port du Havre, froid calcul visant un massacre de la population pour faire pression sur le commandement allemand en vue d'une reddition rapide)[116]. Knapp signale les faiblesses du travail de Florentin à ce sujet. Dans les archives britanniques se trouve une requête datée du 23 août 1944 demandant que soit effectuée « *a heavy bomb density attack on Le Havre at highest priority* ». Il y est énoncé que les Allemands procèdent au minage du port, que s'y trouvent de possibles navires de blocage, plusieurs petites embarcations qui pourraient servir à l'évacuation de la garnison ainsi que des navires de combat légers. Il avait également été observé que les Allemands procédaient à des démolitions susceptibles de nuire à l'utilisation du port par les Alliés[117]. La motivation serait donc bien militaire. Le martyre du Havre soulève une difficulté importante : « « Comprendre » le bombardement de la France suppose la résolution d'une contradiction entre les deux rôles des Alliés, libérateurs, mais aussi auteurs de

[114] En fait, il s'agit de deux attaques effectuées les 5 et 6 septembre 1944 qui font respectivement 781 et 655 morts. Bernard Garnier et Michel Pigenet dir, *Les Victimes Civiles des bombardements en Haute-Normandie*, Caen, CRHQ-IRED-La Mandragore, 1997, p. 79 et p. 82.
[115] Andrew Knapp, *loc. cit*., p.83.
[116] *Ibid.*, p. 89-90.
[117] ANCXF à ?(illisible)AF, 23 août 1944, NA AIR 37/1222.

massacres »[118]. Knapp avance qu'il s'agit d'un témoignage de « la place centrale du traumatisme des bombardements » qui se manifeste dans les commémorations :

> […] les maires ont tendance à contourner, avec une infinie précaution, tout ce qui pourrait ressembler à des faits précis concernant les événements de septembre 1944. […] Passer sous silence le bombardement serait faire violence à ce qui reste de souvenir dominant de la Libération. S'attarder dessus, par contre, et à plus forte raison demander des explications aux Britanniques, reviendrait non seulement à s'éloigner du rôle consensuel qu'adoptent les maires français de toutes tendances – mais aussi à faire violence aux liens séculaires avec l'Angleterre d'une ville jumelée depuis plus de cinquante ans avec Southampton. D'où des discours souvent mis en sourdine et l'attitude discrète que prennent les Britanniques lors de la plupart des commémorations […][119].

Donc, le silence des maires de villes bombardées relèverait d'une nature toute « politique » au sens de Winter : les maires ménagent le voisin britannique.

Ainsi, « dans les discours municipaux, les raids représentent une zone quasiment interdite, un *no man's land*, où seules les associations, non soumises aux contraintes du pouvoir, peuvent s'aventurer »[120]. Il en mentionne deux, soit *Remember le Havre 1944* devenue en 2003 *Mémoire et Patrimoine, le Havre 1939/44*, dont les buts sont de préserver les témoignages visibles de la guerre, d'ériger des monuments aux morts, d'effectuer des études sur le sujet et de garder le contact avec les combattants britanniques[121]. Knapp conclut que les bombardements alliés sur la France, du *friendly fire*, sont « en raison de [leur] utilisation par la propagande de Vichy, […] un sujet extrêmement sensible […] »[122]. Le silence prend ici l'aspect « essentialiste » proposé par Winter : seuls peuvent en discourir ceux qui ont été impliqués directement.

---

[118] Andrew Knapp, *loc. cit*., p. 92.
[119] *Ibid*., p. 95.
[120] *Ibid.*, p.97.
[121] *Ibid*., p.96.
[122] *Ibid*., p.101.

Nous laissons la contribution de Jean-François Muracciole, professeur d'histoire contemporaine à l'Université Paul-Valéry de Montpellier, clore notre exposé sur le compte rendu de cette journée d'étude du 6 juin 2007. D'emblée, il se demande « pourquoi la question du bombardement aérien demeure dans l'ombre de la mémoire nationale ». Il avance que la journée d'études a démontré que « le bombardement aérien demeure le dernier « fantôme » ou le dernier « trou noir » de la mémoire collective française de la seconde guerre mondiale, mémoire pourtant singulièrement réactivée depuis une vingtaine d'années »[123]. Muracciole met en opposition le silence sur les bombardements aériens à l'intérêt porté aux déportations de juifs français, les deux ayant compté un nombre équivalent de victimes. Il observe que :

> […] si une mémoire juive a fini par se réveiller et s'autonomiser, *grosso modo* à partir de 1970, souvent en prenant appui sur les enfants de déportés, rien de tel ne s'est produit en faveur des victimes des bombardements aériens. Ces dernières demeurent, aujourd'hui encore, largement ignorées de la mémoire collective du conflit : pas de jour officiel de commémoration, presque pas de monuments ou de stèles, peu d'études historiques, pas d'association de victimes. La comparaison avec les autres groupes de victimes de la guerre à des degrés divers (juifs déportés, mais aussi résistants, requis du STO [Service du travail obligatoire], voire « Malgré-Nous » alsaciens-lorrains) est saisissante[124].

Le silence qu'observe Muracciole présente selon nous un aspect « liturgique » (Winter), les sentiments pénibles ayant écarté ces victimes de manifestations ouvertes de la mémoire. Peut aussi s'y voir un aspect « masqué » (Vinitzky-Seroussi - Teerger) par l'importance de la place accordée aux autres catégories de victimes de la guerre dans la commémoration française.

---

[123] Jean-François Muracciole, « Le bombardement stratégique en France durant la Seconde Guerre mondiale : premier bilan et pistes de recherche », dans Michèle Battesti et Patrick Facon dir, *op. cit.*, p. 173.
[124] *Ibid.*, p. 175.

Après cette journée d'étude de 2007 et ses constats sur l'absence du sujet dans l'histoire de la Seconde Guerre mondiale, le Britannique Knapp est resté attaché au sujet des bombardements alliés sur la France. Outre ses propres publications sur lesquelles nous reviendrons dans notre exposé sur l'historiographie hors France, il a participé à un colloque tenu en septembre 2014 au Havre. Il est l'un des directeurs de l'ouvrage collectif qui en a résulté, *Bombardements 1944*, publié en 2016[125].

Dans notre analyse de l'historiographie de portée nationale des bombardements alliés sur la France, nous devons mentionner un ouvrage assez particulier publié en 2001, *La France sous les bombes américaines* du journaliste, considéré d'extrême droite, Jean-Claude Valla[126]. Bien que le titre annonce une analyse du cas américain, on retrouve dans le texte plusieurs mentions des attaques britanniques. Selon la thèse de l'auteur, les attentats du 11 septembre 2001 sur New York et Washington, les « assassinats collectifs d'innocents » dont Oussama Ben Laden est blâmé, sont comparables aux bombardements américains sur les villes françaises. Valla prend cependant bien soin de ne pas contextualiser cette comparaison. Les attentats visaient délibérément les civils afin de les terroriser alors que les bombardements alliés avaient pour but d'atteindre l'ennemi allemand et ont causé des victimes civiles même si les Alliés tentaient de l'éviter. Hormis un exposé engagé dans un anti-américanisme flagrant, l'ouvrage n'ajoute rien à l'historiographie des bombardements alliés.

Comme nous l'avons déjà mentionné, l'écriture de l'histoire en France connaît depuis 2014 un éveil à la question des bombardements alliés sur le pays. Ainsi, Jean-Charles Foucrier vient de publier un ouvrage qui se penche sur l'année 1944, la dernière année

---

[125] John Barzman, Corinne Bouillot et Andrew Knapp dir., *Bombardements 1944 – Le Havre, Normandie, France, Europe*, Rouen, Presses universitaires de Rouen et du Havre, 2016, 485p.
[126] Jean-Claude Valla, *La France sous les bombes américaines 1942-1945*, Paris, Éditions de la Librairie Nationale, 2001, 114p.

et la plus meurtrière des bombardements sur la France[127]. Il a aussi signé en 2015 un court article présentant certaines sources sur le sujet[128]. À propos de cet « éveil » récent, il importe de revenir sur *Bombardements 1944*, ces actes publiés en 2016 à la suite du colloque franco-allemand tenu en 2014 dont nous avons déjà fait mention. En particulier, Pierre Bergel et Corinne Bouillot situent eux aussi cet « éveil » dans le discours du président Hollande du 6 juin 2014. Ils avancent que

> L'attention portée aux victimes civiles françaises des bombardements alliés part de l'hypothèse que ces dernières sont invisibles jusqu'à aujourd'hui [2014-2016] et que les souffrances qui leur ont été infligées ont été longtemps tues par les pouvoirs publics comme par les études historiques[129].

Cela serait dû au mythe de la France avant tout résistante qui aurait favorisé la mémoire des combattants au détriment de toute autre commémoration ainsi qu'au fait qu'il s'agit de bombardements effectués par des « amis ». Bergel et Bouillot constatent comme nous que, si « les échelles nationales oublient le passé afin d'inventer l'avenir (reconstruction, redémarrage économique, renouveau démocratique), les échelles locales de la société construisent une mémoire des victimes civiles, cela dès les premières années de l'après-guerre »[130]. Toutefois, selon leur propre exposé, cette mémoire locale aurait été plutôt tardive si on considère les cas de Rouen et de Caen. À Rouen, une discrète inscription ne vient souligner qu'en 1964 les victimes des bombardements de 1940-1944. Si on ne connaît pas les faits, ces bombardements peuvent être attribués à l'ennemi allemand. La même remarque s'applique pour

---

[127] Jean-Charles Foucrier, *La stratégie de la destruction – Bombardements alliés en France, 1944*, Paris, Vendémiaire, 2017, 461p.
[128] *Id*., « Les bombardements alliés sur la France, prélude au débarquement de Normandie (janvier - juin 1944) – Un aperçu des ressources Historiographiques de la BDIC », *Matériaux pour l'histoire de notre temps*, nº 115-116, 2015, p. 85-89.
[129] Pierre Bergel et Corinne Bouillot, « Mémoires croisées des bombardements – Perspectives locales franco-allemandes : Rouen, Hanovre, Caen, Würzburg », dans John Barzman, Corinne Bouillot et Andrew Knapp dir., *op. cit.*, p. 379.
[130] *Ibid*., p. 380-381.

l'exposé que font les auteurs sur le cas de Caen[131]. Expliquant leurs jumelages entre les villes françaises et allemandes étudiées, motivés par l'ampleur de leurs destructions réciproques et donc des efforts de reconstruction, les auteurs observent d'ailleurs que : « les évocations restent toutefois très généralisatrices, et l'européanisation de la mémoire de la seconde guerre mondiale favorise une occultation des contextes historiques précis […] »[132]. Il est ensuite mentionné que le mémorial de Caen, inauguré en 1988, avait au départ presque entièrement omis la destruction de la ville, situation qui aurait été corrigée selon eux en 2002[133]. Pourtant, lors de notre propre visite en 2016, nous n'avons trouvé qu'un petit panneau sur le sujet (figure 2.1) à l'intérieur d'une section dédiée au concept de « guerre totale » et qui traitait principalement de la destruction des villes, surtout allemandes et japonaises.

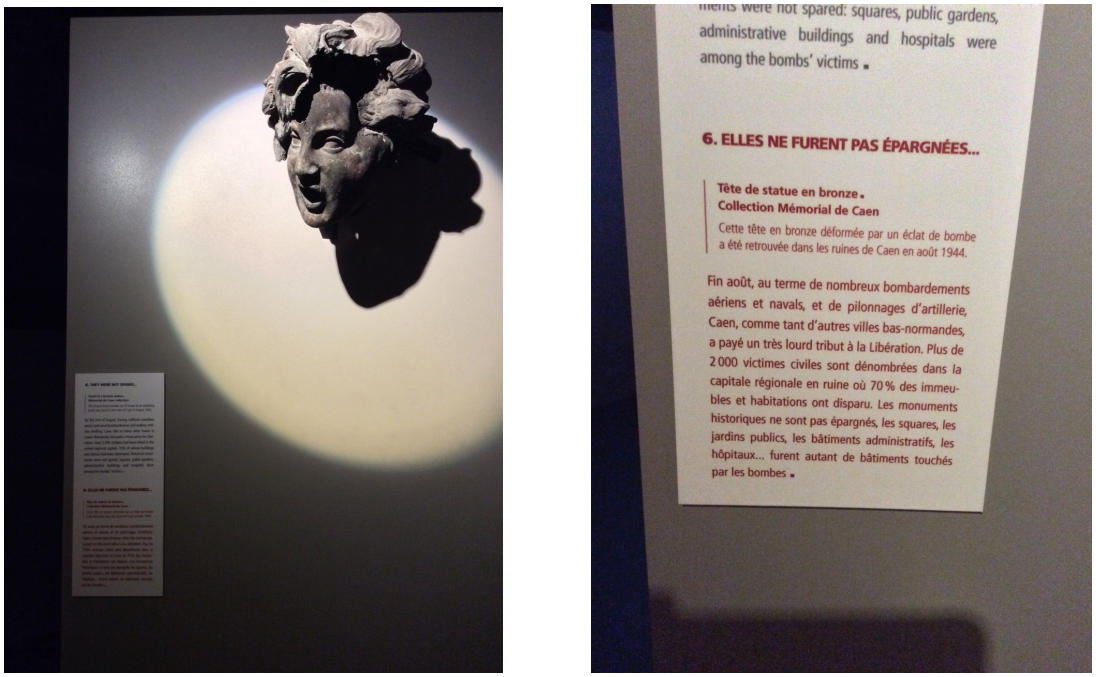


Figure 2.1 Mémorial de Caen : Panneau sur le bombardement d'août 1944.

[131] *Ibid*., p. 387.
[132] *Ibid*., p. 393.
[133] Les bombardements de Caen figuraient dans la première exposition permanente du Mémorial dans l'espace qui était consacré à l'Occupation .

Observant une tendance des Caennais à éviter de revenir sur la dévastation de leur ville, Bergel fait un constat semblable dans les actes d'un colloque tenu en 2010 : le musée « évoque la guerre dans sa globalité », une approche qui efface le récit régional[134]. Le relatif silence sur le sort de Caen pratiqué par le Mémorial paraît ainsi « masqué » (Vinitzky-Seroussi - Teerger), la vue d'ensemble du second conflit mondial noyant le drame local. Beaucoup plus explicite et dramatique, une photographie de Caen écrasée sous les bombes alliées se trouve dans un espace d'exposition à l'intérieur de l'Église Saint-Jean aujourd'hui reconstruite (figure 2.2) :

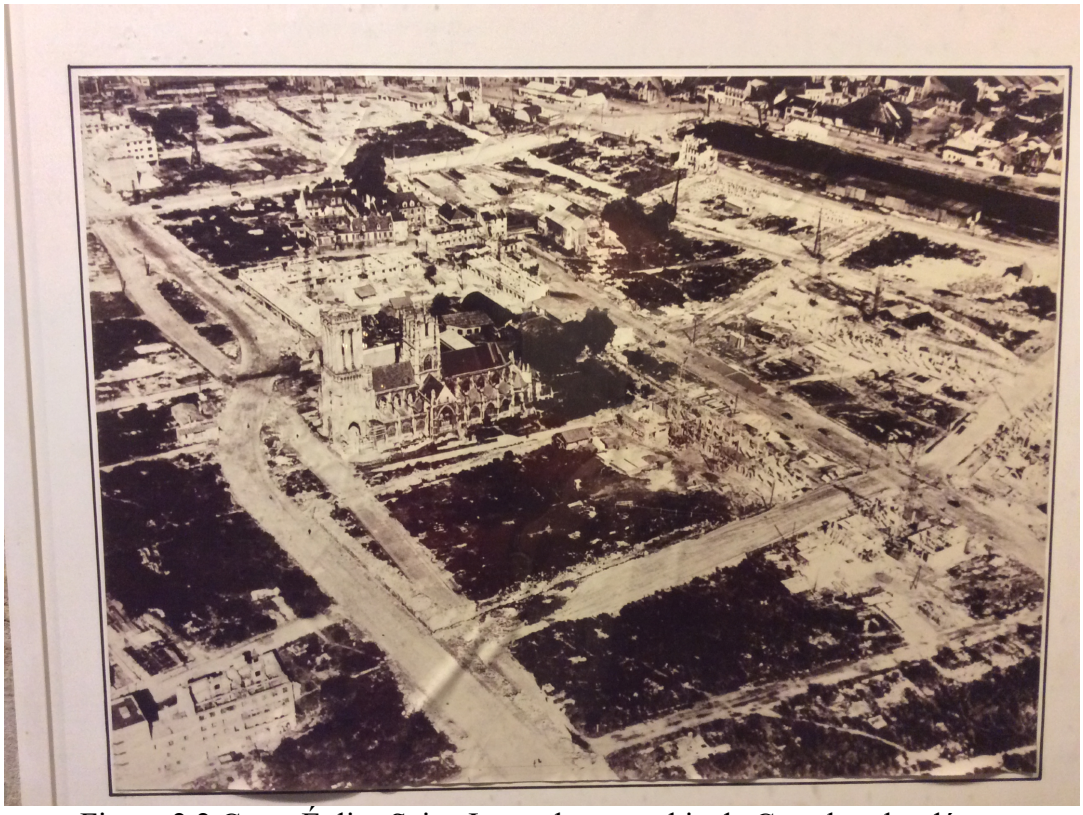


Figure 2.2 Caen, Église Saint-Jean, photographie de Caen bombardée.

[134] Pierre Bergel, « Destructions et reconstructions caennaises – Histoire d'une étrange amnésie urbaine : 1944-2011 », dans Corinne Bouillot dir., *La Reconstruction en Normandie et en Basse-Saxe après la seconde guerre mondiale – Histoire, mémoires et patrimoines de deux régions européennes*, Mont Saint-Aignan, Presses universitaires de Rouen et du Havre, 2013, p. 222-223.

Toujours dans le même sens, Bergel qualifie de « discrets et fragmentés » les signes mémoriels reliés à la destruction de la ville. Selon lui, « la société locale se dote de traces portant témoignage de la destruction, mais elle s'empresse simultanément de les dissimuler ou de les rendre inaccessibles »[135]. Dans leur article commun, Bergel et Bouillot concluent que l'histoire locale croisée entre les villes allemandes et françaises qu'ils ont étudiées permet de « déconstruire le mythe d'un oubli collectif des bombardements »[136]. Cette conclusion rejoint nos propres observations. Tous les historiens que nous avons rencontrés lors de nos recherches sont unanimes : il n'est pas question d'un oubli des bombardements. Bien peu de familles françaises ne comptent aucune victime des bombes alliées soit en leur sein, soit dans leur entourage. Nombre d'entre elles se souviennent des destructions subies sous les bombardements. Ces souvenirs ne sont d'ailleurs pas si lointains, car « la reconstruction des villes sinistrées entre 1940 et 1944 n'est pas entreprise sur une grande échelle avant 1950 »[137].

Signalons aussi qu'un colloque sur la France Libre, tenu en juin 2004[138], ne mentionne aucunement les bombardements alliés. Cela étonne, car, comme nous le verrons, la France Libre s'est préoccupée des souffrances des Français sous les bombes alliées au moment où ils se produisaient. Or, il n'en est pas question même lorsque les participants abordent le sujet de l'opinion en France pendant le conflit. Rien n'indique toutefois que le sujet des bombardements ait été intentionnellement évité en cette occasion. Il semble simplement ne pas faire partie des thèmes abordés, ce qui constitue à notre sens un autre exemple de conséquence de son absence dans l'histoire française du conflit.

---

[135] *Ibid*., p. 232-234.
[136] Pierre Bergel et Corinne Bouillot, *loc.cit.*., p. 395.
[137] Rose-Anne Couedelo, « Aménagement et urbanisme », dans *Reconstructions et modernisation – La France après les ruines 1918… 1945…*, Archives nationales, 1991, p. 220.
[138] Fondation de la France Libre et Fondation Charles de Gaulle, *La France Libre, actes du colloque international tenu à Paris les 15 et 16 juin 2004*, Paris, Lavauzelle, 2005, 371p.

En un dernier temps, une autre écriture de l'histoire de la France dans la Seconde Guerre mondiale, dédiée au grand public, doit être examinée. Les atlas historiques sont des outils de vulgarisation dont la portée est considérable : ils permettent de saisir visuellement et aisément un résumé des événements. À cet égard, le travail de Jean Quellien est celui qui présente le mieux les bombardements alliés. Dans *La France pendant la Seconde Guerre mondiale – Atlas historique* publié en 2010, il signe quatre pages remarquables donnant les cartes de cibles en France en 1941, 1942, 1943 et de janvier à août 1944[139]. Ces pages constituent un exposé efficace pour un lecteur désirant avoir une image globale et rapide du sujet. Confirmant notre analyse précédente, il ne donne que le cahier no 37 du CEHD et l'ouvrage de Florentin comme références explicites sur le sujet.

Par contre, il n'y a absolument rien à propos des bombardements alliés sur la France dans l'*Atlas de la Seconde Guerre mondiale – La France au combat* publié en 2015[140]. Outre sa collaboration à cet ouvrage, l'historien Stéphane Simonnet est l'auteur d'un *Atlas de la libération de la France* daté de 2004[141]. Quelques mots et cartes sont consacrés à Caen, Rouen et Royan, mais seul un court exposé traite des villes bombardées dans leur ensemble. Un tableau des victimes civiles par bombardement en dénombre 68 000.

En 2010, un *Atlas de la France Libre* donne une courte description des actions de la Force aérienne de la France Libre (FAFL) ainsi qu'une cartographie de ses pertes et de

---

[139] Jean Quellien, « Les bombardements alliés », dans Jean-Luc Leleu, Françoise Passera, Jean Quellien dir., *La France pendant la Seconde Guerre mondiale – Atlas historique*, Caen, Fayard – Ministère de la Défense, 2010, p. 242-245.
[140] Stéphane Simonnet et Christophe Prime dir., *Atlas de la Seconde Guerre mondiale – La France au combat : de la drôle de guerre à la Libération*, Paris, Autrement, 2015, 96p.
[141] Stéphane Simonnet, *Atlas de la libération de la France 6 juin 1944 – 8 mai 1945 – Des débarquements aux villes libérées*, Paris, Autrement, 2004, 80p.

ses bases[142]. On ne trouve rien sur les bombardements à l'intérieur des pages consacrées à la Seconde Guerre mondiale d'un atlas historique de la France contemporaine de 2007[143], les mêmes pages étant reprises en 2011 dans un autre atlas historique de la France[144]. Il y a très peu sur la Seconde Guerre mondiale et donc rien sur les bombardements dans un atlas historique dirigé par l'historien Joel Cornette publié en 2012[145]. Muracciole lui-même est l'auteur d'un ouvrage de 2002 sur la France pendant le second conflit mondial[146]. Il n'y mentionne rien de spécifique sur les bombardements aériens.

Si on remonte avant les années 2000, le silence historiographique est encore plus manifeste. Réédité en 2001, l'ouvrage de 1993 d'Yves Durand consacré à la France dans la Seconde Guerre mondiale ne mentionne rien de spécifique sur les bombardements[147]. C'est également le cas d'un ouvrage consacré à l'histoire de la France de Vichy et de la IV^{e} République publié en 1998[148]. Par contre, un ouvrage de 1984 portant sur la libération de la France fait quelques courtes mentions des bombardements, un paragraphe étant consacré au cas de la Normandie. Une autre allusion relative au contrôle du ciel mentionne que « l'aviation de bombardement joue le rôle d'une artillerie »[149]. Traitant du cas de Royan, dont le bombardement est qualifié d'inutile, une comparaison est établie avec le bombardement de Dresde qui aurait fait

---

[142] Albert Albertelli, *Atlas de la France Libre – De Gaulle et la France Libre, une aventure politique,* Paris, Autrement, 2010, 79p.
[143] Gilles Précourt, *Atlas de l'histoire de France – La France contemporaine XIX^{e}-XXI^{e} siècle*, Paris, Autrement, 2007, 96p.
[144] Jean Boutier dir, *Grand atlas de l'histoire de France*, Paris, Autrement, 2011, 319p.
[145] Joël Cornette dir., *Histoire de France – Atlas 481-2005*, Paris, Belin, 2012, 477p.
[146] Jean-François Muracciole, *La France pendant la Seconde Guerre mondiale – De la défaite à la Libération*, Paris, Livre de poche, 2002, 542p.
[147] Yves Durand, *La France dans la Deuxième Guerre mondiale 1939-1945*, Paris, Armand Colin, 2001 (1ère éd. 1993), 192p.
[148] Bernard Phan, *La France de 1940 à 1958 – Vichy et la IV^{e} République*, Paris, Armand Colin, 1998, 224p.
[149] Charles-Louis Foulon, *La France libérée 1944-1945*, Paris, Hatier,1984, p. 168.

135 000 morts[150], une erreur que Florentin a réitérée par la suite, comme nous l'avons mentionné. L'*Atlas historique de la France contemporaine 1800-1945,* dirigé par l'historien René Rémond et publié en 1966, soit une vingtaine d'années après la fin de la guerre, traite peu de la Seconde Guerre mondiale. Il ne s'y trouve rien sur les bombardements[151].

À cette analyse des atlas historiques, nous ajoutons l'étude de la synthèse récente offerte par la série *Histoire de France* dirigée par Joël Cornette. Les deux derniers tomes, *Les grandes guerres 1914-1945*[152] et *La France du temps présent 1945-2005*[153]*,* couvrent une période pertinente à notre sujet. Ouvrages de vulgarisation, ces publications touchent tous les secteurs de la société française (politique, économie, culture). Il est tout à fait remarquable que, face au grand public, le silence sur les bombardements alliés de la France reste aussi présent dans une publication de 2014. *Les grandes guerres* fait plus d'un millier de pages, mais ne leur en consacre qu'une, avec une image, celle de Caen détruite[154]. On trouve seulement quelques autres courtes mentions sur le sujet dans le texte. Dans *La France du temps présent,* il n'y a qu'une brève mention des bombardements sur la France, sans spécifier qu'ils sont du fait des Alliés : « Au début des années 1950, la reconstruction de la France est en passe d'être achevée : ici où là – en particulier en Normandie très touchée par la guerre et les bombardements – des Français vivent encore dans des habitations de fortune »[155]. Dans cette analyse de la France d'après-guerre, nous n'avons trouvé aucune explication du silence qui nous occupe. Les auteurs, Michelle Zancarini-Fournel et Christian

---

[150] *Ibid*., p. 184.
[151] René Rémond dir., *Atlas historique de la France contemporaine 1800-1945*, Paris, Armand-Colin, 1966, 234p.
[152] Nicolas Beaupré, *Les grandes guerres 1914-1945*, préf. Henry Rousso, Paris, Belin, 2014 (1ère éd. 2012), 1 143p.
[153] Michelle Zancarini-Fournel et Christian Delacroix, *La France du temps présent 1945-2005*, préf. Henry Rousso, Paris, Belin, 2014 (1ère éd. 2010), 653p.
[154] Nicolas Beaupré, *op. cit*., texte p. 963, illustration p. 965.
[155] Michelle Zancarini-Fournel et Christian Delacroix, *op. cit*., p. 71.

Delacroix, introduisent toutefois la notion d'un « brouillage mémoriel » qui entoure la politique de mémoire patriotique mise en place par De Gaulle et contestée par le PCF[156]. Un passage est particulièrement pertinent à notre thèse :

> En février 1949 […], le président de la République, Vincent Auriol se rend à la synagogue de la rue de la Victoire à Paris pour inaugurer un mémorial « À la mémoire de nos frères combattants de la guerre et de la libération, martyrs de la résistance et de la déportation, ainsi qu'à toutes les victimes de la barbarie nazie ». Le monument rend donc hommage, comme le souligne Annette Wieviorka, à toutes les victimes de la guerre [notre soulignement], françaises ou étrangères, et « inscrit donc la mort des Juifs, français ou immigrés, dans les morts françaises »[157].

« Toutes les victimes de la guerre »? Pourtant, les victimes des bombardements alliés sur la France sont absentes de cette énumération. Elles ne sont pas des « frères combattants » ou des « martyres de la résistance et de la déportation », non plus que des « victimes de la barbarie nazie », lesquelles, en ce qui concerne les bombardements, n'incluent alors que les morts sous les bombes allemandes. Ne sont donc pas comprises les victimes civiles des bombardements effectués par les Alliés. Ainsi, une publication scientifique parue en 2010 et rééditée en 2014, répète cette omission. Pourtant, les victimes des bombardements alliés, comme nous l'avons déjà énoncé, sont loin d'être oubliées en France. Le silence historiographique se présente plutôt ici sous la forme d'un défaut d'analyse, mais il n'en reste pas moins manifeste.

Les auteurs font une référence à l'œuvre du journaliste et correspondant de guerre britannique Alexander Werth publiée en 1957, *La France depuis la guerre (1940-*

---

[156] *Ibid*., notre soulignement, les guillemets sont dans le texte, p. 16-17.
[157] *Ibid*., p. 20. La citation de l'historienne Annette Wieviorka provient de son article « 1992. Réflexions sur une commémoration », *Annales, Histoire, Sciences Sociales*, vol. 48, nº 3, 1993, p. 705.

1955)[158]. L'analyse de Werth est cependant avant tout politique. On n'y trouve par conséquent qu'une brève allusion aux bombardements alliés sur la France :

> *The country had suffered great damage from the four years of German occupation, from the military operations that were still going on; from the often unnecessarily destructive Allied bombings*[2] […]. Note 2 : *The most common story told by people in bombed French cities (Arles, for example) was that British bombers aimed well, but that American bombers often "smashed everything except their strategic target"*[159].

L'ouvrage de Zancarini-Fournel et Delacroix montre que, par le passé, l'État français a procédé à des manipulations manifestes de son histoire. Observer un silence sur les victimes des bombardements alliés ne serait donc pas un cas unique. Le 8 février 1962 a lieu à Paris une grande manifestation en faveur de la paix en Algérie. La police charge violemment et au métro Charonne, on dénombre 8 morts. Or, « l'État soutient que ce sont les manifestants qui ont attaqué la police qui a dû riposter ». S'est ainsi construit un « mensonge d'État, élaboré au plus haut niveau, [qui] a le soutien de l'administration et d'une grande partie des médias. L'enquête judiciaire aboutit en 1966 à un non-lieu, accréditant ainsi la vérité officielle sur Charonne »[160]. Les pouvoirs français sont donc tout à fait capables de s'organiser pour manipuler la mémoire. Il en va de même dans l'espace culturel :

> la question de la liberté artistique a été cruciale [dans les années 1960] : si en général elle a été défendue par le ministère, certains auteurs et créateurs ont été sanctionnés par la censure […] sous la pression d'une majorité parlementaire conservatrice, ou pour maintenir de bonnes relations avec certains pays étrangers [notre soulignement][161].

---

[158] *Ibid*., p. 238. Les auteurs font une erreur dans le titre de l'ouvrage de Werth : ils présentent (1944-1957) plutôt que (1940-1955).
[159] Alexander Werth, *France 1940-1955*, Londres, Readers Union – Robert Hale, 1957, p. 224.
[160] Michelle Zancarini-Fournel et Christian Delacroix, *op. cit*., p. 308-309.
[161] *Ibid*., p. 360.

Si le souci de censurer pour ménager les susceptibilités nationales hors France s'est manifesté dans les années 1960, il est permis de penser qu'il pouvait être encore plus important dans les années précédentes. Le silence sur les bombardements serait ici éminemment « politique (Winter) et se manifesterait de façon « déclarée » (Vinitzky-Seroussi - Teerger), susceptible d'en favoriser l'oubli. Mais, nous le verrons, nous n'avons trouvé aucune preuve tangible de telles interventions des autorités.

2.3 Historiographie hors France

Avant 2014, le seul ouvrage écrit par des historiens qui traite directement à l'histoire du bombardement de la France par les Alliés est *Forgotten Blitzes*[162]*,* publié en 2012 par le Britannique Andrew Knapp avec l'Italienne Claudia Baldoli[163]. Knapp avait participé, comme nous l'avons vu, à la journée d'études du SHD en juin 2007. Constatant le peu de place qu'occupent dans l'histoire de la Seconde Guerre mondiale les bombardements effectués par les Alliés contre la France et l'Italie, l'ouvrage compare ces deux offensives en illustrant leurs similitudes et leurs différences. Deux ans plus tard, Knapp récidive en solo, cette fois uniquement sur le cas français, en publiant *Les Français sous les bombes alliées*[164]. Ce travail reprend les éléments du précédent, mais sans les comparaisons avec l'Italie. Cela permet à Knapp d'ajouter du contenu et d'enrichir le sujet d'anecdotes et de données concernant la France. La parenté des ouvrages est signalée par l'auteur[165]. Les deux publications présentent une mise en contexte et un récit chronologique des bombardements alliés, décrivent les mesures de protection des populations – envisagées et réellement mises en pratique –,

[162] Claudia Baldoli et Andrew Knapp, *Forgotten Blitzes: France and Italy under Allied Air Attack*, Londres, Continuum, 2012, 312p.
[163] Professeure en histoire européenne à l'Université de Newcastle.
[164] Andrew Knapp, *Les Français sous les bombes alliées 1940-1945*, Paris, Tallandier, 2014, 512p.
[165] *Id*., *Les Français sous les bombes alliées 1940-1945*, Paris, Tallandier, 2017 (1ère éd. 2014), p. 615.

les récupérations par la propagande et les réactions populaires, pour conclure par un questionnement moral. Étant donné son lien direct avec notre propos, c'est le second ouvrage, *Les Français sous les bombes alliées*, auquel il sera surtout fait référence à quelques reprises dans notre travail.

Knapp observe comment la mémoire des bombardements est différente en France et en Grande-Bretagne. Pour les Britanniques, le *Blitz* est fortement identitaire et de très nombreux films, documentaires et publications lui sont consacrés. En France, les souvenirs des bombardements sont marginalisés[166]. Dans leur ouvrage conjoint, Knapp et Baldoli faisaient la même observation, mais ils ajoutaient un constat qui rejoint de qu'avaient déjà exprimé des historiens français au sujet de la relative absence des bombardements alliés dans les commémorations de guerre en France et en Italie :

> *Yet however remembered locally, bombing has not been underpinned by any cultural production comparable to Britain's, and has been marginalized from official memories of the war nationally.* […] *Most monuments do not point blame at the Allies directly, but are simply memorials to the victims of bombing*[167].

Baldoli et Knapp ajoutent en annexe un exposé de la complexité de l'établissement du nombre de victimes des bombardements. Elle tient à la façon de tuer des bombardements, si violente que les victimes ne sont retrouvées qu'après de longs délais et qu'elles peuvent être confondues avec celles de l'artillerie. S'ajoutent des problèmes administratifs et des registres approximatifs ou perdus. Ils soulignent que des motivations politiques ont parfois mené à minimiser ou tout aussi bien à exagérer le nombre de victimes en faisant référence à de douteuses estimations. Ils mentionnent Florentin qui avance deux chiffres, passant de 47 771 victimes pour passer quelques

[166] *Ibid*., p. 518-519.
[167] Claudia Baldoli et Andrew Knapp, *op. cit.*, p. 257.

pages plus loin à 67 078[168]. Les auteurs accordent plus de crédit au *Bulletin d'Information de la Défense passive et de la Protection contre l'Incendie* du ministère de l'Intérieur, lequel dénombre 51 380 morts. Parmi d'autres évaluations, citons une brochure du département de la Saône-et-Loire qui, établissant le nombre total de pertes françaises de la Seconde Guerre mondiale à 617 000 personnes, en associe 96 000 aux bombardements, ce qui pourrait bien représenter une évaluation maximale qui semble peu probable[169].

Notre examen de l'historiographie des bombardements alliés sur la France doit prendre en compte l'histoire officielle américaine de la libération du pays, laquelle ne pouvait raisonnablement être écrite sans y faire mention. Produit en 1961 par l'historien militaire américain Martin Blumenson sous le titre de *Breakout and Pursuit* et traduit en français en 1993, l'ouvrage est considérable. Sur plus d'un millier de pages avec dix-huit cartes détaillées, Blumenson retrace les opérations sur le territoire français depuis le débarquement jusqu'à l'assaut contre l'Allemagne[170]. Les bombardements y sont effectivement mentionnés, mais on observe un autre « silence » : les victimes civiles sont absentes. Au sujet du bombardement de Caen par exemple, l'utilisation tactique d'une force aérienne conçue pour un rôle stratégique inquiète : elle met en péril les soldats alliés sur le terrain « en les exposant aux risques de la chute accidentelle de bombes et d'erreurs d'ajustage »[171]. Un des premiers emplois du napalm lors de bombardements massifs suscite la même préoccupation dans laquelle les victimes

---

[168] *Ibid*., p. 260-261. Florentin tient le premier résultat d'une étude non datée, mais probablement produite dès la fin du conflit étant donné sa présente dans un dossier de 1944 : Florentin, *op. cit*., p. 426, citant le tableau qui se trouve dans Médecins Commandants Monnery et Auffret, E.M.A. Bureau scientifique de l'Armée, *Étude générale des effets des bombardements aériens alliés sur le territoire français*, non daté, SHDv AI 3 D 322 (7). Florentin passe ensuite au second chiffre sans citer de source : Florentin, *op. cit*., p. 446.

[169] Commission Départementale de l'Information Historique pour la Paix, *Sur les chemins de l'histoire et du souvenir – Département de Saone-et-Loire*, 1988, p. 243, BNF 8-LK4-6932.

[170] Martin Blumenson, *La Libération, l'histoire officielle américaine*, traduit de l'américain par Geneviève Le Cacheux, Condé-sur-Noireau, Éditions Charles Corlet, 1993 (1ère é/d. 1961), 1 019p.

[171] *Ibid*., p. 174-175.

civiles ne trouvent pas place[172]. C'est ainsi que lors des combats autour de Falaise « le front extrêmement fluctuant nécessitait de changer constamment les lignes à bombarder pour protéger les troupes terrestres et rendait le travail des pilotes alliés très délicat »[173]. Cette considération accordée aux seuls soldats alliés comme victimes potentielles des maladresses des bombardements surprend. L'auteur était bien au fait du nombre important de victimes civiles françaises. Ne pas en faire mention nous semble manifester un silence à la fois « politique » tel que défini par Winter, évitant la controverse, et « ouvert », donc volontaire au sens de Vinitzky-Seroussi – Teerger.

Après la fin de la période que nous étudions, soit après le discours du président Hollande en 2014, nous avons observé un regain en France de l'intérêt au sujet des bombardements alliés. Cela est aussi vrai hors France, car un historien américain, Stephen Alan Bourque, vient de faire paraître *Au-delà des plages*, dans lequel il expose, comme Foucrier, comment se sont déroulés les combats en Normandie après le débarquement du 6 juin 1944[174]. La parution de cet ouvrage avait d'ailleurs été annoncée dans les actes du colloque *Bombardements 1944* déjà mentionné, auquel il a contribué[175]. Le titre de l'ouvrage laisse entendre une approche plus large, mais en fait, il porte essentiellement sur la guerre aérienne. Alors que l'ouvrage de Foucrier se concentre sur l'élaboration de la stratégie de bombardement, en mettant fortement l'accent sur la contribution du conseiller scientifique des Alliés Solly Zuckerman, Bourque fait une narration plus générale. Il la présente en trois temps : les choix du haut commandement allié, la description des bombardements des principales villes françaises visées et le vécu des civils français sous les bombes.

---

[172] *Ibid*., p. 313.
[173] *Ibid*., p. 708.
[174] Stephen Alan Bourque, *Au-delà des plages – La guerre des Alliés contre la France*, trad. de l'anglais (États-Unis) par Simon Duran, Paris, Passés/Composés, 2019, 414p.
[175] John Barzman, Corinne Bouillot, Andrew Knapp dir., *Bombardements 44. Le Havre, Normandie, France, Europe*, actes d'un colloque tenu en septembre 2014, Presses universitaires de Rouen et du Havre, 2016, p. 451.

Colloques, nouvelles publications, nous pouvons affirmer que depuis 2014, l'histoire des bombardements alliés sur la France prend peu à peu sa place dans l'espace public. À ce titre, notre travail contribue à l'enrichissement de l'histoire du second conflit mondial. Nous l'avons démontré, les bombardements alliés sur la France en étaient largement absents. En cherchant les origines de ce silence, nous avons eu à examiner en détail les actions du général de Gaulle et de certains personnages clé de son entourage sur cet aspect. Du côté britannique, notre étude met aussi en évidence le rôle majeur joué à ce sujet par les francophiles qu'étaient le premier ministre Churchill et le secrétaire d'État aux Affaires étrangères Anthony Eden. De la sorte, nous avons ajouté des pages jusqu'à maintenant peu connues de leur histoire.

CHAPITRE III

LE SILENCE PREND RACINE : LE GÉNÉRAL ET LE CFLN[176]

Les bombardements aériens alliés sur la France se produisent sur toute la durée du second conflit mondial. Ils sont d'abord le seul fait des Britanniques. Après avoir combattu aux côtés des Français pendant la bataille de France, ils devaient agir contre les installations et intérêts des conquérants allemands situés sur le territoire français. Ils sont rejoints progressivement par les Américains après leur entrée en guerre en décembre 1941. L'histoire de ces bombardements existe déjà. Dans le présent chapitre, nous abordons donc leur étude d'un autre point de vue. Il s'agit dans un premier temps d'une interrogation des documents d'archives britanniques et françaises afin d'illustrer comment ceux qui réalisent les bombardements considèrent leurs succès ou ratés, comment ceux qui les subissent les interprètent et comment ils réagissent. Ces observations sont ensuite mises en relation avec la présence ou l'absence de réactions des forces françaises extérieures, celles qui entourent le général de Gaulle, devant ces opérations souvent maladroites qui se révéleront de plus en plus destructrices et tragiques pour les civils. Comme nous le verrons, les forces françaises extérieures se montrent peu sensibles aux impacts négatifs des bombardements alliés et sont peu

[176] Pour fins de simplicité, nous utilisons l'appellation « Comité français de libération nationale » (CFLN) pour qualifier l'organisation de la France libre sur toute la période qui précède sa transformation en gouvernement provisoire en juin 1944, quelques jours avant le débarquement. Il s'agissait initialement du Comité national créé le 25 septembre 1941 sous la présidence de De Gaulle, au grand déplaisir de Churchill (p. 395). Il est remplacé le 3 juin 1943 par le CFLN qui prend progressivement les apparences d'un gouvernement provisoire. Julian Jackson, *France – The Dark Years 1940-1944*, Oxford, Oxford University Press, 2001, p. 395 et p. 459, Nicolas Beaupré, *Les grandes guerres 1914-1945*, préf. Henry Rousso, Paris, Belin, 2014 (1ère éd. 2012), p. 948.

intervenues pour demander des modifications aux façons de faire. Ce « silence » observé pendant l'action serait, selon nous, le prélude nécessaire au « silence » qui, nous le verrons dans un autre chapitre, est observable dans les premiers temps de la Libération.

Notre exposé suivra un ordre chronologique structuré sur une base annuelle couvrant la période de 1940 à 1945. Si l'année est une division arbitraire du temps, son emploi ici est pertinent puisque les bombardements sont tributaires de conditions météorologiques liées aux saisons. En Europe et en fonction des technologies aéronautiques de l'époque, réaliser des opérations complexes et exigeantes pour les équipages n'est que peu réalisable en périodes de mauvais temps, surtout en automne et en hiver. Les bombardements ont donc un caractère saisonnier. Par contre, les périodes d'inactivité forcée des bombardiers ne sont pas le lot des chercheurs impliqués dans la recherche fébrile d'instruments et de tactiques susceptibles d'augmenter l'efficacité des raids. Il en résulte que lorsqu'elles reprennent au printemps, les opérations de bombardement diffèrent de celles de l'année précédente. Le nombre d'appareils s'est accru et ils sont équipés de meilleurs moyens de navigation, ce qui a amélioré leur précision. Nous le verrons, les bombardements, de capacités largement surestimées en 1940, atteindront une efficacité redoutable vers la fin du conflit.

Notre exposé suit un ordre chronologique, le seul qui permet de bien cerner les enjeux et les débats qui ont été le lot de multiples intervenants pendant le conflit autour des conséquences de l'emploi d'une arme aussi lourde que le bombardement stratégique contre un territoire « ami ». Cela ne va pas sans difficulté. Il faut relater des interventions provenant d'acteurs qui agissaient indépendamment, simultanément et souvent à l'insu les uns des autres. Les discussions du haut commandement allié ont lieu alors même que la France Libre reçoit des informations en provenance du pays. Ces informations portent d'ailleurs trois dates établies par le CFLN : production,

réception et diffusion. En ce qui nous concerne, c'est la date de réception qui en établit la position, car elle indique le moment où le CFLN prend connaissance des informations. Dans la même journée, ces processus s'entrecroisent parfois sans aucun lien, parfois en interaction.

Dans ce qui suit, nous observons que la question des bombardements à effectuer sur les territoires occupés, mettant en danger des populations qui étaient hier « amies », préoccupait le haut commandement allié, en particulier sous l'impulsion d'un Churchill fort inquiet des conséquences dans l'après-guerre. Notre analyse porte sur les informations dont disposaient le général de Gaulle et son entourage du CFLN et sur les gestes qu'ils ont posés alors que ces débats avaient lieu. Nous verrons qu'en dépit de rapports alarmants, ils ont peu fait et ont été peu écoutés. Il faut cependant rappeler que le général et son entourage de la France libre connaissent des relations tendues avec les Alliés durant toute la période. Si Churchill a été bien accueillant dès la chute de la France, il trouve ses hôtes français souvent bien difficiles. De son côté, le président Roosevelt se méfie et manifeste une hostilité constante envers le général. À ces complexités s'ajoutent celles des relations entre les Alliés et Vichy qui viennent encore compliquer la situation de la France libre.

3.1 1940 : Comment bombarder

Les premiers bombardements aériens que subit la France sont le fait de l'ennemi allemand. Entre le 10 mai et la reddition du 17 juin 1940, ils causent quelque 3 000 victimes civiles[177] avant la fin de l'offensive marquée par la signature de l'armistice en juin. Dès lors, la France occupée devient une ressource que l'Allemagne nazie met à

[177] *Ibid*., tableau 2, p. 22.

profit systématiquement et sans retenue, en profitant de la mise en place d'un gouvernement français qui espère, en collaborant, obtenir une meilleure place pour la France dans une Europe allemande[178]. Cette mise à sac de la France ne pouvait qu'entraîner la nécessité pour les Britanniques, devenus les seuls opposants de l'Allemagne, de bombarder le pays. En premier lieu, sans surprise, ce sont les ports français de la Manche qui sont attaqués, car il s'y prépare une flotte d'invasion de l'Angleterre.

En 1940, la Grande-Bretagne entame une offensive de bombardement contre l'Allemagne, la seule façon à ce moment de la toucher significativement. Les Britanniques ont alors des ambitions dont ils n'ont pas les moyens. Les bombardiers bimoteurs d'alors ne portent que de faibles charges de bombes et la capacité des équipages à trouver leur chemin vers les objectifs visés datent de la guerre précédente et sont nettement inadéquats. Il faudra des échecs répétés pour que les concepteurs de cette stratégie se rendent compte de la futilité des efforts consentis, ce dont les aviateurs eux-mêmes étaient pourtant bien conscients. Le cas du projet M.A.6 élaboré en avril 1940 par l'*Air Ministry* avec une participation française l'illustre bien. Les objectifs en étaient démesurés : il ne s'agissait de rien de moins que de bombarder les installations pétrolières de Baku, Grosni et Batum en URSS, alors sous entente de non-agression avec l'Allemagne. À partir de bases au Moyen-Orient, les bombardiers devaient survoler la Turquie et l'Iran. Le projet, qualifié de « *fantasy of the highest order* » fut heureusement abandonné[179], car, comme l'illustre un poème anonyme qui a circulé à son sujet, les obstacles n'étaient considérés comme possibles à surmonter que par des penseurs bien assis dans leurs bureaux (voir *Annexe K*).

---

[178] François Broche et Jean-François Muracciole, *Histoire de la collaboration 1940-1945*, Paris, Tallandier, 2017, p. 199-248.

[179] On trouve une description de ce projet, qui aurait d'ailleurs signifié une entrée en guerre de la France et de la Grande-Bretagne contre l'URSS, dans Talbot C. Imlay, *Facing the Second World War – Strategy, Politics and Economics in Britain and France 1938-1940*, Oxford, Oxford University Press, 2003, p. 71 à 74 pour le cas français et p. 122 à 127 pour les Britanniques.

Si des missions aussi audacieuses étaient envisagées en dépit de distances considérables à parcourir en territoire hostile, il était tout naturel pour la RAF en 1940 d'effectuer des bombardements sur les territoires occupés par l'ennemi. Le 4 juin, soit un peu plus de deux semaines avant que la France abandonne le combat, cette nécessité était apparente. Le mot d'ordre est alors de procéder avec prudence. Après tout, il s'agissait de bombarder un territoire jusqu'à tout récemment « ami », avec de forts risques pour la population des alliés d'hier. La directive alors remise au *Bomber Command* enjoint de bombarder « *having due regard in the latter* [territoires occupés] *to the need for avoiding, as far as possible, undue risk to the lives of French, Dutch or Belgian civilians* »[180].

Après la chute du pays, les bombardements sur la France sont entrepris pour deux motifs. D'une part, il s'agit de porter atteinte à la production de guerre de l'industrie française maintenant au service de l'ennemi, mais d'autre part, il faut contrecarrer ses préparatifs pour l'invasion de la Grande-Bretagne. Si cette menace ne tarde pas à disparaître, il reste que les ports français sur la Manche représentent des cibles de choix pour l'entraînement des équipages. Suite à une suggestion de Churchill[181] pour que les aviateurs à l'entraînement puissent opérer dans des conditions qui leur seraient appropriées, donc à courte distance et à risques moindres, une directive à est émise dans ce sens au *Bomber Command*[182]. De toute façon, il semblait bien que les bombardements sur les ports français eussent été un succès, comme en fait foi une information reçue de Suisse : « *Informants from occupied France all agree on the great destruction caused by the Royal Air Force bombardments of Channel ports especially*

[180] W.S. Douglas, Air Vice-Marshall, Deputy Chief of the Air Staff, directive au Air Officer Commanding-in-Chief, Bomber Command, 4 juin 1940, NA AIR 20/3359.
[181] Winston Churchill, note au Secretary of State for Air, 20 octobre 1940 et, en réaction, D.D. Plans (Op.), note du 21 octobre 1940, NA AIR 8/424.
[182] W.S. Douglas, Air Vice-Marshall, Deputy Chief of the Air Staff, directive au Air Officer Commanding-in-Chief, Bomber Command, 30 octobre 1940, NA AIR 19/481.

of Le Havre »[183]. Le même document identifie l'aéroport de Bricy au nord-ouest d'Orléans, utilisé par la *Luftwaffe*, comme l'un des plus importants en France et suggère son bombardement, ainsi que celui de la gare ferroviaire qui lui est associée. Tout au long du conflit, les Alliés seront d'ailleurs tenus au courant des effets, positifs ou non, de leurs bombardements par des sources provenant de pays neutres qui ajoutent aux informations reçues de France.

Le bombardement d'objectifs en Allemagne demeurait toutefois la première priorité. Des échanges entre Churchill et Lord Hugh Trenchard, ancien dirigeant de la RAF, en font foi : ils sont d'accord, et c'est aussi le cas pour le haut commandement, que les opérations sur la France sont nécessaires tant que la menace d'invasion perdure, mais que l'objectif premier reste le bombardement de l'Allemagne:

> *The Chiefs of Staff are in full agreement that it is most unsatisfactory that we have to dissipate our bomber effort on objectives in France and the Low Countries. They are most anxious to devote our main bombing effort to targets in Germany at the earliest possible moment*[184].

Selon Trenchard, les opérations aériennes effectuées sur l'Allemagne doivent être considérées comme « offensives », et celles qui sont faites sur les territoires occupés, « défensives »[185].

Ce caractère moins « offensif » des opérations sur les territoires occupés se retrouve dans le questionnement sur ce que doivent faire de leurs bombes les équipages qui n'arrivent pas à trouver leur objectif. Alors que le *War Cabinet* donne l'instruction de

---

[183] *Intelligence summary 110. From Switzerland*, 18 novembre 1940, NA PREM 3/11/11A.
[184] Hugh Trenchard, lettre à Churchill, 25 septembre 1940, réponse de Churchill à Trenchard, 26 septembre 1940, note de L.C. Hollis pour les Chiefs of Staff à Churchill, 27 septembre 1940, NA PREM 3/11/11A.
[185] Hugh Trenchard, lettre à Churchill, 25 septembre 1940, NA PREM 3/11/11A et lettre similaire de L.C. Hollis à Churchill, 27 septembre 1940, NA CAB 120/300.

ne pas ramener les bombes lors d'opérations sur l'Allemagne, Archibald Sinclair, alors le plus haut responsable de l'offensive de bombardement en tant que *Secretary of State for Air*, rétorque que les bombes doivent être ramenées lors d'opérations sur les territoires occupés si aucun objectif alternatif de nature militaire n'est trouvé, car se délester de bombes de façon aléatoire pourrait fort bien y faire des victimes civiles autres qu'allemandes[186].

Toutefois, certaines maladresses étaient à prévoir lorsque de longues distances devaient être parcourues. Il faut souligner que les moyens de navigation aériens dataient du conflit précédent. Le survol de la France était une nécessité puisqu'à ce moment les Britanniques procédaient à des attaques contre l'Italie de Mussolini. Étant donné les moyens disponibles, des bombardiers bimoteurs pilotés de nuit « à l'estime », c'est-à-dire en évaluant leur position en fonction de la vitesse supposée, de la force et de la direction du vent prévues au départ, du temps de parcours et, peut-être, avec un coup d'œil sur les étoiles ou sur les cours d'eau, il est étonnant que des objectifs italiens aient été envisagés et même atteints. La ville de Turin dans le nord-ouest du pays est une des cibles visées de cette manière en 1940. La France doit être traversée et certains équipages peinent à savoir s'ils ont atteint ou non le royaume fasciste. D'où certains lâchers de bombes sur des Français étonnés et choqués.

C'est ainsi que, dans la soirée du 23 novembre, la région de Ribiers dans les Hautes-Alpes, près de l'Italie, est surprise par un « bombardement » :

> Plusieurs avions, au nombre de trois ou quatre, dont la nationalité est inconnue, ont lancé un nombre important de grenades incendiaires au minimum cinquante, sur les quartiers de St-Aubert et de l'Adrech, Commune de Ribiers, située à 5 kms au Nord-Ouest du village de Ribiers. Ces grenades, dès leur arrivée au sol,

[186] Archibald Sinclair, note à Churchill, 11 septembre 1940, NA PREM 3/11/11A.

> projetaient des flammes de plusieurs mètres de hauteur, ainsi que des étincelles[187].

Une bombe qui n'a pas explosé est également trouvée ainsi que des tracts rédigés en italien. Le Préfet du département fait immédiatement rapport au ministre de l'Intérieur. Il n'hésite pas à conclure qu'il s'agit d'avions anglais et ajoute qu'il tient « à signaler une certaine émotion dans la population du Département des Hautes-Alpes - émotion en partie atténuée par le fait que le lancement de tracts anti-italiens laisserait supposer une erreur de la part des aviateurs »[188]. Il faut ajouter que deux gendarmes de la région de Veynes, à environ 30 kilomètres de Ribiers, ont de leur côté observé que les avions ont également lâché des fusées éclairantes « jaune citron » attachées à des parachutes[189]. Ce qui est remarquable ici, c'est que les observateurs persistent à attacher aux avions une origine inconnue malgré les inscriptions en anglais relevées sur les fusées retrouvées[190] et malgré le fait qu'une origine autre qu'anglaise était bien peu envisageable. Le Préfet fait cette déduction tout en mentionnant que la population est soulagée, en présence de tracts destinés aux Italiens, de pouvoir conclure qu'elle a été « bombardée » par erreur. Cela est très probable, d'autant plus que l'emploi de fusées éclairantes laisse supposer que les aviateurs voulurent s'assurer que les bombes dont ils allaient se soulager n'allaient pas atteindre une agglomération. Les tracts retrouvés étaient d'ailleurs encore attachés en ballot[191], ce qui tend à montrer que les aviateurs s'en sont tout simplement débarrassés. Les Français de cette région arrivent donc mal à concevoir que leurs alliés d'hier, qui ont combattu l'envahisseur allemand à leurs

---

[187] Gendarmerie nationale, Brigade de Ribiers, *RAPPORT du Maréchal des logis-chef JOBLET Commandant de la Brigade sur le bombardement de Ribiers, par des avions de nationalité inconnue,* 24 novembre 1940, SHDv AI 3 D 393.
[188] Préfecture des Hautes-Alpes, Cabinet du Préfet, *Le préfet des Hautes-Alpes à Monsieur le Ministre Secrétaire d'État à l'Intérieur – Cabinet du Ministre* -, 26 novembre 1940, SHDv AI 3 D 393.
[189] Ernest Livache et Marcel Guigues, Gendarmerie nationale, Brigade de Veynes, *PROCES-VERBAL de renseignements sur le jet de trois fusées sur le territoire de la commune de Veynes par des avions de nationalité inconnue*, 23 novembre 1940, SHDv AI 3 D 393.
[190] *Ibid*.
[191] Gendarmerie nationale, Brigade de Laragne, *RAPPORT du gendarme BEAUME, Commandant la Brigade sur la découverte de tracts lâchés par avions*, 25 novembre 1940, SHDv AI 3 D 393.

côtés, puissent les bombarder délibérément. Conclure qu'il s'agit d'Anglais est déjà difficile, mais il faut que ce soit par erreur, ce en quoi ils n'ont pas tort en cette occasion. Mais leur attitude en ces premiers temps de l'occupation au sujet des bombardements par des forces « amies » présente déjà une tendance à les accepter, tendance qui se précisera, comme nous le verrons, dans les années difficiles qui vont suivre, sauf lorsque les maladresses seront manifestes et meurtrières.

Les mêmes observations peuvent s'appliquent lorsque Marseille est bombardée par erreur pendant la même nuit du 23 au 24 novembre. Le Préfet du département des Bouches-du-Rhone fait état comme suite de l'opinion populaire :

> L'émotion dans la population marseillaise, à la suite de ce bombardement, demeure considérable et l'opinion reste divisée. Une grande partie persistant à penser que le bombardement n'est pas le fait d'avions britanniques, mais d'avions d'autres nations qui auraient eu intérêt à dresser contre l'Angleterre, la population de notre grand port[192].

Le préfet mentionne aussi qu'un avion a lâché quatre bombes dans des vallons des environs de la ville, mais en éclairant et reconnaissant « longuement » le terrain. Encore ici, il pourrait bien s'agir d'aviateurs qui se débarrassent prudemment de leur charge en constatant qu'ils se sont égarés. Par contre, si les dégâts matériels sont peu importants, comme le mentionne une analyse réalisée au début de décembre, quatre personnes sont tuées et sept autres blessées[193]. Faite avec un certain recul, la conclusion tirée de cette analyse est cette fois plus réaliste :

---

[192] Préfecture des Bouches-du-Rhone, Cabinet du préfet, *Le préfet des Bouches-du-Rhone à Monsieur le Ministre Secrétaire d'État à l'Intérieur*, 28 novembre 1940, SHDv AI 3 D 393.

[193] P.O. Le Général de division Decamp au Général d'Armée Commandant en chef des Forces Terrestres Secrétaire d'État à la Guerre – État-Major de l'Armée – 2eme. Bureau Vichy, *Bombardement aérien dans la nuit du 23 au 24 novembre*, 2 décembre 1940, SHDv AI 3 D 393.

> En conclusion, étant donné d'une part qu'une force importante d'aviation était passée sur MARSEILLE en direction de l'Est trois-quarts d'heure environ avant le bombardement, d'autre part que les bombes sont de marque anglaise, enfin que des tracts en langue italienne ont été lancés, il semble que le bombardement pourrait être le fait d'avions anglais détachés, parce que perdus, d'une escadre anglaise se rendant sur l'Italie et qui, complètement désorientés, auraient pris MARSEILLE pour une ville italienne.

Les tracts dont il est question portent sur « *La Maledizione di Garibaldi* ». Il y est rappelé aux Italiens que leur héros Joseph Garibaldi avait déclaré en 1854 que « […] si l'Angleterre devait un jour demander l'aide d'un allié, maudit soit l'Italien qui refuserait de la défendre ». Il en résulterait donc que « Benito Mussolini qui vous a placés sous le joug de votre héréditaire ennemi teuton, vous a également mis sous la malédiction de GARIBALDI »[194].

En marge des bombardements qu'ils effectuent sur la France, les Britanniques sont informés de premières actions de résistance. Par exemple, provient d'Espagne l'information qu'un train chargé de munitions a été détruit à Marseille et que dix travailleurs de l'usine Schneider-Creusot ont été exécutés pour sabotage[195]. Ces actions montrent que la France reste présente dans le conflit comme elle le peut, ce que soutient d'ailleurs avec vigueur le général de Gaulle installé à Londres le 17 juin.

Cet « invité » n'est pas de tout repos et Churchill adopte devant lui une attitude ambivalente. Malgré la précarité de sa situation, le général ne tarde pas, dès son appel diffusé le 18 juin 1940, à s'affirmer comme le plus significatif représentant de la France combattante. Cela est bien reconnu par Churchill qui confirme le 27 juin que les Français ayant rejoint la Grande-Bretagne qui désirent continuer le combat doivent

---

[194] Anonyme, *La Maledizione di Garibaldi* et sa traduction en français *La Malédiction de Garibaldi*, non datées, SHDv AI 3 D 393.

[195] Sir S. Hoare, *Conditions in Enemy and Enemy-occupied Territories*, télégramme d'Espagne, 8 octobre 1940, p. 3, NA PREM 3/11/11A.

servir sous le général[196]. Le premier ministre identifie dès le 26 juin le choix de reconnaître le mouvement de De Gaulle comme « *responsible constitutional representative of France* » plutôt que le gouvernement installé à Bordeaux[197], même si ce dernier ne rompt ses relations avec la Grande-Bretagne que le 5 juillet, deux jours après la destruction de navires français par la marine britannique à Mers el-Kébir. Malgré les pressions qu'exerce le gouvernement du maréchal Pétain à Washington, Churchill reste ferme : l'appui de la Grande-Bretagne va à De Gaulle et les actions entreprises face à la France vont continuer, notamment le bombardement des ports français[198].

Pourtant, à ce moment, il n'est pas acquis que le support à De Gaulle par les Britanniques soit perçu comme justifié aux yeux des Français du continent. Un homme d'affaires américain ayant séjourné à Vichy fait part de ses observations : le mouvement de De Gaulle est vu avec intérêt, mais les Français jugent qu'avoir confié la cause française à un officier « junior » est malavisé. Certains personnages plus crédibles auraient pu avoir mieux rempli ce rôle[199].

Donc, en cette première année du conflit, marquée par la tragique défaite de la France, les bombardements du territoire par les Britanniques ont commencé. Ils n'ont pas le choix : il faut juguler immédiatement l'opération Seelowe planifiée par les Allemands pour envahir leur île. De plus, ces raids sont plus compatibles avec les moyens dont ils disposent que le rêve hallucinant d'aller bombarder les ressources pétrolières de l'URSS. Donc, les ports français de la Manche avant Batum et Baku. L'Italie aussi est visée, ce qui entraîne des lâchers de bombes malencontreux sur une France du sud surprise et déconcertée qui présente un certain déni face aux dégâts causés par les amis

[196] Winston Churchill, lettre au First Lord of Admiralty, 27 juin 1940, CC CHAR 20/13/3 (12-13).
[197] *Id*., lettre au Secretary of State for Foreign Affairs, 26 juin 1940, CC CHAR 20/13/3 (10).
[198] *Id*., lettre au Foreign Secretary, 4 août 1940, CC CHAR 20/13/5 (7).
[199] Sir S. Hoare, *loc. cit.*, p. 1, NA PREM 3/11/11A.

de la veille. Pour ce qui est de De Gaulle, il s'occupe avant tout à ce moment à structurer autour de lui la France combattante. Les bombardements britanniques sont alors très limités : tout à fait justifiés, ils font peu de victimes civiles. Ils sont donc « acceptables » pour des Français encore sous le choc d'une « étrange défaite » selon l'expression de l'historien Marc Bloch. C'est la guerre.

3.2 1941 : Faire autrement

La deuxième année du conflit est caractérisée par deux développements majeurs. L'opération Barbarossa en juin 1941 est un tournant déterminant alors que l'URSS brutalement envahie change de camp. D'autre part, le combat de l'Atlantique prend de l'ampleur : les Allemands mettent à profit les ports français qui leur donnent un formidable accès à l'océan, ce qui pourrait fort bien leur permettre de vaincre la résistance des Britanniques en coupant leur ravitaillement. Ces derniers engagent résolument le combat par tous les moyens dont ils disposent, ce qui implique le bombardement intensif des bases de sous-marins de la côte française. Ce sont les premiers bombardements massifs sur le territoire français, lesquels ne pouvaient manquer de causer de nombreuses victimes civiles. Nous verrons comment ces opérations étaient perçues en Grande-Bretagne et en France. Nous démontrerons qu'en cette année 1941, la France libre de De Gaulle ne réagit pas aux malheurs qui frappent alors les compatriotes continentaux.

En février 1941, un long rapport destiné au commandement britannique expose que les bombardements des bases navales françaises de l'Atlantique ont, jusqu'alors, eu peu d'effet[200]. Largement basé sur l'interprétation de photographies prises à la suite des

[200] H. Hamshaw Thomas, *On the Assessment of the Results of our Bombing Raids*, 7p., février 1941 (selon les notes associées), NA CAB 63/123. Le rapport argumente en faveur du rôle jugé essentiel de

raids, il appert que les dommages causés sont plutôt légers et que certains sont déjà colmatés ou en voie de l'être. Devant les résultats désastreux en pertes d'appareils des opérations de jour, les bombardiers britanniques opèrent essentiellement de nuit. Leur précision en souffre et c'est ce que démontre ce rapport en contrepartie de témoignages des équipages qui, eux, ont l'impression d'avoir sévèrement touché leur cible. Dans les faits, les zones portuaires de Brest, Lorient et Le Havre ont subi de nombreuses attaques qui n'ont causé aucune destruction majeure. Un témoin identifie notamment que la base de sous-marins à Lorient n'a pas été touchée par la RAF alors que « *the whole district around had been badly battered* »[201]. La situation à Lorient ne s'améliore pas. Un autre témoignage décrit, en juillet, que les bombes sont tombées sur des commerces et institutions civiles, même en banlieue, au cours des raids subis presque chaque nuit[202]. Par contre, le même témoignage énonce que le caractère audacieux des attaques des navires allemands stationnés au port de Brest suscite l'admiration de Français. En mai, le Scharnhorst aurait été pratiquement coupé en deux et le Gneisenau fortement endommagé. Nous savons que ce dernier énoncé est erroné. Ce témoignage est d'ailleurs totalement contredit par un autre en octobre : « […] *(2) up to the end of September little damage has been done to the Scharnhorst* [sic], *Gneisenau or Prinz Eugen. Considerable damage has been done to the town, but the safest place during bombardments is the port;* […] »[203]. La dernière remarque reflète une dure réalité : la ville est dévastée alors que les installations sont peu touchées. Elle est humiliante et en dit long sur l'imprécision des attaques. Le *Foreign Office* aurait bien aimé pouvoir démontrer que cet énoncé était faux, ce qui n'a pas eu de suite[204].

---

l'analyse photographique des résultats des bombardements, mais ce faisant, il décrit les dommages réels causés aux objectifs visés, notamment ceux des ports français.

[201] Sir S. Hoare, *Occupied France*, télégramme d'Espagne, 10 mars 1941, NA CAB 63/123.

[202] *Id*., *Occupied France*, télégramme d'Espagne, 16 juillet 1941, NA FO 371/26491.

[203] Acting Consul General Watkinson (Tangier), télégramme, *Result of Royal Air Force Bombing of Brest*, 8 octobre 1941, NA FO 371/26491.

[204] W.H.B. Mack, note au Air Vice-Marshal Charles Medhurst, 11 octobre 1941, NA FO 371/26491.

La question d'attaques aériennes d'objectifs en France autres que les bases de sous-marins est l'objet de débats au printemps 1941. Charles Portal, *Chief of the Air Staff*, lance la discussion le 16 avril en demandant que le *Bomber Command* soit autorisé à attaquer les trains et les usines mises au service de l'ennemi en France[205]. Ces attaques ne sont toujours pas approuvées à la fin du mois[206].

Une telle retenue fait que « *Local French people* [*are*] *full of admiration for R.A.F, flyers generally* »[207]. Cette sympathie pour les aviateurs britanniques semble d'ailleurs un acquis pour le *Foreign Office* dès août 1941 :

> *The French region declares that bombing of military objectives and collaborating factories would be welcomed by the majority of the French people and that even if it should involve civilian casualties -to a limited degree - the average Frenchman would regard it as justified and it would certainly not have the effect of antagonizing the French.* […] *The cheering of the R.A.F. planes by the French in the coastal sections is well established and can be taken as representing the feelings of a substantial part of the civilian population, especially in Occupied France*[208].

Devant une telle approbation en France des opérations de bombardement contre les Allemands, il n'est pas surprenant que les autorités britanniques adoptent une politique des bombardements sur les territoires occupés qui en profite. Alors que les Britanniques et les Russes subissent de graves revers, il est supposé que les populations de ces régions seraient désappointées l'hiver suivant si de tels bombardements n'avaient pas lieu. Les bombardements dont elles seraient témoins pourraient rehausser leur moral,

---

[205] War Cabinet – Chiefs of Staff Committee – *Air Bombardment Policy in France, Memorandum by the Chief of the Air Staff*, 16 avril 1941, NA CAB 121/1.
[206] Chiefs of Staff Committee – Extract form C.O.S. (41) 137 Meeting held on 17th April 1941, *4. Air Bombardment Policy in France*. NA CAB 121/1 et L.C. Hollis, note au *Director of Plans, Air Ministry*, 24 avril 1941, NA CAB 120/300..
[207] Note de Portal à Churchill, 13 mai 1941, donnant copie d'un télégramme en provenance de Berne (Suisse), 10 mai 1941, NA CAB 120/300.
[208] Anonyme, *Notes for Morale Bombing*, 8 août 1941, NA FO 818/313.

même en causant des victimes. Ne pas y procéder pourrait même s'avérer contreproductif : « *Lack of British activity creates the impression that we have "abandoned" the Occupied Territories and discourages the active elements while encouraging collaboration* »[209].

Les bombardements sur les zones occupées sont donc bien entamés et jugés productifs à plusieurs points de vue. Susceptibles d'affecter directement l'ennemi, ils sont aussi désirés par les populations locales. C'est sous cette perspective que le bombardement d'usines parisiennes collaborant à l'effort de guerre allemand est envisagé. En mai, Churchill demande l'avis de ses officiers supérieurs suite à une suggestion de menacer ces usines d'attaques aériennes. La réponse est défavorable : donner suite à la menace demanderait de réduire les attaques sur l'Allemagne. Cela risquerait aussi d'entraîner des représailles sur Gibraltar et il semblait douteux qu'une telle menace ait un effet réel de dissuasion[210]. Malgré une demande renouvelée par Churchill, un avis de prudence lui est remis : les bombardements de jour étant trop risqués en l'absence de chasseurs d'escorte disposant d'un rayon d'action suffisant, « *In night attacks a high proportion of bombs would inevitably fall outside the precise target area and there would be a serious risk of damaging civilian life and property* »[211]. En 1941, cette réticence à attaquer des cibles susceptibles de causer, de façon évidente, de lourdes pertes civiles en France ne se limite pas à Paris. En octobre, les attaques aériennes sur les ports français de la Manche ayant causé de nombreuses victimes civiles, instruction est donnée au *Bomber Command* de cesser la pratique d'envoyer sur ces objectifs faciles à atteindre des équipages à l'entraînement. L'enjeu est politique : l'ennemi et le gouvernement de Vichy mettent à profit ces attaques dans leur propagande anti-

[209] Ritchie Calder, note à Mr. Leeper, *R.A.F. and Morale Making in Occupied Territories*, 25 août 1941, NA FO 818/313.
[210] Chiefs of Staff Committee – Extract form C.O.S. (41) 183 Meeting held 21st May 1941, *1. Attack on French Industries*, NA CAB 121/1.
[211] Charles Portal, Chief of the Air Staff, note à Churchill, 7 juillet 1941, NA CAB 120/300.

britannique[212]. En novembre 1941, il est précisé dans la politique de bombardement qu'en France, les trains en mouvement autres que les trains de marchandises ne doivent pas être attaqués[213].

Donc, durant cette seconde année du conflit, les bombardements sur la France demeurent restreints. L'importance est d'abord accordée aux attaques sur l'Allemagne, mais il est aussi craint de faire de trop nombreuses victimes françaises. Cette prudence semble être issue de décisions du haut commandement britannique sans que les archives ne révèlent d'interventions en ce sens de la part de l'entourage de De Gaulle. Nous en concluons que la France libre est alors toute à son organisation, ce qui fait qu'elle ne se préoccupe pas de l'effet des actions de ses alliés britanniques, lesquelles se limitent alors aux bombardements aériens. La stratégie des Britanniques semble porter fruit puisque les attaques des ports français sont bien vues par la population, sans doute parce qu'ils ne font pas alors un trop grand nombre de victimes et qu'ils témoignent d'actions concrètes contre l'occupant. Leur impact est cependant limité par le type d'appareils utilisé, surtout des bombardiers bimoteurs porteurs de charges légères et employés en petites formations. Mais cela ne durera pas.

En août 1941, un rapport dévastateur vient ouvrir brutalement les yeux sur l'inefficacité des bombardements. La principale révélation du *Butt Report*, du nom du statisticien-économiste qui l'a réalisé, est que parmi les appareils qui parviennent à bombarder, les autres s'étant égarés ou ayant eu des problèmes mécaniques, un seul parvient à une distance de moins de 5 miles (8 km) de la cible.[214]. Il contredit l'avis des équipages qui

---

[212] N.H. Bottomley, Air Vice-Marshal, Deputy Chief of the Air Staff, note au Air Officer Commander in Chief Headquarters Bomber Command, 6 octobre 1941, NA AIR 20/2797.
[213] Plans 5, *Consolidated Instructions on Bombardment Policy*, 9 novembre 1941, NA AIR 20/4069.
[214] David Bensusan-Butt, « Report by Mr. Butt to Bomber Command on his Examination of Night Photographs 18th August 1941 », dans Sir Charles Webster et Noble Frankland, *The Strategic Air Offensive against Germany 1939-1945, Volume IV Annexes and Appendices*, Uckfield, The Naval & Military Press Ltd., 2006 (1ère éd. 1961), p. 205-213.

rapportaient avoir solidement détruit leurs objectifs, ce dont on se doutait en raison de témoignages contraires, comme nous venons de le voir. Les Britanniques doivent alors décider de la suite des choses. Doit-on mettre un terme à cette arme coûteuse et inefficace ou poursuivre cet effort, le seul disponible à ce moment pour frapper l'ennemi chez lui? Certains facteurs sont cependant favorables au maintien de cette attaque directe des Allemands. D'une part, le nouvel allié Staline réclame un « second front » pour soulager son pays face à l'agression allemande dévastatrice[215]. D'autre part, le public britannique aime bien que quelque chose touche à leur tour les villes de cette Allemagne qui vient de lui infliger le *Blitz*. Mais aussi, il importe en particulier à Churchill de bien démontrer aux Américains, dont il espère l'entrée en guerre, que la combattivité britannique est bien vivante et efficace et justifie le maintien de leur soutien économique qui ne constituera pas un investissement insensé. Il est donc décidé de maintenir le bombardement stratégique contre l'Allemagne, mais sur de nouvelles bases. À l'automne 1941, la décision est prise d'en changer les objectifs. S'il s'avère illusoire de toucher des cibles à caractère militaires qui exigent une précision hors de portée des moyens de l'époque, ce sera l'atteinte au moral de la population ennemie qui constituera le but principal. Les destructions d'usines ou d'installations militaires représentent un bénéfice secondaire. De plus, de nouveaux avions bien mieux adaptés à ce type de travail, des bombardiers lourds quadrimoteurs porteurs de charges beaucoup plus importantes, doivent devenir disponibles sous peu[216]. Ils seront munis de moyens de navigation modernes et des scientifiques les appuieront en optimisant les opérations[217].

---

[215] Les pressions soviétiques pour que les Britanniques débarquent en Europe afin de créer un second front débutent dès l'été 1941. Staline en fait une demande directe à Churchill le 18 juin 1941, réitérée le 4 septembre suivant avec insistance. Winston Churchill, *The Second World War – Volume Three – The Grand Alliance*, Londres, The Reprint Society, 1956 (1ère éd. 1950), p. 306, 309 et 362-367, et Richard Overy, *Sous les bombes – Nouvelle histoire de la guerre aérienne 1939-1945*, trad. de l'anglais par Sévérine Weiss, Paris, Flammarion, 2014 (1ère éd. 2013), p. 371-372.

[216] *Ibid*., p. 377-383.

[217] Victor Bissonnette, « Bombing Civilians Scientifically : Operational Research in Bomber Command, 1941-1945 », dans Andrew Barros et Martin Thomas éds., *The Civilianization of War – The Changing Civil-Military Divide, 1914-2014*, Cambridge, Cambridge University Press, 2018, p. 181-195.

Après la pause hivernale, une nouvelle année s'annonce. Elle sera fort différente, car non seulement les moyens et les objectifs ne seront plus les mêmes, mais un nouveau chef dédié à la tâche prendra les choses en main. Pour la France, dont l'industrie est alors mise au service de l'Allemagne, cela est de fort mauvais augure. Ses usines sont beaucoup plus rapprochées des bases aériennes anglaises. Elles constituent donc des objectifs à la fois valables militairement et plus accessibles dans le cadre de la mise en opération de nouvelles technologies.

3.3 1942 : Rationalité

Le *Bomber Command* entreprend l'année 1942 avec de nouvelles résolutions : il ne s'agit plus de tenter d'atteindre de petites cibles, inadaptées aux capacités des équipages et de leur équipement. L'idée, déjà présente lors de la Grande Guerre, d'attaquer par voie aérienne les villes de l'ennemi, d'inclure dans la bataille le « front domestique », est devenue réalisable. Les étendues considérables des villes allemandes seront visées avec de nouveaux moyens massifs, des chargements de bombes suffisamment lourds pour causer des dommages réels. Les appareils seront guidés par des moyens technologiques « modernes ». Les techniques primitives qui étaient seules disponibles lors de la guerre précédente sont mises de côté. Une tout autre forme de guerre aérienne est mise en branle au printemps de cette année qui verra un raid massif de plus d'un millier d'appareils sur une ville allemande[218]. Cela aurait été impensable en 1914-1918.

[218] Le 30 mai 1942 sur Cologne.

Cependant, il faudra du temps pour que ce changement devienne vraiment fonctionnel. De nouvelles tactiques doivent être développées, les nouveaux outils doivent être maîtrisés. L'année 1942 sera une année d'apprentissage, d'essais et d'erreurs. Il n'en reste pas moins que le *Bomber Command* doit malgré cela démontrer qu'il est réellement utile et que l'ennemi souffre de ses actions. Cette mission est confiée dès février à un nouveau commandant en chef qui laissera sa marque dans l'histoire : Arthur Travers Harris. Sa détermination à atteindre les grandes villes allemandes fera date dans l'histoire du bombardement stratégique[219].

Mais l'apprentissage des nouvelles méthodes de bombardement doit être amorcé avec prudence. Engager ces nouveautés sur de longues distances et contre des sites bien défendus présente des risques importants. Des objectifs en France toute proche apparaissent alors plus indiqués pour tester les nouvelles façons de faire. Cela est reconnu dès janvier 1942 :

> *The operations under consideration* [le bombardement d'usines en France] *should not therefore be regarded as a diversion [du bombardement de l'Allemagne] but would rather be welcomed as a means for examining under favourable conditions the practicability of our new ideas*[220].

De plus, le *War Cabinet* jette dès le 8 janvier les bases de ce qui sera la logique soutenant les bombardements d'usines en France[221]. Il énonce cinq principes :

1. Les bombardements stimulent la révolte contre l'occupant;
2. La propagande ennemie à leur sujet n'a pas l'influence attendue sur l'opinion populaire;

---

[219] Richard Overy, *op. cit.*, p. 401.
[220] D.B. Ops, note au D. of Plans, 10 janvier 1942, CC BUFT 3/23.
[221] Plans, *Additional Note by A.C.A.S (I) – War Cabinet (42) 3rd Meeting – Air Policy W.P. (41) 260*, 8 janvier 1942, NA AIR 19/217.

3. Le moral des Français est meilleur là où se produisent les bombardements, car ils démontrent la puissance de l'aviation britannique;

4. Les bombardements encouragent les éléments anti-collaborationnistes présents à l'intérieur du gouvernement de Vichy;

5. Les bombardements sont acceptés si les impacts militaires sont en proportion avec le nombre de victimes civiles qu'ils causent.

Ces considérations sont relayées le jour même à Churchill. L'argument appuyant le bombardement des usines françaises est que ne pas y procéder serait un signe de faiblesse. Y procéder donnerait espoir aux Français, même si des victimes civiles en résultent[222].

En conséquence, le bombardement des usines françaises est inclus dans la directive remise à Harris pour l'orientation de ses opérations le 14 février[223]. Ces attaques sont toutefois sujettes à certaines restrictions : elles doivent n'avoir lieu que lorsque les conditions météorologiques sont particulièrement favorables, mais sans nuire aux attaques en Allemagne. Fin janvier, le signal de départ est donné. Sir Charles Portal l'énonce clairement : il est temps d'attaquer les usines françaises qui, tel que cela a été démontré, travaillent pour l'ennemi. D'ailleurs, les conditions météorologiques sont alors défavorables aux attaques sur l'Allemagne. Il ajoute que « *We had warned the French against contributing to the German war effort and these would be repeated* »[224].

---

[222] TAUT No. 431, Following for Prime Minister from Lord Privy Seal, 8 janvier 1942, NA CAB 121/1.
[223] N.H. Bottomley, Air Vice-Marshal, Deputy Chief of the Air Staff, au Air Officer Commanding-in-Chief, Bomber Command (A. T. Harris), 14 février 1942, NA AIR 37/183 et NA AIR 20/3360.
[224] Chiefs of Staff Committee – Extract from C.O.S. (42) 29th Meeting held on 26th January 1942, *4. Bombing of Factories in France*, NA CAB 121/1.

C'est dans ce contexte que se produit un événement marquant pour la France et pour les Britanniques. L'usine de Renault est attaquée dans la nuit du 3 au 4 mars. Cette première attaque massive de la guerre pour le *Bomber Command* ne s'effectue pas contre un objectif en Allemagne, mais bien à Billancourt, en banlieue de Paris. En l'absence de défenses antiaériennes, le raid touche l'objectif. Malgré l'emploi d'équipages expérimentés en première vague, les quelque 400 tonnes de bombes larguées par les 235 appareils font un terrible ravage parmi les habitations ouvrières à proximité : 367 civils français sont tués, 341 autres sont blessés grièvement, certains décédant par la suite. Le nombre de victimes est le double de celui infligé jusqu'alors à des villes allemandes[225]. L'État-major particulier du Général de Gaulle reçoit le 3 septembre une copie d'un rapport technique sur cette attaque préparé par la Direction de la défense passive[226].

L'événement constitue un tournant dans la guerre aérienne en ce qui concerne la France. Il suscite de nombreuses réactions dans le pays et au sein du haut commandement allié. Le régime de Vichy saisit l'occasion. Le 5 mars, il est décidé de tenir des obsèques dans toutes les communes en l'honneur des victimes de ce bombardement en particulier et de tous les autres effectués par les Britanniques. Elles auront lieu le 8 mars. Cette décision est signée par François Darlan, Amiral de la flotte et ministre vice-président du Conseil[227]. À Vichy même, la cérémonie doit se tenir à l'église Saint-Louis en présence de Pétain. Les apparences sont alors importantes : l'événement doit sembler consensuel, rassembleur : Darlan précise la veille que, « étant donné le caractère de la cérémonie », toutes les places doivent être occupées[228].

---

[225] Martin Middlebrook et Chris Everitt, *The Bomber Command War Diaries: An Operational Reference Book, 1939-1945*, Barnsley, Pen & Swork Books, 2014 (1ère éd. 1985), p. 230-231?
[226] Le Lieutenant Becq, Chef du 2ème bureau, *Bulletin de [renseignement] relatif au bombardement de la Région parisienne-ouest dans la nuit du 3 au 4/3/42*, 20 avril 1942, réception le 3 septembre 1942, 5 p., AN F/1a/3729.
[227] François Darlan, *Décision au sujet des obsèques des victimes du bombardement britannique de la région parisienne*, 5 mars 1942, AN F/60/476
[228] *Id*., note à Messieurs les Ministres et Secrétaires d'État, 7 mars 1942, AN F/60/476.

De l'autre côté de la Manche, l'événement est perçu fort différemment. Le service de propagande britannique adopte un programme pour mettre à profit les bombardements sur les territoires occupés qui vise deux objectifs : susciter une forte demande pour des défenses antiaériennes qui forcera les Allemands à y consacrer de précieuses ressources militaires et décourager les ouvriers de travailler dans des usines susceptibles d'être bombardées[229]. Mais l'attaque sur l'usine Renault a une telle portée que sa justification prend de l'importance :

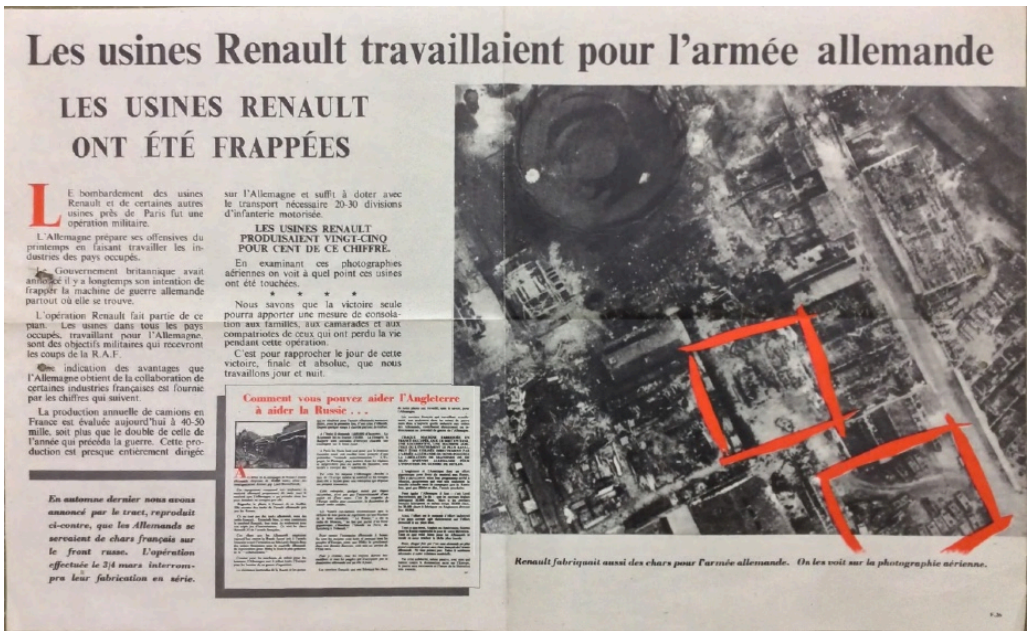
> *Since the first raid was on a French plant, our primary task was to ensure that the French were not misled by German and Vichy propaganda. Justification of this type of raid, therefore, and hard evidence of its military effectiveness, had to take precedence over operational propaganda even on our research units. Only when we were sure that the French approved the raid whole-heartedly, could we centre our attention on the achievement of the objectives listed in the Plan*[230].

Le succès semble à la clé puisque la surveillance des émissions radiophoniques révèle qu'à la suite du raid sur Billancourt, les ouvriers français demandent une protection antiaérienne comparable à celle qui est assurée aux travailleurs allemands, des systèmes d'alerte adéquats et des abris[231]. Mais l'action de contre-propagande qu'entreprennent les Britanniques est nécessaire : Vichy et les Allemands ont dans la radio collaborationniste des alliés déterminés qui utilisent l'attaque meurtrière sur Billancourt pour démoniser les aviateurs de la RAF. Les Britanniques relèvent de très nombreux articles qui condamnent généralement le raid, non seulement dans la presse

---

[229] *Progress Report no. 1 on the Plan for Propaganda to accompany R.A.F Attacks on Targets outside of Germany*, 7p. (non daté, mais fort probablement produit vers la fin de mars 1942), NA FO 898/313 et NA FO 898/315.
[230] *Ibid*., p. 1.
[231] *Ibid passim* et *Progress Report no. 2 on the Plan for Propaganda to accompany R.A.F Attacks on Targets outside of Germany*, 4p. (non daté, mais fort probablement produit vers la fin d'avril 1942), NA FO 898/315.

française, mais aussi d'autres pays[232]. La propagande allemande a même produit un film sur les destructions et les victimes du raid qui est projeté en Afrique du Nord française, à défaut de l'être en France, là où les résultats et les motifs sont mieux connus[233]. Les Alliés doivent réagir à cette contre-attaque de la propagande, car ils ont l'intention de poursuivre le pilonnage de l'usine Renault. À cette fin, la *British Broadcasting Corporation* (BBC) continuera à rendre publiques les statistiques de production de l'usine et elle servira d'exemple pour motiver les travailleurs à demander plus de protection et à ralentir leur cadence de production. Les propagandistes britanniques en sont convaincus : la population française est réconfortée par les bombardements sur les usines collaboratrices, malgré les dégâts et victimes qu'ils causent[234]. C'est ce qu'ils désirent souligner au moyen d'une campagne directe et agressive, en laissant tomber sur le pays des tracts révélateurs de leurs intentions :



Les usines Renault travaillaient pour l'armée allemande

LES USINES RENAULT ONT ÉTÉ FRAPPÉES

LE bombardement des usines Renault et de certaines autres usines près de Paris fut une opération militaire.

L'Allemagne prépare ses offensives du printemps en faisant travailler les industries des pays occupés.

Le Gouvernement britannique avait annoncé il y a longtemps son intention de frapper la machine de guerre allemande partout où elle se trouve.

L'opération Renault fait partie de ce plan. Les usines dans tous les pays occupés, travaillant pour l'Allemagne, sont des objectifs militaires qui recevront les coups de la R.A.F.

Une indication des avantages que l'Allemagne obtient de la collaboration de certaines industries françaises est fournie par les chiffres qui suivent.

La production annuelle de camions en France est évaluée aujourd'hui à 40-50 mille, soit plus que le double de celle de l'année qui précéda la guerre. Cette production est presque entièrement dirigée sur l'Allemagne et suffit à doter avec le transport nécessaire 20-30 divisions d'infanterie motorisée.

LES USINES RENAULT PRODUISAIENT VINGT-CINQ POUR CENT DE CE CHIFFRE.

En examinant ces photographies aériennes on voit à quel point ces usines ont été touchées.

* * *

Nous savons que la victoire seule pourra apporter une mesure de consolation aux familles, aux camarades et aux compatriotes de ceux qui ont perdu la vie pendant cette opération.

C'est pour rapprocher le jour de cette victoire, finale et absolue, que nous travaillons jour et nuit.

En automne dernier nous avons annoncé par le tract, reproduit ci-contre, que les Allemands se servaient de chars français sur le front russe. L'opération effectuée le 2/4 mars interrompra leur fabrication en série.

Comment vous pouvez aider l'Angleterre à aider la Russie . . .

Renault fabriquait aussi des chars pour l'armée allemande. On les voit sur la photographie aérienne.

Figure 3.1 Tract britannique sur le bombardement des usines Renault. NA FO 898/319.

[232] De nombreux relevés s'en trouvent dans un dossier du *Foreign Office* de 1942, NA FO 898/319.
[233] Mr. Mangeot à Mr. Black, *German Propaganda Film of Renault Raid Casualties*, 6 avril 1942, NA FO 898/319.
[234] (Anonyme), *Plan for Propaganda to Accompany R.A.F. Attacks upon Targets Outside Germany*, 16 mars 1942, NA FO 898/313.

Le raid sur Renault joue un rôle majeur dans l'approche du bombardement des territoires occupés. Un échange entre Anthony Eden, secrétaire d'État aux Affaires étrangères, et Sinclair suivant la réception d'un télégramme de l'ambassadeur américain à Vichy qui décrivait les réactions en France suite à cette attaque[235], montre quelles leçons en sont tirées par les Britanniques. La conclusion est que

> *successful and well-executed blow at enemy resources, even though there may be innocent victims, evokes admiration and respect. But it must be (1) powerful, (2) accurate, and (3) reasonably economical of civilian life. These three points will, I hope, be borne in mind in selecting future industrial targets in occupied France*[236].

En mars, un témoin particulièrement crédible confirme ces conclusions. Le Directeur général de la banque suisse pour les ententes internationales écrit un rapport suite à l'attaque sur Renault. Il était sur place et commente l'aspect spectaculaire de l'opération qui, écrit-il, « a donné une impression de force et de grande efficacité. […] Tous les Parisiens étaient dans la rue le nez en l'air »[237]. Il souligne que l'opinion populaire, en dépit du nombre élevé de victimes, est favorable : « La satisfaction de voir les Anglais agir l'emporte nettement sur l'inconvénient de recevoir des bombes ». Ses remarques comprennent toutefois un avertissement qui, nous le verrons, s'avérera pertinent :

> Bien entendu, il est indispensable que la R.A.F. vise nettement des objectifs d'intérêt militaire, mais tant qu'il en sera ainsi, il n'y a pas lieu de craindre que les bombardements retournent l'opinion dans un sens anti-anglais en encore moins dans un sens proallemand.

---

[235] (Sans signature), *Paraphrase of Telegram from United States Ambassador at Vichy dated March 12th* [1942], NA AIR 19/217.
[236] Anthony Eden, note à Sir Archibald Sinclair, 16 mars 1942, NA AIR 19/217.
[237] M. Audoin, *Situation en France en mars 1942*, transmis à M. Pleven (du CFLN) selon une note non signée remise au *Ministry of Economic Warfare*, 21 avril 1942, NA FO 898/319.

Ces observations rejoignaient bien les conclusions d'un rapport sur les réactions françaises au raid sur Renault réalisé en avril : tant que la R.A.F. bombarde avec précision des usines au service des Allemands et que les bombardements sur l'Allemagne demeurent plus intensifs, il y a peu de risque que l'opinion se tourne contre elle. Un nouvel argument inquiétant est toutefois apparu : ces bombardements viseraient en fin de compte à affaiblir l'industrie française afin de la rendre moins compétitive après la guerre[238]. Nous verrons que cette opinion fera des progrès.

Les opérations sur la France se poursuivent. L'une d'elles, dans le cadre du combat contre les sous-marins allemands, obtient un succès surprenant. Neuf bombardiers bimoteurs attaquent le chantier naval de Le Trait le 25 mars. Ils détruisent les trois submersibles qui y étaient en construction. Toutefois, on estime qu'ils firent de 150 à 200 victimes parmi les ouvriers[239]. L'absence de réactions et de commentaires montre que cela ne semble pas émouvoir les Britanniques. En fait, il faut enlever un zéro : le nombre de victimes a plutôt été de 14 morts et 20 blessés[240].

En avril, le haut commandement britannique peut se réjouir du résultat des opérations de bombardement sur les pays occupés. Non seulement des objectifs militaires sont-ils effectivement touchés, mais les populations se montrent favorables : « *Raids have an exhilarating effect, and the reasons for them are understood* ». Il n'est pas étonnant que ces bombardements se poursuivent. L'attaque de l'usine Renault fait encore ici figure de référence. Le *Political Warfare Executive* mentionne lui aussi qu'il a eu un « *exhilarating effect* » et que les attaques de la RAF sur la France démontrent la

---

[238] Non signé, *The Bombing of French Factories – Renault Raid*, 4p., 10 avril 1942, NA FO 898/319.
[239] Arthur Harris, *Note by Air Marshal Sir Arthur Harris, K.C.B, O.B.E, A.F.C. on the Role and Work of Bomber Command*, 24 août 1942, CC CHAR 23/10, 41, 43.
[240] Anonymes, Justes et Persécutés durant la période Nazie dans les communes de France (AJPN), « Le Trait en 1939-1945 », <http://www.ajpn.org/commune-Le-Trait-76709.html>.

combativité de la Grande-Bretagne. Les habitants des autres pays occupés ne comprennent pas que leurs usines utilisées par les Allemands ne soient pas visées elles aussi : « *Failure to follow up the Renault raid may easily be regarded as a sign of British weakness in will-power or material, or of a German propaganda success in shaking the British determination to bomb German factories outside as well as inside Germany* »[241].

Suite à l'attaque de Renault, des actions subversives ont été entreprises pour encourager les ouvriers des territoires occupés à exiger des défenses antiaériennes et des abris, ce qui ne pouvait manquer d'accaparer des ressources allemandes. Un autre effet secondaire des bombardements est que les sabotages augmentent là où ils ont eu lieu[242]. Finalement, les appareils abattus pendant les attaques ont plus d'effets psychologiques que ceux qui le sont au-dessus de l'Allemagne : « *An accurate raid on an essential factory in France in which four aircraft are lost is a far more potent proof of British power than a heavy raid on Hamburg in which 15 are lost and of which the effectiveness may be doubted in occupied territory* »[243]. L'idée que donner suite au bombardement des usines Renault est adoptée et Eden la supporte sans attendre en employant des termes similaires, voire même plus affirmatifs :

> *Europe this spring needs proof of our activity and hitting power. All our evidence goes to show first, that the Renault raid and those which followed it had a bracing effect on French morale; secondly, that our Allies in every occupied territory are crying out for similar raids. Failure to follow up the Renault raid might be regarded as a sign of British weakness in will-power or material*[244].

---

[241] Political Warfare Executive, *Psychological Aspects of Bombing Policy during the Spring and Summer*, 2p., 14 avril 1942, RAF H47 et NA FO 898/311.
[242] *Progress Report no. 1 on the Plan for Propaganda to accompany R.A.F Attacks on Targets outside of Germany*, *op. cit*.
[243] Political Warfare Executive, *Psychological Aspects of Bombing Policy during the Spring and Summer*, 2p., 14 avril 1942, RAF H47 et NA FO 898/311.
[244] Anthony Eden, note à Archiblad Sinclair, 3p., 15 avril 1942, NA AIR 8/424, FO 898/316.

Étant donné le rôle très important que prendra Eden dans les relations entre Britanniques, en particulier Churchill, et le général de Gaulle, cette prise de position en ce qui concerne les bombardements sur la France présente, pour notre propos, une importance toute particulière.

Il y a donc des intérêts stratégiques et politiques certains à bombarder des objectifs en France en parallèle aux bombardements sur l'Allemagne. Certaines précautions sont toutefois toujours de mise. À un correspondant parlementaire du *Times* qui suggérait que les usines françaises ne devraient être attaquées que les dimanches et autres jours fériés alors que les ouvriers ne sont présumément pas au travail, une note adressée au *Air Vice Marshal* N.H. Bottomley, probablement par Harris (étant donné la mention de copie à un dossier et par son style), signale que c'est déjà généralement le cas et que le journaliste « *is flogging a dead horse* ». La note poursuit en mentionnant toutefois que « *Renault's and Poissy were both attached* [sic] *at night when all good Frenchmen should be in bed, and those who are still working for the Enemy doubly deserve all they get* »[245]. Cette dernière remarque est fort révélatrice sur le fait que le *Bomber Command* n'est pas prêt à sacrifier certains impératifs militaires à la prudence envers les civils français. Il semble bien cependant que les ouvriers français aient effectivement été secoués par l'attaque de nuit sur Renault. Selon une analyse du *Ministry of Economic Warfare*, leurs revendications auraient mené les Allemands à accepter que certaines usines, pourtant importantes au point de vue de ressources pour la production militaire, cessent de produire la nuit par crainte des bombardements[246].

Mais, comme cela avait été observé en avril, les bombardements alliés continuent de susciter de la part des collaborationnistes l'argument selon lequel les Anglo-saxons

[245] Non signé, probablement de Harris selon la mention de copie en dossier « COPY : ATH/DO/8 BC/S.26746/DO/C-in-C. », note au Air Vice Marshal N.H. Bottomley, 2p., 16 avril 1942, RAF H47.
[246] Ministry of Economic Warfare, Objectives Department, *Industrial Damage Report no. 47 (Period April 6th – 19th)*, p. 10, 22 mai 1942, NA AIR 19/187.

voudraient, par ce moyen, rendre la France moins compétitive après la guerre. C'est ce que soutient le journal collaborationniste *Aujourd'hui* dans lequel paraît, en mai, un texte en réaction au bombardement des usines Renault (*voir Annexe F*). L'argument est de poids et il est peut-être à l'origine du discours qu'Eden prononce, à l'occasion du 14 juillet, à l'intention du peuple français. Il y réfute clairement cette idée :

> En fait, l'Angleterre veut que la France redevienne une grande puissance. C'est un de nos buts de guerre. C'est une promesse faite à une nation sœur. Mais à nos yeux, le rétablissement de la France dans sa grandeur et son indépendance est aussi une nécessité, car sans ce rétablissement il serait inutile après la guerre de vouloir reconstruire l'Europe sur la base de la civilisation qui est notre patrimoine commun[247].

Il faut remarquer aussi que l'article publié dans *Aujourd'hui* suppose implicitement qu'une défaite de l'Allemagne est possible, les Alliés vainqueurs « profiteraient » alors de la faiblesse d'une France qu'ils auraient eux-mêmes causée.

La nuit du 30 au 31 mai, une opération de grande échelle du *Bomber Command* a lieu : c'est le « *thousand bombers raid* ou *Operation Millenium* » contre Cologne. Pour Harris, il s'agit de démontrer que son organisation peut frapper durement l'Allemagne. Pour y faire participer quelque mille appareils, une opération d'une envergure sans précédent, le *Bomber Command* a puisé dans toutes ses ressources, mettant à contribution même ses équipages à l'entraînement. L'opération est un succès à la fois militaire et politique : les Britanniques ont démontré qu'ils sont des ennemis de l'Allemagne puissants et compétents. L'opinion française s'en réjouit comme le démontrent les informations transmises par le Chargé d'affaires américain à Vichy à son compatriote ambassadeur à Londres, lequel s'empresse de les communiquer aux

[247] Anthony Eden, Discours du 14 juillet 1942, cité dans un article du 15 juillet 1942, AN F/60/1726.

Britanniques[248]. Les bombardements de Cologne et d'Essen, avec certains succès contre l'armée de Rommel en Afrique du Nord,

> *Acted as a tonic on the French people, the great majority of whom, while earnestly hoping for an Anglo-Saxon victory, had lost confidence to a great extent in British military capacity. From all sides the comment is heard that at last the German people are beginning to know what war means, and the French public is urgently hoping that these two mass raids are only the beginning of an air offensive which will see weekly air raids on a similar scale continued on German cities. In this connection we also hear that such raids will act as an antidote on the Vichy Government's present campaign to persuade French workers to go to Germany*[249].

La même source avait aussi démontré comment l'opinion française était résolument favorable aux bombardements britanniques, même lorsqu'ils touchaient la France et y faisaient des victimes civiles. Pendant la nuit du 29 au 30 mai, la RAF a attaqué une usine à Gennevilliers, dans la région parisienne. Voulant discréditer les Britanniques, la presse française avait déploré 40 victimes causées par le raid[250]. Selon le Chargé d'affaires, cette information a plutôt eu l'effet contraire : ces morts sont déplorables, mais le public français a estimé que dans les circonstances, l'aviation britannique a plutôt fait preuve de précautions telles que le nombre de victimes a été limité[251]. Pour ce qui est de l'usine Renault, les Britanniques apprennent, via l'ambassadeur américain à Berne, qu'en date du 15 juin elle était de retour à sa pleine capacité de production. L'usine aurait aussi été dotée de défenses antiaériennes adéquates[252].

---

[248] Échange de correspondance entre l'ambassadeur américain à Londres H. Freeman Matthews et Sir Archibald Sinclair, 2 au 5 juin 1942, NA AIR 19/187.
[249] *Substance of a Telegram sent by the American Chargé d'Affaires at Vichy to Washington on June 3*, 1942, NA AIR 19/187.
[250] 37 victimes selon Midellbrook and Everitt , *op. cit*., p. 251-252.
[251] *Substance of a Telegram sent by the American Chargé d'Affaires at Vichy to Washington on June 1*, 1942, NA AIR 19/187.
[252] Leyland Harrison, ambassadeur des États-Unis à Berne (Suisse), note *au Secretary of State* à Washington, 22 juin 1942, NA AIR 19/187.

Pendant ce temps, les bombardements des bases de sous-marins situées en France se poursuivent. Or, ces dernières résistent particulièrement bien aux projectiles qui leur sont destinés. Tant et si bien que dans une note du 18 juin, Sinclair met en doute leur pertinence en soulignant que les résultats obtenus ne justifient pas le « *political odium* » de telles « *ruthless attacks* » sur des villes françaises[253]. Cette préoccupation était d'ailleurs bien présente, car, le même mois, le haut commandement britannique avait décidé d'émettre un avertissement aux Français leur enjoignant d'évacuer les zones côtières en s'assurant toutefois d'ébruiter cet avis en Grande-Bretagne[254]. En ce qui concerne les ports français, la décision est prise dès le 1er juillet 1942, suite à une demande de Harris, de ne les bombarder que lorsque s'y trouvent des objectifs militaires significatifs[255]. Leurs coûts en termes de victimes civiles françaises sont donc bien pris en compte par les dirigeants britanniques. Leur image auprès de la population, autant en Grande-Bretagne qu'en France, les préoccupe, mais la faiblesse des résultats obtenus joue aussi dans la retenue adoptée.

Devant ces restrictions et ces doutes, au mois d'août, les réseaux ferroviaires du continent sont mis à l'ordre du jour. Il s'agit de détruire principalement les locomotives et leurs lieux de réparation, surtout en Allemagne, mais en France également, lorsque les conditions météorologiques seront difficiles[256]. Là aussi des restrictions sont appliquées en vertu d'une directive émise au *Bomber Command* et au *Fighter Command* le 30 juillet[257]. En France, de jour, seuls les trains de marchandises en circulation doivent être attaqués, car il est possible de les distinguer des trains de passagers. Par contre, tous les trains en mouvement la nuit sont des cibles admissibles,

---

[253] Archibald Sinclair, note au Vice-C.A.S, 12 juin 1942, NA AIR 19/187.
[254] (signature illisible), *Extract from the 171st Meeting of the Chiefs of Staff Committee held on the 6th June 1942; Warning to Frenchmen in the occupied zone*, 7 juin 1942, NA AIR 19/187.
[255] *Bombing Policy in Relation to French Channel Ports*, 1er juillet 1942 (2 documents), NA AIR 9/187.
[256] N.H. Botomley, A.C.A.S.(Ops), note au C.A.S., 2 août 1942, NA AIR 19/187.
[257] *Id*., Air Vice-Marshal, aux Commandants en Chef du *Bomber Command* et du *Fighter Command*, 30 juillet 1942, NA AIR 19/217.

car il s'agit majoritairement des trains de marchandises. D'ailleurs, il est considéré que les civils français qui voyageant à bord de trains de passagers circulant de nuit sont fort probablement des collaborateurs, car les Français respectent normalement un couvre-feu[258]. Inévitablement, de telles victimes devaient être faites. Au début de septembre, l'ambassade de Vichy en Espagne proteste contre l'attaque par la RAF d'un train qui circulait dans la nuit du 28 au 29 août près de Blois : 28 passagers auraient été tués et 60 autres blessés[259]. Aux inquiétudes d'Eden à ce sujet, la politique d'attaque sans restriction des trains circulant la nuit est rappelée[260]. La décision est toutefois prise de ne pas répondre à la plainte de Vichy[261]. D'ailleurs, les Britanniques sont déterminés à conserver leur liberté d'action en ce qui concerne leurs opérations militaires sur la France. L'opinion de Vichy importe donc peu, mais il en est de même pour De Gaulle ainsi qu'en décide clairement le *War Cabinet* en août : « *For the moment, no steps should be taken to associate General de Gaulle with the planning of major operations to be undertaken in Metropolitan France* »[262].

En octobre, Eden s'enquiert de nouveau de la politique d'attaque de trains de passagers en France auprès de Sinclair, suite à une demande d'André Philip, alors Commissaire à l'Intérieur du CFLN. Sinclair lui rappelle qu'il est impossible de distinguer entre les trains de passagers et les trains de marchandises la nuit, donc que ces attaques seront poursuivies[263]. Le ministère de l'Air réagit en rappelant que sur les territoires occupés, les bombardements doivent se limiter à des objectifs militaires identifiables attaqués avec précautions, que le bombardement intentionnel de civils est défendu, et que les conventions de la Croix-Rouge doivent être respectées, ces dispositions n'étant pas

[258] (signature illisible), note à F.K. Roberts du *Foreign Office*, 26 août 1942, NA AIR 2/7136.
[259] Télégramme au *Foreign Office* en provenance de Madrid, 3 septembre 1942, NA AIR 2/7136.
[260] C.C. Gaines, note au sous-secrétaire d'État du *Foreign Office*, 11 septembre 1942, NA AIR 2/7136.
[261] Échange de deux notes entre R.L. Speaight (Foreign Office) et M.W. Low (Air Ministry), 20 et 22 septembre 1942, NA AIR 2/7136.
[262] Extract form W.M. (42) 114th Conclusions, Minute 2, 20 août 1942, NA CAB 121/409.
[263] Anthony Eden, note à Sir Archibald Sinclair, 1er octobre 1942, et réponse de Sir Archibald Sinclair, 3 octobre 1942, NA AIR 19/217.

applicables sur l'Allemagne[264]. Confirmant ces dispositions, le *Bomber Command* avait été chargé de bombarder trois objectifs industriels considérés comme stratégiques en France : Le Creusot, Citroën et Gien. En guise de précautions, il était prévu que les raids seraient exécutés par des équipages expérimentés, sous des conditions météorologiques favorables et les bombes larguées uniquement après avoir clairement identifié la cible[265].

De plus, les Britanniques émettaient des avis enjoignant les Français des zones côtières susceptibles d'être bombardées et ceux voyageant en train de se protéger des opérations aériennes. Par exemple, le 20 octobre, la BBC diffuse après l'avoir fait à quelques reprises que :

> Pour ménager les vies françaises dans toute la mesure du possible, nos aviateurs ont reçu l'ordre formel de s'abstenir de toute attaque de jour contre les trains de voyageurs en zone occupée. La nuit, aucune distinction n'est possible à ces aviateurs. Ne voyagez pas de nuit[266].

Cette initiative britannique n'eut pas lieu de plaire à tous. De Gaulle s'était opposé à de tels avis « alarmistes » qui laissaient entendre, et donc espérer, une opération alliée d'envergure en France dès 1942 :

> Le 28 juillet 1942, il [de Gaulle] fait part de son scepticisme à Anthony Eden, secrétaire d'État au Foreign Office, qui lui confirme qu'il n'est pas envisagé d'ouvrir un second front en France. « Dans ces conditions, fait remarquer le Général, pourquoi tenir à ce sujet le langage que vous tenez actuellement ? La BBC recommande, depuis des semaines, d'évacuer les côtes. De grands espoirs vont être déçus. Cela ne fera pas de bien [note 19 : Charles de Gaulle, *Lettres, notes et carnets, juillet 1941-mai1943*, Paris, Plon, 1952, 652p., p. 331.]. »

[264] Richard Williams, Air Vice-Marshal, Assistant Chief of the Air Staff (Policy), *Bombardment Policy*, 29 octobre 1942, NA AIR 19/188.
[265] N.H. Bottomley, Air Vice-Marshal, au Commandants en Chef du *Bomber Command*, 20 juillet 1942, NA AIR 19/217.
[266] Aurélie Luneau, *Radio Londres– Les voix de la liberté (1940-1944)*, Paris, Perrin, 2005, p. 146-147.

> L'avertissement du chef de la France Libre ne parviendra pas à infléchir la politique « alarmiste » des avis engagée par les Anglais[267].

Les avis de ce genre continuent de se propager sur les ondes de la BBC, les craintes du général se concrétisent et, suite à l'occupation de l'ensemble du territoire français en novembre, c'est toute la population qui est impliquée. Le 29 décembre 1942, la BBC étend à toute la France les conseils qui n'avait été prodigués jusqu'alors qu'aux habitants de la zone occupée : ils doivent exiger des abris et une protection contre les attaques aériennes. « Pour les Français, à coup sûr, quelque chose se prépare » [268]. De tels avis alarmistes ont un effet pervers : « On [la population en France] commence à douter de la sincérité des Anglais et de la radio de Londres qui, *via* les avis, a poussé à croire à l'imminence du débarquement. Les Britanniques ont entretenu l'espoir au risque de leur crédibilité »[269].

La saison des bombardements de 1942 tire à sa fin en octobre, à l'approche des intempéries d'hiver. De leur côté, les Américains ont commencé leurs bombardements, mais leur efficacité est douteuse. Ils s'en inquiètent d'ailleurs. Au début d'octobre, un membre du bureau des services stratégiques de l'ambassade américaine pose à la France Libre une série de questions sur le déroulement de la guerre en France[270]. Il est question des ouvriers français, de leur motivation à résister à l'occupant, mais surtout, de l'impact que les bombardements ont sur leur moral et sur la capacité de production des usines. En particulier, lorsque ce sont les Américains qui bombardent, le savent-ils et, si c'est le cas, comment perçoivent-ils cela? Le dossier aux Archives nationales ne contient pas les réponses données.

---

[267] *Ibid*., p. 146.
[268] *Ibid*., p. 181.
[269] *Ibid*., p. 150-151.
[270] Arthur J. Goldberg, Office of Strategic Services, Ambassade américaine à Londres, à Georges Boris, France Libre (Commissariat à l'Intérieur), 7 octobre 1942, AN F/1a/3729.

Le 9 octobre, les bombardiers américains attaquent des installations industrielles à Lille. Seulement 9 bombes sur les 588 frappent près de l'objectif visé. En résultent 40 morts et 90 blessés[271]. Devant l'enthousiasme de la presse américaine et les revendications de nombreuses victoires sur la chasse ennemie, Churchill rédige, avec beaucoup de doigté, une note à l'intension de Harry Hopkins, alors conseiller en politique étrangère du président Roosevelt. Faisant appel à la confidentialité, « *for your eyes alone and only to be used by you in your high discretion* », il souligne que les succès remarquables des bombardements américains sur la France sont dus à l'accompagnement des avions de la chasse britannique et que de telles opérations réalisées de jour sur l'Allemagne pourraient connaître un sort bien différent[272].

Cependant, les imprécisions des bombardements alliés sur la France préoccupent. Francophile, Eden s'inquiète de l'opinion en France :

> *THE COMMITTEE* [of Chiefs of Staff] *were informed that the Foreign Secretary considered that the bombing of military and industrial targets in occupied France would be unlikely to produce grave re-actions, provided that it was not unduly costly in civilian lives. He recommended, however, that for the time being these attacks should be directed against German submarine bases rather than on the Paris area*[273].

En réaction aux débats sur l'emploi des bombardiers américains, le commandant en chef du *Bomber Command* fait appel directement à Churchill. Il déplore que leurs avions soient ainsi détournés des bombardements sur l'Allemagne :

---

[271] Andrew Knapp, *op. cit.*, p.104.
[272] Winston Churchill, note à Harry Hopkins, 16 octobre 1942, NA AIR 8/711.
[273] (signature illisible), note au Committee of Chiefs of Staff, *French Opinion on the bombing of objectives in Occupied France*, 17 octobre 1942, NA AIR 9/187 et NA AIR 19/217.

> *Armed with so formidable a stick wherewith to beat the dog, the U.S. Military Authorities on this side are alleged to be quoting - or rather misquoting - you in regard to the futility of continuing to bomb French targets, and as to your leaning towards employing all the U.S. Bombers on the Atlantic War rather than on bombing Germany*[274].

En parallèle avec les développements de la guerre aérienne, les relations des Alliés avec les Français libres de De Gaulle, installés à Londres, et la Résistance ne sont pas au beau fixe. Lord Maurice Hankey, auparavant secrétaire du Cabinet de guerre, rédige de son propre chef des rapports périodiques observant le déroulement de la guerre. Il remarque que les Français libres n'ont pas entière confiance en De Gaulle et son entourage, ce qui ne facilite pas les choses[275]. Déjà, le général se montre difficile et Churchill voudrait bien que les frictions avec lui soient résolues, mission qu'il confie à Eden[276]. Ce dernier hérite dès lors d'une charge qu'il devra assumer jusqu'à la fin de la guerre en utilisant toutes ses aptitudes de diplomate[277].

En ce qui concerne les bombardements sur la France, comme nous l'avons vu, l'événement le plus marquant, un pivot de la campagne, est le bombardement intensif, efficace, mais meurtrier sur l'usine de Renault de mars 1942. Il est précurseur de l'impact que peuvent avoir de telles opérations sur la population française. Nous avons déjà mentionné qu'un article du journal collaborationniste *Aujourd'hui* du 1er mai 1942 représentait très bien ces anxiétés en les mettant au service d'un sentiment anti-allié (*voir Annexe F*). Les Français savaient donc ce à quoi ils pouvaient s'attendre dans le

---

[274] A.T. Harris, note au premier ministre, *My American Air Friends are Despondent*, 23 octobre 1942, NA PREM 3/11/16.
[275] Lord Maurice Hankey, *The Second German War – After three years – An Appreciation*, 3 septembre 1942, p. 4, CC HNKY 11/7.
[276] Winston Churchill, note au *Foreign Secretary*, 17 septembre 1942, CC CHAR 20/67/7, 10.
[277] À Paris, Le théâtre du Petit Montparnasse a présenté en 2018 une pièce très intéressante illustrant la relation ambigüe qu'ont connu Churchill et de Gaulle, relation particulièrement tendue à la veille du Débarquement. *Meilleurs Alliés* met aussi en valeur les affres vécues par Eden et Pierre Viénot, à l'époque ambassadeur de France, alors qu'ils devaient servir d'entremetteurs entre ces deux personnages pour le moins difficiles.

combat que livrent alors les Alliés aux forces de l'Axe. Leur pays sera nécessairement pris dans la tourmente, ce qui fera des victimes innocentes. Toutefois, à ce moment, leur nombre n'est pas suffisant pour discréditer les Alliés, comme l'a bien senti Eden. Ce qui est remarquable cependant, c'est l'absence de réaction du général de Gaulle et de son entourage. Les archives ne contiennent aucune note, aucune remontrance aux Alliés devant la maladresse de l'opération contre Renault, non plus qu'au sujet d'autres opérations de moindre envergure ayant fait de nombreuses victimes en ne touchant que peu leur objectif, comme dans le cas de Lille. Pour 1942, on ne trouve qu'une allusion dans les documents du général qui concerne le raid sur Renault. À J.A. Pagès, un Français tenancier de restaurants à Londres, qui lui demande de protester contre les victimes parisiennes des bombes anglaises, le général répond que, compte tenu du contexte, de telles victimes sont inévitables :

> Pour délivrer la France de l'ennemi, pour chasser de Paris, de Bordeaux, de Lille et de Strasbourg les Allemands qui y sont venus et qui s'y maintiennent par les armes, il n'y a malheureusement aucun autre moyen que d'y porter la bataille. […] Dans la situation atroce où est notre Patrie, le devoir est très dur, mais c'est le devoir. Il faut vaincre l'envahisseur par tous les moyens[278].

C'est sur les ondes radiophoniques que se déroule un « combat » à propos du bombardement de l'usine Renault. Le jour même, un éditorial de Philippe Henriot diffusé par *Radio Paris* fustige les Français qui approuvent le raid :

> Il est trop facile d'applaudir à la mort quand il s'agit de celle des autres et de se féliciter des maisons détruites quand on se croit bien à l'abri dans la sienne. (…) Tant qu'il y aura une usine debout en Allemagne, l'Angleterre n'aura aucune excuse à bombarder les usines en France.

[278] Charles de Gaulle, *Lettres, notes et carnets, juillet 1941- mai 1943*, Paris, Plon, 2014, empl. 3372-3376

Maurice Schumann rétorque en soirée sur *Radio Londres* que les ouvriers tués avaient été des otages forcés de travailler pour l'Allemagne[279]. Il fallait répondre à Henriot, car sa voix a de l'importance. Le public français est sensible à son sens du dramatique et à son élocution remarquable[280].

Le 17 août 1942, les Américains joignent les efforts de bombardement britanniques. Dix-sept de leur toutes nouvelles forteresses volantes attaquent … la France : des gares de triage à Rouen[281]. Cette première offensive est annonciatrice de ce qui deviendra leur signature auprès de la population française : leur maladresse meurtrière. Le raid laisse 52 tués et 120 blessés, la plupart des bombes étant tombées dans les environs de l'objectif visé. Une autre attaque américaine le 5 septembre fait encore un carnage parmi les civils, ajoutant 103 tués et 110 blessés[282]. La France Combattante est sensibilisée, comme en témoigne la note suivante, classifiée SECRET et portant la mention manuscrite « Mr Philip [André Philip, Commissaire à l'Intérieur au CFLN] pour négociations éventuelles » :

> IMPORTANT
> Les bombardements de ROUEN très meurtriers ont eu un effet déplorable sur la population rouennaise, et sur les populations en général. Un quartier entier fut très éprouvé, les sinistrés étaient pour la plupart des réfugiés du Havre logés dans les baraquements en bois, construits par les Anglais en 39/40.
> Il ne faudrait pas que des faits comme ceux-là se reproduisent souvent : tous les Français réprouvent ces bombardements exécutés sur des villes comme Rouen, avec des appareils aussi puissants que les forteresses volantes américaines, qui au dire de tous seraient plutôt toutes désignées pour attaquer l'Allemagne où là pas une bombe n'est perdue [soulignements dans le texte][283].

---

[279] Aurélie Luneau, *op. cit.*, p. 141-142.
[280] *Ibid*., p. 201-202.
[281] Martin Middlebrook et Chris Everitt, *op. cit.*, p. 284.
[282] Eddy Florentin, *Quand les Alliés bombardaient la France 1940-1945*, Paris, Perrin, 1997, p. 62-65. Knapp énonce plutôt 43 morts pour le raid du 17 août, 82 morts et 102 blessés graves pour celui du 5 septembre. Andrew Knapp, *op. cit.*, p. 116.
[283] Anonyme, Note numérotée 2379/3, non datée, mais comprise parmi des documents de 1942, AN F/1a/3729.

Le CFLN aurait donc eu l'intention d'avoir des « négociations » au sujet des bombardements alliés sur la France, mais pour obtenir quoi au juste? En octobre, Sinclair répond au Général Martial Valin, de la Brigade aérienne des Forces Françaises Libres, qui demande qu'une entente soit conclue au sujet des attaques sur le réseau ferroviaire en France par la RAF. Sinclair ne tergiverse pas : « *it would be a mistake to tie the hands of those who are fighting the war in the air* »[284]. Il refuse ainsi que soit établie toute entente formelle excluant certains objectifs en territoires occupés. Par contre, il énonce qu'une suggestion qui pourrait à la fois améliorer l'efficacité de ces attaques et diminuer l'impact sur la population serait bienvenue.

À ce moment, en octobre 1942, les Alliés ne sont pas trop inquiets des conséquences de leurs bombardements sur la France. Sur demande, un comité examine les risques que l'opinion française réagisse négativement face aux Alliés suite aux bombardements. Ses conclusions rassurent : la population ne réagit mal que lorsque pertes humaines et dégâts causés ne sont pas en proportion acceptables avec le degré de destruction de l'objectif. Dans ce cas, la propagande allemande et celle de Vichy saisissent l'occasion. Il est alors nécessaire pour les Alliés de la contrer par une contre-propagande adéquate[285]. Lors d'une réunion du *Chiefs of Staff Committee*, on relate en son absence qu'Eden croit qu'il n'y aura probablement pas de réactions négatives importantes aux attaques aériennes, pourvu que le nombre de victimes qu'elles causent ne soit pas trop élevé. On mentionne aussi qu'il recommande toutefois d'orienter ces raids contre les bases de sous-marins plutôt que sur la région parisienne[286]. Cette assurance sur l'opinion publique en France est donnée le 12 octobre par le général

[284] Sir Archibald Sinclair, note au Général de Brigade Aérienne Martial Valin des Forces Françaises Libres, Londres, 12 octobre 1942, NA AIR 19/217.
[285] War Cabinet – Joint Intelligence Sub-committee, *French Opinion of Bombing on Targets in Occupied France*, 10 octobre 1942, NA CAB 121/1.
[286] Chiefs of Staff Committee, Extract from C.O.S. (42) 290th Meeting held on 16th October 1942 et note au Géneral Ismay par un auteur dont la signature est illisible, 14 octobre 1942, NA CAB 121/1.

Ismay[287] lorsque des attaques américaines sur les bases sous-marines en France sont envisagées[288]. Toutefois, le même jour, les *Chiefs of Staff* expriment certains doutes face aux conclusions rassurantes à cet égard[289].

En novembre, un rapport sur l'attaque du Creusot parvient au CFLN[290]. Les dégâts causés aux installations industrielles sont décrits comme importants, mais l'imprécision des tirs aussi : 12 chapelets de bombes ont touché les usines, mais 60 ont atteint la ville. Selon l'observateur, « le raid était très mal commandé et mal préparé; l'officier qui a organisé cela est responsable des vies humaines sacrifiées ». Tout de même, les Creusinois :

> disent qu'ils comprennent qu'on vienne les bombarder, mais qu'il faudrait d'abord le faire plus intelligemment et plus efficacement, et surtout ne pas venir en France tant qu'il y a des usines debout en Allemagne. Les sentiments à l'égard des Anglais sont bien nets : "Pour du sale ouvrage mal fait, c'est bien du sale ouvrage".

On trouve aussi au dossier un document présentant les observations faites par « un technicien désireux que ces bombardements [alliés sur la France] se renouvellent le plus fréquemment possible et avec l'efficacité maximum ». Il observe d'abord que lors d'attaques sur les usines, les bâtiments sont bien endommagés, mais que les machines restent intactes. La production reprend rapidement, un résultat médiocre face aux victimes civiles subies. Le sabotage serait selon lui une meilleure solution. Il considère les attaques sur le réseau ferroviaire plus réussies dans l'ensemble et que la navigation fluviale ne devrait pas être négligée. En ce qui concerne le réseau électrique,

---

[287] Général Hastings Lionel Ismay, representant personnel de Churchill au *Chiefs of Staff Committee*.
[288] H.L. Ismay, note à Sir Alexander Cadogan, 12 octobre 1942, NA CAB 121/1.
[289] Chiefs of Staff Committee, Extract from C.O.S. (42) 145th Meeting held on 12th October 1942, NA CAB 121/1.
[290] Anonyme, Note numérotée 2189/1, *rapport d'un « correspondant » daté des 20, 21, 23 et 27 octobre 1942*, 24 novembre 1942, 3p., AN F/1a/3729.

l'observateur réitère que le sabotage peut adéquatement compléter les bombardements aériens en étant employé sur des cibles précises[291].

Il est possible que ces notes soient à l'origine de la première démarche entreprise par le CFLN auprès des Alliés au sujet des bombardements sur la France à la fin de l'année. Elle est faite par le général de Gaulle lui-même, en décembre. Il remet à l'amiral américain Harold Rainsford Stark, avec lequel il entretient des relations cordiales, un mémorandum à ce sujet (*voir Annexe B*). L'amiral Stark avait été nommé en juillet par le gouvernement des États-Unis représentant auprès du Comité National Français, même s'il ne reconnaissait toujours pas officiellement ce comité comme entité gouvernementale[292]. L'amiral transmet ce mémorandum au général Ismay en l'accompagnant d'une lettre dans laquelle il mentionne une inquiétude : « *in the back of de Gaulle's head may be his previous request for representation in the military councils* »[293]. Cette correspondance, accompagnée de courts rapports identifiant des raids aériens sur la France ayant causé de nombreuses victimes civiles, parfois en ne touchant que peu ou aucunement des objectifs militairement justifiables, est prise en considération par le *Chiefs of Staff Committee* lors de sa réunion du 19 décembre 1942[294]. Il est alors rappelé que le Cabinet avait antérieurement statué que le général de Gaulle ne devait pas être impliqué dans la planification des opérations d'importance en France métropolitaine. Il est donc décidé de répondre à l'amiral Stark – et non directement à De Gaulle – qu'un représentant du général pourrait visiter le *Bomber Command* de façon à mettre à profit toute information dont il pourrait disposer sur les

---

[291] Anonyme, *Opinions techniques sur les objectifs des bombardements alliés en France*, 10 décembre 1942, 2p., AN F/1a/3729.
[292] War Cabinet – Chiefs of Staff Committee, *Annex - Position of Admiral Harold B. Stark, U.S. Navy, Relative to General de Gaulle, Representing the French National Committee*, 24 novembre 1942, NA CAB 121/409.
[293] L.C. Hollis, War Cabinet – Chiefs of Staff Committee, *Allied Air Raids over France, Annex I*, 17 décembre 1942, NA CAB 80/66 et CAB 121/1.
[294] War Cabinet – Chiefs of Staff Committee, *Minutes of Meeting held on Saturday, 19th December 1942, at 10,30 a.m.*, 19 décembre 1942, NA CAB 79/24/50.

conditions en France, mais sans plus. La réponse est signée le 21 décembre par le général Ismay[295]. La note énonce qu'une instruction claire a été donnée aux aviations alliées de prendre « *the greatest care* » afin de causer le moins de victimes françaises possibles, mais qu'avertir la population des attaques envisagées n'est pas tactiquement acceptable. Il est donc clair pour les Alliés qu'ils « *must retain complete liberty of action and, so far as the selection of targets is concerned, they are satisfied that sufficient information is available from our own Intelligence sources* ». L'invitation faite à ce qu'un représentant de la France libre visite le *Bomber Command* est bien transmise, mais la réponse des *Chiefs of Staff* va plus loin en faisant leur la remarque de l'amiral Stark au sujet des intentions présumées de De Gaulle : « *The Chiefs of Staff agree with you that General de Gaulle's Memorandum is probably designed to bring forward the whole principle of Joint Staff planning and Fighting French representation therewith* ». Cette réponse ayant été produite après le départ de l'amiral Stark pour les États-Unis, le général Alan Goodrich Kirk en accuse réception en soulignant qu'il désire être informé de toute nouvelle entente conclue avec la France libre à ce sujet[296].

Le général de Gaulle suscite donc la méfiance et le haut commandement des Alliés est vigilant à son endroit. En cette fin d'année 1942, ils ne veulent décidément pas que le général et son entourage participent aux décisions militaires. Mais nous soulignons que le général exprime tout de même, dans son mémorandum, une préoccupation en ce qui concerne l'opinion publique en France à son égard en lien avec les bombardements des Alliés, une remarque dont ces derniers ne semblent tenir aucun compte.

L'année 1942 est un prélude à ce qui est à venir pour la France. Le *War Cabinet* avait d'ailleurs énoncé ses intentions en ce qui concerne l'offensive aérienne contre

[295] H.L. Ismay, note à l'amiral H.R. Stark, 21 décembre 1942, NA CAB 80/66 et CAB 121/1.
[296] Alan Goodrich Kirk, Chief of Staff – United States Naval Forces in Europe, note au Chiefs of Staff Committee du Cabinet de guerre, *Allied Air Raids over France*, 30 décembre 1942, NA CAB 80/66 et NA CAB 121/1.

l'Allemagne : il est considéré comme essentiel d'en réduire la capacité militaire par ce moyen avant d'entreprendre une invasion dans le nord de la France. Les restrictions aux raids sur des objectifs en territoire occupé devraient alors être levées :

> *We understand that the present policy restricts bombing activities in occupied territory to precise objectives and would welcome an assurance that when the time arrives no such restrictions will be allowed to interfere with the need for applying our bomber offensive in occupied territory in the most effective manner*[297].

En toute fin de cette année 1942, la bataille de l'Atlantique est à son paroxysme. Les Alliés combattent les U-boats en mer avec de grandes difficultés, aussi désirent-ils réduire le problème à sa source, en attaquant les bases de sous-marins de la baie de Biscay. Il est question d'intensifier les bombardements « de précision » en les pratiquant de jour et de nuit, mais aussi de passer à des raids massifs, dits de dévastation, sur les villes portuaires françaises. Cela ne va pas sans susciter de vives inquiétudes chez Eden. Se disant tout à fait d'accord avec la priorité accordée à cette bataille vitale, il fait remarquer à Sinclair que si les Français acceptent fort bien les bombardements causant de réels dégâts militaires, ils risquent fort de désapprouver des raids massifs meurtriers qui ne causeraient pas plus de dommages à l'ennemi. Il s'inquiète des répercussions que cela pourrait avoir sur les relations avec la France à moyen et long terme[298].

[297] War Cabinet, Chiefs of Staff Committee, *Operation Roundup – Bombing Policy, Memorandum by the Combined Commanders*, 14 août 1942, NA AIR 20/3360.
[298] Anthony Eden, note à Sir Archibald Sinclair, 18 décembre 1942, NA AIR 19/217.

En attendant, non seulement les Français subissent les affres des bombardements, mais le Gouvernement de Vichy est appelé par les Allemands à défrayer les réparations des usines bombardées que ces derniers jugent nécessaires à leur effort de guerre[299].

3.4 1943 : Un système

Pour la France libre, 1943 s'annonce difficile. L'affrontement entre De Gaulle et Giraud pour en prendre le contrôle accaparera les énergies pendant presque toute l'année :

> En janvier 1943, il n'y a plus deux « France », celle de Vichy et celle de Londres : il y en a trois, et les Américains sont beaucoup plus favorables à celle d'Alger qu'à celle de Londres. Les positions de De Gaulle et de Giraud paraissent trop éloignées pour que les deux hommes – et leurs équipes – puissent s'accorder à bref délai. Les mois de janvier à mai 1943 seront donc entièrement dominés par le problème de l'union[300].

Finalement, après avoir causé bien des soucis et embarras aux Britanniques et aux Américains, de Gaulle arrivera en novembre à évincer son adversaire et à devenir le seul chef du mouvement[301].

Mais entre-temps, la France aura eu à subir une année difficile sous les bombes. L'opinion publique face aux bombardements effectués par les Alliés en aura été considérablement modifiée en leur défaveur. Un document du CFLN de novembre

---

[299] Cabinet Civil, *Note pour la direction technique & industrielle - Objet - Reconstruction des entreprises imustrielles endommagées par les bombardements britanniques*, Vichy, 9 novembre 1942, SHDv AI 3 D 137.
[300] Raphaële Ulrich-Pier, *René Massigli (1888-1988) – Une vie de diplomate Tome I et Tome II*, Paris, P.I.E.-Peter Lang, 2006, p. 728.
[301] Julian Jackson, *De Gaulle: une certaine idée de la France*, trad. de l'anglais par Marie-Anne Béru, Paris, Seuil, 2019 (1ère éd. 2018), chapitre 11.

1943 expose de façon accablante les problèmes créés par la maladresse des bombardements (*voir Annexe G*). Il arbore ostensiblement en première page l'étampe « À NE PAS DIFFUSER ». La décision de garder à l'interne ce pénible constat des actions d'alliés que le CFLN pouvait difficilement blâmer ouvertement alors qu'ils agissaient contre l'occupant allemand. Nous y voyons un silence « politique » au sens où l'entend Winter : ordre est donné de museler des informations qui dérangent.

En France métropolitaine, au début de 1943, la situation a considérablement évolué depuis novembre de l'année précédente. Toute la France est maintenant occupée sur l'ordre d'Hitler, outré par le peu de résistance que Vichy a opposé au débarquement des Alliés en Afrique du Nord. Le pillage du pays par l'Allemagne s'intensifie alors que ce sont les citoyens eux-mêmes qui deviennent une ressource à exploiter : le Service du travail obligatoire (STO) enrôle jeunes hommes de force pour aller travailler dans les usines de guerre en Allemagne. Des deux côtés, cela entraîne un durcissement des positions. La résistance s'accroît alors qu'elle représente pour plusieurs le moyen d'échapper à un séjour forcé en Allemagne. Les actes de sabotage se multiplient et, en réaction, l'occupant, aidé par des collaborationnistes, accentue fortement la répression.

C'est dans ce contexte tendu et très différent que la France va subir une autre saison de bombardements alliés dont la puissance de frappe s'est fortement accrue. De nouveaux moyens de radioguidage sont devenus disponibles, les appareils quadrimoteurs sont présents en grand nombre et les Américains, qui ont mis une année à y arriver, sont enfin prêts à participer pleinement aux opérations. Pour apprendre le métier, c'est sur le territoire français, plus accessible et moins bien défendu, qu'ils réalisent leurs premiers raids[302].

[302] Richard Overy, « Strategic Air Offensive » dans I.C.B. Dear et M.R.D. Foot dir., *The Oxford Companion to World War II*, Oxford, Oxford University Press, 2005, p. 838.

Harris exprime clairement dans ses mémoires la satisfaction qu'il a connue devant cette nouvelle situation, cette capacité offensive enfin établie au printemps de 1943 :

> *At long last, we were ready and equipped. Bomber Command's main offensive began at a precise moment […]. This was on the night of March 5-6th, 1943, when I was at last able to undertake with real hope of success the task which had been given to me when I first took over the Command a little more than a year before, the task of destroying the main cities of the Ruhr*[303].

Sur une France bouleversée, les Alliés vont déverser des bombes avec des moyens sans précédent, selon des méthodes nouvelles qui emploient des groupes compacts d'appareils capables chacun de porter d'importantes charges de bombes. À partir de ce moment, les Alliés opèrent leurs bombardements en fonction du « principe de concentration » qui a été graduellement établi à la fois par observation et par déduction scientifique : un nombre important d'appareils (200 ou 300) opérant en groupe serré sur un objectif réalisent un bombardement si intense que la défense passive (abris, sauveteurs, pompiers) est débordée et la défense active (chasseurs, canons antiaériens) est saturée. Les canons de la défense contre les avions (DCA) doivent répartir leur tir sur quelques centaines d'avions. Leur efficacité en est grandement diminuée alors qu'ils auraient été meurtriers contre un nombre réduit d'avions. Au sol, ceux qui combattent les incendies sont impuissants lorsque le feu ravage un grand nombre de bâtiments simultanément dans un même périmètre. Des incendies ponctuels peuvent être contrés, ce qui devient pratiquement impossible lorsque des quartiers complets sont embrasés. Les scientifiques alliés ont aussi montré que, à l'encontre de ce que l'intuition pouvait laisser penser, les risques de collision ou que des bombes amies

[303] Sir Arthur Harris, *Bomber Offensive*, Barnsley, Pen & Sword, 2005 (1ère éd. 1947), p.144. Overy est d'accord avec ce constat: "la force du Bomber Command ne devint substantielle qu'au printemps 1943 ». Richard Overy, *Sous les bombes – Nouvelle histoire de la guerre aérienne 1939-1945*, trad. de l'anglais par Sévérine Weiss, Paris, Flammarion, 2014 (1ère éd. 2013), p. 433.

frappent un appareil dans de telles formations compactes de bombardiers sont minimes[304].

Cette tactique est pratiquée de façon systématique par les Alliés, mais les Britanniques opèrent de nuit alors que les Américains le font de jour. Le couvert de la nuit permet à la RAF d'opérer à une altitude relativement basse afin d'améliorer la précision de ses tirs. Toutefois, cette précision repose sur l'emploi du « marquage » des objectifs. Cette tâche risquée, car réalisée par peu d'appareils, est confiée à des équipages expérimentés. Qu'on juge de la « précision » atteinte : ce sont des fusées éclairantes accrochées à des parachutes qui marquent l'objectif. Les centaines de bombardiers qui suivent quelques dizaines de minutes plus tard visent ces taches mouvantes qui dérivent au gré du vent. Il en résulte un bombardement dispersé sur une grande surface (*area bombing*). Opérant de jour, c'est dans l'altitude que les Américains cherchent à limiter les dégâts infligés par la DCA. La technique qu'ils emploient est alors fort différente. Un équipage aguerri est placé en tête de l'attaque. Dès qu'il juge tenir la cible dans son viseur, il largue ses bombes. Cela donne le signal aux équipages qui suivent de faire de même. En théorie, en tenant compte de la vitesse de vol, les bombes devraient tomber à peu près au même endroit. En fait, il en résulte un « tapis de bombes ». Vers la fin de l'année, cette façon de faire américaine est devenue méthodique. Un exemple en est donné par le bombardement américain sur des usines du centre-ville d'Ivry-sur-Seine le 31 décembre 1943[305]. Opérant à une altitude de 6 000 mètres, le raid répartit ses bombes sur un rectangle long de 1,5 km et large de 1 km, faisant 80 victimes et de nombreux blessés. Un exposé des deux méthodes de bombardement (britannique et

[304] Victor Bissonnette, « Operational Research and the British Bombing Offensive against Germany, 1941-1945: Calculating Choices in War », *War in History*, vol. 25, nº 4, 2018, p. 546.
[305] Ministère de l'Air, Direction technique et industrielle, *Rapport sur les bombardements aériens en territoire français & sur les bombes utilisées par les aviations étrangères, Tome 1*, avril 1944, SHDv AI 3 D 321 (154).

américaine) accompagne cette analyse[306]. Annecy a vécu une expérience fort semblable. En novembre 1943, en conditions idéales, les Américains arrivent à rater complètement l'usine visée et les bombes tombent au hasard sur la ville. La population est indignée :

> La fureur de la population est générale : aucun objectif n'a été atteint; les bombes sont tombées à plus de 400 m de toute usine ou de la gare. On fait ressortir que les Alliés ne bénéficieront jamais de conditions analogues; visibilité parfaite; absence complète de D.C.A. et de toute résistance; usines non occupées par les ouvriers. On s'indigne que dans ces conditions les aviateurs américains aient bombardé d'une telle altitude et aient jeté leurs bombes au hasard. Une grande partie de la population a cru qu'il s'agissait d'une erreur jusqu'au moment où la radio londonienne a parlé d'une attaque d'une usine à Annecy. La colère a gagné alors la population entière à un retournement général de la population parmi laquelle les sympathies étaient nombreuses jusqu'ici pour la cause alliée[307].

Pour réaliser à quel point toute prétention à la précision était illusoire avec de telles techniques, il faut visiter le Mémorial de Falaise. Consacré à la vie des Français sous l'occupation, il fait une large place au sort des civils pendant la bataille de Normandie[308].

C'est la façon de faire des bombardements stratégiques. Zone ou tapis, la France va en faire l'expérience, même si les Alliés ont de bonnes intentions pour réduire le nombre de victimes civiles françaises. Du point de vue des Français, les précautions semblent

---

[306] *Id*., *Rapport sur les bombardements aériens en territoire français & sur les bombes utilisées par les aviations étrangères, Tome 3 – Documentation étrangère, Formation de vol et procédés d'attaque de l'aviation anglo américaine, Extrait de la presse aéronautique de "The The Illustrated London News du 21 Août 1943*, juillet 1944, SHDv AI 3 D 321 (799-802).

[307] Gouvernement provisoire de la République Française, *Extraits de documents – Annecy, 27 décembre 1943*, AN F/1a/3729 et AN F/1a/3765.

[308] Son attraction majeure se trouve dans la dernière salle. Les visiteurs y font une expérience immersive du vécu sous les bombes. Bruits et secousses en recréent l'atmosphère angoissante. Mais surtout, la projection sur grand écran d'un lâcher de bombes de l'époque montre bien qu'il n'est pas question d'atteindre une cible précise. Il s'agit plutôt d'en « arroser » l'emplacement, dans l'espoir que quelques projectiles fassent mouche.

surtout être prises par les Britanniques. Comme nous le verrons à répétition, les Américains ont mauvaise réputation : leurs opérations sur la France ne montrent pas de différences notables avec celles qu'ils dirigent contre l'Allemagne. Nous abordons dans ce qui une chronologie des opérations de bombardement sur la France qui mettra en lumière leurs ratés, leurs impacts sur l'opinion publique et les réactions de la France libre.

Dès le début de l'année, les attaques aériennes contre les bases de sous-marins des côtes françaises préoccupent la RAF ne s'attend qu'à des résultats médiocres au prix de victimes civiles qu'il vaudrait mieux éviter. En particulier, Harris n'apprécie pas que ses bombardiers soient employés à ces tâches alors qu'il désire les consacrer avant tout à l'attaque des villes allemandes. Il déplore la destruction d'installations portuaires qui pourraient être fort utiles dans l'éventualité d'une attaque sur le continent, mais il considère surtout que :

> *Moreover, as the result of this wasteful and useless operation we shall gravely embroil ourselves with the French nation in general and in particular turn to bitter resentment and enmity the present friendly and helpful attitude of the Bretons who, amongst the entire population have always been and still remain the best and stoutest friends we have in France*[309].

Son opinion rejoint celle de l'un de ses commandants d'escadrille qui réagissait aux pressions de l'Amirauté en faveur d'attaques insistantes des bases de sous-marins en s'inquiétant des réactions des Français « *whose full support we shall most certainly want in the very near future i.e. this year or at the latest in 1944 »*[310].

[309] Sir Arthur Harris, note au Sous-secrétaire d'État, Ministère de l'Air, 27 janvier 1943, RAF H67.
[310] Wing Commander (probablement Sydney Bufton alors qu'il commandait une escadrille avant de devenir l'assistant de Charles Portal : cette note est dans un des dossiers de son fonds), note au D.D.B. Ops, 12 janvier 1943, CC BUFT 3/31.

Il est toutefois rappelé à Harris par Charles Edward Hastings Medhurst, attaché à Portal comme *Vice-Chief of the Air Staff*, que la décision de prioriser l'attaque des bases de sous-marins situées en France avait été prise et qu'elle nécessitait des destructions majeures :

> *I understand from this that the intention is to destroy utterly all those services on which the resources of the port depend: in other words the towns as well as the ports should be rased to the ground, thus denying to the Germans any facilities whatsoever in the areas in which their submarine bases lie*[311].

S'inquiétant de la mauvaise impression que pouvait causer cette position à Harris, Medhurst vérifie auprès d'Eden que la décision de détruire complètement certaines villes françaises a bien été prise par le Cabinet et qu'il doit effectivement en informer le Commandant en Chef du *Bomber Command*. Medhurst s'attend à ce que Harris lui demande s'il doit vraiment détruire l'ensemble des régions urbaines visées, ce que lui-même considère comme étant véritablement l'intention du Cabinet[312]. La directive est remise à Harris le 14 janvier[313].

Les premières attaques réalisées dans le cadre de cette politique d'intensification de la lutte contre les sous-marins allemands ont été réalisées sur Lorient et Saint-Nazaire. Elles ont démontré qu'au prix de la destruction de villes françaises, les résultats obtenus étaient dérisoires[314]. En France, les constats confirment les craintes des Britanniques. Le Directeur général des services de santé de Lorient fait rapport aux autorités de Vichy

---

[311] C.E.H. Medhurst, Vice-Chief of the Air Staff, note à Sir Arthur T. Harris, Commander in Chief Bomber Command, 12 janvier 1943, NA AIR 20/2797.
[312] *Id*., note au Secrétaire d'État, 13 janvier 1943. NA AIR 20/2797.
[313] N.H. Bottomley, Air Vice-Marshal, Assistant Chief of the Air Staff (Operations), directive au Air Officer Commander in Chief, Headquarters, Bomber Command, 14 janvier 1943, NA AIR 20/2797.
[314] Sidney Bufton (Directeur des opérations de bombardement, Ministère de l'Air), conférence *Bombing Policy* au RAF Staff College, 12 avril 1943, RAF AIR 69/907.

des impacts des bombardements sur la ville des 15 et 23 janvier. La description de ce médecin est révélatrice :

> Au cours de ces attaques, les escadres aériennes ont déversé, sur Lorient et ses faubourgs, des milliers de bombes incendiaires (40.000 environ d'après une estimation des Autorités occupantes) et des centaines de bombes explosives. Ce fût, à de certaines [sic] moments, sous l'éclat des fusées éclairantes (notamment le 23 au soir) une véritable avalanche de fer et de feu qui a causé d'énormes dégâts matériels, de nombreuses victimes et une détresse considérable. […] La ville entière n'était - à deux reprises – qu'un immense brasier, secoué par les explosions. […] LORIENT, dévastée par les bombardements du 15 et du 23, a perdu pour toujours son visage familier. Face à "la BÖVE" en ruines, une affiche encore fraîche, survivant au Théâtre écroulé, annonce, en grosses lettres, la pièce de Salacrou "HISTOIRE DE RIRE"[315].

En dépit des préoccupations à l'égard des victimes civiles en France, ordre est donné le 23 janvier de continuer en priorité l'attaque des bases du littoral français. La plus haute importance leur est accordée pour la *8e Air Force* américaine alors que la RAF se voit confier l'attaque de Lorient, Saint-Nazaire, Brest, et La Pallice, dans cet ordre. L'effort doit être intense : « *Object is devastation of whole area in which U-Boats are located and resources upon which their operations depend* »[316]. Cette décision faisait suite à des pressions exercées par l'Amirauté. Le Cabinet de guerre l'a prise en réalisant clairement que cet effort contre les villes portuaires françaises se ferait au coût d'une diminution des bombardements sur l'Allemagne[317]. En ce début d'année, les inquiétudes manifestées à l'égard des victimes civiles en France et de l'impact sur l'opinion populaire, jusqu'alors manifestement favorable aux Alliés, ne semblent pas avoir influencé le haut commandement allié.

---

[315] Le Médecin Général Hederer, Directeur du service de la santé, à Monsieur le Contre Amiral Urvoy de Portzamparc, Chef du 3éme Arrondissement Maritime, Lorient, 26 janvier 1943, AN F/37/174.
[316] De A.M. Whitehall à RAF DEL, télégramme, *Policy for Combating Aubmarine Menace*, 23 janvier 1943, NA AIR 9/187.
[317] War Cabinet 6th Meeting, *U-Boat Bases in the Bay of Biscay, Memorandum by the First Lord of the Admiralty*, 10 janvier 1943, NA AIR 19/217.

La destruction massive de Lorient embarrasse tout de même les Britanniques. En février, prenant connaissance de la réaction de la population de la ville[318], un communiqué est préparé pour expliquer ce degré de violence. Le ton est clair :

> *All the services of a small town like Lorient are assisting the U-boat arm, either directly by aiding the work of repairing and turning round the U-boats, or indirectly by housing and feeding the men who, whether they can help it or not, are carrying out this work.* [~~The whole town is a military target.~~] [marquage comme supprimé dans le texte]. *Inevitably the innocent suffer with the guilty. The violence and frequency of attacks involving hardship to civilians must increase as the tempo of the war itself increases towards its victorious conclusion. That is the only comfort we can offer to our friends, whose qualities of resistance we realize and respect. The harder we hit the sooner will victory be won*[319].

En mars, alors que ces bombardements ont lieu et que la France subit les contrecoups du blocus naval britannique, le Comité national français demande que des livraisons de ressources de première nécessité soient faites pour les enfants et les femmes enceintes. Il est étonnant que, plutôt que de réagir à l'intensité des bombardements, le Comité en invoque les impacts seulement en appui à sa requête :

> Le développement de la guerre aérienne impose à la population française des sacrifices extrêmement lourds et ce sont précisément les régions où la population est unanimement favorable aux Alliés qui se trouvent le plus cruellement frappées. […] Est-il dès lors indifférent que la B.B.C. puisse expliquer qu'obligés de poursuivre leurs opérations aériennes au-dessus des territoires français, les Alliés font du moins ce qui est en leur pouvoir pour atténuer dans un autre domaine les maux de la population ?[320]

---

[318] Lieut. Withney-Smith R.N.V.R, note au Lieut-Colonel Gielgud, *Lorient*, 12 février 1943, NA FO898/319.
[319] *Id*., note au Lieut-Colonel Gielgud, *Suggestion for Official Statement on the Bombing of Lorient*, 18 février 1943, NA FO898/319.
[320] Comité national, *Memorandum* à l'Amiral Stark et au Ministère du Blocus britannique, mars 1943, AN AG/3(1)/262.

La priorité accordée à l'attaque des ports français provoque une prompte réaction de Harris. Fin mars, il se charge de faire une sévère critique de cette décision, qui l'oblige à prendre du retard sur l'atteinte de l'objectif qu'il considère essentiel, celui de détruire les villes allemandes. Son argumentation porte sur cet aspect seulement. Il n'est pas question de victimes civiles françaises, sauf une mention que l'obtention de résultats significatifs contre la base de sous-marins de Bordeaux nécessiterait la destruction d'une ville de plus d'un quart de million d'habitants[321].

Une expertise française des bombardements effectués sur Lorient réalisée l'année suivante fera des constats accablants pour l'aviation alliée. S'y trouvent des observations remarquablement pertinentes pour l'époque :

> […] la violence et la répétition des bombardements [de janvier à mai 1943] qui ont atteint la ville elle-même exclut l'hypothèse d'une erreur de visée ou d'une atteinte accidentelle par quelques projectiles perdus. Les faits obligent à regarder, avec une quasi-certitude, la destruction de la ville de Lorient comme voulue et systématiquement poursuivie par l'aviation anglo-américaine. […] les Anglo-américains ont estimé […] que la seule façon de les réduire à l'impuissance [les centres d'activité industrielle] était d'abord de rendre toute vie impossible dans leur voisinage. […] L'expérience semble avoir montré que ce calcul était juste, ce qui démontre, s'il en était besoin, l'inanité de la distinction conventionnelle entre les objectifs militaires et ceux qui ne le sont pas[322].

Ce texte fait partie d'un document dont l'objectif est avant tout de faire une analyse technique des bombardements effectués sur la France. Dans ce contexte, de telles observations à caractère social sont normalement peu nombreuses. Tout de même, ces remarques, tout à fait pertinentes, sur l'évolution vers un effacement de la distinction

---

[321] Sir Arthur Harris, note au War Cabinet, *The Battle of the Atlantic*, 29 mars 1943, RS PB/4/4(D71) et *Bombing of Bay Ports*, 30 mars 1943, NA AIR 19/217 et NA AIR 20/2797.
[322] Ministère de l'Air, *op. cit., Tome 1*, mai 1944, SHDv AI 3 D 322 (15-16, 23).

entre les combattants et les non-combattants, émises sous le règne très affaibli du régime de Vichy, illustrent bien comment la guerre aérienne est devenue un facteur primordial de cette évolution, au prix, notamment, de vies et de patrimoine français.

Le 8 mars, les Américains manifestent spectaculairement leur maladresse. Ce jour-là, Rennes subit leur bombardement qui fait 291 morts et 172 blessés. La cible était la gare de triage qui a bien été touchée. Mais après deux semaines seulement, le trafic ferroviaire reprenait[323]. L'État-Major particulier de De Gaulle reçoit à ce sujet le signalement suivant, marqué « Secret – Personnel » :

> Les bombardements effectués récemment sur Rennes, à haute altitude par l'aviation américaine, se sont signalés par leur extrême dispersion. Cela a provoqué, en raison du nombre élevé des victimes, un très vif mécontentement de la part de la population de Rennes et la nouvelle s'en est répandue. A cet arrosage on oppose les bombardements précis de la R.A.F. sur des objectifs militaires au Mans. Cela provoquerait des réactions très fâcheuses du public si des bombardements du genre de celui effectué à Rennes se répétaient, surtout quand ils ne sont accompagnés d'aucune opération terrestre[324].

Voici encore une fois la RAF primée et les Américains vilipendés, ce qui était d'ailleurs clairement souligné dans une courte note envoyée à Londres en provenance d'Istanbul le 29 mai : « Les personnes venant de France et d'Italie sont d'accord pour faire la remarque suivante : Les Américains bombardent à tort et à travers tandis que les bombardements anglais atteignent une grande précision »[325].

---

[323] Andrew Knapp, *op. cit.*, p. 116.
[324] Signature illisible, France Combattante, État-Major Particulier du Général de Gaulle, *Télégramme arrivé, Date d'origine : Deuxième décade de mars, Source : excellente*, Londres, 19 mars 1943, AN F/1a/3729.
[325] France Combattante, État-Major Particulier du Général de Gaulle, *Copie, Délégation de la France Combattante en Turquie, Note sur la précision des bombardements anglais et l'imprécision des bombardements américains, Istambul 29 mai 1943*, Londres, 30 juin 1943, AN F/1a/3729.

Le 4 avril, les Américains bombardent Boulogne-Billancourt à leur tour. Lâchées d'une altitude de 6 000 mètres, leurs bombes font en cinq minutes 403 morts et 500 blessés parmi une population qui n'a été alertée qu'une minute avant les premiers impacts[326].

Ces développements tragiques et les déboires américains pourraient bien avoir été le déclencheur ayant mené à la seconde démarche officielle de la France Libre relativement aux bombardements alliés sur le pays. Entre alors en scène un personnage important pour notre propos. Diplomate français reconnu, René Massigli est arrivé en janvier 1943 à Londres pour se joindre à l'équipe de De Gaulle après avoir longuement hésité, car il n'est pas convaincu de la pertinence de ce dernier. Les positions germanophobes de Massigli au sein du gouvernement de Vichy lui avaient valu l'opprobre de plusieurs. Le Figaro en faisait en 1941 une des victimes de sa rubrique « Nous clouons au pilori » en le qualifiant, de façon prémonitoire, d'ambassadeur de la RAF[327].

Figure 3.2 Carricature de Massigli, *Le Figaro*, 18 décembre 1941. AD PAAP 217/40.

[326] Ministère de l'Air, *op. cit., Tome 1*, juillet 1944, SHDv AI 3 D 321 (165). 340 tués, 520 blessés et 8 115 sinistrés selon Knapp, *op. cit.*, p. 104.
[327] Jean Theroigne, « Nous clouons au pilori », *Le Figaro*, 18 décembre 1941, AD PAAP 217/40.

N'empêche, grâce à sa notoriété, le général lui confie le poste de conseiller aux affaires étrangères dès le mois suivant. Cette nomination représente un avantage certain pour le CFLN, car un lien d'amitié lie Massigli au très influent Eden[328]. En mars, il proteste auprès de Sinclair suite au bombardement meurtrier des Américains sur Rennes. Jugeant ces derniers inexpérimentés et mal préparés, il a suggéré à Sinclair « d'agir pour que soient modifiées les méthodes de l'American Air Force »[329]. Le 16 avril, Massigli revient à la charge et écrit à Eden, son « cher Secretaire d'Etat [sic, en français, mais rédigé sur une machine à écrire sans accents] et ami », pour déplorer à nouveau les bombardements à haute altitude effectués par les Américains. Il décrit des ratés notoires de ces opérations qui ne touchent que peu ou pas la cible, mais tuent des centaines de civils. Il leur oppose les pratiques jugées correctes de la RAF, ce qui fait que les Britanniques jouissent d'un certain degré d'admiration alors que l'hostilité envers les Américains serait croissante. Il mentionne écrire à la suite de conversations qu'il a eues avec Eden lui-même et Sinclair, dont probablement la conversation de mars. Il y va d'une suggestion :

> S'il est impossible de mettre un terme a ces bombardements sans discrimination, est-il du moins impossible de poser en principe que les bombardements, a tres haute altitude n'auront lieu que lorsque 1'objectif presente une surface assez grande pour qu'on puisse raisonnablement esperer l'atteindre? [texte sans accents][330]

Massigli affirme en terminant que sa démarche est personnelle. Cependant, elle était nécessairement connue de De Gaulle. Le 9 avril, une note est rédigée à l'intention de

---

[328] « La profonde compréhension et la grande amitié qui s'épanouiront entre René Massigli et Anthony Eden ont grandi dans les vilains débats du désarmement [conférence de la Société des Nations pour la réduction et la limitation des armements, Genève, 1932-1934] », Raphaële Ulrich-Pier, *op. cit.*, p. 273.
[329] Anonyme, Note pour l'État-Major Particulier 2ème bureau, 23 mars 1943, AD P2139– 8GMII/1477.
[330] René Massigli, lettre « personnelle » à Anthony Eden, 16 avril 1943, NA AIR 8/711, NA AIR 20/4069 , AIR 19/218 et AD P2139–18GMII/1477.

ce dernier par Georges Boris du Commissariat à l'Intérieur, chargé notamment de la politique radiophonique du CFLN. À ce titre, Boris se préoccupe des répercussions politiques éventuelles des bombardements ratés :

> L'émotion provoquée en France par les bombardements aériens à haute altitude est incontestable. Elle est exploitée par la propagande ennemie non seulement contre les Alliés, mais contre nous. […] Ces gouvernements [d'autres pays occupés] se trouvent dans la même situation que nous et tiendront vraisemblablement à prendre une position qui servira éventuellement à les justifier devant l'opinion publique de leur pays[331].

Un projet de communication destiné aux Alliés, rédigé avec une grande prudence (*voir Annexe D*), est joint à cette note. Une telle approche empreinte de tact et de diplomatie pourrait bien faire suite à la démarche effectuée par De Gaulle en 1942, laquelle avait été écartée sommairement. Il s'agit cette fois de prendre une approche susceptible d'influencer le haut commandement allié sans l'indisposer, afin qu'il n'y décèle aucune tentative d'ingérence. Le document explique que les bombardements à haute altitude indisposent grandement les Français non seulement envers les Alliés, surtout les Américains, mais également envers le Comité français. Il est suggéré qu'il serait militairement avantageux d'épargner la vie de civils français, lesquels sont parfois des résistants ou des personnes susceptibles de le devenir. Il est aussi proposé d'éviter la destruction d'usines françaises dont la main d'œuvre serait ensuite susceptible d'être transférée en Allemagne. Un télégramme du 12 avril, adressé à l'État-major du général de Gaulle à Londres, reprend ces arguments. Le général figure en premier lieu parmi ses destinataires (*voir Annexe E*). Massigli aurait donc choisi de passer le message auprès d'un ami des Français en diluant fortement la portée de la requête. Il ne demande que de limiter les bombardements à haute altitude et à les employer uniquement lorsque l'objectif peut raisonnablement être atteint. Est-ce après une discussion avec De

[331] Georges Boris, Note pour le Général de Gaulle, 9 avril 1943, AN AG/3(1)/275, AD P2139–18GMII/1477.

Gaulle? De toute façon, ce dernier, bien au courant de la problématique en France à ce sujet, semble avoir choisi de ne pas intervenir lui-même et avoir confié le tout à Massigli.

Eden ne tarde pas donner suite et écrit quelques jours plus tard à Sinclair. Il propose que Massigli soit informé qu'il a été décidé que les Américains bombarderaient uniquement les bases de sous-marins, ce qui devrait en partie le rassurer. Toutefois, il rappelle que certaines de ces bases sont situées dans des agglomérations importantes, d'où un sérieux risque pour les civils. Il suggère donc que les bombardements américains soient de plus limités aux zones éloignées des grandes concentrations de population[332]. Une copie de la lettre porte une annotation manuelle assez explicite : une réponse doit être préparée à l'intention d'Eden à l'effet qu'une entente a été établie avec les Américains et que « *The less they bomb France, the more they bomb Germany, the better* »[333]. Sinclair demande à Eden de rassurer Massigli à l'effet que les Alliés prennent très au sérieux les dangers pour la population française que représentent leurs bombardements stratégiques[334]. Mais il rappelle que si l'Allemagne demeure le premier objectif de ces opérations, certaines cibles importantes sont situées dans les territoires occupés. Il aurait tout de même été décidé que les bombardements américains viseraient prioritairement des cibles à caractère économique ou militaire en France qui seraient moins susceptibles de causer de nombreuses victimes civiles[335]. Cette lettre à Eden a fait l'objet de commentaires en haut lieu avant son envoi. En particulier, la réticence à impliquer Belges et Français dans le choix d'objectifs à bombarder dans leur pays en ressort clairement :

> *There have been no discussions between the Air Staff and the French and Belgian authorities about the selection of the targets in the list. The Air Staff would*

[332] Anthony Eden, lettre à Sir Archibald Sinclair, 25 avril 1943. NA AIR 8/711 et AIR 19/218.
[333] *Ibid*.. AIR 19/218.
[334] Knapp fait une narration de ces échanges. Andrew Knapp, *op. cit*., p. 104-105.
[335] Sir Archibald Sinclair, lettre à Anthony Eden, 9 mai 1943, NA AIR 8/711 et AIR 19/218.

> *deprecate such discussions on grounds of security. There is the further objection that if we agreed a list of targets with the French and Belgian authorities we might find ourselves in the undesirable position of having to consult them before we made any alterations in the list which experience may show to be necessary*[336].

Fermant la boucle, Eden répond à Massigli le 24 mai. Il rend compte du résultat de sa démarche : l'Allemagne est le premier objectif des bombardements américains, mais certaines cibles d'importance militaire ou économique sont tout de même situées en France. Les bombardements américains y seront toutefois limités à des objectifs qui sont moins susceptibles de causer de grandes pertes civiles[337]. La chose semble bien délicate puisque la note porte la mention « *Personal and Confidential* » et qu'Eden ajoute en toute fin « *I need not emphasize that the foregoing is for your own strictly confidential information* ».

Washington réagit assez sèchement aux restrictions qui sont ainsi imposées à l'offensive aérienne :

> *Through Sir Charles Portal we have been advised that the War Cabinet desires that only such bombing be done in occupied countries as can be accomplished without excessive danger to civilian population. Interpreted strictly this would necessitate abandonment of such bombing since inevitable strays will occur*[338].

Tout au plus, les Américains conviennent qu'une liste d'objectifs admissibles en territoires occupés sera établie, lesquels pourront être attaqués selon les besoins tactiques. Quelques semaines plus tard, ils reviennent à la charge pour préciser quelques points : la liste offre des objectifs alternatifs lorsque les conditions

---

[336] [Signature illisible] A.P.S. to C.A.S, au A.P.S. to S. of S., 7 mai 1943, AN AIR 19/218.
[337] Anthony Eden, note à René Massigli, marquée « Personnal and Confidential », 24 mai 1943, AD P2139–18GMII/1477 et NA AIR 19/218.
[338] J.S.M Washington, télégramme au Ministère de l'Air, 28 avril 1943. NA AIR 8/711, NA CAB 121/1, NA CAB 122/310 et AIR 19/218.

météorologiques ne permettent pas d'attaquer l'Allemagne, donne l'opportunité de provoquer au combat la chasse ennemie et permet l'entraînement de nouveaux équipages. Il est aussi noté que les choix ont été faits afin de minimiser les risques pour la population locale, mais ceux qui ont été retenus constituent des cibles militaires d'importance. De plus, contrairement à ce qui avait été envisagé, les Américains rejettent l'idée de faire connaître les cibles choisies à « nos alliés », pour des raisons de sécurité[339]. La France Combattante ne sera donc pas avisée du contenu de la liste.

Les mésaventures américaines se poursuivent donc. Lorsqu'ils attaquent l'aérodrome du Bourget le 16 août, lâchées à haute altitude selon leur façon de faire habituelle, leurs bombes ne manquent pas de toucher fortement les communes environnantes :

> Ce qui caractérise ce bombardement, c'est l'effet de masse : l'agglomération de Dugny a littéralement été écrasée sous le bombardement en l'espace de 10 minutes. […] plusieurs abris tranchée ont été complètement détruits et on a eu de ce fait, à déplorer un assez grand nombre de victimes […][340].

Les Britanniques font généralement mieux, mais ils peuvent parfois se révéler maladroits. Un mois plus tard, ils portent 369 bombardiers lourds sur Montluçon pour anéantir l'usine Dunlop qui se trouve un peu au nord de la ville. Le temps est idéal et pourtant :

> Un objectif de cette importance est sans aucun doute parfaitement identifiable de nuit, surtout par clair de lune (il y avait pleine lune le 14 septembre) et il semble difficile d'attribuer à une erreur d'identification les importants groupements d'impacts qui ont atteint les communes de la rive droite du Cher[341].

---

[339] Air Ministry, télégramme à Britman (Washington), 12 mai 1943, NA CAB 121/1.
[340] Ministère de l'Air, *op. cit*. *Tome 1*, avril 1944, SHDv AI 3 D 322 (35).
[341] *Ibid*.. (41).

Les analystes français concluent que la grande dispersion du bombardement serait due à l'intervention de la chasse allemande. Deux bombardiers ont été abattus et les autres, « pour échapper à la chasse, se sont délestés au petit bonheur de leur chargement ». En dépit de cela, on ne compte que 60 victimes[342].

Donc, malgré leur discours selon lequel le sort de la population française sous leurs bombes les préoccupe, les Alliés donnent bien priorité aux impératifs militaires. L'attaque contre la gare ferroviaire de Modane constitue une manifestation tangible de cette priorité. Deux bombardements de nuit massifs, impliquant quelque 600 avions, sont effectués par les Américains en septembre et novembre 1943. En dépit de l'absence de DCA, les bombes sont largement dispersées. Modane et Fournaux sont entièrement détruites et l'on compte 70 tués et 120 blessés. L'analyse qui en est faite en France l'année suivante conclut que :

> La destruction totale des villes de MODANE et de FOURNAUX a certainement été voulue, en vue de supprimer toute possibilité de vie en ces points sensibles. S'il n'en était pas ainsi, on ne pourrait expliquer la grandeur des moyens mis en œuvre pour obtenir des résultats tactiques somme toute aussi faibles[343].

Un autre exemple de cette attitude est donné lorsque le bombardement du barrage hydraulique de Bissorte, envisagé pour octobre 1943, est remis à une date ultérieure. Cette destruction aurait un impact important, mais :

> *These considerations* [qui font que l'attaque serait plus profitable plus tard] *are independent of any political considerations which may make the attack undesirable from the point of view of inflicting heavy casualties on the civilian population in France and particularly of patriots in that area.*[344].

---

[342] *Ibid*., (41, 46-47).
[343] *Ibid*.. (418).
[344] Bottomley (D.C.A.S.), note au A.C.A.S.(Ops), 20 octobre 1943, NA AIR 2/7136.

Il reste tout de même que des précautions sont parfois effectivement prises lors de raids sur la France. Une récapitulation des efforts du *Bomber Command* pendant 1942 mentionne le succès connu contre diverses usines en France, succès qu'il explique principalement par une absence presque complète de défenses, ce qui avait permis d'opérer à plus basse altitude et ainsi d'obtenir plus de précision. Il est mentionné que cela a été également favorable à la population, alors qu'il avait aussi été hors de question de tenter de provoquer des incendies, contrairement à ce qui était fait sur l'Allemagne[345]. Les Britanniques utilisaient contre ce pays un mélange à peu près égal de bombes explosives et incendiaires. Par contre, sur la France, la proportion de bombes incendiaires n'était que d'un peu plus de 7 %. Les techniques de bombardement employées par les Britanniques contre la France sont donc bien distinctes de celles qu'ils emploient contre l'Allemagne[346].

Les opérations aériennes ne sont pas l'unique moyen de frapper l'ennemi. Les Britanniques ont créé le *Special Operations Executive* (SOE), une unité qui envoie notamment des agents :

> en France pour faciliter l'avance future des armées alliées par des destructions bien précises; certains y exécutèrent des missions spécifiques de sabotage industriel, domaine où le bilan de la section F [section du SOE dite « française indépendante » par rapport à De Gaulle en particulier] ne le cède en rien à celui des coûteux bombardements de la RAF[347].

C'est le cas pour l'usine automobile Peugeot de Sochaux-Montbéliard, convertie pour produire des tourelles de char et des pièces d'avion. La RAF l'attaque dans la nuit du

---

[345] *Bomber Command 1942*, BC/S.28988/Ops., p. 7, RAF H77.
[346] Andrew Knapp, *op. cit*., p. 167.
[347] Michael R.D. Foot, *Des Anglais dans la Résistance – Le Service Secret Britannique d'Action (SOE) en France 1940-1944*, Avant-propos et notes de Jean-Louis Crémieux-Brilhac, trad. par Rachel Bouyssou, Paris, Tallandier, 2008 (1ère éd. en anglais 1966), p 45-46. On y trouve aussi un bilan comparatif des actions du SOE et des bombardements alliés dans le chapitre XIV *Bilan stratégique*, p. 577-592.

15 au 16 juillet 1943. C'est un véritable fiasco : « 35 bombes tombent sur l'usine, 700 autres écrasent les localités limitrophes, Sochaux en particulier. Plus de 400 logements détruits, 125 morts et disparus, 250 blessés : tel est le bilan de cet échec dramatique »[348]. Un agent du SOE rencontre par la suite un membre de la famille Peugeot favorable aux Alliés, lui suggérant « qu'il préférerait peut-être aider à saboter la production de sa propre usine plutôt que de risquer de la voir détruite lorsque la RAF reviendrait et pourrait bien, cette fois, ne pas la manquer ». Ce qui fut fait et l'usine « fut effectivement hors d'état de fonctionner pendant pratiquement tout le reste de la guerre »[349]. Cette décision de ne pas renouveler l'attaque aérienne sur cette usine a bien failli être remise en question. En février 1944, les Alliés envisagent de la bombarder à nouveau puisque les effets du sabotage ne sont pas apparents sur les photographies aériennes. La décision de ne pas renouveler l'attaque est toutefois maintenue[350].

En septembre, l'Ambassade des États-Unis à Londres, qui avait déjà pris contact avec George Boris du CFLN au sujet des bombardements sur la France en 1942, reprend une démarche semblable. C'est cette fois le bureau de l'information de guerre qui le fait. Une rencontre a été tenue en compagnie de Boris avec deux Français, un officier et un membre de la résistance qui venaient d'arriver de France, pour « attirer notre attention sur l'effet des bombardements à haute altitude de la région parisienne. Leur résultat est minime du point de vue pratique, et désastreux du point de vue psychologique ». Les arguments alors exposés « ne font que confirmer les avertissements que nous avons déjà reçus de la grande majorité des personnes interrogées dans nos services lors de leur arrivée de France ». Suivent des témoignages

[348] Jacques Lochard, « Les protestants montbéliardais pendant la seconde guerre mondiale 1939-1945 », Colloque Protestants français pendant la dernière guerre mondiale, Paris, novembre 1992, p. 7-8, AN 20050207/5.
[349] Michael R.D. Foot, *op. cit.*, p. 405.
[350] D.C.S Evill, Vice-C.A.S., note au A.C.A.S (Operations), 14 février 1944, NA AIR 20/2798.

sur les bombardements de septembre dans les environs de Paris, sur leur imprécision et sur le désir des Français, néanmoins, d'excuser les aviateurs américains. Cependant, la pratique de la haute altitude est considérée comme inacceptable par la population. Les témoins soulignent aussi que dans les faits, les usines visées ne travaillent qu'au ralenti et sont donc peu significatives pour l'effort de guerre allemand. Le plaidoyer a finalement été le suivant : « Nos interlocuteurs terminèrent l'entretien, en nous conjurant, au nom de tous leurs amis de France, d'éviter des massacres qui ne nuisent qu'à nous-mêmes »[351]. Les archives ne contiennent aucune suite à cette démarche.

Le 9 octobre, devant l'importance qu'ont prise durant l'année les bombardements alliés sur la France, les Français d'Alger réagissent. Le Général Henri-Honoré Giraud écrit à l'*Allied Force Headquarters* (AFHQ) à Alger pour protester contre le bombardement d'installations du réseau électrique en France. Il clame qu'est ainsi portée une « atteinte extrêmement grave au potentiel industriel français », qui nécessitera de longues réparations après-guerre. Il suggère que des techniciens français soient consultés pour le choix de tels objectifs[352]. Un mois plus tard, le 9 novembre, n'ayant reçu aucune réponse des Alliés, Giraud écrit au Commissaire de la Défense Nationale du CFLN que « Cette importante question [des bombardements alliés sur la France] a fait l'objet d'interventions de ma part auprès du Commandement allié »[353]. Il élargit toutefois son propos : alors que sa démarche auprès de l'AFHQ ne concernait que les bombardements sur le réseau électrique, il fait maintenant une référence plus générale aux « bombardements Alliés en territoire français » dont les « "inconvénients" ont été exposés », les guillemets étant de lui. Le but poursuivi est que l'Armée secrète française, un regroupement envisagé de l'ensemble des groupes résistants du pays, se

[351] Rene Balbaud, Office of War Information, American Embassy London, à Monsieur G. Boris, 22 septembre 1943, AN F/1a/3729.
[352] Henri-Honoré Giraud, Commandant en Chef, à Allied Force Headquarters, *Bombardement aérien*, 9 octobre 1943, SHDv GR 5 P 34.
[353] *Id*., lettre à Monsieur le Commissaire de la Défense Nationale, Section militaire, *Bombardements Aériens sur le Territoire Français*, 9 novembre 1943, SHDv GR 5 P 34.

charge de destructions qui autrement auraient été réalisées par bombardement. Lorsque cela ne sera pas possible, Giraud suggère que :

> nous disposons d'un technicien particulièrement compétent qui sera dirigé sur la Mission militaire française à *Londres lorsque les études actuellement en cours sur ce théâtre* [à cause du mauvais état du document, cette partie de la phrase a été retranscrite manuellement] d'opérations seront terminées.

Le 14 novembre, une note de l'AFHQ mentionne que la requête du 9 octobre de Giraud a été transmise à l'État-Major des forces alliées à Londres[354]. Les *Chiefs of Staff* l'examinent les 22 et 25 novembre et concluent qu'il n'y a pas lieu de consulter ni les Français, ni les représentants d'autres pays occupés sur les cibles à choisir. Ils reconnaissent cependant que l'attaque des réseaux électriques a déjà été déplacée vers le bas des priorités, mais que cela pourrait encore changer[355]. En fin de compte, la démarche de Giraud reçoit un refus poli du haut commandement allié, le 27 novembre. Cette réponse se réfère à la demande du 9 octobre relative au seul réseau électrique, mais le haut commandement allié prend les devants et généralise la question. En somme, la réponse est la même que celle qui avait été faite à De Gaulle en 1942 : les bombardements sur la France sont faits avec circonspection, mais ils sont une nécessité de guerre. Des avis techniques sont déjà demandés, il n'est donc nullement besoin d'en ajouter[356]. Giraud prend acte en fermant le dossier le 2 décembre : « Il en résulte que le Commandement allié n'entrera dans nos vues, que lorsque la preuve lui aura été administrée par le fait que l'armée secrète française peut prendre à son compte des

---

[354] Colonel L. Higgins, Chef de la Section de Liaisons, AFHQ, à Monsieur le Général Devink, Chef de l'État Major du Commandant en Chef, *Bombardements aériens sur la France*, 14 novembre 1943. SHDv GR 5 P 34.

[355] War Cabinet, Chiefs of Staff Committee –Operation "Pointblank" – Targets in France, 22 novembre 1943 et Extract from C.O.S. (43) 288th (0) Minutes – 11. Operation "Pointblank" – Targets in France, 25 novembre 1943, NA AIR 20/2797.

[356] Air Ministry to Med Air Command, from British Chiefs of Staff Committee, télégram, 27 novembre 1943. NA AIR 20/2797 et NA CAB 121/2, et *Paraphrase of telegram dated 27th November, 1943 to A.F.H.Q Algiers*, SHDv GR 5 P 34.

destructions dont il assure jusqu'à présent la charge très coûteuse »[357]. Au cours de l'exercice, il n'y a aucune référence à De Gaulle. Ce dernier a-t-il été mis au courant de la démarche de Giraud, de la réponse qui lui a été faite? Rappelons que les deux hommes en sont alors à se disputer le commandement du CFLN, Giraud ayant la préférence des Américains. Nous pouvons d'ailleurs remarquer que cette préférence se manifeste dans la manière du refus. Alors que la réponse à la démarche de De Gaulle lui avait été transmise informellement par personne interposée, Giraud reçoit un texte bien composé. Mais le résultat est le même : les Alliés ne veulent pas impliquer un troisième partenaire dans les décisions militaires, en particulier alors que le débarquement se prépare. Cependant, la requête initiale de Giraud, relative au seul réseau électrique français, n'a peut-être pas été vaine. Le 26 novembre, ordre est donné de mettre fin aux attaques sur le réseau électrique en pays occupés du nord-ouest de l'Europe, car leur effet sur le conflit est jugé faible et qu'elles sont plutôt susceptibles d'avoir de sérieux impacts sur la population[358]. Rien dans le dossier n'indique si Giraud est mis au courant de ce développement ou si cette décision est effectivement liée à sa démarche. Elle a peut-être été à l'origine d'une réflexion des Alliés sur l'utilité des attaques sur les réseaux électriques, mais rien ne l'indique explicitement, le texte de l'ordonnance ne faisant aucune mention à la requête de Giraud. De plus, il n'y a pas de trace écrite indiquant que de Gaulle ait été informé de cette démarche et de ce « succès », si c'en est un. Cela pourrait refléter la faveur dont jouissait Giraud de la part des Alliés face à De Gaulle en cette période de fin 1943, notamment du côté des Américains.

---

[357] Henri-Honoré Giraud, lettre à Monsieur le Commissaire de la Défense Nationale, Section militaire, *Bombardements Aériens sur le Territoire Français*, 2 décembre 1943, SHDv GR 5 P 34.

[358] William Alec Coryton, Air Vice-Marshal, Assistant Chief of the Air Staff (Operations), *Attacks on electrical installations in Occupied Countries in N.W. Europe*, 26 novembre 1943, NA AIR 19/218 et NA AIR 20/2797.

Une autre démarche parallèle du CFLN pour intervenir dans les plans de bombardements alliés sur la France, plus discrète, est réalisée par le général Maurice Mathenet, qui eut des discussions à ce sujet avec le *Vice-Air Marshal* Inglis en novembre[359]. Ce dernier dit que les informations alors offertes étaient déjà connues de sources britanniques. Il est décidé d'aviser le général Mathenet que les autorités françaises devraient dorénavant suivre, comme celles des autres alliés, la « *machinery for liaison already established in the War Office* ».

Les 3, 5 et 15 septembre, l'aviation américaine effectue des raids sur la région parisienne. La méthode d'attaque qui lui est propre a été employée et les bombes, larguées à haute altitude, ont touché très peu les objectifs industriels visés, la majorité ayant atteint les quartiers résidentiels environnants, causant inévitablement de très nombreuses victimes civiles. L'ambassadeur Viénot est avisé le 18 septembre par le CFLN à Alger du malaise causé en France par ces bombardements meurtriers[360]. Dès le lendemain, Eden s'insurge devant de telles maladresses amplifiées par la façon de faire américaine :

> *I would not wish to teach the Air Ministry its work, but I cannot but protest against such deeds. If they are continued* <u>*the war will have lost its purpose*</u> [soulignement dans le texte]. *This struggle against barbarism must not be won by the methods of barbarism. As the defenders of human liberty, the Allies must have some regard for civilian populations, at any rate for those who sympathise with their cause*[361].

Il demande un rapport sur les raids aériens américains effectués en territoires occupés dans les trois derniers mois. Le 28 septembre, les Britanniques prennent connaissance

---

[359] Chiefs of Staff Committee - Extract from C.O.S. (43) 286th Meeting (0) held on 23 November 1943, NA CAB 121/2.
[360] Non signé, en français, 18 septembre 1943, retransmis par Viénot le 28 septembre 1943, NA AIR 20/2797.
[361] Anthony Eden, destinataire non identifié, *France – Air, Bombing Tactics*, 19 septembre 1943, NA AIR 20/2797.

de l'ampleur de l'embarras causé par ces maladresses américaines[362]. Deux jours plus tard, Eden proteste auprès de Sinclair de n'avoir pas été avisé que les restrictions imposées à l'aviation américaine pour les attaques sur les territoires occupés, annoncées à Massigli en mai, avaient été modifiées[363]. Sinclair rétorque qu'il l'avait fait le 5 juin : faisant suite à la conférence « Trident », il avait été décidé par les Alliés d'accorder la priorité à la destruction de la *Luftwaffe*, ce qui impliquait l'attaque intensive des usines d'aéronautique, dont plusieurs étaient situées en pays occupés[364]. Eden relance tout de même Sinclair à ce sujet, y ajoutant ses préoccupations face à l'attaque sur Nantes du 16 septembre[365]. Effectivement, les Alliés reçoivent de nombreuses informations de France à la suite de ce bombardement désastreux. Encore là, c'est la méthode d'attaque américaine qui est mise en cause[366]. Eden anticipe donc une forte réaction française; « *The Committee of Liberation at Algiers may instruct Viénot to make a strong démarche on the subject and I should like to be armed in advance with material for a reply* ». Dans une longue réponse, Sinclair lui indique qu'il n'a sans doute pas pris connaissance des modifications dont il l'avait pourtant informé en juin, et il rappelle qu'en guise de précaution, la population française a été avisée à l'avance des raids. Il confirme quand même qu'Eden obtiendra les informations demandées[367]. Un état des dégâts causés par l'aviation américaine dans les territoires occupés pour les trois mois précédents lui est effectivement fourni sous la forme d'un tableau[368]. Le *Foreign Office* s'en dit soulagé, car « *We are very grateful for this information which will be very helpful if M.Vienot tackles us on this subject. He has not done so yet* »[369]. Le tableau donne pour chaque ville attaquée l'objectif poursuivi

[362] Non signé, en français, 18 septembre 1943, transmis par Viénot le 28 septembre 1943 et un résumé en anglais, NA AIR 20/2797.
[363] Anthony Eden, note à Sir Archibald Sinclair, 30 septembre 1943, NA AIR 19/218.
[364] Archibald Sinclair, note à Anthony Eden, 5 juin 1943, NA AIR 19/218 et NA AIR 20/2797.
[365] Anthony Eden, note à Sir Archibald Sinclair, 7 octobre 1943, NA AIR 19/218.
[366] Rapports du 17 septembre, 20 septembre, 21 septembre 1943, NA AIR 20/2797.
[367] Archibald Sinclair, note à Anthony Eden, 9 octobre 1943, NA AIR 19/218 et NA AIR 20/2797.
[368] France – Holland – Belgium – Results of high level bombing attacks in the months of July, August and September in or near important built-up areas, NA AIR 19/218 et NA AIR 20/2797.
[369] G.E. Millard, Foreign Office, note à R. Maudling, 3 novembre 1943, NA AIR 19/218.

ainsi qu'un estimé des résultats obtenus et des dégâts causés en matière de destructions à caractère civil et, lorsque disponible, d'une évaluation du nombre de victimes. Commentant le tableau, un assistant de Portal signale qu'aucune protestation n'a été reçue après l'importante attaque sur Renault à Billancourt et la destruction presque complète de Lorient et de Saint-Nazaire. Il en conclut que la population française comprend les enjeux de ces raids et ne s'indigne que lorsque des attaques lui semblent non méritées[370]. Une remarque similaire suit une courte analyse de l'imprécision des bombardements américains sur des usines de la région parisienne et sur la destruction des habitations environnantes[371].

De tout cela il ressort que les Britanniques s'attendaient à une démarche de l'ambassadeur Viénot en octobre 1943, après de nombreux bombardements américains désastreux, mais cela ne s'est pas produit. L'occasion est donc manquée de venir rappeler la démarche de Massigli effectuée en avril et de demander une explication de la divergence des faits par rapport à la réponse fournie selon laquelle les raids américains sur la France seraient restreints.

En fin d'année 1943, la probabilité d'une invasion du continent dans un avenir rapproché s'est considérablement accrue. Cela nécessitera à coup sûr des bombardements plus intenses sur la France. Harris l'anticipe et, en préparant ses arguments pour l'emploi de son *Bomber Command*, il écrit qu'il aura à expliquer que « *with the type of bombing we do at night the bombing of Occupied French towns outside the battle zone would be deplorable and is in fact at present forbidden by the Government* »[372]. Il n'a pas tort, comme le montre une analyse alarmiste des

---

[370] P.Ingles? (signature presque illisible), A.C.A.S. (I), note au S.of S., 16 octobre 1943, NA AIR 20/2797.
[371] (Signature illisible), D. of I. (O), SO to V.C.A.S, Attacks on Targets in Paris by U.S.A.A.F., 1er octobre 1943, NA AIR 20/2797.
[372] Sir Arthur Harris, *Memorandum*, 31 décembre 1943, NA AIR 14/734.

bombardements alliés sur le pays émis en novembre par un agent français. Le document énonce que les raids réalisés en septembre ont été si inefficaces, qu'ils ont entraîné une modification générale de l'opinion en France. Alors que jusque-là les destructions et les victimes étaient acceptées compte tenu du tort causé à l'occupant, les ratés observés, les objectifs visés demeurant intouchés alors que les alentours sont dévastés, ont changé l'état d'esprit de la population qui devient même fortement hostile : « il est du propre intérêt des Alliés de ne pas multiplier de si graves erreurs. Car si le public se plaint des malheurs qui l'accablent sans profit pour la cause commune, il remarque aussi que les Alliés travaillent mal »[373]. Selon le rapport, cette attitude se répand dans tout le pays. Ces mauvais bombardements créeraient une méfiance qui reprend l'hypothèse d'un affaiblissement voulu de la France : certains patriotes « se demandent si ces raids mis sur le compte de nécessités militaires, ne visent pas à une destruction systématique de l'industrie française à l'avantage des exporteurs américains ». L'agent ajoute une observation qui surprend par son aspect paradoxal : selon lui, la récupération que fait la propagande de Vichy de ces raids est si maladroite qu'elle freinerait un tournant encore plus agressif de la population envers les Alliés :

> Nous avançons, en pesant bien nos termes, que si la presse, la radio et les services d'affichage de Vichy ne faisaient preuve, en ces occasions, d'un manque de psychologie totale dans la rédaction de leurs communiqués ou la présentation de leurs images et au lieu de se démener tant, demeuraient tranquilles, les gens en viendraient tout seuls à une réprobation beaucoup plus sévère que celle qu'on leur prête et contre laquelle, parce qu'elle émane d'un gouvernement détesté, ils se regimbent. L'affirmation que la propagande de Vichy sert ici la cause des Alliés peut paraître paradoxale elle est pourtant tout a [sic] fait exacte. Sans ce frein imprévu, les réactions seraient plus dures.

Au cours de 1943, seulement deux démarches pour obtenir une modification de la façon de bombarder la France ont été entreprises. Celle de Massigli à Londres en avril, traitait

---

[373] France Politique, *Rapport No WEZ13/35.000 – L'opinion publique – La réaction en face de bombardements alliés*, source DUNDEE 314, 4 novembre 1943, AN F/1a/3729.

des seuls bombardements américains. Il lui a été répondu qu'ils seraient restreints, ce qui n'a toutefois pas été maintenu longtemps par la suite. La démarche entreprise par Giraud à Alger en octobre, ne portait que sur les attaques du réseau électrique français et suggérait une implication dans le choix des cibles. Elle a reçu un refus poli semblable à celui qui avait été signifié à De Gaulle l'année précédente. Les Alliés comptaient mener la guerre à leur guise, y compris les bombardements stratégiques sur la France.

La table est mise pour l'année 1944 qui verra les débarquements en France au nord et au sud et la libération du pays. Les bombardements sur la France seront intenses et inévitables. L'intention est de prendre des précautions, mais pas au point de compromettre le résultat anticipé et sans impliquer la France libre de De Gaulle dans les décisions qui seront prises. L'héritage de l'année est lourd cependant et sur les ondes radiophoniques en France, se font entendre « des commentaires sévères des auditeurs. Ainsi, après un violent pilonnage de la ville de Morlaix où quarante-deux enfants d'une école primaire furent tués, un habitant implore les Anglais d'épargner les innocents : « Ne recommencez pas ça, c'est trop horrible » »[374].

3.5 1944 : Apocalypse

Voici venue l'année déterminante pour la France, celle de la Libération tant espérée. Au pays, la Résistance est parvenue à s'organiser malgré bien des tiraillements. Hors France, Britanniques et Américains préparent fébrilement les débarquements en Normandie et dans le sud de la France. Mais ils restent méfiants à l'égard du CFLN, même s'il leur a bien fallu reconnaître le général de Gaulle comme son chef unique. Ce dernier est tenu à l'écart des planifications et ne sera avisé du débarquement en

[374] Aurélie Luneau, *op. cit.*, p. 182, note 1 : BBC Surveys of European Audiences, France, rapport du 21 avril 1943. BBC Written Archives Centre, Caversham, Angleterre.

Normandie qu'au dernier moment. Un représentant du CFLN, le général d'Astier de la Vigerie, rencontre tout de même dès janvier le général Eisenhower, qui dirigera le débarquement à titre de Commandant en Chef interallié[375]. Il est question de la relation entre les forces françaises disponibles, dont la résistance, et les forces alliées ainsi que des liens à prévoir avec les autorités françaises au cours de la libération du pays. Pas un mot, cependant, sur les bombardements.

Les Alliés prévoient que l'aviation jouera un rôle essentiel dans la réussite de l'assaut du continent, l'opération *Overlord*. Il s'agit d'empêcher l'ennemi d'acheminer rapidement des renforts sur les points de la côte qui seront pris d'assaut. Il faut paralyser autant que possible le réseau de transport ferroviaire français, lequel pourrait permettre aux Allemands de mettre rapidement en œuvre leurs redoutables unités blindées. C'est l'objectif qui est proposé dans un *Transportation Plan* qui fera l'objet de nombreuses tergiversations au sein du haut commandement allié. Pour que ces bombardements puissent s'opérer efficacement, il est nécessaire de neutraliser la *Luftwaffe* afin de s'assurer de la maîtrise des airs. Pilonner sans merci les aéroports en France devient essentiel. Tout cela signifie que le pays souffrira durement, car installations ferroviaires et aéroports militaires voisinent des agglomérations parfois importantes. Il y aura inévitablement des victimes civiles et des destructions. Les Alliés en sont fort conscients et l'impact des bombardements intensifs sur l'opinion française et sur la motivation des résistants préoccupe :

> *The use of Bomber Command (especially) for repeated mass attacks on French marshalling yards which in most cases adjoin French cities. Lieut. Col. Brown of Air.f.* [*Air Force*] *of the War Office informs us that a number of such area attacks on French cities in the period immediately preceding D-Day would have disastrous consequences to French civilian opinion and to French insurgent*

[375] Non signé, *Record of conversation of General Eisenhower with General d'Astier de la Vigerie*, 22 janvier 1944 avec un résumé en français *Note sur l'entretien entre le Général Eisenhower et le Général d'Astier*, 22 janvier 1944, SHDv GR 8 P 1.

> *activities, to which activities very considerable importance is attached by the War Office*[376].

Cette préoccupation est fondée. Une importante « enquête sur l'opinion publique en France au début de l'année 1944 » fait le point[377]. Si elle couvre de multiples aspects, la question des bombardements y est spécifiquement traitée. Employant une approche très particulière, les auteurs du rapport ont posé un ensemble de questions à des groupes sociaux variés dans différentes régions du pays : syndicats ouvriers, groupes de professionnels, étudiants. Ils considèrent que les réponses ayant été données par des chefs de famille, ils peuvent en étendre la portée aux conjointes et enfants. De la sorte, le « nombre de personnes » est établi au moyen d'un multiple, d'où des résultats exprimés en milliers. Étant donné cette méthodologie pour le moins étrange, l'idée que cette enquête représente l'opinion d'un peu plus d'un million et demi de Français est douteuse, mais elle donne tout de même une certaine indication. La question posée sur les bombardements est la suivante : « Que pense-t-on des bombardements sur la France? De leurs conséquences au point de vue industriel, militaire ou moral? ». Selon les résultats (Tableau 3.1), près du quart des Français approuve les bombardements alliés sur le pays et moins d'un dixième les désapprouve. La grande majorité les considère avec réticence. La situation est donc délicate. D'après ce sondage, les bombardements sont nécessaires, mais ils sont mal acceptés, car ils sont trop souvent réalisés avec maladresse. Ils gagneraient donc à être mieux exécutés par les Alliés.

---

[376] Squadron Leader (probablement Sydney Bufton), *Attack of Railway and Transportation Targets*, 11 février 1944, CC BUFT 3/44 et EA SZ/BBSU/57.
[377] Anonyme, *Enquête sur l'opinion publique en France au début de l'année 1944*, non daté, 24p., AN F/22/2033.

Tableau 3.1 1944, enquête sur l'opinion publique en France : bombardements.

Ensemble de population	Nombre de personnes	Bombardements						
		Bien vus		Avec réticence		Mal jugés		
Mineurs du Nord	800 000	200 000	25%	600 000	75%	-	-	Calamités nécessaires
S.N.C.F. Paris (Gare de Lyon)	4 000	1 000	25%	3 000	75%	-	-	Trop haute altitude donc inutiles victiems
Saint-Germain en Laye	22 000	2 500	11%	10 000	45%	10 000	45%	Imprécision
Cannes, Vallauris, Antibes, St-Laurent du Var	100 000	20 000	20%	40 000	40%	40 000	40%	Souvent injustifiés et inutiles
Ouvriers, une ville de la Côte d'Azur	15 000	7 500	50%	7 500	50%	-	-	Imprécisions critiquées
Étudiants, même ville	5 000	-	-	5 000	100%	-	-	Excusés, mais peu efficaces
Basse Ardèche	50 000	-	-	47 500	95%	2 500	5%	En accord mais sans enthousiasme
Vallée du Lot	70 000	-	-	42 000	60%	28 000	40%	Mal nécessaire
Union des ingénieurs chimistes de Lyon	2 000	-	-	1 000	50%	1 000	50%	Mauvais et peu efficaces
Quartier Cusset (Lyon)	20 000	3 000	15%	7 000	35%	10 000	50%	Compris
Environs de l'Archevêché de Lyon	30 000	-	-	25 000	83%	5 000	17%	Malheureusement inévitables
Petits artisans de Lyon et Villeurbane	10 000	-	-	10 000	100%	-	-	Mal faits et sans discernement
Saint-Claude (Jura)	11 000	5 000	45%	5 000	45%	1 000	9%	Peu d'avis
Syndicat des tisseurs (Lyon)	2 000	500	25%	1 000	50%	500	25%	Peu d'avis
Bourgeois de Grenoble et Chambéry	30 000	2 000	7%	8 000	27%	20 000	67%	Nécessaires, mais très mal menés (exemple de Modane)
Personnel municipal de Grenoble	5 000	1 000	20%	4 000	80%	-	-	Acceptés, mais peu "payants" en contrepartie des ruines
Usine d'appareillage électrique de Grenoble	5 000	2 500	50%	2 000	40%	500	10%	En faveur, mais certains sont inacceptables
Cadres des chantiers de jeunesse	1 000	-	-	-	-	1 000	100%	Contraires aux lois de l'humanité
Paysans Allier, Loire, Saône et Loire	300 000	100 000	33%	200 000	67%	-	-	Admis, mais les Américains sont plus meurtriers que les Brtanniques
Bourgeois du Nord	20 000	-	-	10 000	50%	10 000	50%	Nécessaires
Non précisé	50 000	5 000	10%	40 000	80%	5 000	10%	
Total	1 552 000	350 000	23%	1 068 000	69%	134 500	9%	

En février, le CFLN reçoit deux avertissements à ce sujet. Le premier révèle une lassitude générale[378]. Les gens supportent les bombardements avec vaillance, mais « à la condition qu'ils soient le prélude à quelque chose de sérieux ». Un thème est récurrent : « Toute destruction, toutes pertes de vies humaines qui sont ou semblent justifiées, sont acceptées sans entrain, mais acceptées. Il en va tout autrement dans le cas contraire ». Dans l'attente d'un débarquement en avril les Français gardent quand même un peu de sympathie pour les Américains. Passé cette date, ils n'en auront plus du tout alors que l'estime pour les Anglais reste intacte en général. Selon un deuxième rapport, les attaques aériennes souvent inefficaces et meurtrières indisposent fortement : « Il serait vain de dissimuler que l'opinion française est, depuis quelque temps, considérablement refroidie à l'égard des anglo-américains »[379]. Cette désillusion vient de ce que les Français interprétaient les bombardements comme précurseurs d'une action militaire majeure qui les débarrasserait de l'occupation : le

[378] CFLN, *L'état d'esprit de la population – "Le pouls de l'opinion" - "On veut un langage franc dans les domaines militaires et politique"*, 11 février 1944, AN F/1a/3847.
[379] CFLN, Commissariat à l'Intérieur, *État d'esprit de la population – Alertes aux Anglo-américains*, reçu le 9 février 1944, diffusé le 21 février 1944, AN F/1a/3729.

débarquement. Or, les Alliés piétinent en Italie. Aux yeux des Français donc, les bombardements alliés :

> n'ont eu d'autres résultats apparents que d'accumuler des ruines et d'amonceler des cadavres innocents, alors que trop souvent, les objectifs visés n'étaient nullement atteints. La maladresse et la brutalité des aviateurs américains ont plus fait pour semer le doute et le scepticisme au coeur des Français que 3 ans de propagande berlino-vichyssoise. La France veut bien souffrir et voir ses enfants mourir "si cela doit servir à quelque chose".

Il est également énoncé que, comme la France est unie derrière le CFLN auquel sont reconnaissants « tous les Français "résistants", c'est-à-dire plus des 9/10 de la nation française », les Anglo-américains devraient cesser de tergiverser à le reconnaître comme l'autorité française légitime et ne pas envisager une « occupation » du pays après la guerre.

Les maladresses se poursuivent. Un rapport parvenu en mai au CFLN affirme qu'il y a eu revirement de l'opinion française suite à un bombardement désastreux sur Toulon : « Les Anglo-américains ont perdu aux yeux de la population affligée tout leur prestige et la sympathie dont ils jouissaient jusqu'à ce Jour ». Leurs aviateurs sont vus comme « incapables de bombarder efficacement un point, sans arroser de bombes une superficie de plusieurs kilomètres carrés alentour ». Toutefois, les Américains sont jugés plus sévèrement que « les Anglais réputés plus civilisés et meilleurs aviateurs »[380].

Parmi les plaidoyers que reçoit le CFLN en ce qui concerne les bombardements alliés, celui d'un informateur de la région parisienne est particulièrement significatif. Faisant

[380] CFLN, Commissariat à l'Intérieur, *État d'esprit et réactions aux bombardements de la population varoise*, 6 mai 1944, note : « Ceci semble être extrait d'un rapport des Renseignements Généraux », AN F/1a/3729, F/1a/3765 et F/22/2033.

rapport au mois de mars sur les résultats obtenus par ces raids sur l'industrie française qui travaille pour l'Allemagne dans la région et, jugeant qu'ils sont significatifs, il demande qu'en reconnaissance de ses services, « Paris, les villes de la Banlieue parisienne et en particulier Boulogne-Billancourt, ne fassent plus l'objet de bombardement [soulignement dans le texte] de la part des aviations anglo-américaines »[381].

Toujours au début mars, Massigli reçoit, du délégué du CFLN au Portugal, l'avis d'un expert qui considère que les bombardements alliés sur les usines françaises n'ont que peu d'effet sur la capacité militaire allemande. Il y est exposé que ces usines ont un faible rendement en raison de leur fréquente désuétude, de la faible productivité d'une main d'œuvre démotivée et affaiblie par les privations, et parce que le patronat fait des efforts pour favoriser la production destinée aux besoins domestiques. Il est encore répété que les bombes alliées ne détruisent que rarement les machines, car elles sont souvent lâchées d'une trop haute altitude. L'efficacité du bombardement du réseau ferroviaire est également remise en question[382].

Le CFLN est aussi mis au courant, en avril, de réactions de la diaspora française aux États-Unis face aux bombardements de l'aviation alliée sur certaines villes. Cela « a provoqué une grosse émotion que partagent certains milieux américains. Beaucoup de personnes désirent savoir si le Gouvernement d'Alger a fait des représentations aux Chefs militaires interalliés! »[383]. La question de l'attitude du CFLN est donc posée

[381] Anonyme, France - Air, *Résultats de bombardements et objectifs à bombarder*, 1er mars 1944. 4p., AN F/22/2046.
[382] M. Du Chayla, Délégué du C.F.L.N. au Portugal, à Son Exc. Monsieur Massigli ambassadeur de France Commissaire aux affaires étrangères, Alger, *Bombardements aériens en France*, Lisbonne, 7 mars 1944, AN AG/3(1)/275.
[383] Anonyme (« Personnalité Française aux U.S.A. »), Bombardements aériens, 24 avril 1944, AN F/22/2046.

directement. La pression pour qu'il intervienne auprès du commandement allié va en s'amplifiant.

En ce printemps 1944, les choses s'activent. L'échéancier du débarquement se précise et les préparations du terrain, notamment à l'aide des bombardements stratégiques, s'intensifient. Le corollaire est que la question du bombardement sur la France prend de l'importance et que le sort de la population française, qui sera forcément prise dans la tourmente, préoccupe grandement Churchill et son entourage.

De nombreuses discussions ont eu lieu sur les avantages et inconvénients du *Transportation Plan* dans les mois précédents, et particulièrement en mars. Quoique conscients des risques que présentent les bombardements sur les centres ferroviaires pour la population, les Alliés l'ont tout de même adopté et les opérations ont débuté. Certains centres, trop risqués, en sont exclus. En avril, les bombardements et leurs restrictions accaparent les discussions du haut commandement allié. Ces questions font partie de la préparation du débarquement et certains voient d'un mauvais œil tout obstacle à ces préparatifs soient aussi complets que possible. Est ainsi ramenée à l'ordre du jour la restriction des bombardements sur les centres ferroviaires situés dans des zones de forte densité de population où ils sont susceptibles de causer un grand nombre de victimes. En mars, les conditions sous lesquelles les territoires occupés par l'ennemi doivent être bombardés sont rappelées. Afin de réduire le nombre de victimes, les bombardements seront modulés en fonction du type d'objectif. Une directive remise au *Bomber Command* au début du mois établit deux catégories : certaines attaques peuvent être réalisées en masse, c'est-à-dire sans qu'une limite sur le nombre d'appareils employés soit applicable. Par contre, « *Certain of these targets are small, and incidentally near populous areas. It will, therefore, be necessary to limit the size*

of the attacking force in certain cases […] *not more than say fifty aircraft* »[384]. Ces précautions étaient nécessaires, car les opérations allaient s'intensifier, le *Transportations Plan* prévoyant l'attaque de 74 centres ferroviaires en France et en Belgique[385]. Le bombardement intentionnel de populations civiles est proscrit, la cible doit être clairement identifiée et toutes les précautions doivent être prises pour faire le moins de victimes possible. Néanmoins, il est évalué que ces opérations feront entre 80 000 et 140 000 victimes dont environ le quart seront tuées. La hiérarchie militaire alliée s'en alarme. Lors d'une réunion fin mars où se retrouvent entre autres Portal, Eisenhower et Harris pour discuter de l'emploi des forces de bombardement en préparation du débarquement, le point est souligné. Mentionnant l'inquiétude du gouvernement britannique devant le nombre élevé de victimes françaises que ne pourrait manquer de faire l'attaque de cibles ferroviaires situées dans des zones urbaines, Portal suggère de procéder à des avis publics enjoignant la population à s'en éloigner. Le général Eisenhower répond qu'il comprend bien cette préoccupation et qu'il « *would himself bring the matter up for consideration* »[386].

Malgré ces chiffres alarmants, Portal recommande à Churchill l'adoption du *Transportation Plan* comme le meilleur moyen de soutenir le débarquement, mais souligne toutefois que cela entraînera inévitablement de très lourdes pertes dans la population civile[387]. Un rapport vient alors appuyer la suggestion de procéder à des

---

[384] W.A. Coryton, Air Vice-Marshal, Assistant Chief of the Air Staff (Operations), directive à Harris, *Targets for attack by Bomber Command in moonlight periods prior to "Overlord"*, 4 mars 1944, NA AIR 20/2796.
[385] War Cabinet – Chiefs of Staff Committee, *Attacks of Rail Targets in Enemy Occupied Territories – Note by the Chief of the Air Staff*, 19 mars 1944, NA AIR 20/2798 et CAB 121/2.
[386] *Minutes of a Meeting held on Saturday March 25th to discuss the bombing policy in the period before "Overlord"*, 25 mars 1944, p. 5. Soulignements dans le texte, nos suggestions de texte manquant. NA AIR 20/3722, NA AIR 37/516 et EA SZ/AEAF/3/1.
[387] Charles Portal, note au Prime Minister, 29 mars 1944, NA AIR 19/218.

avertissements à la population : le nombre de victimes pourrait être grandement réduit si des évacuations massives étaient réalisées suite à de tels avis[388].

Le 3 avril, Eden, Portal et Churchill se penchent de nouveau sur la question[389]. Portal mentionne que, pour le moment, seuls 13 des 74 centres ferroviaires compris dans le *Transportation Plan* peuvent être attaqués. Il rappelle l'évaluation alarmante selon laquelle l'ensemble des bombardements prévus au Plan pourraient faire de 80 000 à 160 000 victimes dont le quart serait tué. Selon lui, ce nombre pourrait être réduit si un certain degré d'évacuation pouvait être suscité. Alors qu'Eden rappelle les risques face à l'opinion publique en France et en Belgique, Churchill dit savoir que la restriction des bombardements est remise en question, mais qu'il demeure sceptique de la sagesse de la lever.

Dans ses mémoires, Churchill relate un échange de notes qu'il a eu avec Eisenhower à ce moment[390]. Le 3 avril, il lui écrit pour s'inquiéter de ce que :

> *scores of thousands of French civilians, men, women, and children, would lose their lives or be injured. Considering that they are all our friends, this might be held to be an act of very great severity, bringing much hatred of the Allied Air Forces.*

Le général américain lui répond le 5 avril qu'il est sensible à cet argument, mais que le bombardement des centres ferroviaires en territoires occupés est absolument nécessaire pour le succès de l'invasion du continent. Il ajoute qu'il croit que l'estimation de pertes humaines est exagérée. Churchill ajoute que : « *As the air offensive against the*

---

[388] Copy of a Minute dated 30th March, 1944 from Lieut.-General Sir Hastings L. Ismay to the Prime Minister, NA AIR 19/218 et NA AIR 20/2798.
[389] W.M. (44) 43rd Conclusions, Minute 3 – Confidential Annex, *Bombing Policy – Targets in occupied Territory*, 3 avril 1944, NA CAB 121/2.
[390] Winston Churchill, *The Second World War – Volume Five – Closing the Ring*, Londres, The Reprint Society, 1956 (1ère éd. 1952), p. 409.

railways developed the losses among French and Belgian civilians, though far less than the prior estimates, caused the British War Cabinet distress and anxiety ».

Cette anxiété s'observe bien alors qu'a lieu le 5 avril même une réunion du *Defence Committee,* subordonné au Cabinet de guerre, sur la politique de bombardement en préparation de l'opération « Overlord »[391]. Le *Transportation Plan* y est remis en question. Le comité devait prendre en considération des appels à lever les restrictions excluant certains objectifs imposés aux bombardements[392]. L'argument était qu'il était essentiel pour la préparation du débarquement de procéder à la destruction la plus complète possible des centres ferroviaires en dépit des victimes que cela pouvait causer. Mis à la disposition du Comité se trouvait un rapport sur les conséquences possibles de ces bombardements sur l'opinion publique en France et en Belgique[393]. Sans surprise, la conclusion en est que si les bombardements étaient effectués correctement, avec le support du CFLN et du gouvernement belge, l'opinion publique ne devrait pas s'avérer trop hostile. Entourant Churchill, Eden, Portal et Ismay étaient notamment présents. Dès le début de la rencontre, le premier ministre fait état de ses inquiétudes devant le nombre de victimes anticipé. Selon lui, il pourrait s'en suivre « *an unhealable breach between France and Great Britain and U.S.A.* », ce dont les autorités américaines, voire même le président, devraient être averties. Il pense que de Gaulle devrait être consulté avant l'adoption du plan, bien que cela « *might well lead to a demand from the French Authorities for details of the "OVERLORD" plan, which*

---

[391] Offices of the War Cabinet, *War Cabinet, Defence Committee (Operations), Minutes of the Meeting held in the Defence Map Room on Wednesday, 5th April, 1944, at 10.30p.m. – Bombing Policy in connection with "Overord"*, 14 avril 1944, NA CAB 121/2 et EA SZZ/AEAF/7/1

[392] War Cabinet – Chiefs of Staff Committee, *Bombing of Railway Targets in Occupied Territory, Note by Secretary, Annex I, Attacks on Rail Targets in Enemy-Occupied Territories – Memorandum by Supreme Headquarters Allied Expeditionary Force, Copy of a Memorandum dated 10 th March 1944 from the Air Commander-il-Chief, Allied Expeditionary Air Force to the Supreme Allied Commander*, et *Annex II, Copy of a Minute dated 30 th March, 1944 from Lieut.-General Sir Hastings L. Ismay to the Prime Minister*, 5 avril 1944, NA CAB 121/2.

[393] War Cabinet – Joint Intelligence Sub-Committee, *French and Belgian Reactions to Bombing of Railway Targets*, 4 avril 1944, NA CAB 121/2.

we would not be prepared to divulge ». Churchill précise que de Gaulle « *did not say that we should not bomb the railways* ». Les inquiétudes du premier ministre sont partagées par Eden : « *After the war we would have to live in a Europe which was already looking more to Russia than he* [Eden] *would wish* ». Eden énonce que d'autres objectifs comme les dépôts ou les camps ennemis seraient plus pertinents. D'autres participants à la rencontre soutiennent au contraire que les attaques sur le système ferroviaire sont essentielles au succès de l'invasion. Un consensus n'est pas atteint, mais il est décidé de continuer les attaques sur le réseau ferroviaire français, en évitant toutefois les objectifs susceptibles de causer un grand nombre de victimes. Les Alliés n'ont donc toujours pas l'intention d'inclure la France libre dans la préparation du débarquement. De plus, il a été souligné que le général de Gaulle ne s'oppose pas aux bombardements sur le système ferroviaire, lesquels sont pourtant potentiellement très dangereux pour la population. Churchill ne précise toutefois pas comment et où le général aurait « dit » cela.

Muni de cette information, le *War Cabinet* consacre le soir même une réunion entière à l'évaluation du nombre de victimes anticipé[394]. La méthode utilisée pour la réaliser est expliquée. En se basant sur l'expérience vécue par les Britanniques sous les bombes allemandes en 1941, il est assumé qu'une tonne de bombes déversée sur une zone industrielle tue un civil et en blesse sérieusement un autre. Extrapolé au bombardement prévu de 78 gares de triage en territoire occupé, majoritairement en France, et en se basant sur l'avis du *Bomber Command* qui estime qu'il faut 1 000 tonnes pour détruire une gare adéquatement, il est anticipé que 160 000 civils seront tués ou blessés. Le Comité juge que cette méthodologie présente plusieurs failles. Cependant, tous s'entendent sur le fait que le nombre de victimes civiles sera élevé. Eden manifeste son inquiétude : selon lui, si les bombardements ont lieu trop en avance du débarquement,

[394] War Cabinet – Defence Committee (Operations), *Minutes of Meeting held in the Defence Map Room on Wednesday, 5th April, 1944, at 10.30p.m.*, 14 avril 1944, NA AIR 20/2798.

ils seront fort mal vus et serviront à la fois la propagande ennemie et une popularité des Soviétiques qui serait peut-être indésirable dans l'après-guerre. Churchill met fin aux discussions en reportant le sujet à plus tard.

Les études permettant de mieux évaluer le nombre de victimes civiles se poursuivent donc. Certains résultats de bombardements, effectués sur des zones urbaines en territoires occupés en 1942 et 1943, sont étudiés. Ils semblent confirmer l'hypothèse d'une tonne pour un décès civil[395]. L'évaluation apocalyptique de 160 000 victimes possibles est bientôt radicalement revue à la baisse : on lui enlève un zéro[396]. Finalement, toute la question est revue systématiquement[397]. Certains objectifs, jugés trop risqués sont mis de côté et les méthodes de calcul révisées. Le changement est radical : des terribles 80 000 à 160 000 tués ou blessés, on passe à 10 500 tués et 3 500 blessés. La pertinence du *Tranportation Plan* est tout de même remise en question, non seulement en considération des victimes civiles, mais aussi en ce qui concerne ses impacts sur l'ennemi : les lignes ferroviaires pourraient être rapidement réparées.

Le 13 avril, le Cabinet se réunit à nouveau[398], mais cette fois, Eden n'est pas présent. Portal rapporte que le nombre de victimes civiles prévu avait été surestimé quoiqu'il demeure élevé[399], comme le démontre l'attaque sur Lille. 401 personnes ont été tuées

---

[395] (signature illisible) Wing Commander, note au D.C.A.S., Annexe intitulée *Casualties to be Expected from the Attack of Marshalling Yards Selected for Attack by the A.E.A.F. Transportation Plan*, 5 avril 1944, CC BUFT 3/46.
[396] Lord Cherwell, note à Churhill, *Tranportation Plan*, 7 avril 1944, NU G200.
[397] War Cabinet – Defence Committee (Operations), *Bombing Policy in Connection with Overlord, Note by the Chief of the Air Staff*, 6p. Annexes: listes de villes avec le nombre de victimes évalué, description de la méthodologie employée, 13 avril 1944, NA AIR 20/2798.
[398] Offices of the War Cabinet, *War Cabinet, Defence Committee (Operations), Minutes of the Meeting held in the Defence Map Room on Thursday, 13th April, 1944, at 10.30p.m. - Bombing Policy in connection with "Overlord"*, 14 avril 1944, NA CAB 121/2, EA SZZ/AEAF/7/1, NA AIR 20/2798.
[399] On trouve dans le fonds du professeur Solly Zuckerman à l'University of East Anglia différents calculs du nombre de victimes civiles pour les cibles envisagées en France et en Belgique. La méthodologie et les hypothèses retenues y sont présentées. Le professeur agissait comme conseiller scientifique auprès du Cabinet de guerre et il était à l'origine du « Transportation Plan ». EA SZZ/AEAF/7/1.

alors que les nouvelles étaient de 500 décès. Churchill réitère ses inquiétudes : « *There was a limit on the slaughter and the resulting anger and resentment which it would arouse among the Frenchmen beyond which we could not go* ». Sinclair remarque que:

> *though on previous occasions we had received complaints from the Fighting French Authorities when they thought that our attacks had resulted in an unjustifiably large number of French casualties, we had as yet received no such complaints in respect of the casualties inflicted in attacks on railway centres*.

L'émission d'un avis à la population française de s'éloigner des centres ferroviaires est envisagée. Churchill considère alors qu'il serait peut-être désirable d'aviser le CFLN de ce qui se prépare, mais encore une fois, l'idée d'impliquer les Français dans le processus le rebute :

> *It was true that this might lead to their* [le CFLN] *asking for details of our plan, but we could refuse such a request on the grounds that, as they were not providing forces to put the plan into execution, there was no need for them to be informed of its details*[400].

Quelques jours plus tard, un projet de note pour le CFLN a effectivement été rédigé, mais Churchill décide de surseoir à son envoi, sans donner plus de précision sur ses intentions[401]. Portal soumet un texte qui comprend deux alternatives[402]. Il explique d'abord la stratégie de bombardement du réseau ferroviaire en France et en Belgique ainsi que son objectif : restreindre les mouvements de l'armée allemande lors du débarquement. Le texte qu'il propose reconnaît ensuite que malgré toutes les précautions, les victimes civiles seront inévitables et souligne que des avis ont déjà été

---

[400] Offices of the War Cabinet, *War Cabinet, Defence Committee (Operations), Minutes of the Meeting held in the Defence Map Room on Thursday, 13th April, 1944, at 10.30p.m. - Bombing Policy in connection with "Overord"*, 14 avril 1944, NA CAB 121/2, EA SZZ/AEAF/7/1

[401] Chiefs of Staff Committee – Extract from C.O.S. (44) 125th Meeting (0) held on 17th April 1944, *5. Bombing Policy in connection with "Overlord"* et Churchill, Prime Minister Personal Minute. Serial No. M.427/4 à Portal, 16 avril 1944, NA CAB 121/2.

[402] Charles Portal, note à Churchill, 14 avril 1944, NA CAB 121/2.

diffusés enjoignant de s'éloigner des installations ferroviaires. Les conclusions proposées sont soit de demander l'avis du CFLN à ce sujet, soit de lui demander son appui à motiver la population à suivre les avis d'évacuation.

Le 14 avril, la directive régissant l'emploi des bombardiers américains et britanniques en support à l'opération Overlord est émise, « *By Command of General Eisenhower* ». Elle accorde la première priorité à la destruction de la *Luftwaffe* et la seconde au *Tranportation Plan*. Son avant dernier point énonce qu'en ce qui concerne les Français, les aspects politiques de ce plan font que la situation en termes de victimes civiles sera suivie en continu[403]. Élément significatif: une note manuscrite en marge de ce point indique qu'il s'agit du seul changement apporté au texte préliminaire (« *only change from draft* »). La préoccupation, spécifiquement relative aux victimes civiles françaises, aurait donc été ajoutée en tout dernier lieu. Cette préoccupation n'aurait donc pas fait partie des considérations initialement prises en compte par la directive. Son ajout pourrait bien être relié aux inquiétudes manifestées par Churchill.

Le même comité tient une nouvelle réunion au sujet du *Transportation Plan* le 19 avril[404]. Les inquiétudes par rapport à l'opinion en France et les doutes sur l'efficacité du plan sont réitérés. Portal fait alors remarquer qu'abandonner l'offensive à ce moment n'aurait aucun sens militairement, compte tenu des résultats positifs déjà atteints, d'autant plus que des civils français auraient été tués en vain. Là-dessus, Sinclair signale une réaction française étonnante :

> *M. André Philippe* [sic: Philip], *who was largely concerned with planning the reconstruction, of French industry, had recently visited him. He had mentioned*

[403] W.B. Smith, Lieutenant General, GSC, Chief of Staff, et J.M. Robb, Air Vice-Marshal, Deputy Chief of Staff (Air), *Directive by the Supreme Commander to U.S.S.T.A.F and Bomber Command for Support of "OVERLORD" during the Preparatory Period*, 17 avril 1944, NA AIR 20/3360.
[404] War Cabinet – Defence Committee (Operations) – Extract from D.C. (44) 7th Meeting held on 19th April, 1944, 1. Bombing Policy in Connection with *"Overord"*, NA CAB 121/2.

> *his fear that French transportation systems and mines would be largely destroyed by the enemy before they withdrew from France* [comme les Allemands l'avaient fait en 1918]*, but though this would have been an excellent opportunity for him to do so he had made no complaint regarding the results of our attacks on railways*.

Ainsi rassuré, le Comité décide de poursuivre pour une autre semaine les bombardements sur le réseau ferroviaire français, tout en suivant de près la situation et à la réévaluer.

La BBC émet l'avertissement à la population le 18 avril, ce qui provoque des réactions hostiles des radios de Paris et de Vichy[405]. Le comité décide alors de confier au général Ismay la tâche d'instaurer un suivi aussi complet que possible de l'opinion partout dans le monde au sujet des bombardements, en mettant l'accent sur l'opinion française. Ismay demande dès le lendemain des rapports journaliers[406]. Lorsqu'ils deviennent disponibles, on y trouve des réactions aux raids sur les villes françaises associées à des estimations élevées du nombre de victimes. Un de ces rapports note de virulentes attaques contre De Gaulle et le CFNL les accusant de ne pas protester. Il signale aussi que « *Communist propaganda in Paris is vigorously exploiting the moral effects of the latest raids on the region in an anti-British sense* »[407].

---

[405] H.L. Ismay, *War Cabinet, Defence Committee (Operations), Bombing Policy in connection with "Overord", Note by Secretary, Annex B*, 19 avril 1944. On trouve dans le même dossier le texte de l'avis. EA SZZ/AEAF/7/1

[406] *Id*., note à Brendan Bracken M.P., 14 avril 1944. NA CAB 121/2 et A.S. Hodge (du ministère de l'information), note à P.W. Scarlett, 14 avril 1944. Le dossier contient plusieurs de ces rapports. NA FO 898/315. D'autres, colligés les 19 et 25 avril 1944, se trouvent dans un autre dossier. NA AIR 20/2798.

[407] (Anonyme), *Reactions to Allied Bombing Offensive on W. Seaboard of Europe – 24 hours to 13.30 hours on 1st June 1944*, NA FO 898/315.

Le 26 avril a lieu une autre réunion du *Defence Committee* du cabinet de guerre où il est principalement question des victimes civiles en France[408]. Cette fois, Eden est présent. Dès le début, Churchill réitère fortement ses inquiétudes. Selon lui, les relations futures avec la France risquent de se détériorer. Il ajoute que le public britannique n'est pas conscient des conséquences de l'offensive de bombardement du réseau ferroviaire français, mais que lorsque ses impacts seront connus, « *there would be a reaction against a policy which was not in keeping with British morality and resulted in killing large numbers of our friends in France* ». Réagissant, Sinclair énonce qu'une large part de la population française serait plutôt favorable à ces raids, malgré les victimes. Il relate avoir rencontré messieurs Viennot (sic : Pierre Viénot, alors ambassadeur de la France libre auprès du gouvernement britannique) et Marin (Louis Marin, philosophe et politicien français), qui n'ont aucunement protesté à leur sujet, se montrant plutôt satisfaits d'apprendre que des précautions sont prises pour minimiser le nombre de victimes. Eden intervient alors et ce qui est relaté dans le compte rendu de son intervention demande une citation complète :

> *MR. EDEN said it took some time to get information out of France and little had, in fact, been received to date. What information there was indicated that French opinion, whilst deploring the necessity for the attacks, accepted the results entailed, but it had been pointed out that if the attacks were continued for any prolonged period, French resentment would increase rapidly. General de Gaulle, commenting on the intensification of the raids and Vichy's exploitation of the damage inflicted and casualties caused, had said that every time they were convinced that the destruction of military objectives was necessary, the French were prepared to accept the consequential loss of life and damage to property.*
> *If it was decided, as he hoped it would be, that the policy should be abandoned on account of the French casualties it entailed, he felt that we had now gone so far that we could not cease all attacks on railway targets without putting a weapon into the hands of German propaganda. We should therefore continue to attack those railway targets where the number of casualties inflicted was likely to be small*.

[408] Offices of the War Cabinet, *War Cabinet, Defence Committee (Operations), Minutes of the Meeting held in the Defence Map Room on Wednesday, 26th April, 1944, at 10.0 p.m. - Bombing Policy in connection with "Overord"*, 27 avril 1944, NA CAB 121/2 et NA AIR 20/2798.

« *General de Gaulle… had said* ». Aucune précision n'est offerte. Nous ne savons pas d'où Eden tient cette information qui affirme que de Gaulle ne s'oppose pas aux bombardements, malgré les dommages et pertes de vie qu'ils causent. Le général serait plutôt préoccupé par la récupération qu'en fait le régime de Vichy.

Les discussions se poursuivent, certains émettant des doutes sur l'efficacité du *Transportation Plan*, d'autres soutenant qu'il n'y a pas d'alternative. Il est cependant convenu, comme le mentionne Eden, que cesser les bombardements donnerait un excellent sujet de propagande aux Allemands. Churchill décide finalement de discuter de ce point à la réunion du Cabinet de guerre prévue pour le lendemain. Il suggère qu'une liste de centres ferroviaires dont l'attaque devrait faire moins de victimes devrait être établie. C'est probablement cette remarque qui provoque l'émission d'une directive le 29 avril, qui exclut certains objectifs susceptibles de faire plus de 100 à 150 victimes[409].

Quelques jours auparavant, dans la nuit du 19 avril, les bombardiers alliés ont attaqué la gare de La Chapelle et la banlieue nord de Paris. Le 26 avril, un agent à Paris produit un rapport sur de récents bombardements sur la région parisienne et de « leur effet désastreux sur la position de la population vis-à-vis des Alliés ». Il écrit que : « Toute la population quelle qu'elle soit est horrifiée de l'attitude des pilotes alliés à son égard, de leur manque d'entraînement ou de connaissances techniques, et surtout des procédés barbares utilisés contre elle ». L'agent signale comment Henriot « a su habilement faire jouer l'irréfutabilité des atrocités commises et la maladresse de l'aviation alliée ». Il poursuit en faisant appelant le CFLN à intervenir auprès des Alliés « pour faire

[409] W.A. Coryton, note au Vice Marshal J.M. Robb et au Deputy Chief of Staff (Air) S.H.A.E.F., 29 avril 1944, NA AIR 20/2798.

remarquer tout le tort que nous cause dans notre action à l'intérieur, les si faibles résultats positifs obtenus, en regard des conséquences désastreuses tant psychologiques que politiques qui ne peuvent manquer de suivre »[410].

L'appel à une intervention auprès des Alliés du CFLN est donc fait en ce printemps 1944 à partir de la France occupée. Il est clairement indiqué que la population comprend la nécessité de bombarder la production militaire réalisée en France pour l'Allemagne, mais la façon de le faire stupéfie et déçoit. Les résultats sont souvent dérisoires face aux destructions et pertes humaines encourues. Malgré cela, les Français considèrent que ces raids demeureraient acceptables s'ils étaient un prélude à une prompte action des Alliés en vue de la libération du pays, ce qui leur apparaît douteux.

Vers la fin d'avril, le nombre de victimes civiles en France liées au *Tranportation Plan* est évalué. L'annexe à un document non identifié mentionne les opérations réalisées jusqu'au 19 avril. Sont comparés les nombres de victimes pour chaque attaque : estimés par les Alliés, issus des lieux mêmes et émis par l'ennemi, lorsque disponibles. Le document conclut qu'en un peu plus d'un mois et demi, les bombardements alliés ont fait quelque 9 000 tués et 4 500 blessés sérieux en France[411]. Ces chiffres élevés sont cohérents avec les effets négatifs des bombardements sur l'opinion française, comme le signale avec urgence une note du 26 avril rédigée en français :

> Devons vous signaler effet desastreux produit sur population par bombardements Paris et Rouen. Opinion en passe d'etre completement retournee, car Francais ne comprennent pas ces actions non suivies d'opérations. Ceci joint au nouveau theme propagande parmi Communistes disant guerre Anglo-Saxonne est guerre Capitalistes, seuls les Russes nous delivreront sans nous massacrer. Produit effet

[410] CFLN, Commissariat à l'Intérieur, *Résultat des derniers bombardements sur la région Parisienne – nuit du 19 avril – et leur effet désastreux sur la position de la population vis-à-vis des Alliés*, Paris le 26 avril 1944, reçu le 6 mai 1944, diffusé le 25 mai 1944, AN F/1a/3729 et F/1a/3765.
[411] Anonyme, *Appendix 'A' – Reports on Casualties*, CC BUFT 3/46.

> moral infiniment plus important que effet militaire tres discutable. II ne faut pas gacher une partie qui etait belle[412].

Ce message fait notamment suite à l'attaque de Rouen des 18 et 19 avril, laquelle fait l'objet de reportages sur *Radio Paris*. En évaluant le nombre de tués à 2 000, un de ces reportages conclut que les Anglos-Américains ont pour la seconde fois exécutée Jeanne-d'Arc[413]. Les propagandistes allemands en profitent pour laisser entendre aux Français que « les assassins reviennent toujours sur le lieu de leurs crimes »[414].

Toujours en avril, ces drames préoccupent la classe politique française qui se demande si les maladresses des aviateurs américains en particulier sont connues à Londres. Le Gouvernement provisoire découvrira cette préoccupation dès sa prise de pouvoir quelques mois plus tard, en juin 1944[415]. De son côté, l'aviation britannique prend des précautions bien réelles lors de bombardements en territoire occupé. Le 19 avril, le Directeur des opérations de bombardement, Sydney Bufton, fait rapport sur une série de raids en France[416]. Il énumère les techniques de marquage des cibles développées afin d'améliorer la précision et réduire les pertes civiles. Il rappelle que les équipages ont comme instruction de conserver leurs bombes si les marqueurs ne sont plus visibles. Cela est confirmé dès le lendemain à Harris avec une mention de la satisfaction de Churchill face à ces dispositions[417]. Mais impliquer de Gaulle et la France Libre dans la préparation du débarquement, en particulier en ce qui concerne les bombardements,

---

[412] Anonyme: (Signed) For Group Captain, *France – Raid Damage*, texte sans accentuations, 26 avril 1944, CC BUFT 3/46.
[413] BBC Monitoring, 20 avril 1944, CC BUFT 3/46.
[414] Aurélie Luneau, *op. cit.*, p. 183.
[415] Gouvernement provisoire de la République Française, Commissariat à l'Intérieur, *Diverses impressions de milieux ex-parlementaires*, information 20 avril 1944, réception 7 juin 1944, diffusion 27 juin 1944, AN F/1a/3765.
[416] Sydney C. Bufton, Director Bombing Operations, 19 avril 1944, NA AIR 19/218.
[417] N.H. Bottomley, note au Air Chief Marshal A.T. Harris, 20 avril 1944, NA AIR 19/218.

reste une question délicate. Alors qu'une telle démarche se préparait, Churchill lui-même décide d'y surseoir[418].

Le nombre élevé de victimes en France lié aux bombardements du *Transportation Plan* est de nouveau discuté au *War Cabinet* le 27 avril[419]. Churchill rappelle l'évaluation en a été ramené à 16 000 et qu'à ce jour, de 3 000 à 4 000 personnes ont été tuées. Il anticipe donc que le nombre total de victimes pourrait être limité à 12 000. Tout de même, il constate que la propagande ennemie avait bien profité de ces raids. Eden réitère ses inquiétudes en ce qui concerne l'opinion publique en France et doute encore de la valeur du *Transportation Plan*. Une note est donc envoyée à Eisenhower pour tenter de l'influencer. Son premier point est clair :

> *The Marshalling Yards Plan involves the killing of 10,000 to 15,000 Frenchmen and the maiming of as many more. As this is apt to poison our relations with the French people not only during the invasion but for a generation afterwards, the Government feel justified in asking to be convinced that this plan will actually bring great military advantages*[420].

La note poursuit en rappelant les nombreuses oppositions au plan, sa possible inefficacité face à des réparations rapides, et suggère des alternatives. Quelques jours plus tard, Churchill écrit à Lord Cherwell en réitérant son inquiétude : « *Very soon the tactical bombing of France will begin, which may be very costly, and also areas have to be devastated, apparently both for preparation and camouflage. Let us see what his* [Eisenhower] *reaction is to our minute* »[421].

---

[418] Extract from Conclusions of C.O.S.(44) 125th Meeting (0) – 17.4.44, *Bombing Policy in connection with OVERIORD*, 18 avril 1944, NA AIR 19/218 et NA AIR 20/2798. Winston Churchill, note au Chief of the Air Staff, 16 avril 1944, NA AIR 20/2798.
[419] W.M. (44) 57th Conclusions, Minute 2 - *Bombing Policy, Targets in Occupied Territory*, 27 avril 1944, NA CAB 121/2.
[420] Annotation manuscrite: *Note sent to General Eisenhower 30 April 1944. Drafted by Prof* [Lord Cherwell]. *Sent with accompanying letter by P.M. Copy*., 29 avril 1944, NU G200.
[421] Winston Churchill, note à Lord Cherwell, 2 mai 1944, NU G200.

En parallèle avec le *Transportation Plan*, la destruction de la *Luftwaffe* est un autre impératif. Pour les forces aériennes alliées, rien ne doit s'opposer à cet objectif, même lors de bombardements sur la France[422]. Pour le *Bomber Command*, les bombardements se déroulent plutôt bien : un rapport considère tous les raids réalisés pendant le mois de mars comme des succès, au prix de seulement 8 appareils perdus pour 1 947 sorties[423]. De leur côté, des experts français qui analysent l'une de ces opérations (le bombardement d'un atelier industriel de l'Air à Limoges dans la nuit du 8 au 9 février 1944) voient cette « efficacité » bien autrement. Ils déduisent que les Anglais emploient une surabondance de moyens : « Ils font une guerre de gens riches, qui sentent derrière eux 1'industrie américaine »[424].

Une autre préoccupation concerne l'emploi de bombes à retardement. Les Britanniques le justifient en supposant que cela est susceptible de sauver des vies. Encore ici, l'analyse qu'en font les Français diverge. Ils observent que lors de l'attaque d'une usine de roulements à billes pour l'aviation à Ricamarie le 10 mars, la précision atteinte a été bonne. Le raid ne fait que 60 victimes civiles alors que l'objectif était en plein centre-ville. Or, la plupart des victimes sont dues aux bombes à retardement. La justification anglaise de leur emploi est donc peu crédible. Ces bombes seraient plutôt utilisées pour supporter l'effet des bombes incendiaires, en retardant le combat des incendies, et pour étaler les effets du bombardement dans le temps, en retardant les réparations. Les experts français concluent que ce sont les civils qui en sont les principales victimes, contrairement aux prétentions humanitaires anglaises[425]. Fin avril 1944, un agent en

---

[422] Anonyme, *Note on the employment of the strategic Bomber Forces prior to "OVERLORD"*, 19 mars 1944, CC BUFT 3/44.
[423] Operational Research Section (B.C.), *Report no. 100 – Monthly Review of Monthly Losses and Interceptions of Bomber Command Aircraft in Night Operations – March 1944*, 3 mai 1944, p. 1, NA AIR 14/4141.
[424] Ministère de l'Air, *op. cit., Tome 1*, (268).
[425] Ministère de l'Air, *op. cit*., (349).

France rapporte l'opinion des Français sur l'emploi des bombes à retardement. Il reconnait que les bombes conventionnelles auraient fait plus de victimes, mais par contre, que les bombes à retardement tuent des sauveteurs. Conséquemment, il signale que les Français considèrent que

> les bombes à retardement ne s'expliqueraient que si la R.A.F. n'utilisait que [soulignement dans le texte] des bombes à retardement sur certains secteurs bombardés. Alors, et alors seulement, ces bombes épargneraient des vies humaines en permettant aux civils français de quitter les lieux avant l'explosion meurtrière[426].

Les Alliés en discutent au *War Cabinet* le 8 mai[427]. La conclusion rejoint l'opinion de l'agent français : il serait idéal que toutes les bombes utilisées en territoire occupé soient à retardement. Les bombardements, non obscurcis par la fumée seraient plus précis, les habitants pourraient être entièrement évacués et la réparation des dommages serait retardée. Hélas, les détonateurs requis ne sont pas disponibles en quantité suffisante. Le rapport recommande donc de cesser l'utilisation des bombes à retardement contre la plupart des objectifs. Par contre, contre certaines cibles particulièrement stratégiques, seul ce type de bombes serait employé. Pour une fois, les Alliés ont écouté les doléances françaises. Mais il y a pire : le 7 juin 1944, le Gouvernement provisoire apprend qu'en mai, le gouvernement de Vichy avait reçu l'ordre allemand de faire désamorcer les bombes à retardement par les prisonniers politiques[428].

---

[426] Gouvernement provisoire de la République Française, Extraits de documents – Rapport CORIDON – Villeneuve- St-Georges, fin avril 1944, AN F/1a/3729 et AN F/1a/3765.
[427] War Cabinet – Defence Committee (Operations) – *Bombing Policy in Connection with "Overord" – Use of delayed action bombs*, 8 mai 1944 et *The use of Delayed Action Bombs in the Attack of Rail Centers*, 4 mai 1944, NA AIR 20/2799 et NA CAB 121/2.
[428] Gouvernement provisoire de la République Française, *Les Allemands utilisent les détenus politiques pour le désamorçage des bombes à retardement*, 7 juin 1944, NA F/1a/3843.

Le 2 mai, une analyse détaillée des bombardements alliés sur le réseau ferroviaire de est réalisée en France. Il est conclu que les Alliés ne semblent pas avoir établi rationnellement ce qu'ils veulent accomplir :

> Avant de décider une action, il faut d'abord savoir le résultat que l'on désire obtenir. On recherche ensuite les moyens les plus adéquats pour l'obtenir. Rien n'indique, malheureusement, que les auteurs des plans de bombardements récemment exécutés sur le réseau ferré français aient suivi ce processus logique.

Conséquemment, le rapport offre des suggestions propres à rendre ces bombardements plus efficaces[429].

Le même jour se tient une réunion du *War Cabinet* qui porte encore sur l'inquiétude politique que suscite le grand nombre de victimes causées des bombardements du *Transportation Plan*[430]. Churchill fait état de discussions qu'il a eues avec le général Eisenhower. Ce dernier a été clair : les bombardements sur le réseau ferroviaire ne pouvaient manquer de causer de nombreuses victimes civiles, comme tout autre plan de bombardement, mais ils sont essentiels au succès d'Overlord. L'idée était de profiter de la supériorité aérienne des Alliés et toute restriction vient, selon Eisenhower, amoindrir cet avantage décisif. Churchill fait de nouveau état de son malaise : « *He* [Churchill] *had not fully realized that our use of air power before OVERLORD would assume so cruel and remorseless a form* ». Eden pour sa part craint que la Russie ne gagne en popularité grâce aux bombardements. Il serait prêt à en accepter les horreurs s'il était persuadé qu'ils puissent faire la différence entre la victoire et la défaite, ce dont il doute. Il est décidé de poursuivre les analyses de situation et d'y revenir lorsque plus de résultats seront disponibles.

---

[429] René Mayer, Commissaire aux Communications et à la Marine Marchande, *Note technique relative aux bombardements alliés sur les voies ferrées en France*, Alger, 2 mai 1944, 9p., AN AG/3(1)/275.
[430] W.M. (44) 61 st Conclusions – Confidential Annex. *Bombing Policy – Targets in Occupied Territory*, 2 mai 1944, NA CAB 121/2.

Le *Defence Committee* se réunit le lendemain[431]. Churchill mentionne la préoccupation du *War Cabinet* face à la question des victimes des bombardements. Les membres du Comité ne pouvaient manquer d'être sensibilisés à cet enjeu, car une série d'annexes au compte-rendu de la réunion présente les réactions négatives aux bombardements alliés relevés dans les émissions radiophoniques, les journaux et la propagande en France, en Belgique et en Allemagne du 27 avril au 3 mai. La question prend un aspect surtout politique :

> *They then proposed to communicate their views to the President and to the State Department with a view to ensuring that the Americans accepted their share of responsibility for the heavy casualties which would be inflicted on the friendly civilian population of the occupied countries*.

La réunion porte ensuite sur la conduite des opérations de bombardement. Eden revient toutefois à la charge. Ce qui l'inquiète est que la propagande ennemie mette à profit les bombardements alliés pour convaincre les Européens que « *while Russian armies defeated the enemy armies in the east, the British and Americans confined their efforts to killing French women and children* ».

Churchill conclut la rencontre en énonçant qu'il va écrire au Président et au *State Department* que les membres du *War Cabinet* veulent obtenir l'assurance que « *the United States Government were convinced that the policy should be pursued within the limits mentioned* [10 000 victimes françaises] ».

[431] War Cabinet, Defence Committee (Operations), Minutes of the Meeting held in the Defence Map Room on Wednesday, 3rd May, 1944, at 10.30 p.m. – *1. Bombing Policy in connection with "Overord"*, 4 mai 1944, NA CAB 121/2 et NA AIR 20/2799.

Le 5 mai, suite aux pressions dont il est l'objet, le CFLN passe à l'action et réalise enfin une démarche formelle auprès des Alliés afin qu'ils modifient leurs tactiques de bombardement sur la France[432]. Un « Mémorandum concernant les bombardements aériens en France, adressé par le Comité français de la libération nationale aux Gouvernements américain et britannique » leur est remis (*voir Annexe A*). Cette fois encore, le Général de Gaulle évite de faire la démarche lui-même. Il fait remettre le texte final à Massigli le 1er mai[433] et c'est ce dernier qui remet en mains propres le 5 mai le document à Alfred Duff Cooper, ministre de l'information responsable des relations entre le gouvernement britannique et le CFLN[434]. Duff Cooper en informe le *Foreign Office* le jour même, par télégramme[435]. Annonçant qu'il fait suivre le texte par courrier, il résume le document et mentionne qu'en conclusion, il est demandé que le haut commandement français participe au choix des objectifs en France. Le mémorandum déplore effectivement la maladresse des bombardements alliés qui sont susceptibles de causer un fort ressentiment au sein de la population en France. Une coordination avec la résistance de l'intérieur est proposée afin de mieux choisir les objectifs et en faire un partage judicieux entre bombardements et sabotages. En appui à la démarche de Massigli, Adrian Holman, représentant britannique auprès du CFLN à Alger, fait aussi parvenir au *Foreign Office* à Londres quelques copies d'un « *Booklet* » qui collige pour différentes régions de France les réactions aux bombardements alliés[436]. Daté du 25 avril, ce long document a probablement servi à la

[432] Se trouve un autre récit de ces échanges dans Andrew Knapp, *op. cit.*, p. 483-488 et p. 501.
[433] [Signature illisible] à Monsieur Guy de Charbonnière, Directeur du Cabinet du Commissaire aux affaires étrangères, « Cher ami, je vous transmets ci-joint le mémorandum relatif aux bombardements aériens exécutés en France que le Général de Gaulle m'a prié de transmettre à M. Massigli. », 1er mai 1944, NA AG/3(1)/275.
[434] [Signature et nom du destinataire illisibles], note manuscrite sur papier à entête du Commissariat aux affaires étrangères du CFLN : « ce texte a été remis ce matin même [5 mai 1944] par M. Massigli à MM. Duff Cooper et Lawton [?] (ce dernier représentant M. Wilson [?] en l'absence de M. Chapin [?] empêché) », 5 mai 1944, NA AG/3(1)/27.
[435] Duff Cooper, télégramme au *Foreign Office*, 5 mai 1944, NA CAB 121/2 et FO 660/19.
[436] Adrian Holman, Office of the Representative with the French Committee of National Liberation, à W.H.B. Mack Esq., Alger, 13 mai 1944, NA FO 660/191.

préparation du mémorandum du 5 mai[437]. Son contenu provient « des rapports envoyés par les réseaux de renseignements des services spéciaux en France ». On y retrouve les grandes lignes des réactions face aux bombardements qui seront présentes jusqu'à la libération. La population comprend les impératifs militaires et approuve les destructions qui touchent l'ennemi, mais elle est de plus en plus en colère lorsque les bombardements manquent la cible et tue beaucoup de civils. Les aviateurs anglais font mieux que les Américains et les bombes à retardement choquent. Les bombardements inutiles font bien paraître les Russes qui eux, ne tuent pas de Français. La résistance pourrait faire mieux dans bien des cas. Finalement, l'idée réapparaît qu'en fait, les Alliés anglo-saxons bombardent avec une telle intensité afin d'éliminer la France de la compétition économique d'après-guerre (*voir Annexe A*).

Voulant s'assurer que le message atteindra bel et bien le haut commandement allié, le CFLN emploie une voie parallèle à la démarche de Massigli. Le 9 mai, le Général Antoine Béthouart de la Défense nationale (CFLN) à Alger, écrit au Général Maitland Wilson, Commandant suprême des forces alliées en Méditerranée, pour l'informer de la démarche de Massigli. Sa longue missive reprend point par point le texte du mémorandum et arrive à la même conclusion[438]. Une réponse est préparée dès le 14 mai à Londres pour être soumise à la conférence des commandants suprêmes alliés[439]. Il est mentionné que la réponse proposée correspond à celle qui avait été faite au CFLN l'année précédente :

> *"This matter is one which requires to be coordinated by the authorities in the United Kingdom who, I know, are paying the closest attention to the necessity for avoiding, insofar as possible consistent with military necessity, damage or loss*

[437] Anonyme, *Les bombardements alliés et leurs répercussions sur le moral français*, Alger, 24 p., 25 avril 1944, NA FO 660/191.
[438] Général Antoine Béthouart, note au Général Sir H. Maitland Wilson, Supreme Allied Commander, Mediterranean Theater, Alger, 9 mai 1944, NA FO 660/191.
[439] Colonel J.H. Lascelles, Secrétaire, Supreme Allied Commanders Conference, *Allied bombing of French Targets – Note by Secretary*, 14 mai 1944, NA FO 660/191.

> *of life to French civilians. You may rest assured, however, that every effort is made by the Allied Air Forces operating in this Theatre to avoid such damage and loss of life in the case of essential attacks on military objectives in French territory."*

Ce texte est approuvé dès le lendemain par le commandement allié[440]. Lors de la discussion, on souligne qu'il avait déjà été convenu que les bombardements sur des objectifs en France devaient être maintenus comme planifié en dépit des victimes qu'ils pouvaient causer. Il est aussi mentionné que le général Béthouart avait donné l'impression d'être satisfait des efforts déployés pour minimiser le nombre de victimes, en maintenant toutefois que les actions de la résistance pouvaient être plus appropriées pour certains objectifs.

La réponse à Massigli tarde. Il ne l'obtiendra qu'au cours du débarquement, comme nous le verrons. Entre temps, d'autres informations sur les effets des bombardements sur la France deviennent disponibles.

Le 6 mai, le CFLN reçoit une note à propos de la réaction des Vairois suite au terrible bombardement américain de Toulon le 11 mars. Elle expose comment ce fiasco « a provoqué un profond revirement dans l'état d'esprit de la population »[441]. Avec à 70 morts et des dégâts matériels considérables, les Anglo-saxons sont vus comme des « salauds ». Ce sont les Russes qui en profitent : ils sont perçus comme compétents et garants d'une victoire qui ne se fera pas aux dépens des Français. Encore une fois, l'aviation américaine cause un drame qui frappe les esprits.

---

[440] Supreme Allied Commanders Conference, *Extract from Minutes of a Meeting held in the Supreme Allied Commander's Conference Room at 0930 hours on Monday, 15 May 1944 – 8. Allied Bombing of French Targets*, 15 mai 1944, NA FO 660/191.

[441] CFLN, Commissariat à l'Intérieur, *État d'esprit de la population à la suite du bombardement du 11 mars – Var*, information 11 mars 1944, réception 6 mai 1944, diffusion 25 mai 1944, AN F/1a/3765.

De son côté, la France Combattante reçoit des rapports faisant état de la maladresse des bombardements alliés sur les villes françaises, comme nous l'avons vu. Mais si Sinclair a raison en ce qui concerne l'absence de plaintes relatives aux victimes que font les attaques sur le réseau ferroviaire, il reste que le CFLN est avisé en mai de leur effet alarmant sur le ravitaillement de la région parisienne[442]. La note du 25 mai expose que les Allemands présents à Paris sont peu nombreux et bien organisés, donc qu'ils ne souffrent aucunement du manque de ravitaillement. Par contre, les Français de la capitale et les réfugiés affluant des zones évacuées sont affamés. Le charbon manque dans la région parisienne, et la situation devient critique :

> L'état d'esprit de la population devient de plus en plus nerveux et le désespoir qui touche de larges couches de la population est un terrain extrêmement favorable pour le communisme qui fait d'inquiétants progrès et dont les organisations manifestent une vitalité croissante. La situation est excessivement grave.

Nous avons trouvé dans les archives britanniques, parmi les comptes rendus des réunions du *Defence Committee*, un document en français du CFLN de 26 pages daté du 17 mai. Produit à Alger, il évalue l'impact des bombardements alliés sur le moral de la population française[443]. Les comptes rendus parmi lesquels il se trouve n'y faisant pas référence, sa présence au dossier semble inopinée. On le retrouve dans les archives françaises, cette fois avec une liste de distribution de deux pages qui couvre pratiquement tous les principaux membres du CFLN[444]. Le premier destinataire est « Monsieur le Directeur du Cabinet du Président du C.F.L.N. », donc Gaston Palewski. Les Commissaires d'État André Philip et François Billoux, ainsi que Massigli, s'y trouvent également. Nous présentons en annexe l'introduction et la conclusion de ce

---

[442] *Id*., *Résumé d'un exposé de Taittinger (28.3.44)*, reçu le 6 mai 1944, diffusé le 25 mai 1944, AN F/1a/3729.
[443] Présidence du Comité Français de la Libération Nationale, *Note sur les répercussions des bombardements anglo-américains sur le moral des populations en France*, Alger, 17 mai 1944, 26 p., NA CAB 121/2.
[444] *Ibid*., AN F/22/2046, AN F/22/2033, AN F/22/2046 et NA FO 660/191.

document (*voir Annexe I*). Le document comprend trois parties. La première expose les résultats de certains raids, surtout américains, à titre d'exemples. Ils sont présentés dans un tableau qui donne pour chacun la date, la ville attaquée, une très brève description des résultats, le nombre de victimes et la dispersion des bombes. Par exemple : « 4.9.43, Sotteville (Rouen), Dépôt de locomotives atteint - nombreux points de chute sur Rouen, 21 morts (17 blessés), 2 à 3 kms ». Les bombardements américains à haute altitude sont encore dénoncés et mis en contraste avec la précision qu'arrivent à atteindre les Anglais.

La performance de la propagande collaborationniste qui exploite les bombardements alliés est analysée dans la seconde partie. Il est énoncé que la population se montrait d'abord peu réceptive à cette propagande, mais que les bombardements américains de jour ont changé la donne. Le message anti Anglo-Américains des collaborationnistes passe mieux et le soutien populaire dont jouissaient les Alliés a diminué. Le document donne des exemples de cette propagande et offre quelques suggestions pour la contrer. Il est noté qu'un nouveau thème colore la propagande vichyssoise en 1944 : les bombardements meurtriers seraient un avant-goût de l'apocalypse que serait une opération de débarquement alliée en France. Un autre document, intercepté pour le CFLN en avril, montrait la forme que pouvait présenter cette nouvelle approche jugée « dangereuse » en raison de ses effets potentiels sur l'opinion française :

> Devant de pareilles catastrophes, il se trouve de plus en plus de gens qui redoutent un débarquement, car la majeure partie de la France serait ravagée, les populations anéanties. On fait le calcul: une heure de bombardement, 2000 morts ou plus, le sauvetage presque impossible, des ensevelis, l'incendie vainqueur. Que serait une action soutenue? La panique s'empare des populations citadines; on ne sait plus où se réfugier, on ne peut pas constituer des stocks, abandonner son travail, se soustraire à la barbarie. La haine croît, gagne les masses; la

> lassitude est extrême. On se demande ce que réserve l'avenir immédiat, s'il y aura une autorité capable de faire arrêter la tuerie mondiale[445].

La troisième et dernière partie du document du CFLN du 17 mai observe les effets des bombardements sur le moral des Français. Énonçant que « souvent les sabotages seraient plus efficaces que les bombardements », il est conclu qu'« une entente entre la Résistance et les aviations alliées devrait se faire pour répartir les destructions entre ces deux modes d'action ».

Le 25 mai, dix copies en sont remises aux représentants britanniques à Alger[446]. Le 30 mai, Duff Cooper en envoie six copies à Eden au *Foreign Office* à Londres[447]. Il mentionne le mémorandum que Massigli lui avait remis le 5 mai sur le même sujet. Duff Cooper rappelle que le Général Wilson avait été averti de la démarche de Massigli par le Général Béthouart, auquel il avait été répondu que les Alliés étaient préoccupés des victimes civiles françaises et faisaient de leur mieux pour en réduire le nombre, sous réserve des nécessités militaires. Duff Cooper demande des instructions pour préparer une réponse à Massigli.

Toujours le 30 mai, Eden participe à une réunion du *War Cabinet* au cours de laquelle la question des victimes françaises des bombardements est abordée. Il déclare que ce qui le rend encore plus anxieux que le nombre de victimes, est le fait que l'opinion publique en France, même parmi les partisans des Alliés, se retourne contre eux.

---

[445] Anonyme, *L'opinion et les bombardements alliés*, « Note : Parvenu sans indication d'origine – Semble extrait d'une [sic] rapport de préfet ou des Ren. Gén. », information : 24 avril 1944, AN F/22/2046.
[446] [Signature illisible], note à Mr. Reilly, 25 mai 1944, NA FO 660/191.
[447] Duff Cooper, note au Principal Secretary of State for Foreign Affairs, 30 mai 1944, NA FO 660/191 et NA CAB 121/2.

Comme l'offensive ferroviaire est déjà fort avancée, Churchill décide d'attendre les commentaires des Américains avant de prendre quelque décision que ce soit[448].

Étant donné la date de sa rédaction, un argument de poids manque au document du CFNL : le 24 mai, l'aviation américaine a attaqué les installations ferroviaires de Saint-Étienne. Sa maladresse est encore une fois manifeste : effectué à haute altitude malgré l'absence de DCA, le raid fait près d'un millier de victimes civiles. Les experts français qui analysent ce raid désastreux en juillet en tireront la conclusion suivante :

> Le bombardement a été aussi précis qu'il pouvait l'être dans les conditions où il a été exécuté, mais on peut, comme d'habitude, reprocher aux bombardiers américains de s'être placés à une altitude que l'absence de toute D.C.A rend injustifiable. Enfin les résultats obtenus ne sont pas en rapport avec les moyens mis en oeuvre, et ce bombardement représente, comme tant d'autres, un gaspillage de matériel – sans compter les inutiles pertes en vies humaines qu'il a provoquées[449].

Le lien avec le document du CFLN du 17 mai n'est pas évident, mais le 6 mai, un plan préparé par le Directeur des mouvements de la Société Nationale des Chemins de fer (SNCF) a été remis aux Britanniques par le « *National Military Delegate of the F.F.I.* (le général Koenig) ». Il ne s'agit pas de remplacer les bombardements ou de modifier la façon de les réaliser, mais plutôt de les compléter par une action des cheminots. Les commentaires des Britanniques sont plutôt réservés, mais il est tout de même recommandé d'étudier la proposition : « *It is not thought that this proposed plan differs very greatly from the present strategic bombing plan. It may, however, be of considerable value in deciding upon the day to day choice of targets and the most valuable points within those targets* »[450]. Il n'est nullement question de victimes civiles dans ce « *French Plan* », comme l'appellent les Britanniques. Il ne s'agit pas

[448] W.M. (44) 69th Conclusion, Minute 2, Confidential Annex, 30 mai 1944, NA CAB 121/2.
[449] Ministère de l'Air, *op. cit., Tome 1*, (182).
[450] DR/Plans, à AD/M, *Strategic Bombing Plan*, 6 mai 1944, EA SZ/AEAF/7/4.

d'améliorer la situation de ce point de vue, mais bien plutôt de profiter du chaos provoqué par les bombardements pour procéder à des sabotages. Aucune suite n'est mentionnée dans le dossier.

L'idée qu'un expert du réseau ferré français soit consulté pour le choix des objectifs à bombarder, suggérée à quelques reprises par les Français, est tout de même considérée au plus haut niveau. Churchill envoie à ce sujet un long télégramme à Roosevelt le 7 mai, mettant même le roi en copie[451]. Il se dit préoccupé par les pertes de vies civiles en France alors que le *Transportation Plan* est en cours, et réitère ses propres doutes sur ce plan. Se disant soulagé que le nombre de victimes soit moins élevé que prévu alors qu'environ trois septièmes de l'opération ont été effectués, il s'inquiète grandement de l'opinion populaire en France qui pourrait s'avérer hostile et haineuse envers les Alliés. Appelé à commenter le texte du télégramme, Eden avait suggéré d'ajouter l'argument que les maladresses des bombardements alliés favorisaient l'U.R.S.S dans l'opinion publique française[452]. Churchill a refusé cet ajout en suggérant que l'argument pourrait faire partie de discussions ultérieures[453].

Toujours le 7 mai, Churchill écrit de nouveau à Roosevelt, en mettant encore le roi en copie, pour ajouter des précisions en citant le fait que Massigli lui a remis le matin même le mémorandum du CFLN du 5 mai sur les bombardements alliés sur la France (*voir Annexe A*)[454]. Rappelons que ce mémorandum se termine en appelant à l'implication française dans le choix des objectifs en France et à l'utilisation d'un expert du réseau ferroviaire français à cette fin. Dans cette seconde communication,

---

[451] Prime Minister to President Roosevelt, *Personal Telegram 669*, 7 mai 1944, NA PREM 3/334/3 et NA CAB 121/2. Churchill inclut le texte complet de cette note dans ses mémoires : Winston Churchill, *The Second World War – Volume Five – Closing the Ring*, Londres, The Reprint Society, 1956 (1ère éd. 1952), p. 410.
[452] [Signature illisible], note au Premier Ministre, 7 mai 1944, NA PREM 3/334/3.
[453] Winston S. Churchill, *Note by the prime Minister*, 7 mai 1944, NA PREM 3/334/3.
[454] Prime Minister to President Roosevelt, *Personal Telegram 670*, 7 mai 1944, NA PREM 3/334/3.

Churchill s'y montre plutôt favorable, car il considère que cela pourrait être rassurant pour les Français. Le président Roosevelt, mettant lui aussi le Roi en copie, répond beaucoup plus laconiquement le 11 mai de s'en remettre à l'avis des militaires en ce qui concerne le recours à un expert français, tout en exprimant ses réserves sur toute considération pour la population française qui pourrait nuire à l'offensive :

> *I share fully with you your distress at the loss of life among the French population incident to our air preparations for OVERLORD. I share also with you a satisfaction that every possible care is being and will be taken to minimize civilian casualties. No possibility of alleviating adverse French opinion should be overlooked, always provided that there is no reduction of our effectiveness against the enemy at this crucial time. The message from your Ambassador at Algiers referred to the good psychological effect to be obtained if a French transport expert were consulted by the Target Committee. This matter should be referred to the responsible military Commanders for their decision. However regrettable the attendant loss of civilian lives is, I am not prepared to impose from this distance any restriction on military action by the responsible Commanders that in their opinion might militate against the success of OVERLORD or cause additional loss of life to our Allied Forces of invasion*[455].

Cette position américaine a l'avantage d'être claire et elle se résume simplement : faire des victimes civiles en France est regrettable, mais il n'est pas question de restreindre les opérations militaires de façon à augmenter les pertes des militaires et à compromettre le succès de l'invasion. Dans ses mémoires, Churchill en exprime toute l'importance :

> *This was decisive. Meanwhile the rate of the casualties to French civilians continued to be less than had been feared. The sealing off of the Normandy battlefield from reinforcements by rail may well have been the greatest direct contribution that the bomber forces could make to 'Overlord'. The price was paid*[456].

---

[455] President Roosevelt to Prime Minister, *Personal Telegram no 537*, 11 mai 1944, NA PREM 3/334/3 et NA CAB 121/2. Churchill inclut le texte complet de cette note dans ses mémoires : Winston Churchill, *op. cit.*, p. 410-411.
[456] Winston Churchill, *op. cit.,* p. 411.

Le 12 mai, le *Chiefs of Staff Committee* donne suite à cette communication de Roosevelt. Le commandant de l'Air Sir Douglas Evill prend position contre la consultation d'un expert français. Les plans sont déjà établis et, selon lui, un tel expert serait dans une position délicate en participant à des choix susceptibles de causer des victimes parmi certains de ses concitoyens[457]. Le Comité adopte cette position et fait parvenir une note informant Churchill de cette décision le même jour. Churchill écrit le 14 mai un commentaire sur cette note : « *I agree remind me to discuss this matter with gen. Eisenhower at B.S. tomorrow at luncheon* » [458]. Churchill écarte définitivement l'idée de l'expert français le 16 mai. Ayant bon espoir que la « limite » de 10 000 victimes civiles françaises qu'il avait proposée allait être respectée, il conclut en ajoutant encore qu'il désire que de Gaulle soit gardé à l'écart des planifications :

> *a suggestion to de Gaulle of this kind* [de consulter un expert français] *would only give him another opportunity of obtruding himself. The President's message leaves the matter in the hands of the "responsible military commanders", and I suggest that the matter should be dropped.*[459].

Le lendemain, le *Chiefs of Staff Committee* confirme l'accord du haut commandement allié avec le premier ministre[460]. Le désir de tenir le général de Gaulle en dehors des prises de décision alliées est ici bien apparent. Il était aussi considéré qu'un expert français aurait été placé dans une position délicate en ayant à participer au choix de cibles pouvant causer des pertes de vie dans une ville ou une autre[461].

---

[457] Chiefs of Staff Committee – Extract from C.O.S. (44) 155th Meeting (o) held on 12th May 1944, *9. Bombing Policy in Connection with "Overlord"*, NA CAB 121/2.
[458] War Cabinet – Chiefs of Staff Committee, *Annex III – Copy of a Minute dated 12 th May 1944 to the Prime Minister from the Secretary, Chiefs of Staff Committee*, 12 mai 1944, NA CAB 121/2.
[459] Winston C. Churchill to Gen. Ismay for C.O.S. Committee, General Eisenhower, 16 mai 1944, NA PREM 3/334/3 et NA CAB 121/2.
[460] Extract from Conclusions of C.O.S.(44) 158 (0) Mtg. held 16th May, 1944, *Bombing Policy in connection with "OVERIORD"*, 17 mai 1944, NA AIR 19/218.
[461] Général Hastings Lionel Ismay, note au Premier Ministre, 12 mai 1944, PREM 3/334/3.

Le 21 mai, Churchill veut faire le point : où en est le respect de la « limite » de 10 000 civils tués? Tedder, *Deputy Supreme Commander Allied Expeditionary Force*, répond de façon comptable : sur la base d'un total de 6 062 victimes selon les rapports de l'ennemi, la « *Credit Balance Remaining* » est de 3 938. Il ajoute qu'il y a des « profits » en termes d'Allemands tués et des « crédits » en trains de munitions détruits[462].

Les attaques sur le réseau ferroviaire français se déroulent donc alors que les Français ne font pas partie de leur planification. Pire : il y a embrouille entre le CFLN et les Alliés : ces derniers ont imposé une interruption des communications secrètes entre Alger et Londres de la mi-avril à la mi-mai. Cette décision suscite une réaction véhémente de Massigli qui, en envoyant un télégramme en clair à son ambassade à Londres, proteste que cette mesure assimile la France à des États « suspects »[463]. « Pour Massigli comme pour les autres Français d'Alger, il semble que le mois de mai soit un mois d'attente et d'incertitude. On sait que quelque chose de grand se prépare, mais on s'en sent bien éloigné, voire exclu »[464].

On se prépare tout de même. Il est prévu que des officiers de liaison français feront les liens nécessaires avec les forces alliées lors d'un débarquement éventuel. Ils seront aussi responsables des relations avec les correspondants de presse étrangers qui ne manqueront pas de couvrir cet événement. La situation en France devra leur être expliquée et des instructions sur l'attitude à avoir avec eux sont élaborées[465]. La

[462] War Cabinet, *Air Operations in Enemy-occupied Territory*, 24 mai 1944, NA CAB 121/2.
[463] René Massigli, Télégramme en clair à Ambafrance - Londres, marqué extrême urgence, 20 avril 1944, AN AG/3(1)/258.
[464] Raphaële Ulrich-Pier, *op. cit.*, p. 909.
[465] Lieutenant Colonel de Boislambert, Mission militaire de liaison administrative – Section P.R.C., *Relations avec les correspondants de guerre*, 6 mai 1944, SHDv GR 8 P 1.

franchise y est favorisée : il ne s'agit pas de cacher les aspects tragiques de la situation dans laquelle se trouve le pays. Des explications factuelles devront être données en demandant notamment aux résistants locaux de faire état des derniers développements. Devant l'évidence des destructions qu'ils auront causées, les bombardements alliés devront être mentionnés. Les instructions remises aux officiers de liaison n'incitent pas à éviter de le faire. En face d'évidences, le silence est impossible. Il s'agit cependant d'instructions dont l'application se limite aux premiers jours du débarquement. Rien n'est prévu, en ce qui concerne les bombardements, pour la suite des événements.

En parallèle à ces développements, le Général de Gaulle signe un mémorandum pour établir les rôles respectifs que devraient jouer l'aviation alliée et les actions de la Résistance :

> Cette intervention [de l'aviation alliée] doit viser les mêmes buts d'ensemble que ceux fixés à la Résistance française. Elle doit être orientée cependant d'une manière toute particulière vers les actions que la Résistance ne pourrait réaliser, en raison de leur caractère massif, ou du fait de l'ennemi. Par contre, elle doit être détournée des objectifs accessibles à moindres frais par la Résistance ou indispensables à la vie des populations françaises[466].

Le document poursuit en exposant de façon plus détaillée les cibles à partager avant et après le débarquement. Le général signe à la même occasion un second mémorandum détaillant les autres volets de la participation militaire française lors du débarquement[467], ses instructions à la Résistance[468] ainsi que le plan de sa participation aux opérations de libération du pays[469]. Le général Koenig fait parvenir une traduction

---

[466] Général de Gaulle, *Note - Intervention de l'aviation alliée contre les voies ferrées et les services publics français*, 3 p., 16 mai 1944, AN WO 219/2366.
[467] *Id*., Mémorandum concernant la mise en oeuvre des forces françaises de l'intérieur (Résistance), 5 p., 16 mai 1944, NA WO 219/2366.
[468] *Id*., Instructions pour la Résistance, 6 p., 16 mai 1944, NA WO 219/2366.
[469] *Id*., *Instruction concernant l'emploi de la Résistance sur le plan militaire au cours des opérations de libération de la Métropole*, 28 p., 16 mai 1944, NA WO 219/2366.

de ces documents au général Eisenhower le 14 juin[470]. C'est fort probablement à ce dernier document que de Gaulle fait référence dans ses mémoires en écrivant : « Quant aux conditions de notre collaboration avec le commandement militaire, nous les avions depuis longtemps précisées dans un mémorandum auquel on n'avait pas répondu »[471].

En juin, critiquant les bombardements massifs de gares de triage, un rapport britannique signale à nouveau que ces attaques ont ébranlé l'opinion publique et celle des experts ferroviaires. Ces derniers estiment qu'à moins qu'elles ne soient généralisées, ces offensives risquent peu de paralyser le réseau de transport, que les résultats attendus demanderont beaucoup de temps, et qu'elles entraîneront « *The complete ruin of the whole French railway system for a long time to come* »[472]. Citant en exemple l'attaque de la gare de La Chapelle en pleine zone parisienne, le document souligne sa faible importance stratégique et sa destruction « *almost beyond repair* ». Il en résulte « *a feeling of great bitterness amongst the people, who do not understand the reason for these mass attacks in the heart of thickly populated areas* ». Un suivi britannique des impacts des raids alliés sur l'Europe mentionne un rapport qui fait état du désarroi des Parisiens suite à ce raid, mis à profit par la propagande de Vichy, notamment par Henriot. Encore une fois, il y est signalé que « *unless these raids are very shortly followed by landings in France, tremendous harm will be done to the Allied cause. Allied supporters in France have sensibly diminished in recent months*[473].

---

[470] Commandement supérieur des forces françaises en Gtande-Bretagne et Délégation militaire du G.P.R.F., *Bordereau des pièces envoyées par le Général Koenig à Monsieur le Général Eisenhower Commandant en Chef des Forces Expéditionnaires Alliées*, 14 juin 1944, NA WO 219/2366.
[471] Charles de Gaulle, *Mémoires de guerre – l'unité 1942-1944*, Paris, Plon, 1956, p. 221.
[472] Non signé (présumément de Solly Zuckerman lui-même car dans un de ses dossiers d'archives), *France-Air - Bombing Targets _ Summary of targets to be hit in order to paralyse the railway system, and bring German transport to a standstill*, 6 juin 1944, 4p., EA SZ/AEAF/7/4.
[473] R.H. Bruce Lockhart, *Reactions to Allied Air Raids on W. Seaboard of Europe – 24 hours to 13.30 hours 2nd June* [1944], NA FO 898/315.

On fait probablement référence au rapport d'un agent en France émis vers la fin d'avril qui, suite au bombardement sur la gare de La Chapelle, écrit que les Français s'impatientent : « Puis, rien ne venant, les bombardements suivants, ont été beaucoup moins bien supportés et les critiques augmentent chaque jour, ainsi qu'un certain ressentiment[474].

L'offensive contre le réseau ferroviaire français est bien engagée par les Alliés. Les bombardements sont souvent massifs, contre les gares de triage situées en plein milieu urbain. Bien entendu, les résultats semblent souvent contestables et les pertes humaines parmi la population sont élevées. Le 2 juin, à quelques jours du débarquement, ce qu'ignore l'auteur, un officier français basé à Londres écrit à Koenig pour sonner l'alarme[475]. Il fait d'abord valoir que les résultats obtenus sont comparables à ceux qu'ont causés les sabotages et que les dommages aux voies elles-mêmes sont réparés rapidement. Si la capacité de transport est effectivement réduite dans une certaine mesure par les bombardements, l'impact sur le transport militaire allemand est faible, car la capacité de transport restante lui est réservée en priorité absolue. Les bombardements ont surtout un impact sur le transport de matériaux, mais cela, au prix de trop nombreuses victimes civiles françaises et au détriment du ravitaillement de la population. L'auteur conclut avec un appel :

> les bombardements aériens d'objectifs ferroviaires effectués avec de très gros moyens et fréquemment à de hautes altitudes ont causé à la population française des pertes et des souffrances que ne paraissent pas justifier les résultats stratégiques obtenus. Je crois de mon devoir de signaler les lourdes conséquences qu'entraînera la poursuite de cette politique.

---

[474] Gouvernement provisoire de la République Française, *Extraits de documents - Rapport CORIDON, Paris-la-Chapelle*, fin avril 1944, AN F/1a/3729.
[475] Manuel, Chef du B.C.R.A.L, au Général de Division Koenig, Délégué Militaire du Comité Français de la Libération Nationale, 2 juin 1944, AN F/1a/3729.

Un rapport sur l'opinion publique, basé sur des informations obtenues le même jour, confirme ce constat. Si les Français comprennent la nécessité des attaques sur le réseau ferroviaire, ils en désapprouvent la manière. Des résultats décevants et de trop nombreuses victimes résultent surtout d'attaques américaines effectuées en moyenne à une altitude de 4 000 mètres par un grand nombre d'appareils. Le public ne s'explique pas pourquoi, en l'absence de DCA et de chasseurs, les raids ne peuvent être effectués à plus basse altitude et avec moins de bombardiers[476]. On l'a vu, cette opinion se retrouve dans plusieurs documents qui rendaient compte de l'opinion publique française à l'époque.

Au début de juin, n'ayant toujours pas reçu de réponse écrite au mémorandum du 5 mai, Massigli écrit qu'il a eu connaissance de discussions entre Churchill et Roosevelt au sujet des bombardements sur la France, mais que Churchill aurait, de son propre chef et passant outre à l'avis des Américains, obtenu que certains objectifs, trop risqués pour les civils, soient épargnés. Faisant allusion à des discussions entre Koenig et Eisenhower, Massigli en déduit qu'il y aurait une certaine concertation sur le choix des objectifs[477]. Une relance est alors effectuée par le CFLN afin d'obtenir une réponse formelle au mémorandum du 5 mai. Le Comité ayant laissé entendre qu'à défaut de recevoir une telle réponse il pourrait bien rendre public son mémorandum, Holman rétorque le 3 juin qu'une telle réponse avait déjà été donnée au général Béthouart, « *of which you may not be aware* ». Il en résume la teneur : les autorités britanniques sont très préoccupées par les victimes civiles françaises qu'entraînent les bombardements sur la France et font tout leur possible pour les minimiser, mais en tenant compte des nécessités militaires[478]. Cet échange est immédiatement relaté par télégramme au

[476] Anonyme, *Rapport sur l'opinion publique à Lyon*, information 2 juin 1944, AN F/22/2033.
[477] L'ambassadeur de France, Commissaire aux affaires étrangères, à Monsieur le Général de Corps d'armée Bethouart, Chef d'État-Major de la Défense Nationale, *Bombardements aériens en territoire français*, 2 juin 1944, AN AG/3(1)/275.
[478] Adrian Holman, note à Monsieur Chauvel, Commisssariat for Foreing Affairs, 3 juin 1944, NA FO 660/191

Foreign Office à Londres par Holman[479]. La réponse des Alliés se révélant trop laconique pour le CFLN, Massigli revient à la charge et remet le 7 juin à Holman une requête pour que les tactiques de bombardements alliés tiennent compte des avis français[480]. Il annexe un texte préparé à cette fin par le CFLN le 3 juin (*voir Annexe J*). Holman transmet cette requête dès le 8 juin au *Foreign Office* à Londres[481] et en informe Massigli le lendemain[482]. La réponse est préparée par le *Foreign Office* le 8 juin même. Rappelant le télégramme de Duff Cooper du 5 mai et se référant au télégramme de Holman du 3 juin, la réponse proposée est acheminée pour approbation au *War Cabinet* avec une copie du mémorandum du 5 mai. Répondre est alors vu comme une formalité prudente : « *We thought it would be as well to reply "for the record" to the French memorandum rather than leave the latter unanswered and Holman's telegram shows that this is clearly advisable* »[483]. L'approbation du *War Cabinet* arrive dès le lendemain avec une requête pour une traduction du mémorandum[484], traduction qui est fournie en trois exemplaires le 16 juin[485]. Entretemps, la réponse parvient à Holman à Alger le 10 juin[486] et est remise à Massigli le 14 juin. Elle est cinglante : les bombardements en préparation au débarquement ont été nécessaires et toutes les précautions ont été prises pour épargner le plus possible la population française. Cependant, ils n'auraient été ni moins meurtriers ni plus efficaces

[479] *Id*., télégrame au Foreign Office London, 3 juin 1944, NA FO 660/191 et NA CAB 121/2.
[480] René Massigli, note à Adrian Holman, 7 juin 1944, NA FO660/191.
[481] Adrian Holman, Telegram, From Algiers (Chargé d'Affaires) to Foreign Office, *My telegram No 677*, 8 juin 1944, NA AIR 19/218 et NA FO 660/191.
[482] *Id*., note à René Massigli, 9 juin 1944, NA FO 660/191.
[483] W.H.B Mack (Foreign Office), note à Lieutenant-Colonel C.R. Price (War Cabinet Offices), 8 juin 1944, NA CAB 121/2.
[484] C.R. Price (War Cabinet Offices), note à W.H.B. Mack (Foreign Office), 9 juin 1944 et texte traduit annoté manuellement « *Algiers 5th May 1944* », NA CAB 121/2.
[485] W.H.B Mack (Foreign Office), note à Lieutenant-Colonel C.R. Price (War Cabinet Offices), 16 juin 1944, NA CAB 121/2.
[486] War Cabinet Distribution, Telegram, From Foreign Office to Algiers (Chargé d'Affaires), *Your telegram No 677 [of June 3rd: Allied Bombardments of Targets in France]*, 10 juin 1944, NA AIR 19/218 et NA FO 660/191.

si une intervention française avait été impliquée[487]. Dernier élément dans cette saga du mémorandum du 5 mai du CFLN, trois copies d'une traduction en sont transmises par le *Foreign Office* au *War Cabinet* le 16 juin[488]. Massigli a donc reçu une réponse officielle des Alliés après un mois d'attente, alors que le débarquement vit ses moments les plus dramatiques. Pour les alliés, il est hors de question d'impliquer une tierce partie dans la direction des opérations, alors critiques. Les bombardements aériens jouent un rôle majeur et leur emploi ne sera pas modifié ou remis en question. L'intervention du CFLN est dès lors un cas patent de « trop peu, trop tard ».

Des avis sur les bombardements sont reçus tout au long de juin 1944. L'un identifie que les bombardements sur le réseau ferroviaire sont efficaces, mais qu'ils causent avant tout une pénurie de charbon et la fermeture de boulangeries dans la région parisienne où la fourniture d'électricité a été réduite par les sabotages. L'agent ALBIN constate le peu d'impact sur l'organisation des transports militaires allemands. Il termine par un appel :

> Il est du plus haut intérêt du point de vue français et sans sortir du cadre des intérêts militaires alliés que des dispositions soient prises promptement pour modifier le plan de bombardement et arrêter le sabotage de lignes électriques, et j'insiste vivement pour que toutes les interventions possibles soient faites dans ce sens par les autorités françaises si haut qu'il faille aller[489].

---

[487] Adrien Holman, Office du représentant britannique auprès du Comité Français de la Libération Nationale, à Monsieur Massigli, Commissaire aux affaires étrangères, Alger, 14 juin 1944, AN AG/3(1)/275, AG/3(1)/353 et NA FO 660/191.

[488] W,H,B. Mack (Foreign Office S.W.1), note au Colonel C.R. Price (War Cabinet Offices), 16 juin 1944, NA CAB 121/2.

[489] Gouvernement provisoire de la République Française, Commissariat à l'Intérieur, *À propos des bombardements sur la France, 6 mai 1944*, réception 3 juin 1944, diffusion 13 juin 1944, 2 p., AN F/1a/3765.

Un autre document reçu le 3 juin va plus loin et constitue une charge contre l'aviation alliée[490]. Il pose une série d'attendus pour ensuite énumérer certaines causes déplorables de la maladresse des attaques aériennes alliées et proposer des correctifs. Ainsi, « nous savons » que le réseau ferroviaire doit être attaqué, « nous acceptons » les raids efficaces, « nous savons » que certains équipages ne sont pas entraînés suffisamment, « nous pensons » que le commandement allié se préoccupe des vies françaises. Mais, « nous constatons » que les façons de bombarder sont en contradiction avec cette bonne intention et qu'il en résulte une démotivation de la résistance et une difficulté pour elle à recruter. Le document suit donc logiquement : « nous demandons instamment » : que la propagande alliée améliore ses performances face à celle des collaborationnistes, notamment Henriot, que les Alliés manifestent clairement leur sollicitude au peuple français, et que les méthodes de bombardement soient modifiées, notamment en bannissant les bombes à retardement et au phosphore. Et les équipages en formation ne devaient opérer que sur l'Allemagne. Cet argumentaire semble avoir provoqué bien des réactions. Il porte l'annotation manuelle « Annuler » relative à l'ensemble, puis la même pour la section portant sur les difficultés de la résistance et pour celle qui suggère des modifications à la façon de bombarder, y compris l'idée de n'employer les équipages non expérimentés que sur l'Allemagne. Cette annulation semble bien indiquer que le CFLN n'avait alors pas l'intention de tenter à nouveau de s'immiscer dans la conduite des tactiques militaires des Alliés, une approche qui les avait auparavant conduits à ignorer ces démarches.

La pression sur le CFLN pour qu'il intervienne auprès des Alliés est également appuyée par l'opinion d'un observateur anonyme en France dont il prend connaissance le lendemain du débarquement. Les recommandations sont précises :

---

[490] Gouvernement provisoire de la République Française, Commissariat à l'Intérieur, *L'opinion publique et les bombardements sur la France*, information 21 avril 1944, réception 3 juin 1944, diffusion 13 juin 1944, 2 p., AN F/1a/3765.

> Qu'on prévienne les Français avant et au moment des raids qu'on emploie pour les attaques en territoire occupé des bombardiers piqueurs, en réservant aux seuls pays ennemis les arrosages de Coventry ou de Berlin, que la radio justifie chaque raid par les résultats acquis, et l'on verra alors l'opinion unanime accepter avec plus de sérénité une lutte cruelle, mais nécessaire, sans accumuler à l'avance de nouvelles rancunes qu'une propagande insidieuse saura à la fin envenimer au maximum[491].

Koenig donne rapidement suite et fait parvenir le 8 juin, donc tout de suite après le débarquement, un plaidoyer au Général Whiteley du *Supreme Headquarters Allied Expeditionary Force* (SHAEF) avec copie à George Boris du Commissariat à l'Intérieur du CFLN (*voir Annexe H*). Koenig y reprend les arguments qui lui avaient été exposés. Mais encore là, il était sans doute trop tard : le dossier ne comprend aucune réponse des Alliés. La Bataille de Normandie s'amorce, la planification de l'offensive est établie et les bombardements aériens qui y sont prévus vont avoir lieu.

Donnant raison aux analyses françaises, un rapport de la *Ninth Air Force* américaine constate en juillet que les gares de triage en France et en Belgique ont effectivement été considérablement endommagées, mais que cela a moins nui à l'ennemi que les destructions de ponts. En fait, « *The damage has caused distress and hardship to the civilians rather than the Germans and it is too early to determine what the long term affects will be* »[492]. Les attaques américaines dans la région de Lyon ont d'ailleurs fait beaucoup de dommages dans ce sens dans l'opinion populaire :

> La légimité [sic] des attaques contre le système ferroviaire n'est pas, en général, mise en cause. Mais la manière [soulignement dans le texte] dont les derniers bombardements ont été effectués a soulevé une vive émotion même dans les milieux les plus résistants. […] On pense que l'absence de tout moyen de défense sérieux (D.C.A, ou chasse) permettrait aux appareils de descendre plus bas et

[491] *Id*., *Une opinion sur les bombardements alliés*, information 16 mai 1944, réception 7 juin 1944, diffusion 22 juin 1944, 2 p., AN F/1a/3765.
[492] Headquarters Ninth Air Force, *Results Attained by the Destruction of Railway Transportation Centers*, 22 juillet 1944, 4p., EA SZ/AEAF/6.

> d'adopter une formation moins dispersée. En fait, les régions bombardées ont été largement "arrosées"[493].

Le Gouvernement provisoire reçoit en juillet une note rédigée trois mois plus tôt, donc en avril, expliquant comment l'opinion publique à Rouen a été secouée par les raids alliés. L'anglophobie y est alors devenue importante et « le Maréchal Pétain a été l'objet dans la ville en cause, d'une réception chaleureuse et inattendue à laquelle il faut accorder la même signification [une réaction aux bombardements alliés] »[494]. Plus tardivement encore, est reçu en août un appel à intervenir auprès des Alliés suite au bombardement désastreux de Lyon du 24 mai. Il y eut plus de 700 victimes alors que les voies ont été remises en opération dans les quatre jours suivants. L'affirmation est claire : la résistance peut faire bien mieux pour interrompre le trafic ferroviaire[495]. Il en est de même pour un appel de la S.N.C.F. qui arrive lui aussi en août alors qu'il avait été préparé en février[496]. Les bombardements contre le réseau ferroviaire y sont jugés sévèrement : ils affectent d'abord le ravitaillement en vivres des grands centres et les dégâts sont réparés rapidement. Ils ne devraient avoir lieu qu'une quinzaine de jours avant un débarquement.

La préparation des Alliés pour le débarquement touche aussi fortement les villes portuaires. Comme l'observe alors leur surveillance des ondes, la propagande de Vichy ne manque pas l'occasion. Sa principale voix sur les ondes, celle de Philippe Henriot, prête elle aussi à ces attaques systématiques et intenses le but machiavélique de rendre

---

[493] Gouvernement provisoire de la République Française, *Rapport sur l'opinion publique à Lyon*, information 2 juin 1944, réception 13 juillet 1944, AN F/1a/3891, AN F/1a/3765 et AN F/22/2046.
[494] Gouvernement provisoire de la République Française, Commissariat à l'Intérieur, *L'état d'esprit de la population rouennaise – Le 23.4.44*, information juin 1944, réception 16 juillet 1944, diffusion 24 juillet 1944, AN F/1a/3765 et AG/3(1)/278
[495] *Id*., *Au sujet du bombardement de Lyon et la région lyonnaise*, réception août 1944, marqué « Très secret », AN F/1a/3765. Le texte original du câble envoyé par ALBAN se trouve dans AN AG/3(2)/333.
[496] *Id*., *Protestation du personnel de la S.N.C.F. contre certains bombardements,* information 25 février 1944, réception août 1944, AN F/1a/3765. Une copie du texte portant la date du 1er mars 1944 se trouve dans AN AG/3(2)/333.

la France moins compétitive après la guerre. Selon lui, les raids sur les ports français sont si systématiquement effectués par les Alliés que cela démontre leur intention d'en réduire la compétition dans l'avenir[497]. Selon les souvenirs de Crémieux-Brilhac, 20 % des interventions radiophoniques d'Henriot « stigmatisent les « massacreurs anglo-saxons » qui bombardent les villes de France »[498].

À Londres, le CFLN écoute toutes les émissions radiophoniques pendant les opérations du débarquement des Alliés en Normandie. Ils en font une transcription journalière dans laquelle s'observe clairement l'effort de propagande du régime de Vichy qui anticipe sa fin. La radio vichyste *France Fidèle* diffuse le 3 juin à 9h15 un bilan des bombardements alliés :

> La France souffre. Chaque jour s'élève le tragique bilan des victimes des raids meurtriers de l'aviation anglo-américaine, chaque jour de nouvelles bombes s'abattent sur nos villes et la France en deuil compte à nouveau ses morts[499].

Suit une description des bombardements de quelques villes mettant l'accent sur le nombre de victimes et les efforts de sauvetage. L'occasion est belle de faire pathétique : « On cite le cas d'un ingénieur replié du Nord, où il avait déjà subi de nombreux bombardements anglo-américains qui a perdu à St-Etienne 5 de ses 10 enfants ».

---

[497] Anonyme, *Reactions to Allied Air Raids on W. Seaboard of Europe – 24 hours to 13.30 hours, 4th June, 1944*, NA FO 898/315.

[498] Jean-Louis Crémieux-Brilhac, *La France Libre*, Paris, Gallimard, 2001 (1ère éd. 1996), t2, p. 1064. Cet auteur a aussi écrit deux autres ouvrages : *De Gaulle, la République et la France Libre 1940-1945*, Paris, Perrin, 2014, 493p., où seule une mention du port de Brest a un lien avec les bombardements alliés sur la France et *L'étrange victoire – De la défense de la République à la Libération de la France*, Paris, Gallimard, 2016, 242p., dans lequel il n'en est pas question.

[499] Comité français de la libération nationale, *Écoute radiophonique – Édition du 4 juin 1944*, Feuillet B, p. 3, 4 juin 1944, AN AG/3(1)/270.

Le même jour, une autre émission relate les obsèques de bactériologistes de Lyon victimes du bombardement de la ville le 26 mai. Le directeur de l'Institut où ils travaillaient lors de l'attaque aurait énoncé comme suit leur éloge funèbre :

> Dans cet institut qui porte le nom du grand Pasteur, a déclaré l'émirent bactériologiste, ils ont été tués dans leur laboratoire où, insouciants du danger qui rôdait dans le ciel, ils poursuivaient de pacifiques expériences dont le seul but est de reculer les frontières de la maladie et de la mort et de franchir ainsi (? ....) une étape vers le progrès[500].

L'aviation alliée est ainsi mise en opposition à des expériences scientifiques destinées à soigner dont elle retarde le progrès et à Pasteur lui-même.

Toujours le 3 juin, une émission parisienne mentionne que sur les 1 450 points de chute de bombes lors du bombardement d'Avignon, 1 420 ont détruit des habitations. La même émission annonce que Jean Azéma a quitté Paris pour se joindre aux Waffen SS pour « gagner le front de l'est où les nations européennes unies au coude à coude, luttent victorieusement contre le bolchevisme »[501]. Diffuser une telle image d'union européenne victorieuse sur le front de l'est relève du déni le plus étonnant. Toute la population connaît bien l'avance des armées soviétiques et la déroute de la *Wehrmacht*. La propagande du régime de Vichy semble perdre toute subtilité, toute pudeur à nier des faits pourtant évidents. C'est dans ce sens qu'une émission de Vichy le 9 juin au matin, fait état des bombardements alliés :

> Les villes de Saint-Malo et de Vire ont subi hier une attaque particulièrement violente de la part de l'aviation anglo-américaine. De nombreux quartiers d'habitation ont été détruits. 2,000 morts et plusieurs milliers de blessés graves ont été dénombrés jusqu'ici[502].

---

[500] *Id*., *Écoute radiophonique – Édition du 4 juin 1944*, Feuillet B, p. 5, 4 juin 1944, AN AG/3(1)/270.
[501] *Id*., *Écoute radiophonique – Édition du 4 juin 1944*, Feuillet C, p. 7, 4 juin 1944, AN AG/3(1)/270.
[502] *Id*., *Écoute radiophonique – Édition du 10 juin 1944*, Feuillet B, 10 juin 1944, AN AG/3(1)/270.

Ce communiqué comprend quelques erreurs. Il s'agit de Saint-Lô et non pas de Saint-Malo, ce qui est soit une erreur du lecteur de la nouvelle à Vichy ou du transcripteur à Londres. « Hier » est aussi erroné : les attaques sur Vire et Saint-Lô ont lieu le 6 juin par les Américains et dans la nuit du 7 juin par la RAF. Par ailleurs, le décompte des morts et blessés peut s'expliquer. Les raids ont effectivement été massifs et chacune des deux villes a connu quelque 400 morts. À l'époque, tout décompte, compte tenu de la situation chaotique au cours du débarquement et des premiers combats, ne pouvait qu'être approximatif. Le même jour, un autre communiqué attribue les 2 000 victimes à la seule ville de Vire[503].

De son côté, Henriot « brandit l'épouvantail du bolchevisme et dépeint les Alliés comme des barbares décidés à détruire la France bombardée sans vergogne [… et] tente de retourner l'opinion des Français victimes des « assassins du ciel » »[504]. Son éditorial du 9 juin, toujours selon la transcription londonienne, prend pour cible les Américains, en particulier en raison de leurs attaques aériennes.

> Au moment où Roosevelt faisait savoir au monde qu'il se mettait en prière, au moment où ses soldats, envoyés par lui à un massacre sans précédent dans leur histoire, se heurtaient au barrage des armées allemandes, ses escadrilles, pour se venger sans doute de l'échec retentissant de cette spectaculaire entrée on scène, écrasaient de leurs bombes la Basilique de Sainte-Thérèse à Lisieux[505].

---

[503] Jean Loustaud, Revue de la presse française, émission radiophonique, Vichy, 21h30, 9 juin 1944, cité dans Comité français de la libération nationale, *Écoute radiophonique – Édition du 10 juin 1944*, Feuillet B, p. 8, 10 juin 1944, AN AG/3(1)/270.
[504] Aurélie Luneau, *op. cit.*, p. 276-277.
[505] Philippe Henriot, Éditorial, émission radiophonique, Vichy, 21h30, 9 juin 1944, cité dans Comité français de la libération nationale, *Écoute radiophonique – Édition du 10 juin 1944*, Feuillet C, 10 juin 1944, AN AG/3(1)/270.

Henriot ne pouvait pourtant pas ignorer, le 9 juin, que le débarquement était déjà un succès, bien que soit encore en suspens la progression des forces terrestres alliées. La mise au service de la propagande de Vichy de sa verve inspirée allait lui valoir d'être assassiné à la fin du mois[506].

Il n'y a pas que les pertes de vie que la radio de Vichy sur le compte des avions alliés. La destruction de patrimoine est aussi soulignée. Une émission de Paris « en marge du débarquement » mentionne le 13 juin à 22h00 que « De nombreux monuments historiques, parmi lesquels l'église abbatiale de la Sainte-Trinité, datant de 1060 et l'abbaye de Saint-Etienne, ont été détruits à Caen par les bombardements terrestres et aériens anglo-américains[507]. Henriot renchérit encore en éditorial et implique cette fois de Gaulle :

> Il était logique que les Anglais et les Américains n'aient aucune pitié pour nos villes, comme ils nous en avaient fait la démonstration au cours de centaines de bombardements. Il était logique que M. de Gaulle et ses Français aient paru en quantité négligeable[508].

Voici de Gaulle et le CFLN clairement impliqués. Par la bouche de Henriot, ils prennent part dans la responsabilité des bombardements destructeurs de l'aviation alliée : « quantité négligeable », ils n'ont pu rien faire, les Alliés ne les ont pas pris en considération. Henriot touche là un point majeur qui s'apparente effectivement à la réalité.

---

[506] Nicolas Beaupré, *Les grandes guerres 1914-1945*, préf. Henry Rousso, Paris, Belin, 2014 (1ère éd. 2012), p. 937.
[507] En marge du débarquement, émission radiophonique, Paris, 22h00, 13 juin 1944, cité dans Comité français de la libération nationale, *Écoute radiophonique – Édition du 14 juin 1944*, Feuillet C, p. 8, 14 juin 1944, AN AG/3(1)/270.
[508] Philippe Henriot, Éditorial, émission radiophonique, Vichy, 21h30, 13 juin 1944, cité dans Comité français de la libération nationale, *Écoute radiophonique – Édition du 14 juin 1944*, Feuillet B, 14 juin 1944, AN AG/3(1)/270.

Le 6 juin, les Alliés ont débarqué en Normandie et le 15 août en Provence. Paris est libéré entre le 19 et le 25 août, et de Gaulle est le chef du Gouvernement provisoire de la République française. Mais quelle a été au juste la valeur des bombardements stratégiques effectués sur le pays? C'est une question que les Américains et les Britanniques veulent analyser, ce qu'ils envisagent de faire lors d'une réunion dès septembre[509]. Les Américains ayant déjà entrepris une démarche en ce sens, les Britanniques produisent dès le mois d'août un rapport qui regroupe des observations émanant des villes européennes bombardées. Bon nombre de villes françaises s'y trouvent et les épreuves causées aux civils sont mises en évidence[510]. De son côté, le Gouvernement provisoire prend rapidement connaissance des résultats des bombardements sur les installations de transport, à partir d'informations qui avaient été colligées en mai par le régime de Vichy. Les événements de sabotage et les bombardements aériens sont énumérés ainsi que leurs conséquences sur les capacités de transport et les horaires perturbés[511]. Les impacts sur l'industrie française des bombardements alliés sont également analysés dès juin 1944[512].

En juillet, Geoffroy de Courcel, directeur adjoint du cabinet du Général de Gaulle, fait parvenir une note à Palewski relatant son séjour en Normandie, en particulier à Caen, pendant la période où la ville a été « libérée » par les Alliés. Selon lui, la ville est un amas de ruines comptant quelque 4 000 morts et 1 500 blessés graves, sans que cela ait

---

[509] Non signé, *Minutes of a meeting held at 1500 hours on Tuesday, 5th September, in the Air Council Room to discuss the proposed investigation of the effect of bombing in Axis and Occupied territory*, 3p., NA AIR 20/4069.
[510] A.I.8.8., *Report No B.S. 44 Bombing Summary*, 6 août 1944, AN AG/3(2)333.
[511] Gouvernement provisoire de la République Française, Commissariat à l'Intérieur, *Informations sur le trafic ferroviaire et fluvial*, information mai 1944, réception 29 juin 1944, diffusion 3 juillet 1944, 6p. AN F/1a/3765 et F/22/2046.
[512] *Id*., *Incidence des bombardements sur l'industrie française*, information juin 1944, réception 17 juin 1944, diffusion 26 juillet 1944, 1p., AN F/1a/3765.

été utile aux Alliés. Il conclut en faisant un autre appel à la modification de leur façon d'agir :

> Même si je me suis laissé aller à développer un peu librement ma pensée à ce sujet, sur lequel l'attention du Général de Gaulle et du gouvernement a déjà été attirée par beaucoup, c'est afin que tous les efforts soient tentés auprès des Gouvernements alliés pour leur faire réviser leur stratégie dans leur propre intérêt[513].

Cet appel vient bien tard. L'année 1944 a été tragique. 80% des bombes larguées sur la France pendant le conflit l'ont été pendant cette seule année. Ces bombardements furent très intenses, car ils se sont essentiellement produits sur les six premiers mois qui ont vu les débarquements au nord et au sud du pays, la terrible bataille de Normandie, puis la Libération. La France est libre, mais dévastée, comme l'expose bien en novembre un article du *Times* « *France takes stock* »[514]. Mais qu'en est-il de l'état d'esprit des Français après de telles épreuves, dont une grande part est due aux bombardements aériens alliés ? Le célèbre correspondant de guerre du *Daily Express* Alan Moorehead en parle dans un de ses reportages en provenance de Normandie au beau milieu de l'action de juin :

> Vous pouvez leur demander : quelles conséquences ont eu le blocus sur la situation alimentaire et les dégâts causés par les bombardements. Chose extraordinaire, d'après ce que j'ai entendu jusqu'à présent, les Français ne nous accusent pas. J'ai visité un village bombardé, puis un autre en ruines où il n'y avait toujours personne pour nous indiquer amicalement le chemin de croisement des routes [il y a fort probablement un problème de transcription ici, car le sens de cette phrase semble contradictoire à l'intention : « il y avait toujours une personne » a probablement été dit par Moorehead]. Avant l'invasion, nous étions détestés. Surtout par ceux qui ont eu des parents tués. Les Français étaient persuadés que le bombardement aérien seul ne gagnerait pas la guerre. Mais

[513] Geoffroy de Courcel à Gaston Palewski, 25 juillet 1944, AN AG/3(1)/275.
[514] From Our Diplomatic Correspondent, "France takes stock", *Times*, 6 novembre 1944, p. 5, EA SZ/AEAF/2/3.

> maintenant que nous avons débarqué, la plupart d'entre eux subissent de terribles épreuves avec courage et compréhension[515].

Ces souffrances des Français pendant les batailles de la libération sont également soulignées par le francophile Eden alors même qu'elles se déroulent. Devant la Chambre des Communes à Londres, prenant la parole après Churchill, il déclare :

> L'avance de nos armées inflige aujourd'hui de lourdes et tragiques pertes au peuple Français. Dans bien des cas leurs villes et leurs villages sont détruits. Aussi est-il bon que nous leur envoyions un message de compréhension et de sympathie[516].

Au cours de cette éprouvante année 1944, pendant laquelle la France a terriblement souffert des bombardements aériens des Alliés, le CFLN a finalement réagi « officiellement » une seule fois par un mémorandum remis aux hauts commandements britannique et américain le 5 mai. La réponse est restée la même que celle qui avait suivi les démarches moins directes de 1942 et 1943. Laconiquement, les Alliés rappelaient que les bombardements étaient nécessaires, que des précautions étaient tout de même prises de sorte qu'il n'était nul besoin d'un apport français aux décisions. D'autres actions ont été entreprises auprès des Alliés après le débarquement, mais sans résultat. Trop peu, trop tard : la conquête du continent est entreprise, les Alliés ne modifieront pas leurs plans et leurs façons de faire qui ont, à leur point de vue, fait leurs preuves.

---

[515] Alan Moorehead, *Attitude des Français à l'égard des Alliés*, transcription d'un reportage, Londres (A.F.I.), 11h45, 20 juin 1944, AN F/22/2046.

[516] Gouvernement provisoire de la République Française, Secrétariat Général, *Diffusion No 1188 – Déclaration de M. Eden concernant la France*, Alger, 9 août 1944, AN AG/3(1)/258.

En ce qui nous concerne, le constat est majeur. De Gaulle est resté à l'écart du débat et le CFLN qu'il dirige n'a posé qu'un seul geste officiel en vue d'obtenir des modifications aux bombardements pour qu'il y ait moins de victimes et de destructions en France. Le vrai champion des Français à ce chapitre est le premier ministre britannique, Winston Churchill, qui s'est montré très préoccupé du sort de la France, appuyé parfois par Eden. Il a persisté à maintenir le sujet à l'ordre du jour des discussions au plus haut niveau au sein des Alliés, n'hésitant pas à impliquer Roosevelt et le roi.

Mais ce n'est pas fini : il reste des garnisons allemandes isolées derrière les lignes alliés en France, notamment dans la région de Bordeaux. Cela fait que les bombardiers alliés ont un rôle à jouer au pays qui sera encore dramatique pour l'année suivante.

3.6 1945 : Le cas Royan

1945… La France est libérée. Toute? Non. Quelques poches occupées par des garnisons allemandes résistent encore quoique la guerre soit clairement perdue pour l'Allemagne[517]. Là s'arrête toute ressemblance avec un certain village gaulois. Ces soldats sont conscients que leur résistance empêche des ressources alliées de participer à l'assaut final sur leur patrie. Certains de ces îlots en viennent à se rendre, mais la garnison installée à Royan, qui commande l'accès au port de Bordeaux, reste en place. Il est décidé de ne pas attendre sa reddition, pourtant inévitable à court terme. *Royan*

[517] On trouvera une histoire complète de la réduction de ces résistances allemandes sur la côte atlantique de la France dans Stéphane Simonnet, *Les Poches de l'Atlantique – Les batailles oubliées de la Libération Janvier 1944 – mai 1945*, Paris, Talandier, 2015, 320p.

delenda est… C'est ainsi que la ville connaîtra deux bombardements désastreux[518] et que la vision idyllique d'une station balnéaire inondée de soleil que nous en a laissé Pablo Picasso, par son tableau *Café à Royan* de 1940, rappelle un passé oblitéré[519].

Le premier bombardement sur Royan est britannique et massif. Dans la nuit du 4 au 5 janvier 1945, 347 bombardiers lourds de la RAF frappent en deux vagues successives, la seconde surprenant les secouristes. Le nombre de victimes s'élève à 442 parmi les 2 000 habitants qui avaient décidé de rester sur place malgré les avertissements. La garnison allemande perd 47 soldats[520]. Cela aurait suscité l'ire du général Edgard de Larminat[521] qui commandait les forces françaises sur place, selon un de ses compagnons, dont la mémoire des événements, rédigée en 1998, comprend quelques inexactitudes :

> C'est au cours de 1'hiver 1944 [sic : janvier 1945] que la ville de Royan fut détruite en grande partie, sans préavis d'aucune sorte, par l'aviation U.S [sic : le bombardement est effectué par la RAF suite à une demande américaine]. La fureur de LARMINAT devant ce forfait se traduisit par un courrier adressé à 1'Etat- Major de la Défense Nationale à Paris […]. […] l'officier supérieur américain responsable du bombardement de Royan [probablement le général Royce que Larminat mentionne dans sa lettre du 25 février 1945[522]] fût simplement renvoyé immédiatement aux U.S.A.[523]

Les Américains prennent la relève et bombardent encore plus massivement tout l'estuaire de la Gironde, incluant Royan, les 14 et 15 avril. L'attaque dans son ensemble

---

[518] Le bombardement de Royan par les aviations britannique et américaine est raconté dans Eddy Florentin, *Quand les Alliés bombardaient la France 1940-1945*, Paris, Perrin, 1997, p. 432-434.
[519] Pablo Picasso, *Café à Royan (Le Café)*, tableau, 90x130 cm, 1940. L'original se trouve au Musée Picasso à Paris.
[520] Stéphane Simonnet, *op. cit.*, p. 63.
[521] Le général de Larminat se suicide le 1er juillet 1962. Ministère des armées, Chemins de mémoire, *Edgard de Larminat 1895-1962*. <https://www.cheminsdememoire.gouv.fr/fr/edgard-de-larminat>.
[522] Général de Larminat à Monsieur le général d'Armée Chef d'E.M.C.D.N. 3è Section, 3p., SHDv GR 1 K T 1522 1.
[523] B. Ay, Colonel à la retraite, *Mémoire*, 23 mai 1998, SHDv GR 1 K T 1522 1.

implique 1 167 bombardiers lourds[524] faisant table rase de ce qu'il restait de la ville. Les Allemands se rendent enfin le 18 avril.

Cette tragique opération demeure énigmatique même aujourd'hui. Était-elle nécessaire? Pourquoi ne pas avoir tout simplement attendu l'inévitable reddition de la garnison? Qui a demandé ou ordonné la première attaque? Comment se justifie la seconde et qui l'a mise en œuvre? Selon l'historien britannique Richard Overy, elle aurait été demandée au SHAEF par « le commandant local de l'armée de terre américaine »[525].

Dès le 9 janvier, Portal demande à Harris des explications sur la première attaque. Il invoque un communiqué allemand qui mentionne quelque 1 000 victimes civiles françaises alors que les pertes allemandes n'auraient été que de 13 soldats. Il s'inquiète des explications qui devront, selon lui, presque certainement être données. Il aimerait notamment obtenir « *the intelligence to support a statement which I saw in one of your liaison messages to the effect that only Germans were in the town* »[526]. La réponse de Harris ne se fait pas attendre. Deux jours plus tard, il rappelle que les « *army targets* » sont des objectifs dont l'attaque par ses bombardiers est requise par l'armée. Ils sont bombardés sans questionnement de sa part puisque, conformément à ce qui a été décidé, il est de la responsabilité de l'armée de s'assurer que ces objectifs ont été « *cleared* » à tout point de vue. En ce qui concerne Royan, il précise que « *I understand (although this is subject to confirmation) that S.H.A.E.F. were asked to make the attack by the French authorities and that it was the French authorities who assured them that*

[524] Aircrew Remembered, *USAAF Worldwide Operations Chronology*, <http://www.aircrewremembered.com/USAAFCombatOperations/Apr.45.html>.
[525] Richard Overy, *Sous les bombes – Nouvelle histoire de la guerre aérienne 1939-1945*, trad. de l'anglais par Sévérine Weiss, Paris, Flammarion, 2014 (1ère éd. 2013), p. 787.
[526] Charles Portal, note à Arthur T. Harris, 9 janvier 1945, RAF H84.

there were no French civilians in the town »[527]. Portal se montre satisfait de la réponse. Il exprime clairement son accord avec Harris en ce qui concerne la responsabilité du demandeur pour assurer que l'objectif pouvait être attaqué. Il disculpe entièrement le *Bomber Command* : « *I am quite satisfied that in this case no blame attaches to your Command for anything which may have happened at Royan. I, too, heard that the French had undertaken to clear the target but I have nothing official yet* »[528]. Toujours selon Overy, « Suite à une défaillance des communications, Harris n'avait pas été averti que c'était en fait des cibles en dehors de la ville qu'il fallait viser, non la ville elle-même; en outre, les autorités françaises avaient soutenu que la population civile avait déjà été évacuée, ce qui était faux »[529].

Les choses n'en restent pas là cependant. Cette attaque dévastatrice secoue les hautes sphères du commandement britannique. Une brève note de Sinclair envoyée le 24 janvier à Portal révèle les inquiétudes que l'événement cause et du désir d'en limiter les impacts sur la réputation des Britanniques :

> *Lamentable. I do not think we need add to the Prime Minister's worries by reporting this incident to him, as we do not want him to do anything about it.* […] *Perhaps you would think it worth while to explain the position to General Valin if he is still here so that he can dispose of any rumours unfavourable to the R.A.F. which may gain currency in the French Air Ministry*[530].

On préfère donc éviter d'avertir Churchill de l'« incident ». Le caractère bouillant et quelque peu imprévisible du premier ministre est probablement en cause, tout autant que ses nombreuses préoccupations du moment. Mais s'assurer d'une compréhension

---

[527] Arthur T. Harris, note à Charles Portal, 11 janvier 1945 (« 1944 » par erreur sur l'original), RAF H70 et H84.
[528] Charles Portal, note à Arthur T. Harris, 14 janvier 1945. RAF H84.
[529] Richard Overy, *op. cit.*, p. 787.
[530] A.H.M.S. (Archibald Henry Macdonald Sinclair), note au C.A.S (Chief of the Air Staff, Charles Portal), note manuelle précisant que le sujet en est l'attaque de Royan, 24 janvier 1945, NA AIR 19/818.

adéquate des événements par les alliés français reste important. Par ailleurs, où sont de Gaulle et les membres du Gouvernement provisoire de la République? Que fait René Massigli devant ce drame alors qu'il s'est montré sensible au sort des Français bombardés par les Alliés auparavant? Quelle place ont ces faits dans l'opinion publique française? Les archives sont muettes sur ces aspects, ce qui étonne. Les propagandistes du régime de Vichy n'étant plus là pour dénoncer les Alliés, le drame de janvier 1945 aurait été peu signalé à l'époque. Le contexte de la Libération y est probablement aussi pour quelque chose. Le pays est tout à la liesse de sa liberté retrouvée et de Gaulle, avec son entourage, est déterminé à redonner sa place à la France parmi les grandes nations. Pour cela, l'accent est mis sur la reconstruction urgente d'une armée afin qu'elle puisse se joindre dès que possible à l'assaut de l'Allemagne, s'associant ainsi à la victoire finale. Pour libérer troupes et ressources, il faut en finir rapidement avec les garnisons allemandes prises à l'arrière du front. Désirant montrer autant que possible que la France s'est libérée d'elle-même, de Gaulle veut que ce soient les forces françaises qui s'en chargent. Cependant, la garnison allemande est puissante, bien organisée et équipée. En avril, ce sont les bombardiers américains qui interviennent à nouveau contre elle. Nous l'avons mentionné, cette attaque est massive et cette fois, de Gaulle en fait lui-même la demande. Dès le lendemain, Sydney Bufton, alors *Director of Bombing Operations*, est formel à ce sujet :

> *I am informed by S.H.A.E.F. that the attacks were laid on at the special request of General de Gaulle. The detailed arrangements were made between the American 1st Tactical Air Force and the French Staff. The French Western Air Force participated in these attacks. The targets were selected from those offered by the French themselves and were generally clear of built-up areas. They consisted of batteries, flak batteries, strongpoints and one fort. The details of these operations were most carefully considered with the French Staff so there should be no possibility of repercussions*[531].

[531] Sydney Bufton, note au Assistant Chief of the Air Staff (Operations) - Bottomley, *Eight Air Force Attacks in ROYAN area – 15th April*, 16 avril 1945. Précédée d'une note manuscrite acheminant une copie au Chief of the Air Staff Charles Portal, 16 avril 1945, NA AIR 20/3248.

Bufton continue en spécifiant la nature du bombardement, lequel a inclus 1 120 tonnes de « Napon », qu'il décrit comme un mélange de 94 % de « gasolène » avec 6 % de savon, ce que nous connaissons aujourd'hui sous l'appellation « Napalm ». Royan aurait donc été un premier lieu de son expérimentation. En toute ironie, il est intéressant de noter que c'est un Français, le maître de l'anticipation qu'était Jules Verne, qui a pressenti un tel type d'attaque. Dans Michel Strogoff, il mentionne l'intention des ennemis du Tsar d'utiliser du naphte liquide pour incendier « par des moyens que les droits de la guerre ne justifient jamais entre nations civilisées »[532].

Mais quel est le rôle de De Gaulle dans l'attaque de Royan? Dans ses mémoires, il est clair sur ses intentions, mais sa description du déroulement des opérations laisse perplexe. Il présente comme suit la logique (ou l'illogique) de la décision de passer à l'action plutôt que d'attendre simplement un résultat prévisible :

> Il s'agissait d'en finir avec les enclaves où l'ennemi s'était retranché. Depuis des mois, je le souhaitais. À présent, j'en avais hâte, les jours de guerre étant comptés. L'esprit de facilité pouvait, sans doute, nous conseiller de rester passifs sur ce front; car les fruits y tomberaient tout seuls dès que le Reich aurait capitulé. Mais, à la guerre, la pratique du moindre effort risque toujours de coûter cher. Là comme partout, il fallait frapper. Les coups que nous infligerions aux Allemands sur ce théâtre auraient leur répercussion sur la situation générale. D'autre part, à supposer qu'Hitler continuât la lutte dans les montagnes de Bavière et d'Autriche, notre armée devrait y combattre en employant tous ses moyens. Il faudrait avoir, auparavant, liquidé les poches malencontreuses. De toute façon, je n'admettais pas que des unités allemandes puissent, jusqu'à la fin, rester intactes sur le sol français et nous narguer derrière leurs remparts[533].

---

[532] Jules Verne, *Michel Strogoff*, chapitre XI *Entre deux rives*, 1ère éd. 1876.
[533] Charles de Gaulle, *Mémoires de guerre et mémoires d'espoir – Le salut 1944-1946*, empl. 13362.

Les arguments du général nous semblent peu persuasifs. Si l'attente avait été choisie, qu'est-ce qui était susceptible de « coûter cher »? Et quelles répercussions allaient avoir les coups portés à la garnison allemande cantonnée à Royan sur la situation générale, mis à part la libération de forces très limitées pour l'attaque de l'Allemagne? Pourquoi à ce titre, l'anéantissement des poches de résistance allemandes, si malencontreuses qu'elles soient, était-elle absolument requise à ce moment? Il reste l'argument simple du prestige de la France cher à De Gaulle lui-même, comme le souligne l'historien Stéphane Simonnet : « Pour exister sur le plan politique face aux Alliés, la France renaissante est en quête absolue d'une première victoire militaire sur le front de l'Atlantique. Pour cela, elle a choisi Royan dont l'impérative libération devait supporter tous les sacrifices possibles »[534].

La narration des faits que fait le général dans ses mémoires étonne encore plus. Décrivant l'offensive des forces françaises, qui se mettra en action le 14 avril, il écrit que « Il est vrai que, trois mois auparavant, les bombardiers américains étaient venus, de leur propre chef, jeter en une nuit force bombes sur le terrain. Mais cette opération hâtive, tout en démolissant les maisons de Royan, avait laissé presque intacts les ouvrages militaires »[535]. Il ne peut s'agir que d'une allusion au bombardement *britannique* de la nuit du 4 au 5 janvier. Écrivant en 1956, de Gaulle ne pouvait ignorer que l'aviation américaine n'était pas en cause. Si elle avait bien été demandée par un commandant américain, elle avait été confiée, comme nous l'avons vu, au le *Bomber Command* de la RAF. Il est étrange que le général ait commis une telle méprise. Aurait-il voulu épargner ses alliés britanniques? Il y a plus cependant, et cela encore aux frais des Américains. De Gaulle décrit comme suit l'offensive française : « Le 14 avril, nos troupes partent à l'assaut, appuyées du sol par les 300 pièces de Jacobson, du ciel par les 100 avions de Corniglion-Molinier, du large par les navires de Rue »[536]. Rien donc

[534] Stéphane Simonnet, *op. cit.*, p. 57.
[535] Charles de Gaulle, *op. cit.*, empl. 13377.
[536] *Ibid*., empl. 13390.

sur le bombardement colossal accompli, les 14 et 15 avril, par l'aviation américaine avec plus de 1 000 appareils. L'omission paraît ici bien déterminée : la France doit démontrer qu'elle s'est libérée seule, notamment à Royan.

Du bombardement américain d'avril 1945 se trouve un témoin inusité : l'historien américain Howard Zinn, alors un jeune aviateur, était le « bombardier » chargé du lâchage de bombes à bord de l'un des appareils participant au raid sur Royan. Comme nous l'avons déjà mentionné, intrigué par ce qu'il avait vécu, il fit sa propre enquête après la guerre sur les raisons de ce bombardement. Il aboutit à la conclusion que sa seule motivation relève de la fierté militaire française[537].

Les deux phases du bombardement de Royan de 1945, britannique en janvier et américain en avril, constituent un souvenir difficile. Un récit français de la réduction des garnisons allemandes de la côte atlantique, rédigé la même année, évite de mentionner Royan au profit d'un récit glorifiant les attaques françaises[538]. Le récit présenté par le général de Larminat situe l'action contre Royan uniquement en avril, omettant ainsi le bombardement de janvier, le plus meurtrier pour les civils de la ville[539].

En 1949, un ancien maire de la ville, constatant que les explications souvent demandées au sujet des bombardements ne viennent pas, proteste et propose la constitution d'une commission d'enquête pour faire la lumière sur ces événements tragiques. Il résume tout le dossier dans sa demande et insiste sur le fait que l'absence d'éclaircissements

---

[537] Howard Zinn, *La bombe - De l'inutilité des bombardements aériens*, trad. de l'anglais par Nicolas Calvé, Montréal, Lux Éditeur, 2011, empl. 761-1086.
[538] Colonel Jacobson, *La conquête des têtes de pont allemandes de l'Atlantique en avril 1945, Extrait des Comptes rendus du Congrès de Paris 1945 – 64 Session Tome I*, p. 143-158,
SHDv GR 1 K T 1522 1.
[539] Général de Larminat, *Le front de l'Atlantique*, note manuscrite : « vers 1945 », 20p.,
HDv GR 1 K T 1522 1.

fait que naissent légendes et mythes à ce sujet dans la population locale. Mentionnant la visite des lieux que fit de Gaulle en 1945, quelques jours après la reddition de la garnison allemande, il déplore la présentation qui fut faite de sa ville par la presse à cette occasion : « une cité un peu factice, comme toutes les villes crées pour le loisir ». Après sa visite, « le Général de Gaulle en a dressé le procès-verbal en cette formule étonnante : "Ce qui a été fait a été très bien fait [soulignement dans le texte] ; c'est donc aujourd'hui une grande journée" »[540]. Le dossier aux Archives nationales ne contient pas de réponse au maire.

En 1985 s'organisent des cérémonies dédiées au 40e anniversaire de la libération des poches de l'Atlantique. Ce sont les dates du 13 et 14 avril qui sont rappelées de façon héroïque comme en témoigne le programme prévu[541]. L'horreur de la nuit du 4 au 5 janvier n'y figure pas. Peut-être les victimes des bombardements alliés ont-elles été mentionnées dans les différents discours prévus, mais cela n'est pas mentionné.

Le « silence » est donc bien présent en ce qui concerne les bombardements de Royan, Il revêt un caractère clairement « politique » au sens que lui donne Winter, car il sert à couvrir des décisions et actions de De Gaulle et de son entourage. Il est aussi « ouvert » au sens de Vinitzky-Seroussi et Teerger par l'absence remarquable de mentions des bombardements lors des cérémonies commémoratives de 1985, et de réponse aux questions d'un ex-maire de la ville en 1949.

L'année 1945 est aussi marquée par les premiers bilans que font les Britanniques et les Américains des résultats de leurs bombardements européens. Rédigé au début de

[540] Paul Métadier, ancien maire de Royan, à Monsieur le Président du Conseil, Paris, 5 décembre 1949, AN 457AP/148.
[541] Anonyme, *Cérémonies du 40e anniversaire de la libération des des Poches du littoral*, Fonds Barcellini, SHDv GR 1 K 841 193.

l'année, un rapport américain permet de constater que les ponts de Paris, malgré leur importance dans le système ferroviaire français, ont été délibérément épargnés lors de la campagne de bombardements préparatoire au débarquement[542]. Le rapport mentionne un certain degré de coopération de l'aviation américaine avec le maquis, mais il revient de façon intéressante sur l'état des usines Renault dans la banlieue de Paris observé après la libération de la ville. Les destructions qui avaient été évaluées sont confirmées sur place et on énonce les conséquences connexes pour l'occupant allemand (méfaits des travailleurs, réduction de la production, emploi d'une main d'œuvre hautement qualifiée pour de simples travaux de reconstruction). Tout cet exposé ne fait aucune mention des victimes civiles en France[543]. Encore ici, un silence « ouvert » est bien apparent.

3.7 Le silence s'impose

Le général de Gaulle et son entourage ont peu agi pour influencer les Alliés afin qu'ils modifient leurs façons de bombarder la France. Cela est cohérent avec le fait que le général ne déclare pas dans ses mémoires de guerre avoir fait une intervention auprès des états-majors alliés à ce sujet. Toutefois, se trouve en annexe du tome II, *L'Unité 1943-1944*, comme publié pour la première fois en 1956, le mémorandum remis par Massigli à Churchill en mai 1944 (*voir Annexe A*). La « menace » de ce dernier de rendre ce document public s'il n'obtenait pas de réponse se trouverait ainsi mise à exécution douze ans plus tard. Curieusement, le général annexe le document sans lui faire référence dans le texte. Dans les éditions subséquentes de ses mémoires, les annexes sont parfois absentes. De Gaulle aurait-il voulu de la sorte montrer que le CFLN avait agi pour influencer les Alliés? Mais, n'en faisant pas mention dans le texte,

[542] H. H. Arnold, *Second Report of the Commanding General of the Army Air Forces to the Secretary of War*, 27 février 1945, p. 11. CC CHAR 20/254/2.
[543] *Ibid*., p. 31-33.

il ne fournit aucune explication sur le sort que cette démarche a connu, laquelle serait d'ailleurs embarrassante, comme nous l'avons vu.

De Gaulle mentionne toutefois les bombardements à quelques reprises, dont la suivante est la plus importante :

> Les bombardements se multiplient sur nos villes. En particulier, Paris, Nantes, Rouen, Lyon, Saint-Étienne et leurs environs subissent de graves dégâts, préludant à tous ceux qui nous seront infligés pendant la future grande bataille. Avant le débarquement, trente mille personnes sont tuées par les raids aériens[544].

On trouve ensuite quelques allusions aux destructions causées par les bombardements alliés, mais en lien avec la description des opérations militaires. De Gaulle fait ensuite le constat de l'étendue des dégâts de la guerre en France, narrant les débuts de la grande entreprise de reconstruction du pays. Les bombardements sont identifiés comme l'une des causes des destructions et des pertes humaines[545]. Knapp constate également cette retenue du général qui,

> Sourcilleux au plus haut point des prérogatives de son pays auprès des Alliés, reste silencieux ou presque au sujet des souffrances que ceux-ci infligent à ses compatriotes. Rares, par exemple, sont les allusions aux bombardements dans les *Lettres, notes et carnets*. Dans les *Mémoires de guerre*, il évoque les bombardements, mais plus comme le produit de « la guerre » que des décisions prises par les Alliés[546].

Knapp reprend là l'énoncé qu'il avait fait dans son précédent ouvrage écrit en collaboration avec Baldoli. Mais ce qu'il avait été écrit deux ans auparavant est moins nuancé :

---

[544] Charles de Gaulle, *Mémoires*, Paris, Gallimard, 2000 (1971), p. 433.
[545] *Ibid*., p. 819-821.
[546] Andrew Knapp, *op. cit.*, p. 487-488.

> *De Gaulle himself, swift to condemn the Allies' encroachments on the prerogatives of France, appears less resentful of the sufferings inflicted on the French. Allusion to air raids in his contemporary speeches and messages are rare and oblique. In his memoirs, bombing is mentioned, but as a product of an impersonal agency – the war – rather than of allied decisions. To do more* […] *would have placed the General in the position either of unsuccessful supplicant or of co-organizer of bombing – neither of them likely to reinforce his still delicate position with the French*[547].

Il n'ose plus en 2014 faire d'hypothèse au sujet de la discrétion de De Gaulle en ce qui concerne les bombardements alliés. Cependant, cet énoncé de 2012 rejoint la conclusion à laquelle nous arrivons.

La biographie du général, écrite par Jean Lacouture en 1984, ne présente qu'une courte allusion aux bombardements alliés. Il mentionne que

> le général ne laisse pas d'être sensible, lui aussi, aux épreuves qui accablent le pays […] réquisitions en hommes par le STO de Sauckel, des prélèvements alimentaires et financiers, de la répression que Darnand mène férocement comme une chasse à courre, et aussi des bombardements alliés[548].

Le biographe identifie Palewski comme « un personnage clé, qui ne sortira plus de scène et restera, jusqu'aux derniers jours (et, doit-on le dire, après…) le compagnon le plus constant et peut-être le plus efficace » du général[549]. Bien qu'il ait été très proche de De Gaulle à titre du Directeur de son Cabinet de septembre 1942 à janvier 1944[550], les archives de Palewski traitent très peu de cette période. Elles sont muettes en ce qui concerne les bombardements alliés du territoire français. En 1940, lors de la bataille de

---

[547] Claudia Baldoli et Andrew Knapp, *Forgotten Blitzes: France and Italy under Allied Air Attack*, Londres, Continuum, 2012, p. 236.
[548] Jean Lacouture, *De Gaulle 1. Le rebelle 1890-1944*, Paris, Éditions du Seuil, 1984, p. 734.
[549] *Ibid*., p. 243.
[550] Notices biographiques, AN 547 AP/2.

France, Palewski choisit de passer de l'aviation (il effectue des missions d'observation et de bombardement) aux chars, mais c'est là le seul lien que nous avons trouvé avec le conflit des airs[551]. Dans ses mémoires, nous trouvons une description enthousiaste d'Eden, faisant de ce ministre des affaires étrangères britannique « notre ami »[552].

Lacouture revient souvent sur l'attitude des Américains et en particulier du président Roosevelt envers De Gaulle et la France libre. Selon lui, Roosevelt aurait émis l'opinion suivante, fort révélatrice : « La France ? Qu'elle se contente de ne pas faire obstacle à la machine de guerre des libérateurs qui choisiront leur moment et leurs moyens pour réaliser la grande opération de police ». Il aurait considéré la France de 1944 comme vaincue par les Alliés, car, à ses yeux, Laval et Darlan, « alliés » de l'Allemagne, étaient ses représentants[553]. D'ailleurs, la reconnaissance internationale par les trois grandes puissances (Russie, Grande-Bretagne et États-Unis) du CFLN puis du GPRF en lequel il se mue le 3 juin 1944, soit trois jours avant le débarquement, se fait attendre. Elle est pourtant importante et la principale opposition vient des Américains qui doutent de la nature démocratique d'un régime gouverné par un inflexible De Gaulle alors que d'autres personnalités pourraient s'avérer plus malléables. Cette réticence américaine entraîne la tiédeur d'autres États[554]. Pour le Gouvernement provisoire, il était nécessaire de ménager les susceptibilités et de chercher à modifier cette attitude. De Gaulle se rend donc aux États-Unis du 6 au 10 juillet 1944. Venu chercher un rapprochement avec Roosevelt, il va de soi qu'il ne mentionne pas les bombardements américains des villes françaises. Dans son court discours en débarquant de l'avion, de Gaulle souligne d'ailleurs la reconnaissance de la France pour, notamment, les « *airmen who abroad are fighting our common*

[551] Gaston Palewski, Note au Ministre de l'Air, 24 février 1940, AN 547AP/2.
[552] *Id*., *Mémoires d'action 1924-1974*, Paris, Plon, 1988, p. 165.
[553] Jean Lacouture, *op. cit.*, p. 532-533.
[554] Chantal Morelle et Maurice Vaïsse, « La reconnaissance internationale : des enjeux contradictoires », dans Fondation Charles de Gaulle, *Le rétablissement de la légalité républicaine (1944), actes d'un colloque tenu du 6 au 8 octobre 1994*, Bruxelles, Éditions Complexe, 1996, p. 857-860.

enemies »[555]. Il évite de signaler qu'ils font aussi beaucoup de victimes en France, un silence éminemment « politique » qui se comprend aisément en cette occasion. La reconnaissance internationale recherchée sera finalement obtenue le 23 octobre 1944.

Il est donc peu question, voire pas du tout, des bombardements alliés sur la France au cours de la dernière année de la guerre et durant l'immédiate période de la Libération. De Gaulle et son entourage se sont placés, comme nous l'avons démontré, dans une situation précaire à ce sujet. Leurs interventions auprès des Alliés visaient bien à réduire les impacts sur la population française et sur le patrimoine du pays, mais, étant donné les relations difficiles du général et de son entourage avec les Alliés, ces derniers les ont interprétées comme des tentatives d'ingérence dans leur gestion de la guerre. Dès lors, ces démarches ont été très limitées et inefficaces. Elles se résument comme suit :

Décembre 1942 : de Gaulle intervient lui-même en suggérant une participation française au choix des objectifs à bombarder en France. Un refus poli lui est signifié : méfiants à son endroit, les Alliés pensent qu'il veut en fait se mêler de leurs affaires militaires.

Avril 1943 : Massigli communique avec Eden au sujet des bombardements maladroits des Américains. On lui assure que les opérations de ces derniers en France seront restreintes à des objectifs susceptibles de moins toucher la population, un engagement qui est rompu dès juin de la même année.

Octobre 1943 : Giraud se plaint d'attaques sur le réseau électrique de la France et suggère que le choix d'objectifs industriels à attaquer soit fait en collaboration avec des experts français. Les Alliés lui font la même réponse qu'à De Gaulle l'année précédente.

Mai 1944 : Démarche formelle, Massigli remet un mémorandum aux hauts commandements alliés. Il y est suggéré que les objectifs en France soient discutés et partagés entre la Résistance et l'aviation alliée. Le

[555] Jean Lacouture, *op. cit*., p. 791.

général Béthouart fait la même démarche en parallèle et reçoit le refus poli déjà remis en 1942 et 1943. La relance de Massigli en juin pour obtenir une réponse se voit référée à la réponse fournie à Béthouart.

Juin 1944 : Deux jours après le débarquement, Koenig revient à la charge. On ne répond pas à sa démarche.

Selon nous, ce bilan très pauvre des démarches entreprises par De Gaulle et le CFLN pour obtenir un soulagement des épreuves subies par les Français sous les bombes alliées explique pourquoi le nouveau gouvernement de la France se tourne dès son avènement vers l'avenir du pays sans s'attarder aux causes toutes récentes de graves destructions et pertes de vies civiles. Il importe de reconstruire rapidement une armée permettant au pays de s'inscrire parmi les vainqueurs et d'écarter les alliés d'hier de toute ingérence dans la gestion de l'État français. Leurs bombardements aériens, bien que généralement maladroits et meurtriers, ont tout de même servi à chasser l'occupant. Comme le CFLN est peu intervenu à leur sujet et que ce qui a été fait a été ignoré, il n'y a pas de raison d'en faire mention. Une telle « ignorance » des Britanniques et des Américains devant les démarches de la France Libre ne saurait qu'être humiliante. D'ailleurs, correspondant en 1944, Massigli et Viénot le constatent. Écrivant à Massigli le 6 mars 1944, Viénot déplore que « Le fait qui s'impose à nous, c'est que nous ne sommes pas parvenus à nous faire prendre en considération ». Il propose de « dresser – tranquillement et solennellement – un bilan de toutes nos déceptions », lequel serait exposé aux Alliés, mais sans « rendre publique notre protestation pour ne pas décourager la résistance des Français »[556]. Dans sa réponse, Massigli observe lui aussi « l'inconvénient qu'il y aurait à rendre ce bilan public », tout en soulignant qu'il doute

[556] Pierre Viénot, lettre à René Massigli, 6 mars 1944, Archives du Ministère des Affaires étrangères (Paris), volume 1480, folios 141-142, citée par Raphaële Ulrich-Pier, *Correspondance Pierre Viénot René Massigli – Londres-Alger, 1943-1944*, Paris, Armand Colin et Ministère de la Défense et des Anciens Combattants, 2012, p. 131-133.

qu'une démarche confidentielle soit pertinente[557]. L'idée est donc abandonnée[558]. Comme le bilan en question n'a pas été rédigé, il est impossible de savoir si les démarches infructueuses du CFLN concernant les bombardements alliés sur la France auraient été incluses parmi la liste envisagée de « déceptions ». Mais le malaise devant ce manque de considération de la part des Alliés est ici apparent.

Une autre source de malaise se trouve dans la « performance » du régime de Vichy face aux bombardements alliés, trop souvent désastreux. Lors de son accession au pouvoir, ce gouvernement avait presque abandonné les précautions en cas de bombardements, considérant que la France était « sortie » de la guerre. En mars 1942, le premier bombardement contre les usines Renault sonna un brutal réveil. Une organisation de secours spécialisée fut mise sur pied en février 1943 : le Service interministériel de protection contre les événements de guerre (SIPEG). En une action fort visible, il équipe deux trains pour porter rapidement au secours aux zones sinistrées[559]. Son action a été véritablement efficace, si bien que les expériences acquises et les statistiques glanées lors des interventions suite aux bombardements se révéleront utiles au-delà du conflit pour le Gouvernement provisoire[560]. Le SIPEG publie en 1944 une brochure donnant à la population les mesures à suivre en cas de bombardement : évacuations, secours disponibles, aide financière[561]. Somme toute, le gouvernement de Vichy a bien

---

[557] René Massigli, lettre à Pierre Viénot, 16 mars 1944, Archives du Ministère des Affaires étrangères (Paris), volume 1480, folios 144-145, citée par Raphaële Ulrich-Pier, *Correspondance Pierre Viénot René Massigli – Londres-Alger, op. cit.*, p. 134-135.

[558] Pierre Viénot, lettre à René Massigli, 29 mars 1944, Archives du Ministère des Affaires étrangères (Paris), volume 1480, folios 164-166, citée par Raphaële Ulrich-Pier, *Correspondance Pierre Viénot René Massigli – Londres-Alger, 1943-1944*, *op. cit*., p. 144-147.

[559] La propagande de Vichy s'empresse de mettre ces secours en valeur comme en témoigne un documentaire de 1943. Institut national de l'audiovisuel, « Le nouveau train d'assistance du SIPEG », 25 juin 1943, 2 min. 8 sec., <ww.ina.fr/video/AFE86001987/le-nouveau-train-d-assistance-du-sipeg-video.html>.

[560] Danièle Voldman, « La sécurité civile et l'ordre public », dans Fondation Charles de Gaulle, *Le rétablissement de la légalité républicaine (1944), actes d'un colloque tenu du 6 au 8 octobre 1994*, Bruxelles, Éditions du Complexe, 1996, p. 265.

[561] SIPEG, *Sinistrés Évacués Réfugiés Voici ce que vous devez savoir*, Éditions S.E.F.I., mai 1944, 31p., AN 19770806/1.

performé en défense passive, malgré de nombreuses difficultés. Les bombardements alliés furent cependant un véritable cadeau pour sa propagande. Le régime en profita pour se montrer près du peuple éprouvé, associa le clergé à sa démarche et mit à profit la voix porteuse d'Henriot qui se prêtait particulièrement bien à d'éloquents énoncés afin de rallier l'opinion publique à l'hostilité envers les Alliés « agresseurs »[562]. La propagande de Vichy fut plutôt efficace comparativement à la contre-propagande des Alliés, qui se butait aux résultats brutaux des bombardements. De son côté, l'entourage du maréchal Pétain avait élaboré des fêtes commémoratives des bombardements alliés lui permettant de se montrer bon père de famille envers les victimes. Comme elles ont connu du succès, les « fêtes du maréchal » ont causé des difficultés de mémoire nationale après la guerre[563]. Les visites du maréchal aux villes bombardées lui donnent un certain « retour aux origines du régime et à son image pacifiste »[564].

La propagande anti-Alliés a été particulièrement imaginative. Certaines de ses expressions ont été graphiquement loquaces et frappantes. Quelques exemples en sont présentés dans *Les crayons de la propagande* de Christian Delporte publié en 1993[565]. Les Français sont présentés comme bien naïfs dans leurs attentes vis-à-vis des Alliés. Ainsi en est-il de Monsieur Lapoire qui attend les libérateurs :

---

[562] Institut national de l'audiovisuel, « Discours de Philippe Henriot après les bombardements de Paris et de Rouen », 21 avril 1944, 3 min. 36 sec., < http://www.ina.fr/video/AFE86002666/discours-de-philippe-henriot-apres-les-bombardements-de-paris-et-de-rouen-video.html>.
[563] Rémi Dalisson, *Les fêtes du Maréchal*, Paris, CNRS Éditions, 2015 (1ère éd. 2007), p. 394.
[564] Michèle et Jean-Paul Cointet, « L'hypothèque de Vichy », dans Fondation Charles de Gaulle, *Le rétablissement de la légalité républicaine (1944), actes d'un colloque tenu du 6 au 8 octobre 1994*, Bruxelles, Éditions du Complexe, 1996, p. 281.
[565] Christian Delporte, *Les crayons de la propagande – Dessinateurs et dessin politique sous l'occupation*, Paris, CNRS Éditions, 1993, p. 52, 98-99, 100, 154-155.

Figure 3.3 Monsieur Lapoire attend les libérateurs. AN F/41/301.

Mais surtout, c'est la publication d'une série de brochures percutantes intitulée *Nos villes dans la tourmente* qui est significative dans cette propagande. Les villes choisies font chacune l'objet d'une brochure qui suit un canevas standard. L'histoire, les principaux monuments et l'architecture de la ville sont d'abord présentés. Le récit des bombardements suit avec l'énumération des destructions des monuments qui viennent d'être mentionnés et du nombre de victimes. Enfin, les secours et l'implication du maréchal Pétain terminent l'exposé, le tout étant présenté avec de nombreuses photographies.

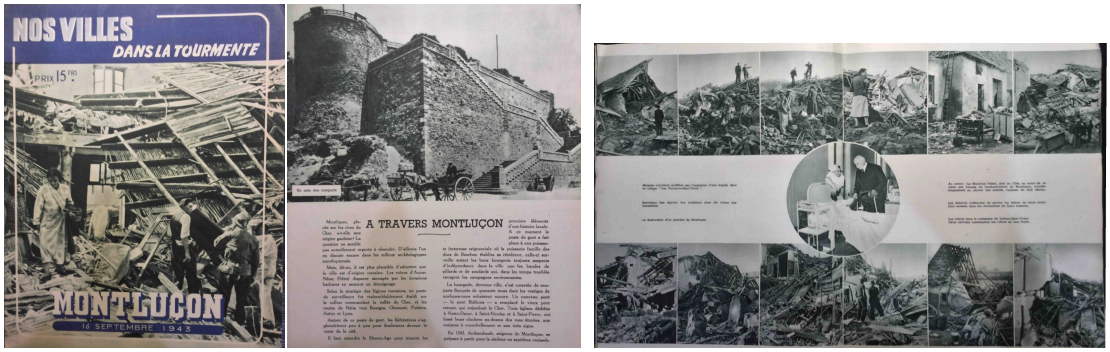


Figure 3.4 Brochure *Nos villes dans la tourmente – Montluçon*. AN F/41/301.

Il reste cependant que les Alliés, en dépit de toute compétition en matière de propagande, avaient l'espoir de la libération de leur côté. Vichy ne peut offrir que la

poursuite de la vie sous occupation allemande avec les privations que les Français connaissent déjà, et la perspective d'être un peuple de second ordre face aux Allemands vêtus de leur prestige de vainqueurs. En somme, entre les efforts de propagande des Alliés et de Vichy, il y aurait « match nul », selon ce que conclut Knapp[566]. Pourtant, l'opinion française serait restée favorable aux Alliés, malgré les ratés des bombardements, comme le démontre une étude réalisée par le CFLN « basée sur des documents de réseaux datant des derniers mois de 1943 et du début de 1944 »[567]. L'introduction de ce document énonce que si les informateurs présentent des divergences d'opinion sur les sujets politiques, « leur unanimité est totale lorsqu'il s'agit des bombardements ». Les auteurs en dégagent trois conclusions qui ne surprennent aucunement :

> 1º) Les Français souhaitent la libération. Ils comprennent les nécessités de la guerre et sont prêts à en accepter les conséquences sur leurs biens et leurs personnes.
>
> 2º) Quand un bombardement est réussi, les Français, et les victimes en premier lieu, supportent le malheur sans mot dire.
>
> 3º) Quand le bombardement a manqué son but, alors les critiques apparaissent et la propagande ennemie les exploite.

Ce document du CFLN est structuré autour de témoignages fournis entre la fin de 1943 et le début de 1944 par des agents de réseaux qui sont identifiés par codes : B.1, D.1, D.3, A… On y déplore fortement les opérations réalisées à haute altitude et celles qui ne semblent pas correspondre à un objectif militairement valable. Encore ici, les Américains sont perçus comme étant pires que les Britanniques dans leur imprécision, ce qui fait supposer qu'ils n'ont aucune préoccupation des vies françaises. Leurs

---

[566] Andrew Knapp, *op. cit.*, p. 301.

[567] CFLN, Commissariat à l'Intérieur, *Les bombardements de l'aviation anglo-américaine et les réactions de la population française*, réception 15 mai 1944, diffusion 5 juin 1944, 16p., AN F/1a/3847, AN F/1a/3729 et F/1a/3765.

bombardements désastreux sur Nantes les 16 et 23 septembre 1943 sont souvent signalés. Cette opinion revient à plusieurs reprises dans les témoignages. Il est soutenu que les sabotages ont de bien meilleurs effets sur la SNCF que les bombardements et les mitraillages qui causent des dommages plus faciles à réparer et sont meurtriers pour les civils. Enfin, les agents signalent eux aussi que l'idée se répand d'un agenda caché des Alliés qui voudraient profiter du conflit pour écarter la France en faveur de leurs ambitions économiques dans l'après-guerre. Cette idée est également présente dans un rapport de surveillance de l'opinion publique à Nice en termes on ne peut plus clairs : des Français écrivent que les Alliés voudraient « la suppression de la concurrence française, pour l'après-guerre, voire la destruction pure et simple d'une nation qu'ils envient »[568] ou encore la « destruction calculée du potentiel industriel français »[569].

Au début de 1944, la population française manifestait donc, à l'orée des pires épisodes de bombardement qu'elle aura à subir, une remarquable résignation, mais elle reste rationnelle : la libération doit se faire, mais correctement. Les deux premiers points observés par le CFLN sont donc tout à fait positifs en ce qui concerne les bombardements alliés. C'est le troisième qui pose problème et c'est à ces ratés manifestes qu'il aurait dû réagir avec persistance, voire véhémence. Or, après la démarche de Massigli en mai, le CFLN, et en particulier de Gaulle, ne tente aucune action en haut lieu, mis à part l'effort de Koenig du 8 juin, même après les bombardements désastreux de Caen puis du Havre. Le comportement des habitants de cette ville peu après la fin des hostilités est révélateur. Un silence réprobateur envers les Alliés y était dominant, comme le constate un rapport d'octobre 1944 sur les

[568] Anonyme, *Situation politique générale – Trois rapports de la Commission de contrôle postal de Nice*, information décembre 1943 – janvier 1944 et *Synthèse hebdomadaire du 2 au 8 inclus*, 9 décembre 1943, AN F/22/2033.
[569] Anonyme, *État d'esprit de la population – Synthèse provenant des services de la censure postale – (10 septembre – 10 octobre 1943)*, information 21 décembre 1943, AN F/22/2033.

relations entre la population de la ville et les forces américaines[570]. Ainsi, lors d'une cérémonie, « *The attitude of the crowd was that of people assembled as for a religious service imbued with the idea that its only means of expressing gratitude is to maintain respectful silence* ». L'auteur ajoute que, la plupart des familles ayant perdu un ou plusieurs de leurs membres sous les bombardements quelques semaines auparavant, « *one can well understand that the population is in a none too happy frame of mind* ». Mais comme c'est la RAF qui a bombardé la ville, les forces américaines sont plutôt bien vues. Ce qui est mal accepté cependant est que les secours tardent à arriver. Un commentateur a ajouté au document qu'il serait bon que l'aide arrive « *Toot Sweet* ». Les citoyens du Havre pratiquent un silence « liturgique » au sens de Winter : il n'est pas issu d'une autorité quelconque, mais bien de leur propre initiative. C'est une réaction collective, issue de la base populaire, devant une catastrophe horrible qui leur semblait inexplicable.

Le silence s'installe : il ne fera pas bon, pour ceux qui composent le Gouvernement provisoire et qui voudront aussi rapidement que possible donner un rôle actif à la France dans la fin du conflit, d'évoquer de près ou de loin les bombardements alliés, qui ont été parfois à la fois maladroits et meurtriers, et à propos desquels ils ne sont pas intervenus adéquatement. Ils sont aidés en cela par la frénésie d'épuration qui s'empare du pays à la libération. Tout ce qui vient du régime de Vichy est vilipendé. Or, sa propagande avait à maintes reprises mis en image les bombardements alliés. Sans leur faire référence, la presse filmée de la Libération fait contrepartie en mettant en scène dramatiquement les actions de l'occupant et des collaborateurs[571].

---

[570] Captain Robert R. Maillot, French Liaison, Headquarters Channel Base Section Com. Z. European Theater of Operations, APO 228 U.S. Army, Office of French Liaison Officer, *Morale Report on Relations Between U.S. Forces and the Population of Le Havre,* 21 octobre 1944, SHDv GR 8 P 28.

[571] Sylvie Lindeperg, « Actualités sous influence : la presse filmée de la Libération (septembre 1944 – décembre 1944) », dans Fondation Charles de Gaulle, *Le rétablissement de la légalité républicaine (1944), actes d'un colloque tenu du 6 au 8 octobre 1994*, Bruxelles, Éditions du Complexe, 1996, p. 668.

Nous avons démontré comment, pendant que la guerre suivait son cours, de Gaulle et le CFLN ont peu agi pour influencer la façon de faire des Alliés dans leurs bombardements stratégiques sur la France occupée. Cela était déjà embarrassant, mais il faut ajouter, comme nous l'avons vu, que le peu qu'ils ont fait n'a pas été écouté, une humiliation. Le Gouvernement provisoire de De Gaulle ne prendra donc pas d'initiatives pour commémorer les bombardements alliés, en dépit des profondes cicatrices qu'ils ont laissées. Or, comme l'énonce Enzo Traverso, « Plus la mémoire est forte – en termes de reconnaissance publique et institutionnelle -, plus le passé dont elle est vecteur devient susceptible d'être exposé et mis en histoire »[572]. L'état français qui prend en charge le pays en juin 1944 ne fera rien pour accorder une telle reconnaissance aux bombardements alliés. Cela constitue selon nous le premier facteur qui les écarte d'une mise en histoire.

[572] Enzo Traverso, *Le passé: modes d'emploi – histoire, mémoire, politique*, Paris, La fabrique éditions, 2015, empl. 801.

CHAPITRE IV

LE SILENCE PERDURE :
L'APRÈS-GUERRE DES SANS PAROLES

La guerre terminée, la France eut à faire face à d'amples dévastations. La reconstruction fut longue et ardue, comme cela a été illustré de façon éloquente lors d'une exposition qui consacrée à ce sujet en 1991 que nous avons mentionnée précédemment[573]. Dans le catalogue de l'exposition, l'historienne Danièle Voldman écrit qu'« un grand nombre de villes, dont une quarantaine de plus de 50 000 habitants, avaient été détruites par des bombes qui avaient tué les civils et accumulé les amas de gravats »[574]. Bien plus qu'en 1918, les résultats sont alarmants :

> La guerre a touché 74 départements, ravagé des provinces entières, et particulièrement la Normandie martyre, détruit 460 000 immeubles et mis temporairement hors d'usage le quart du patrimoine immobilier. Elle a accumulé plus d'un million de sinistrés dans des baraquements de fortune, disloqué des familles, brisé les corps et divisé les âmes[575].

---

[573] Jean-Pierre Azéma, Dominique Barjot et Rémy Baudoui éds., *Reconstruction et modernisation – La France après les ruines 1918… 1945,* Paris, Archives nationales, 1991, 312p.

[574] Danièle Voldman, « Déblaiements et déminage en 1945 », dans Jean-Pierre Azéma, Dominique Barjot et Rémy Baudoui éds., *Reconstructions et modernisation – La France après les ruines 1918… 1945…*, Archives nationales, 1991, p. 43.

[575] Jean-Pierre Rioux, « Pénurie et ravitaillement », dans Jean-Pierre Azéma, Dominique Barjot et Rémy Baudoui éds., *Reconstructions et modernisation – La France après les ruines 1918… 1945…*, Archives nationales, 1991, p. 201. Chiffres repris par Dominique Barjot, « Les entreprises du bâtiment et des travaux publics et la reconstruction (1918-1945) » dans le texte de la même exposition, p. 234.

Il y avait urgence d'agir : construire des logements, au moins temporaires, réhabiliter un réseau de transport largement détruit, nourrir, soigner, rétablir l'ordre. Devant cette colossale entreprise, il faut choisir les priorités et en cela, les autorités ne sont pas laissées à elles-mêmes. En France, la loi de 1901 a créé le concept des « associations »[576]. Deux personnes et plus peuvent ainsi créer une entité qui a portée légale. Leur « association » doit porter un nom distinctif, énoncer son objectif, se doter de statuts définissant son organisation, préciser sa localisation et nommer au moins un responsable. Les associations enregistrées bénéficient d'une reconnaissance officielle leur donnant un droit d'intervention dans les affaires publiques. Les Français ne se font pas prier pour s'en prévaloir. Dès la fin du conflit, la légalité républicaine et les libertés qu'elle soutient suscitent un regain de leurs formations. Notamment, les différentes catégories de victimes de la guerre se sont dotées de telles associations qui ont eu un rôle important dans leur accès à la commémoration nationale. Or, si quelques associations ont été créées pour représenter les victimes des bombardements alliés elles n'ont pas agi en ce sens, ce qui constitue le second facteur explicatif du silence que nous étudions.

Serge Barcellini, historien de formation, est contrôleur général des armées (2ème section des officiers généraux). Il préside depuis 2015 la principale association mémorielle française, le Souvenir Français. Cette association a pour objectif la sauvegarde de la mémoire de la France au combat et la transmission de son histoire. Pendant trois décennies, il fut le principal responsable des politiques de mémoire de l'État, en particulier dans le domaine des deux guerres mondiales, au ministère des Anciens Combattants et Victimes de guerre. Nous l'avons rencontré à quelques reprises pour discuter de l'absence de la commémoration des victimes civiles des bombardements

[576] « L'association est la convention par laquelle deux ou plusieurs personnes mettent en commun d'une façon permanente leurs connaissances ou leur activité dans un but autre que de partager des bénéfices ». *Loi relative au contrat d'association*, 1er juillet 1901. Legifrance.gouv.fr.

alliés en France[577]. Il reconnaît que cette catégorie de victimes n'a pas été considérée pendant qu'il exerçait ses fonctions, malgré l'intitulé même de ce ministère. En témoigne un document produit en 1991 qui réexaminait toute la question des commémorations des deux guerres en France sous ses aspects administratifs et sociaux. Dans ses 297 pages ne se trouve aucune mention des victimes des bombardements alliés alors que les autres catégories de victimes y trouvent place[578]. Les « victimes civiles » ne semblent avoir été considérées que dans le cadre des attentats qu'a connus le pays depuis les années 1980.

Dans une analyse des associations de combattants et de non combattants qui se sont créées après-guerre, Barcellini identifie trois préoccupations qui les unissent :

> . sociabilité : les associations d'anciens combattants sont des lieux de rencontre et d'amitié (le banquet, l'enterrement …) ;
>
> . revendication : les associations ont réduit la phrase de Clemenceau "Ils ont des droits sur nous" à sa seule signification quantitative (pensions, retraites, avantages) ;
>
> . commémoration : les anciens combattants sont les dépositaires d'une partie de la mémoire collective de la Nation. [579]

Ces trois fonctions ont été efficacement mises en œuvre par la France combattante. Résistants, membres de maquis et anciens combattants se sont regroupés en de

---

[577] Notes personnelles de rencontre avec monsieur Serge Barcellini aux bureaux du Souvenir français à Paris, 2 novembre 2017, 16 novembre 2017, 1er décembre 2017, 31 mai 2018.
[578] Anonyme, *La politique de mémoire des guerres et conflits contemporains et la mission permanente aux commémorations et à l'information historique – Hier, aujourd'hui, demain*, septembre 1991, 257p, Fonds Barcellini, SHDv GR 1 K 841 71.
[579] Serge Barcellini à Jean-Claude Petitdemange, Chef de cabinet du premier Ministre, *Note de réflexion sur le monde combattant*, 11 mai 1989, Fonds Barcellini, SHDv GR 1 K 841 7.

multiples associations qui ont agi sur ces trois volets[580]. Leur action a aussi été cohérente avec le choix fait par la France, inspiré par la déclaration de Clemenceau, de favoriser le traitement des survivants des deux conflits mondiaux, au détriment des morts pour la patrie. Cela est à l'opposé du choix fait par les Britanniques, les Allemands et les Américains. La conséquence est chiffrable : « En 1986, la France compte plus de 450 associations nationales d'anciens combattants, les États-Unis et la Grande-Bretagne : une, l'Allemagne Fédérale : trois »[581]. Les Anciens Combattants sont aussi continuellement présents lors de cérémonies commémoratives et sont à l'origine de l'érection de nombreux monuments dans toutes les régions du pays. Leurs associations sont beaucoup plus nombreuses que celles des autres catégories de victimes de la guerre, comme l'illustre une liste préparée par le ministère des Anciens Combattants établie en 1983. Conséquence de cette domination, sur les 420 associations répertoriées, seulement 34 (8%) d'entre elles portent dans leur titre la mention « victimes de guerre ». Aucune ne mentionne explicitement les victimes de bombardements[582].

Selon nos recherches, seulement trois associations ont activement représenté les victimes des bombardements à la fin du second conflit mondial. Or, comme nous le verrons, elles n'ont été actives que pendant la première décennie qui a suivi le conflit. Elles n'ont alors joué que les deux premiers rôles. Elles ont agi presque uniquement pour obtenir des avantages financiers liés à la reconstruction et, ce faisant, elles ont créé un certain degré de convivialité et de sens d'appartenance. Devant l'ampleur des dévastations subies, la reconstruction des logements perdus était d'une grande urgence.

---

[580] Ces trois volets de l'action des associations sont également décrits par Olivier Wieviorka, *La mémoire désunie – Le souvenir des années sombres, de la Libération à nos jours*, Paris, Seuil, 2010, empl. 1292-1307.

[581] *Id*., *La politique de la mémoire au Ministère des Anciens Combattants, Avant-propos*, Fonds Barcellini, SHDv GR 1 K 841 6.

[582] Cabinet, Ministère des Anciens Combattants, *Liste des associations – plaque adresse – téléphone*, 1983, 46p., Fonds Barcellini, SHDv GR 1 K 841 281.

Il est alors fort compréhensible que pour ces associations, la priorité était l'obtention aussi rapide que possible de soutiens financiers à la reconstruction. Pour les autres associations, les enjeux de commémoration étaient tout aussi importants que la demande de privilèges ou d'avantages financiers. Par la suite, les associations de victimes des bombardements seront absentes alors que le pays connaîtra un regain d'intérêt pour marquer le souvenir d'autres catégories de victimes.

Une première manifestation tangible de l'action axée avant tout vers les préoccupations matérielles des associations de sinistrés se présente dans le *Bulletin officiel de la confédération nationale des associations des sinistrés, réfugiés et victimes de faits de guerre*[583]. Ce mensuel paraît de 1947 à 1959 et la confédération est dissoute le 24 avril 1964[584]. Il n'y est pas question de commémoration. S'y trouvent des informations très concrètes sur les démarches de reconstruction et sur les indemnisations possibles. Devant les lenteurs administratives de la reconstruction, la confédération appela à la tenue de manifestations dans les départements pour le 28 septembre 1947[585]. Le succès fut mitigé, le mouvement n'ayant pas été suivi dans certains départements.

Deux associations réalisent leurs propres publications relatant les démarches entreprises pour veiller aux intérêts des victimes des destructions de la Seconde Guerre mondiale en France, lesquelles sont avant tout causées par les bombardements aériens des Alliés. C'est ainsi que se retrouvent *La voix des sinistrés*, organe de la *Fédération nationale des sinistrés victimes des bombardements et faits de guerre*, et *La voix des sinistrés d'Alsace*, qui présente les travaux du *Groupement Social des Victimes de la Guerre et des Sinistrés d'Alsace*.

---

[583] *Bulletin officiel de la nationale des associations des sinistrés, réfugiés et victimes de faits de guerre*, seuls trois numéros sont disponibles : 23, 24 et 25, 1949, AN 19770806/1.
[584] *Journal officiel de la République Française*, vol. 96, 10 mai 1964, p. 4008.
[585] *Manifestations du 28/09/1947 organisées par la Confédération nationale des sinistrés, réfugiés et victimes de guerre*. Le dossier comprend les compte-rendus des départements envoyés à sa demande au Ministre de la Reconstruction et de l'Urbanisme. AN 19780321/2.

Il faut signaler que dès la fin du conflit, les ressources étant rares, l'État contrôle l'utilisation du papier. Ceux qui désirent publier un périodique doivent faire approuver leur projet. Or, ce processus révèle que, si l'intention est de restaurer les libertés républicaines après le hiatus du régime autoritaire et restrictif de Vichy, la liberté de presse est cependant soumise à un examen de possibles attitudes collaboratrices durant l'occupation. Ainsi, en sus du processus de création d'une association au sens de la loi de 1901, un autre processus doit être suivi afin d'obtenir l'allocation d'une certaine quantité de papier. Il ne s'agit pas d'une vaine procédure, comme l'illustre le cas de l'Association des sinistrés et réfugiés de Toulouse dont la demande a été refusée. Ce refus illustre le processus qui devait être suivi. Deux modèles du formulaire de demande sont requis par le ministère de l'Information en 1945. Le « modèle A » doit être rempli par le demandeur. Sur le formulaire rempli par le demandeur toulousain, on remarque qu'aux questions « Quelle a été leur [ses rédacteurs] activité dans la résistance » et « quels sont leurs antécédents politiques », l'espace de réponse a été biffé d'un trait[586]. Le formulaire « modèle B » doit être rempli par le Directeur Régional de l'Information. Encore là, des questions reliées à la période de l'occupation sont laissées sans réponse :

> Après enquête, les déclarations des intéressés [Direction du journal et équipe rédactionnelle] relatives à leur activité dans la Résistance vous apparaissent-elles dignes de foi? Dans la négative, quelles réserves pensez-vous devoir formuler? Les antécédents politiques indiqués sont-ils exacts et complets? [587].

[586] Ministère de l'Information, *Questionnaire modèle A à produire à l'appui d'une demande d'autorisation à paraître*, rempli par M. Blanchet pour *La voix des sinistrés*, 14 mai 1945, AN F/41/1690.
[587] *Id*., *Questionnaire modèle B à produire à l'appui d'une demande d'autorisation à paraître*, rempli par le Directeur Régional de l'Information à Toulouse, 23 mai 1945, AN F/41/1690.

Un premier avis acceptant la publication, présent au dossier, semble être resté sans suite (sans date et signature). Le refus de paraître ne mentionne toutefois aucun motif de la décision. Répondant au Directeur Régional, le ministre écrit « J'ai l'honneur de vous faire connaître qu'il ne m'est pas possible, dans les circonstances actuelles, d'accorder l'autorisation sollicitée »[588]. Comme les responsables de la démarche toulousaine avaient choisi de ne pas répondre aux questions relatives à leurs activités pendant l'occupation, il est fort probable qu'il s'agit de la raison motivant ce refus. Nous ne pouvons y voir une intervention des autorités visant à museler une association qui se serait consacrée aux victimes des bombardements.

La *Fédération nationale des sinistrés victimes des bombardements et faits de guerre* a plus de succès. Le « questionnaire » soumis le 2 novembre 1945 pour faire la demande est moins formel, mais son contenu est semblable[589]. Des questions portent sur la publication avant et après l'occupation. Elles sont laissées sans réponse, car, évidemment, cela est sans objet. Le succès de la demande peut sans doute s'expliquer par les courtes notes biographiques des deux demandeurs annexées à la demande. Henri Marcel Quatrenaire « Pendant l'occupation, travaillait depuis la clandestinité pour la Résistance. Arrêté du 20/4/42 au 12/7/43, date à laquelle il s'est évadé pour se remettre à la disposition de la Résistance ». Lucien Elie Midol « a été pendant l'occupation emprisonné du 8/10/39 au 5/2/43, Déporté en Algérie. A participé à l'action de la France Combattante jusqu'à son retour en France le 23 septembre 1944 ». L'autorisation de publication à partir du 1er janvier 1946 est accordée le 20 novembre par le ministre de l'Information directement au demandeur, M. Midol[590]. Dans le dossier de la demande se trouvent les statuts de l'association. Regroupant « tous les

[588] *Id*., Direction de la Presse à Monsieur de Directeur Régional de l'Information à Toulouse, *La voix des sinistrés*, 7 juillet 1945, AN F/41/1690.
[589] *Id*., *Questionnaire, La voix des sinistrés*, rempli par M. Midol, 2 novembre 1945, AN F/41/1690.
[590] *Id*., note à M. Midol, Directeur de La voix des sinistrés, *Autorisation de parution de "La voix des sinistrés"*, 20 novembre 1945, AN F/41/1690.

comités locaux de sinistrés qui déclarent adhérer à ladite organisation et en approuvent les statuts », elle déclare que ses buts « sont d'assurer la défense des droits et intérêts moraux et matériels de tous les sinistrés totaux ou partiels (collectivités publiques, propriétaires, locataires, industriels, commerçants, agriculteurs, etc…) » par interventions auprès des autorités, l'établissement de dossiers et appuis devant les tribunaux[591]. Étant donné l'énoncé de ces objectifs, l'intention de cette association d'agir pour la commémoration des bombardements n'est pas apparente. Si elle a existé, il faut l'inférer d'une combinaison entre l'idée de « droits et intérêts moraux » et l'engagement à intervenir auprès des autorités.

LA VOIX des SINISTRÉS

Plan Monnet Plan Marshall et Reconstruction

La loi sur les coopératives de Reconstruction

Un bel exemple

Figure 4.1 *La Voix des Sinistrés*, nº 28, juillet 1948. AN F/41/1690.[592]

La consultation de la publication de cette fédération montre qu'elle agit clairement dans le sens premier énoncé dans ses statuts : elle veille avant tout aux intérêts matériels de ses membres. La seule allusion liée aux enjeux de commémoration qui s'y trouve concerne la ville de Marseille. Dans son l'édition d'octobre 1948[593], un article évoque

[591] Fédération nationale des sinistrés victimes des bombardements et faits de guerre, *Statuts fédéraux*, non daté, AN F/41/1690.

[592] Les numéros de ce journal qui ont survécu se trouvent à la BNF, mais leur mauvais état de conservation fait en sorte que leur numérisation n'a été entreprise qu'à la suite de notre demande. Ils sont rendus graduellement disponibles en ligne sur le site Gallica de la BNF, mais peuvent être consultés dans leur ensemble sur place. BNF Gallica NUMP-17441, NUMP-17439, FOL-JO-3720.

[593] Anonyme, « Marseille - La population du quartier St-Pierre honore la mémoire des victimes des bombardements », *La voix des sinistrés*, nº 30, octobre 1948, BNF Gallica NUMP-17441.

qu'une plaque commémorative a été apposée au cœur d'un quartier populaire de la ville à l'initiative du Comité de défense des sinistrés local, en dépit du refus du maire Michel Carlini de donner les autorisations nécessaires. Interrogées au sujet des motifs invoqués par le maire pour justifier ce refus, les archivistes de la ville n'en ont trouvé aucune trace[594]. Cette seule démarche en faveur d'une commémoration constitue l'exception qui confirme la règle : la principale préoccupation de l'association qui se reflète dans son journal est l'obtention d'aides financières pour combler les besoins des sinistrés de guerre, surtout ceux liés aux bombardements, et aux reconstructions.

La demande d'autorisation de publication du bulletin *La voix des sinistrés d'Alsace* est présentée le 19 septembre 1945[595]. Au point de vue des préoccupations concernant les activités des demandeurs pendant l'occupation, la lecture du formulaire rempli laisse perplexe. À la question portant sur l'attitude qu'ont eue les demandeurs « vis-à-vis de la Résistance », on peut lire que « tous les membres du comité ont été ou bien internés politiques, ou bien expulsés, spoliés ou sinistrés ». Dans le formulaire B, rempli à l'appui de la demande par le Directeur Régional de l'Information, à la question « Après enquête les déclarations des intéressés [Direction du journal et équipe rédactionnelle] relatives à leur activité dans la Résistance, vous apparaissent-elles dignes de foi? » la réponse est un simple « oui »[596]. Ainsi, un membre du comité peut être considéré comme sinistré, mais avoir été dans les faits ennemi de la Résistance. Sa déclaration reste « digne de foi ». À questions mal posées, les réponses peuvent être véridiques, mais mal intentionnées. La question est ici délicate, car la publication est bilingue (français, allemand), ce que la demande ne mentionne pas. Il est assez étrange que

[594] Sylvie Clair, Conservateur général du patrimoine, Directeur des archives, Archives municipales de Marseille, courriel, 31 octobre 2019.
[595] Ministère de l'Information, *Questionnaire modèle A à produire à l'appui d'une demande d'autorisation à paraître*, rempli par A. Gientzienger et J. Billing pour *La voix des sinistrés*, 19 septembre 1945, AN F/41/1690.
[596] *Id*., *Questionnaire modèle B à produire à l'appui d'une demande d'autorisation à paraître*, rempli par le Directeur Régional de l'Information à Strasbourg, 25 septembre 1945, AN F/41/1690.

l'État français de l'immédiat après-guerre accepte une parution rédigée partiellement en allemand. Le député local est intervenu en sa faveur lors d'une conversation téléphonique avec le Directeur Régional de l'Information qu'il confirme par écrit[597]. L'autorisation à paraître à partir du 1er juin 1946 est datée du 12 juin[598]. Son acceptation devait être connue dès le mois précédent, car le Cabinet du ministre de l'Information reçoit les félicitations d'un membre des *Jeunes Éditions* dès le 3 mai : « Je me permets de vous remercier d'avoir bien voulu attacher toute l'importance qu'elle comporte à la réalisation de cette publication qui servira avant tout la cause française en Alsace dans la reconstruction démocratique et républicaine du pays »[599]. Le cas de l'Alsace à la Libération est effectivement particulier. Certains de ses jeunes hommes sont enrôlés dans l'armée allemande soit volontairement (il faut lire *Le soldat oublié* de Guy Sajer[600]), soit de force, les *Malgré-Nous*. Si la France dans son ensemble est déchirée entre résistants et collaborateurs, s'ajoute en Alsace une division entre les cultures française et allemande. Le procès des auteurs du massacre d'Oradour-sur-Glane, qui s'ouvre en 1953, montre bien que ces divisions sont profondes. Il y a 14 Alsaciens parmi les accusés, dont 13 *Malgré-Nous*. Le verdict qui les condamne à l'emprisonnement pour 5 à 8 ans suscite de si fortes réactions en Alsace que les 13 sont amnistiés, ce qui indigne à son tour la population du Limousin où se situe Oradour. Le lien peut être fait : autoriser une publication bilingue en Alsace pouvait être un acte de compromis pour la réunification « française » du pays dans cette région, en dépit d'assurances douteuses sur le passé « résistant » de certains membres de l'association. Quelques numéros de la circulaire *La voix des sinistrés d'Alsace* sont conservés à la BNF, les autres semblent perdus.

---

[597] [Signature illisible], Député du Bas-Rhin, à Monsieur le Directeur [présumé être le Directeur Régional de l'Information à Strasbourg qui aura à soutenir le projet par le formulaire B], Paris, 30 avril 1946, AN F/41/1690.

[598] Le Secrétaire d'État à la Présidence du Conseil, Chargé à l'Information, à Monsieur le Directeur Régional à l'Information de Strasbourg, *Autorisation de parution de "La voix des sinsitrés d'Alsace"*, 12 juin 1946, AN F/41/1690.

[599] Paul Mehlinger, *Jeunes Éditions*, à Madame Nogueres, Cabinet de Monsieur le Ministre de l'Information, Paris, 3 mai 1946, AN F/41/1690.

[600] Guy Sajer, *Le soldat oublié*, Paris, Robert Laffont, 1967, 699p.

La voix des SINISTRÉS d'ALSACE
Circulaire du Groupement Social des Victimes de la Guerre et des Sinistrés d'Alsace
STRASBOURG
Das Groupement Social am Werk!
Reges Leben in unserm Kinderheim von Neuwiller-les-Saverne
Nouvelles dispositions
relatives à la reconstruction ou réparation des Eglises, Presbytères, Maisons d'Œuvres endommagés par faits de guerre

Figure 4.2 *La voix des Sinistrés d'Alsace*, no. 4, avril 1946, BNF FOL-JO-3490.

Cette publication décrit comment ses membres doivent s'y prendre pour obtenir services et compensations financières de l'État. En ce sens, le groupe, dont la devise est « aider et servir »[601], offre trois services :

> renseignement juridique, en matière de dommages de guerre et de reconstruction;
>
> de secours qui fonctionne en collaboration avec tous les organismes de bienfaisance publique ou privée;
>
> d'achat qui a d'ores et déjà pu rendre de très grands services.[602]

La voix des sinistrés d'Alsace relate aussi les pressions exercées sur les autorités pour que les processus administratifs s'activent. Les sinistrés sont invités à adhérer à l'association « qui donnera plus de poids à vos justes revendications »[603]. À titre d'exemple de l'orientation de la publication, une liste d'architectes agréés est régulièrement mise à jour et on trouve dans les quinzième et seizième numéros de 1949

[601] *La voix des Sinistrés d'Alsace*, sixième numéro, janvier 1947, BNF FOL-JO-3490.
[602] *Id.*, premier numéro, 1945, BNF FOL-JO-3490.
[603] *Id.*, troisième numéro, décembre 1945, BNF FOL-JO-3490.

un tableau très détaillé, imprimé en caractères lilliputiens, « des prix forfaitaires des biens meubles d'usage courant ou familial »[604], donc de la valeur de tout ce que peut contenir une maison. De l'humble fourchette au meuble d'importance, tout y trouve place. Les sinistrés pouvaient ainsi établir un bilan chiffré précis de leurs pertes à l'appui de leurs revendications financières auprès de l'État. L'association se dit forte de 80 000 membres en avril 1946[605]. Le dernier numéro conservé de ce journal, le numéro 22, n'est pas daté[606], mais il fait suite au numéro 20/21 des 2e et 3e trimestres de 1951[607]. La parution, initialement mensuelle, est devenue graduellement trimestrielle, puis finalement bitrimestrielle. Nous déduisons qu'elle n'était plus publiée en 1952.

Mentionnons enfin une quatrième publication, le *Bulletin des sinistrés de France*, qui s'adresse aux sinistrés sans appartenir à une association. Son premier numéro paraît en mars 1946. Le bulletin se décrit comme un « Organe d'informations, de renseignements et de documentation, pratiques, techniques, administratifs et juridiques pour la reconstitution des foyers français – Libre et indépendant ». Comme cela le laisse entendre, il ne s'y trouve aucune préoccupation de commémoration[608]. Les archives ne comprennent que quelques numéros, tous publiés en 1946.

---

[604] *Id.*, quinzième numéro, janvier-février 1949 et seizième numéro, deuxième trimestre 1949, BNF FOL-JO-3490.
[605] *Id.*, quatrième numéro, avril 1946, BNF FOL-JO-3490.
[606] *Id.*, numéro 22, non daté, BNF FOL-JO-3490.
[607] *Id.*, numéro 20/21, 2e et 3e trimestre 1951, BNF FOL-JO-3490.
[608] *Bulletin des sinistrés de France*, numéros 1, 2, 3, 5 et 6, 1946 seulement, AN 19770806/1.

BULLETIN DES SINISTRÉS DE FRANCE

Organe d'informations, de renseignements et de documentation, pratiques, techniques, administratifs et juridiques pour la reconstitution des foyers français.

LIBRE ET INDÉPENDANT

LA RECONSTRUCTION SA TACHE SES LENTEURS

II. - Les difficultés

Figure 4.3 *Bulletin des sinistrés de France*, nº 1, mars 1946, AN 19770806/1.

La lecture de ces différents journaux révèle que les associations de sinistrés n'ont pas ou peu agi en commémoration. Le seul témoignage de ce type de préoccupation dans les numéros accessibles est celui de Marseille, comme nous l'avons vu. Les associations qui représentaient les victimes des bombardements sont sans doute devenues désuètes lorsque les reconstructions se sont achevées. En nous basant sur la fin de leurs publications, nous pouvons présumer que leurs activités ont pris fin vers 1956. Cela a eu pour conséquence de priver les victimes des bombardements de ressources possibles lors de ce qui se révélera la période la plus importante de l'investissement de l'État français dans la commémoration de la Seconde Guerre mondiale. Elle débute avec le retour au pouvoir de De Gaulle (1958-1969) qui constitue, selon Barcellini, un « âge d'or » pour la commémoration patriotique et la création de la politique commémorative de l'État. Ce temps fait ensuite place à une période de remise en cause qui voit un désengagement de l'État traduit notamment par un certain degré de désinvestissement en commémorations et patrimoine[609].

[609] Serge Barcellini, *La politique de la mémoire patriotique au Ministère des Anciens Combattants*, 30 juillet 1986, p. 23, 28, 33 et 41, Fonds Barcellini, SHDv GR 1 K 841 101.

Le graphique qui suit présente les investissements en commémoration de la III^e^ à la V^e^ république, les différentes présidences étant présentées pour cette dernière jusqu'à celle de François Mitterrand. Barcellini a colligé ces données sur les investissements de l'État français en commémoration alors qu'il oeuvrait au ministère des Anciens Combattants et Victimes de guerre. Présentés ici pour la première fois, ces résultats sont présentés en trois courbes. La principale, qui court sur toute la période, présente les investissements en monuments commémoratifs érigés dès la fin de la Grande Guerre en 1919 jusqu'en 1986, date à laquelle se termine la collecte effectuée par Barcellini. Une seconde courbe montre l'évolution des dépenses en cérémonies de 1949 à 1991 dont les données se trouvent également dans un document ministériel que nous avons déjà cité[610]. La troisième courbe présente le cumul des deux précédentes. L'importance de la période gaullienne en matière d'investissements en commémoration apparaît clairement. Or, les associations qui ont œuvré pour les victimes des bombardements ont cessé leurs activités tout juste avant le retour de De Gaulle au pouvoir. Les agents de mémoire qui leur auraient peut-être permis de prendre le train de la commémoration qui passait avaient ainsi disparu. Comme est apparent, le volume des investissements français dans la mémoire des conflits mondiaux va s'estompant sous les successeurs de De Gaulle.

[610] Anonyme, *La politique de mémoire des guerres et conflits contemporains et la mission permanente aux commémorations et à l'information historiqu – Hier, aujourd'hui, demain*, septembre 1991, Annexe III, p. 203-204, Fonds Barcellini, SHDv GR 1 K 841 71.

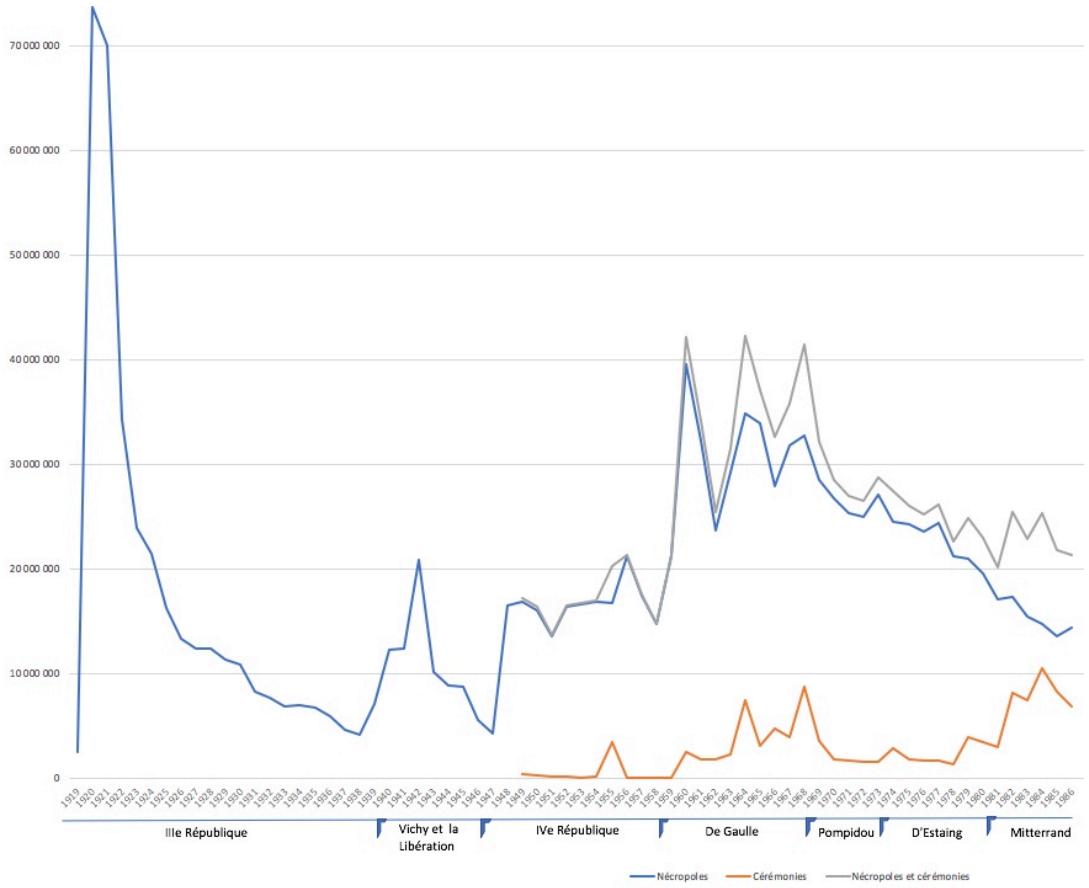


Figure 4.4 Investissements de l'État français en commémorations des deux guerres mondiales (francs constants de 1986)[611]

En somme, le déroulement des événements ayant mené au silence à l'endroit des bombardements alliés dans la commémoration de la Seconde Guerre mondiale suit une logique qui lui est propre. Le peu d'interventions de De Gaulle et du CFLN devant leurs ratés pendant le conflit et le refus humiliant des Alliés d'obtempérer à leurs quelques demandes ont fait en sorte que dès la Libération, l'État n'avait aucun intérêt à les rappeler. Or, contrairement aux associations qui se sont progressivement créées pour soutenir les intérêts d'autres catégories de victimes, les associations agissant pour

[611] Serge Barcellini, *Investissements en mémoire – État français*, 29 juillet 1986, Fonds Barcellini, SHDv GR 1 K 841 6. Données manuscrites que nous avons reportées : certaines inexactitudes mineures sont possibles.

les victimes des bombardements ont limité leur rôle aux besoins de la reconstruction. De plus, elles n'ont existé qu'avant la période gaullienne accélératrice de la commémoration.

L'État français, laissé à lui-même en ce qui concerne la réalité difficile des bombardements de son territoire par les libérateurs anglo-américains, n'a donc pas inclus la mémoire de leurs victimes dans ses actions de commémoration nationale. Un point d'orgue qui reflète de façon éloquente ce malaise se présente lors des cérémonies commémoratives tenues en 1984. Les plus importantes à ce jour, elles devaient célébrer à la fois le 70e anniversaire de la bataille de la Marne et le 40e anniversaire de la Libération. Jean Laurin, alors Secrétaire d'État auprès du ministre de la Défense, en faisait le bilan en ce qui concerne la Libération :

> Le 40ème anniversaire de la Libération de la France s'est traduit, à l'échelon national, par dix grandes cérémonies. Deux ont rendu hommage à deux grandes figures de la Résistance : Pierre BROSSOLETTE et Félix ÉBOUÉ, deux ont rappelé la part essentielle prise par nos alliés et par l'armée française reconstituée dans la libération de notre territoire - le débarquement du 6 Juin et celui du 15 Août; trois ont rappelé la place tenue par les maquis dans l'épopée de la Résistance - Les Glières, le Vercors, Saint-Marcel; deux ont souligné la dimension historique des libérations des villes - PARIS et STRASBOURG - , enfin une cérémonie a rappelé les tragédies qui accompagnèrent les cinq années de luttes et de souffrances que connut notre pays – Oradour-sur-Glane[612].

Les choix sont clairs : la France combattante est mise à l'honneur et, s'il s'agit de rappeler les souffrances, ce sont les victimes des actes de l'ennemi que l'État désire signaler. Pas de place dans ces démarches commémoratives à l'échelon national pour les victimes des bombardements effectués par « nos alliés ». Sans agents de mémoire, ces bombardements, bien que présents dans les mémoires et dont les marques sont

[612] Jean Laurin, *Intervention au Conseil des Ministres*, 16 janvier 1985, 3p., Fonds Barcellini, SHDv GR 1 K 821 24.

longtemps restées visibles dans le paysage, n'ont pas trouvé place dans le langage commémoratif national du second conflit mondial en France. Nous verrons maintenant comment ce « silence » se manifeste dans plusieurs aspects de la société française.

CHAPITRE V

LES MANIFESTATIONS DU SILENCE FRANÇAIS

Le silence sur les bombardements alliés n'est pas le fait des seuls historiens. Nous avons vu dans le troisième chapitre comment Massigli s'est montré préoccupé par les maladresses de ces bombardements après s'être joint à l'aventure gaulliste à Londres en janvier 1943. Il a averti de Gaulle de ses préoccupations et est intervenu auprès du haut commandement allié dans ce qu'il qualifie d'initiative personnelle. Pourtant, sa biographe, Raphaële Ulrich-Pier, que nous avons déjà citée, ne mentionne pas cet aspect de sa carrière dans son excellent ouvrage de plus de 1 500 pages en deux volumes.[613] Le sujet lui aurait-il simplement échappé lors de sa consultation des archives? Il nous semble plus probable que les interventions de Massigli au sujet des bombardements alliés lui soient apparues comme un sujet de peu d'importance parmi les nombreux aspects de la carrière du personnage. Cela surprend tout de même, car l'épisode est relié à la relation personnelle de Massigli avec Eden, qu'elle mentionne à plusieurs reprises. Cette omission dans un ouvrage aussi rigoureux et bien documenté vient appuyer notre propos. Elle est une manifestation remarquable de l'absence généralisée des bombardements alliés dans l'expression française de la mémoire de la Seconde Guerre mondiale. Tout à fait représentative, elle nous sert d'introduction à un

[613] Raphaële Ulrich-Pier, *René Massigli (1888-1988) – Une vie de diplomate Tome I et Tome II*, Paris, P.I.E.-Peter Lang, 2006, 1 539p.

exposé des conséquences de cette absence : le silence que nous étudions s'est répandu dans de nombreux aspects de la société française[614].

Dans le présent chapitre, nous exposons comment le phénomène s'observe en dehors de l'historiographie du conflit. Nous démontrons d'abord que les démarches effectuées par le gouvernement français afin d'obtenir des appuis pour la reconstruction du pays et dans le contexte du Plan Marshall ne font pas mention des destructions causées par les Alliés. L'argument aurait pu être invoqué à l'appui de demandes d'aide plus importantes, les Alliés ayant été les principaux responsables des dévastations. Nous observons ensuite que la mémoire inscrite dans la pierre, celle des monuments et stèles, évite de mentionner explicitement les bombardements alliés. Nous verrons que cela ne résulte pas d'actions directes de l'État français, mais qu'il s'agit plutôt d'une conséquence des mécanismes régissant ces formes d'expression qu'il met en place pour en assurer une cohérence dès la fin du conflit. Enfin, nous démontrons que ce déficit mémoriel a fait que les bombardements alliés sont peu présents dans les expressions culturelles du second conflit mondial en France. La littérature et le cinéma les ont largement ignorés pour se concentrer sur d'autres aspects de la vie des Français sous l'occupation. Nous avons aussi trouvé dans la philatélie, laquelle constitue un reflet direct des enjeux majeurs d'un État, une autre expression du silence que nous étudions. Nous verrons aussi que l'enseignement sur l'histoire de la France dans le second conflit mondial traite bien peu de ce sujet.

Un cas d'espèce se présente d'emblée pour nous permettre illustrer notre propos. Les célébrations de la victoire sur l'Allemagne nazie du 8 mai 1945 ont connu des hauts et des bas en France. En 1981, elles sont remises à l'ordre du jour, sous la présidence de François Mitterrand, par le ministre des Anciens Combattants, Jean Laurin. Son

[614] Sur les relations entre « absence », « silence », « refoulement » et « oubli », voir Henry Rousso, *Face au passé – Essais sur la mémoire contemporaine*, Paris, Belin, 2016, p. 33-58.

ministère prépare pour la presse une série de 15 fiches rappelant l'histoire du conflit du point de vue français[615]. La douzième, dédiée à la Libération, parle de « Libérations joyeuses et tumultueuses en Province ». La quinzième est particulièrement intéressante : il y est question du « prix de la victoire » et du « lourd bilan de la paix retrouvée » qui est présenté ainsi :

> La réalité des pertes humaines est mal connue et il faut la rappeler. Elles ont été estimées à 600.000 morts : 250.000 militaires et 350.000 civils. On connait aujourd'hui le tribut payé par chacun : la Campagne 1939-1940: 92.000; les armées de Libération 1940-1945: 58.000; le FFI: 20.000; les incorporés de force Alsaciens-Lorrains 40.000; les prisonniers de guerre: 40.000. Et puis, les Déportés politiques et raciaux: 160.000; les requis du travail obligatoire: 40.000; les fusillés: 30.000; les décédés au cours d'opérations militaires : 120.000.

Les victimes des bombardements alliés se retrouvent donc sous le concept large de « décédés au cours d'opérations militaires ». Elles disparaissent donc de l'information divulguée au public alors qu'en fait, elles constituent une bonne moitié de ces décès. Une mention explicite de leur existence aurait été aussi justifiable que celles des autres catégories de victimes mentionnées. Vinitzki-Seroussi et Teerger y verraient un silence « masqué » : le sujet embarrassant est noyé dans un ensemble plus étendu et diversifié.

Une simple réflexion sur le sujet, en tenant compte du contexte de l'après-guerre en France, permet d'élaborer une série d'hypothèses qui pourraient expliquer ce silence. Ainsi, il est possible que la reconnaissance envers les Alliés libérateurs ait fait en sorte que les blâmer pour les souffrances et dévastations subies sous leurs bombardements aurait été perçu comme de l'ingratitude. Le désir de jouir sans réserve de la libération et de se consacrer dès que possible à la reconstruction aurait aussi pu occulter le besoin de commémorer les morts causées par les libérateurs eux-mêmes. D'un ordre plus

[615] Ministère des Anciens Combattants, *Les dossiers du 8 mai 1945*, 2/IV/82, Fonds Barcellini, SHDv GR 1 K 841 193.

politique, il est connu que le général de Gaulle, qui prend le pouvoir à la Libération, voulait unir le pays en soutenant l'idée d'une France combattante qui n'aurait pas vraiment perdu en 1940. Elle figurerait plutôt parmi les vainqueurs d'une « guerre de trente ans », commencée en 1914 et terminée victorieusement en 1945[616]. Pour cela, il convenait de minimiser le rôle des Alliés, ce qu'une commémoration des bombardements aurait compromis. S'en est suivi une « bataille des mémoires » entre gaullistes et communistes sur leurs mérites respectifs dans la libération du pays, laquelle ne laissait que peu de place à la commémoration de victimes de la guerre autres que combattantes. Un autre débat en France a aussi monopolisé les opinions et occupé une place prépondérante dans l'espace public : le déchirement du pays entre résistance et collaboration. Polémiques et procès retentissants, manifestations d'un « passé qui ne passe pas » pour reprendre l'expression d'Éric Conan et Henry Rousso[617], n'ont laissé que peu de place aux autres mémoires. Ajoutons que, comme nous l'avons vu, les bombardements alliés ont été largement récupérés par le régime de Vichy dans sa propagande anti-Alliés. Leur commémoration directe aurait donc mis en valeur sa bonne performance dans le soutien aux victimes pendant les événements, un mérite qui lui est généralement reconnu. Plus prosaïquement, une motivation économique est aussi susceptible d'expliquer le silence sur les bombardements alliés. La reconstruction de la France nécessitait une assistance financière et matérielle qui ne pouvait être qu'américaine. L'adhésion au plan Marshall en a permis la mise en place, mais cela reposait sur une prise de position antisoviétique dans ce qui allait devenir la guerre froide. Le soutien américain était aussi nécessaire à la France dans ses conflits coloniaux, notamment en Asie[618]. Dans ce contexte, rappeler les bombardements

---

[616] Michelle Zancarini-Fournel et Christian Delacroix, *La France du temps présent 1945-2005*, préf. Henry Rousso, Paris, Belin, 2014 (1ère éd. 2010), p. 12. Le général de Gaulle énonce ce concept d'une guerre de trente ans lors d'une « Allocution radiodiffusée du 18 septembre 1941 », citée dans Nicolas Beaupré, *Les grandes guerres 1914-1945*, préf. Henry Rousso, Paris, Belin, 2014 (1ère éd. 2012), p. 1037.
[617] Henry Rousso et Eric Conan, *Vichy, un passé qui ne passe pas*, Paris, Fayard, 1994, 330p.
[618] François David, « L'alliance franco-américaine et la guerre d'Indochine, laboratoire d'une rupture », *Revue historique des armées*, no 246, 2007, p. 77-87.

américains sur la France et leurs conséquences dramatiques se serait révélé pour le moins contre-productif.

L'historien Olivier Wieviorka a consacré un ouvrage à la mémoire de la France sous l'Occupation. On y trouve peu de mentions des victimes des bombardements alliés, mais il explique comment elles ont obtenu une reconnaissance « officielle » dans l'immédiat de l'après-guerre :

> L'ordonnance du 2 novembre 1945 [du gouvernement provisoire], par ailleurs, accorda la mention « Mort pour la France » aux civils décédés sous le coup des violences commises par les Alliés – les bombardements au premier chef. Il s'agissait ici d'une entorse à la tradition puisque la législation élaborée au lendemain de la Première Guerre mondiale avait réservé ce titre aux seules victimes des opérations de l'ennemi, qualification que l'on pouvait difficilement accoler aux bombardiers de la RAF ou de l'US Air Force[619].

En fait, l'ordonnance citée ouvre l'accès à la mention « Mort pour la France » de façon beaucoup plus large. Son point 9 dit que : « de toute personne décédée à la suite d'acte de violence constituant une suite directe de faits de guerre »[620]. Les victimes des bombardements alliés sont couvertes par un tel libellé, mais les victimes de faits de guerre perpétrés par d'autres que les Alliés le sont également. Tout de même, il est dorénavant permis d'inscrire leur nom sur les monuments et les stèles. Cela doit cependant se faire sous le contrôle des préfets chargés d'approuver les projets et d'en contrôler les coûts. Selon Wieviorka, des considérations politiques jouèrent alors un rôle dans ce désir de contenir les élans commémoratifs :

---

[619] Olivier Wieviorka, *La mémoire désunie – Le souvenir des années sombres, de la Libération à nos jours*, Paris, Seuil, 2010, empl. 654.

[620] Extrait du Journal Officiel du lundi 5 novembre 1945 (ordonnances et décrets) - page 7.295, Ordonnance 45.2727 du 2 novembre 1945 relative aux actes de décès des militaires et civils « MORTS POUR LA FRANCE », SHDv GR 1 K 841 421.

> Ces mesures [contrôle des oeuvres commémoratives] n'étaient pas exemptes de préoccupations politiques. Le pouvoir, de fait, dut très vite combattre sur deux fronts. Il considéra assez vite le général de Gaulle et son mouvement le Rassemblement du peuple français (RPF), comme un ennemi. Car le général de Gaulle, pour populariser son combat, exploitait délibérément la fibre mémorielle[621],

Nous avons déjà mentionné que Wieviorka énonce certaines hypothèses sur le silence mémoriel en Normandie au sujet des victimes civiles des actions des Alliés. Il l'explique par une difficulté, pour la région, à se présenter comme victime alors qu'elle a moins souffert que les autres sous l'Occupation et fut la première libérée (exception faite de la Corse)[622]. Puisqu'aucune preuve, aucune archive ne viennent appuyer ces énoncés, il s'agit d'hypothèses proposées par ce chercheur. Cela rejoint directement l'objet de nos recherches : trouver des manifestations tangibles des motivations à ce silence en interrogeant les archives. L'une des premières approches que nous avons entreprises en ce sens concerne la recherche d'interventions qui auraient eu pour but d'éviter d'irriter les Américains alors que leur aide financière était recherchée dans l'immédiat après-guerre.

5.1 La reconstruction et le Plan Marshall

L'une des pistes intéressantes à examiner afin d'expliquer le silence français sur les bombardements alliés concerne les enjeux de la reconstruction du pays qui fut, dès la fin du conflit, fortement dépendante de l'aide américaine. Ainsi, on peut faire l'hypothèse, comme nous l'avons proposé, qu'il eut été malavisé de souligner les bombardements, notamment américains, en raison de l'importante contribution attendue des États-Unis. Nous avons donc cherché des traces d'un tel renoncement à

[621] Olivier Wieviorka, *op. cit.*, empl. 1734-1748.
[622] *Ibid.*, empl. 3882.

invoquer les dommages matériels considérables causés en France par les bombardements alliés, argument qui aurait pu être évoqué afin d'obtenir une aide plus généreuse. C'est une approche qu'a d'ailleurs préconisée Louis Marin en 1949. Désirant connaître le bilan des pertes humaines de la France pendant la Seconde Guerre mondiale, le ministre se fait répondre qu'aucune étude statistique « sérieuse » n'a été faite à cet effet[623]. Lors de la séance du 29 décembre suivant, il persiste en demandant l'information au ministre des Anciens Combattants et Victimes de la guerre. La réponse fait état de plus de 571 000 pertes de vie militaires et civiles, dont 59 225 sous les bombardements[624], chiffres semblables à ceux qui font école aujourd'hui. Comme Marin s'intéressait également au nombre de veuves et d'orphelins de guerre, l'*Association et entraide des veuves et orphelins de guerre 39-45* lui fait parvenir certaines statistiques sur lesquelles elle travaillait[625]. Remerciant l'association, Marin se désole du fait qu'aucune étude du nombre de victimes de la guerre n'ait été réalisée et déplore qu'une information aussi importante ne soit pas disponible pour les négociations internationales dans lesquelles la France est alors engagée :

> Je suis, en effet, très mécontent qu'aucun organisme gouvernemental n'ait dressé de listes de nos morts, de nos disparus, de nos déportés, de nos fusillés, de nos veuves, de nos orphelins, de nos ascendants privés de leurs fils pendant cette seconde guerre mondiale. C'est, cependant, un argument diplomatique de première force que nos Ministres auraient entre les mains pour convaincre leurs partenaires dans les discussions internationales[626].

---

[623] F. Debyser, Directeur, Bibliothèque de documentation internationale contemporaine et musée de la Grande Guerre, Université de Paris, deux notes à Louis Marin, 7 et 24 octobre 1949, AN 317AP/131.
[624] Assemblée Nationale, Secrétariat général, « Réponses des Ministres aux questions écrites (Réponse insérée à la suite du compte rendu *in extenso* de la séance du 28 DEC 1949) », 29 décembre 1949, AN 317AP/131.
[625] Mme Monicault-Boucheman, secrétaire générale, Association et entraide des veuves et orphelins de guerre 39-45, note à Louis Marin, 16 décembre 1949 (la pièce jointe qui donne les statistiques porte la mention « février 1950 »), AN 317AP/131.
[626] Louis Marin, note à Mme Monicault-Boucheman, secrétaire générale, Association et entraide des veuves et orphelins de guerre 39-45, 29 décembre 1949, AN 317AP/131.

Marin semble être le seul à avoir eu l'idée d'instrumentaliser les pertes françaises afin d'influencer les négociations en cours en faveur de la France. Au contraire, la politique adoptée envers les Alliés dès la fin du conflit est axée vers le positif.

À ce titre, nous avons examiné l'œuvre d'une organisation française éphémère dont le but était d'améliorer les conditions de séjour des troupes alliées stationnées au pays à la fin du conflit. Une initiative de René Pleven, compagnon de longue date de De Gaulle et ministre des Finances du Gouvernement provisoire, le *Comité français de bienvenue aux armées alliées* (COFBA) avait pour mandat d'augmenter le pouvoir d'achat des troupes alliées et de rendre leur séjour plus agréable malgré les conditions alors difficiles[627]. L'organisme a existé sur une période d'au plus deux ans. Il est créé le 31 mai 1945[628], mais la cessation de ses activités ne fait l'objet d'aucune mention dans les archives. Dans les faits, le COFBA n'a agi qu'au profit des soldats américains. Il reconnaît d'ailleurs que ses attentions auraient dû inclure les soldats canadiens, néo-zélandais et anglais[629]. Compte tenu des objectifs de cet organisme, nous pouvions présumer qu'il avait pris des dispositions pour éviter que les citoyens français ne s'en prennent aux Américains, verbalement ou autrement, pour leur tenir rigueur des dévastations et des pertes de vies dues à leur aviation maladroite. Il n'y a rien de tel dans les archives. Le COFBA réagissait d'abord aux protestations des soldats américains devant le taux de change élevé pratiqué pour le franc. Le comité a utilisé des crédits afin de leur obtenir des avantages financiers compensatoires[630]. Il a aussi

---

[627] COFBA, *Activity Report up to December 1st 1945*, 1er décembre 1945, CAEF 5A-0000009/12 et SHDv GR 8 P 28.
[628] *Id*., *Rapport d'activité au 1er octobre 1945*, non daté, CAEF 5A-0000009/12. Accompagné d'une lettre de transmission de Jean Schloesing, président du COFBA, à Gaston Palewski, alors Directeur du Cabinet Civil du Général de Gaulle, 17 octobre 1945, AN AG/3(1)/270.
[629] *Ibid*.
[630] Les rapports du COFBA ne mentionnent pas le montant dont il dispose. Il est toutefois indiqué que son bureau de Paris rembourse des taxes pour 450 000 Francs par jour au cours de 1945, ce dont se prévalent 200 000 soldats américains : *Id.*, *Activity Report up to December 1st 1945*. Les cours universitaires, professionnels et techniques qui leurs sont offerts gratuitement coûtent au COFBA 400 000 Francs par mois : *Id*., *Rapport d'activité au 1er octobre 1945.*

fait auprès des soldats américains la promotion de la culture française, en offrant des visites touristiques et industrielles gratuites ainsi que des cours dans diverses institutions. Nulle mention des bombardements dans cette œuvre qui disparaît rapidement, le document le plus tardif en archive étant une note datée du 20 décembre 1945 transmettant un dernier rapport d'activités[631]. Tout au plus se trouve une mention « du beau travail que vous avez accompli » dans une lettre du Chef de la Mission militaire française de Liaison datée du 18 octobre qui faisait suite à la réception d'un rapport d'activités du comité daté du 1er octobre[632]. Cette initiative aurait donc pris fin très discrètement, surtout si l'on considère qu'elle était critiquée par plusieurs, comme le signale le rapport d'activités d'octobre 1945[633]. Alors que nous aurions pu nous y attendre, cette entreprise de séduction envers les soldats américains séjournant en France n'a aucunement considéré que les bombardements de leur aviation pourraient leur être reprochés. Dans le cadre de la reconstruction du pays, le sujet sera tout simplement évité, comme nous allons le voir.

Alors que la guerre s'achève, la France libérée réalise l'étendue considérable des dégâts économiques qu'elle a subis. Dès 1945, un rapport en établit un bilan provisoire accablant. Si les spoliations allemandes sont bien identifiées, les destructions matérielles sont pour leur part attribuées en partie à l'Allemagne, mais aussi à des destructions « qui résultent de la guerre provoquée par elle »[634]. Les bombardements sont ainsi présentés au moyen d'un euphémisme qui évite de blâmer les libérateurs, notamment américains, réalisant ainsi un silence « politique » tel que décrit par Winter.

---

[631] Jean Marcadet, Directeur, COFBA, à Monsieur le Colonel Brunschwig, Liaison Française Com. Z, 20 décembre 1945, SHDv GR 8 P 28.
[632] Colonel Brunschwig, Chef de la Mission Militaire de liaison, à Jean Schloesing, président du COFBA, Paris, 18 octobre 1945, SHDv GR 8 P 28.
[633] COFBA, *Rapport d'activité au 1er octobre 1945*, *op.cit*.
[634] Commission du coût de l'occupation, *Note sur les spoliations, destructions et dommages subis par la France du fait de la guerre et de l'occupation*, 2 avril 1945, p. 16, CAEF 5A-0000009/3.

Évaluant les pertes en vies humaines de la guerre, ce rapport les évalue à 100 000 « dont 37 000 par les bombardements »[635].

Présenter le moins possible l'implication des Alliés dans les destructions prend une forme toute particulière dans une série de communications radiophoniques décrivant les défis de la reconstruction. En 1945, une demande est faite pour la réalisation d'une série d'émissions destinées aux forces françaises occupant l'Allemagne pour les informer des progrès de la reconstruction[636]. Une série de 29 allocutions radiophoniques hebdomadaires est réalisée pendant l'année 1946. Ce qui est remarquable dans ces textes est l'accent mis sur les destructions causées par les Allemands et l'emploi du terme « bombe d'avion » lorsque celles mettant en cause l'aviation alliée doivent être mentionnées. Encore ici, s'observe un silence « politique ». Le premier exemple choisi est celui du bourg de Graignes détruit « en représailles par les Allemands »[637]. Un épisode relatant l'implication de la jeunesse dans la reconstruction indique que leur énergie sera consacrée aux « petits hameaux victimes des représailles contre le maquis en particulier »[638]. Les premiers mots de l'émission suivante sont à l'avenant : « Les Allemands ne se sont pas contentés de couvrir la France de ruines, d'incendier et de raser nos villes et nos villages […] »[639]. Rien sur le fait que de telles destructions ont été avant tout le fait de l'aviation alliée. Dans la dixième causerie, on s'enthousiasme devant la technologie américaine que découvrent les Français. Il est question de l'ouverture à Paris d'une exposition sur les « techniques américaines de l'habitation et de l'urbanisme ». Le public y découvre les maisonnettes préfabriquées qui se montent comme des « jeux d'enfant ». Si la

[635] *Ibid*., p. 24.
[636] Jean Luc, Délégué de la radiodiffusion pour les territoires occupés, à Monsieur le Ministre de la Reconstruction Nationale, 4 juin 1945, AN 19780321/2.
[637] *Causerie radiophonique no 2 (Amérique), Urbanisme et reconstruction*, 15 avril 1946, AN 19780321/2.
[638] Ministère de la Reconstruction et de l'Urbanisme, *Causerie radiophonique no 5, Aide des jeunes à la reconstruction (A.J.A.R)*, note manuscrite : « causerie radio américaine », 12 mai 1946, AN 19780321/2.
[639] Roger Marie, *Causerie radiophonique no 6 (Amérique), Le déminage*, 14 mai 1946, AN 19780321/2.

modernité a détruit, elle peut reconstruire : « On a dit très justement : “la destruction s’est faite avec la bombe d’avion : il serait inconcevable que la reconstruction se fasse avec une pelle” ». Il faut donc suivre « l’exemple que lui offre aujourd’hui la Nation amie qui a su transformer son industrie pour libérer le monde et lui assurer un avenir meilleur »[640]. Le silence sur le fait que la « bombe d’avion » était avant tout américaine est ici évident. La causerie suivante poursuit sur le sujet de l’exposition américaine en mentionnant son succès. Illustrant l’application de nouvelles techniques de construction, l’exemple choisi porte encore sur les seuls méfaits de l’ennemi : le village de Saint-Gemme a été « incendié par les Allemands en mesure de représailles : des hommes, des garçons de la commune avaient commis le crime de résister à l’occupant ». Le bourg reconstruit sera plus moderne et sain, dit-on[641]. Abordant la reconstruction de grandes agglomérations, une des émissions aborde le cas d’Orléans, « cette vieille ville ravagée par la bataille et l’incendie en 1940, puis par les bombes d’avion pendant la guerre […] »[642]. Encore ici, les « bombes d’avion » sont impersonnelles : elles étaient pourtant de loin plus « alliées » qu’allemandes. Intercalé dans le dossier aux Archives nationales se trouve un texte du même style qui semble avoir été préparé pour une émission qui n’aurait pas été diffusée. Traitant des villes portuaires, s’y trouve le terme « bombardement » :

> Tous les ports français de quelque importance, à l'exception de Bordeaux, ont été durement touchés par la guerre. Les bombardements aériens ont anéanti tout ou partie des villes maritimes elles-mêmes et les Allemands, avant leur fuite précipitée, ont achevé l'oeuvre de destruction. L'image du HAVRE apparaît à l'étranger qui débarque sur nos côtes comme le symbole du martyr de la France[643].

---

[640] *Causerie radiophonique no 10 (Amérique),* 14 juin 1946, AN 19780321/2.
[641] *Causerie radiophonique no 11 (Amérique),* 19 juin 1946, AN 19780321/2.
[642] *Causerie radiophonique no 13 (Amérique) – Constructions neuves à Orléans,* 16 juillet 1946, AN 19780321/2.
[643] Anonyme, sans titre, daté manuellement : 26 juillet 1945, AN 19780321/2.

Le document poursuit en décrivant les efforts de reconstruction de Saint-Nazaire, Lorient et Rouen. L'absence de mention que les destructions sont avant tout le fait des Alliés est frappante : les Allemandes ont « achevé l'œuvre de destruction »… de qui? Est-ce que le sujet de cet épisode a été jugé trop compromettant en regard des Alliés pour qu'il soit diffusé? Les archives sont muettes à cet égard. Si une telle décision écrite s'y était trouvée, elle aurait confirmé une intervention en faveur d'un silence clairement de nature « politique ».

La quinzième émission se penche sur la compensation par l'État des dommages causés par « faits de guerre ». Ils sont définis comme suit :

> Depuis 1945 la définition jusque là restreinte à l'acte hostile seul a été étendue aux actes de pillage ou de sabotage commis par l'ennemi et traîtres inféodés à l'ennemi, aux destructions résultant de crimes de guerre et de représailles allemandes[644].

Pourtant, les « faits de guerre » incluent les destructions causées par les bombardements, qu'ils aient été réalisés par l'ennemi allemand ou les Alliés. Le texte radiodiffusé évite donc habilement d'en faire mention. La vingtième causerie est plus précise en remplaçant le terme « acte hostile » par « les bombardements » et « les combats » dans la définition des « faits de guerre », mais en évitant cependant de faire référence aux Alliés[645]. Le déni de la part de responsabilité des Alliés dans les destructions est particulièrement apparent dans la causerie 26 : « dans les modestes petits villages de nos campagnes où la guerre a semé la destruction totale. La destruction a été, le plus souvent, l'œuvre d'actes de barbarie allemande et le résultat

[644] *Causerie radiophonique no 15 (Amérique) – Les dommages de guerre,* 7 août 1946, AN 19780321/2.
[645] Roger Marie, *Causerie radiophonique no 20 (Amérique du Nord) – Différents aspects des destructions,* non daté, AN 19780321/2.

de représailles méthodiquement conçues et réalisées »[646]. Encore une fois, il n'est pas signalé que, « le plus souvent », les villages français ont fait les frais du *Transportation Plan* des Alliés pour bloquer l'acheminement de renforts allemands pendant le débarquement. Plusieurs petites agglomérations ont fortement souffert de leur situation de carrefours routiers ou d'avoir une gare ferroviaire à proximité. Cette causerie n'en fait pas mention.

La dernière émission est diffusée le 12 décembre 1946[647]. Cette série radiophonique évite donc systématiquement de faire porter quelque blâme que ce soit aux Alliés, en n'associant explicitement les destructions qu'à l'ennemi allemand. Celles, largement majoritaires, qui sont dues aux Alliés sont laissées à l'impersonnel. Ces silences sont ici clairement « politiques ». Au-delà de ces narrations de la reconstruction réalisées pour les Français, ce sont les démarches entreprises par l'État pour l'obtention de l'aide américaine qui doivent être examinées : les bombardements sur la France, dont une large part a été effectuée par les Américains eux-mêmes, pourraient fort bien être invoqués.

À la sortie de la guerre, la France se trouve dans une situation lamentable. L'aide américaine tant espérée se faisant attendre, le politicien de carrière Léon Blum est envoyé à Washington en 1946 pour faire une demande en urgence. Un argumentaire présentant l'état du pays est préparé à son intention. S'y trouve un exposé des impacts de la guerre, détaillant les pertes humaines, matérielles et financières, mais aucune mention qu'une bonne part de ces dernières est attribuable aux Américains eux-mêmes,

---

[646] *Causerie radiophonique no 26 (Amérique du Nord) – Les villages qui renaissent, 31 octobre 1946*, AN 19780321/2.
[647] Roger Marie, *Causerie radiophonique no 29 (Amérique du Nord) – Le nouveau village français, 12 décembre 1946*, AN 19780321/2.

surtout à leurs bombardements aériens[648]. L'omission apparaît clairement « politique ». Cette négociation aboutit à de maigres résultats financiers. Le passage de Blum à Washington aboutit plutôt au consentement à un envahissement du cinéma américain en France[649]. C'est plus tard, alors que s'installe la Guerre froide, que l'aide financière américaine fut offerte à une plus grande échelle. L'Europe de l'Ouest, se sentant menacée par les Soviétiques, entreprit de se réorganiser militairement, ce en quoi le support américain était essentiel. Le Plan Marshall pour le redressement de l'Europe est proposé par les États-Unis le 5 juin 1947.

À ce sujet, l'ouvrage de l'historien américain William Hitchock, *France Restored*, présente une analyse intéressante[650]. Sa thèse est que, contrairement à l'opinion de plusieurs historiens, la diplomatie française de la IV^{e} République ne fit pas que réagir aux pressions de l'extérieur. Elle aurait au contraire été fort active et aurait réussi à assurer à la France une place importante dans l'élaboration de l'Europe de l'après-guerre. Ce qui ressort de l'étude de Hitchock est la centralité que prit pour la France la question du réarmement de l'Allemagne, jugée nécessaire par les Alliés pour faire face au bloc soviétique.

Lors de sa première prise de pouvoir, de la fin du conflit jusqu'à son départ en 1946, de Gaulle affronte constamment les Anglos-Américains au sujet du sort de l'Allemagne. Dans ce qui rappelle les intentions de Clemenceau lors la conférence de Paris à la fin du conflit précédent, le général voulait une Allemagne affaiblie. Il était souhaité que ses ressources industrielles – notamment le charbon – soient sous mainmise française, ce à quoi s'opposaient les Alliés. Pour ces derniers, une reprise

---

[648] Commissariat général au plan de modernisation et d'équipement, Données statistiques sur la situation de la France au début de 1946 rassemblées en vue des négociations de Washington, Paris, mars 1946, NA F/60/923.
[649] Robert Gildea, *France Since 1945*, Oxford, Oxford University Press, 2002 (1ère éd. 1996), p. 9-10.
[650] William I. Hitchcock, *France Restored – Cold War Diplomacy and the Quest for Leadership in Europe, 1944-1954*, Chapel Hill, The University of North Carolina Press, 1998, 291p.

économique européenne garante de marchés fonctionnels et à l'abri du communisme passait par une Allemagne économiquement reconstituée et fidèle aux valeurs démocratiques. Dans ce contexte décrit par Hitchock, nous pouvons supposer que rappeler les bombardements alliés sur la France aurait été considéré comme inopportun, un irritant inutile envers les Anglo-saxons que de Gaulle voulait convaincre.

Mentionné par Hitchcock à plusieurs reprises, Jean Monnet est un haut fonctionnaire français chargé de la planification de la reconstruction du pays dès 1945. À ce titre, il a dirigé les négociations pour l'obtention de l'aide américaine. On ne trouve dans ses mémoires aucune mention des bombardements alliés[651]. Nous en déduisons qu'ils n'ont pas été utilisés comme argument et nous n'avons trouvé aucun indice que la stratégie des négociateurs français l'avait évalué.

L'interdépendance entre les intérêts américains en Europe et le succès de la reconstruction de la France demandait impérativement des compromis sur la question de l'Allemagne[652]. Reniant la position gaulliste, la France finit par accepter la fusion des zones d'occupation française, britannique et américaine, créant, avec la zone d'occupation soviétique, une situation de bizone. La position française devenait donc plus réaliste face à la question allemande.

> *Bidault* [alors président de la République] *also had come to understand* [en 1948]*, through personal experience, that French power was limited and could be exercised only within a framework of alliance and integration with the United States, Great Britain, and Germany*[653].

[651] Jean Monnet, *Mémoires*, Paris, Fayard, 1976, p. 239.
[652] William I. Hitchcock, *op. cit*, p. 87.
[653] *Ibid*., p. 97.

Cela est encore plus vrai au moment des négociations sur la création d'une Communauté de défense européenne (*European Defence Community* – EDC), qui prévoyait la création d'une armée européenne commune, ce qui impliquait que les États membres renonceraient à leur armée nationale. Cela devait permettre, entre autres, de circonscrire la délicate question du réarmement de l'Allemagne, nécessaire selon les Américains pour faire face au bloc de l'Est. Les États-Unis étaient alors secoués par la guerre de Corée (1950-1953), laquelle démontrait qu'un conflit armé avec les Soviétiques pouvait tout à fait se produire en Europe. Mais l'idée de renoncer à son armée nationale et de coexister avec une Allemagne réarmée irritait et inquiétait fortement la France. La Grande-Bretagne se retira de ce projet, mais pour la France, les choses étaient plus compliquées. Non seulement avait-elle besoin des ressources du Plan Marshall pour sa reconstruction, mais l'aide militaire américaine lui était devenue essentielle dans un nouveau conflit colonial, celui de l'Indochine (1946-1954). Antagoniser les Américains en ces circonstances aurait fort probablement été maladroit. Encore là, les archives que nous avons consultées sont muettes sur l'adoption d'une telle stratégie.

Selon Hitchcock, la France aurait donc finement bien piloté sa diplomatie d'après-guerre et serait arrivée à ses fins, tout en ménageant les susceptibilités américaines pour ne pas se priver de leur appui financier et militaire :

> *Despite the apparent dependence on American aid, French planners were successful in outlining and pursuing a national strategy that advanced French interests, cleverly skirting and at times adapting to American priorities*[654].

Ne pas mentionner les bombardements alliés et en particulier les maladresses désastreuses des Américains à ce chapitre allait dans ce sens. Toutefois, nous l'avons

[654] *Ibid*., p. 208.

vu, nous n'avons trouvé aucune expression écrite de cette prudence dans les archives que nous avons consultées. Au pays, la reconstruction est en cours sous la IV^e^ République, dont le gouvernement comprend quelques communistes.

Le communiste François Billoux a été le premier à occuper le poste de ministre de la reconstruction en France. Il a publié en 1972 *Quand nous étions ministres*, une apologie du rôle politique du PCF pendant l'occupation et après la Libération. Les bombardements alliés n'y sont mentionnés qu'à une seule occasion, et ce afin d'accuser les Américains d'avoir intentionnellement voulu affaiblir la France de l'après-guerre :

> Il est connu également que des bombardements massifs opérés en France par l'aviation américaine [Billoux ne mentionne pas les bombardements effectués par la RAF], avant et après les débarquements de Normandie et de Provence, ainsi que des destructions systématiques par l'artillerie au cours de combats pour la libération, ne peuvent être expliqués par des raisons stratégiques sérieuses. Tout porte à croire que ces destructions, inutiles militairement, ne furent pas le résultat d'erreurs, mais entraient dans un plan prémédité d'amoindrissement de la France. Plus notre pays serait saccagé et ruiné, moins il serait difficile de le soumettre aux exigences de la grande puissance américaine[655].

Nous avons vu au troisième chapitre comment l'idée d'un affaiblissement économique délibéré de la France par les Alliés avait pris racine. Billoux la présente comme une évidence. « Il est connu », « tout porte à croire », cela se rapproche de la démagogie. Il n'offre aucune référence pour appuyer ses énoncés. Faisant état de son ministère de la reconstruction, il énumère l'étendue des dommages économiques au lendemain de la Libération[656]. Il présente ensuite le plan de reconstruction qu'il a supervisé : relogement des sinistrés, déblaiement et déminage, constructions nouvelles et urbanisme et liquidation des dommages de guerre[657]. Il mentionne que la loi sur les

[655] François Billoux, *Quand nous étions ministres*, préf. Georges Marchais, Paris, Éditions sociales, 1972, p. 39 et p. 152-153.
[656] *Ibid*., p. 98.
[657] *Ibid*., p. 107.

réparations des dommages de guerre ne fut votée qu'en octobre 1946 sur la base de deux principes : réparation intégrale et priorité pour les petits sinistrés[658]. En plus de faire valoir ses propres mérites, Billoux fait la promotion d'autres ministres communistes. Notamment, il expose les réalisations du ministre des Anciens Combattants, Laurent Casanova, sous lequel fut votée en mai 1946 une loi qui établissait « les réparations à accorder à toutes les victimes civiles de la guerre »[659].

Toujours à propos de la IV[e] République, un regard intéressant sur nous vient de l'historien britannique Robert Gildea[660]. Il ne fait aucune allusion aux bombardements alliés, mais il rappelle que la France a été libérée essentiellement grâce aux Alliés et échappe de peu à leur tutelle par la suite. Comme d'autres, il évoque l'importance, pour De Gaulle, de redonner au pays sa grandeur et son honneur en retrouvant une place parmi les grandes puissances. La position du général était donc ambivalente, en particulier face aux Américains. Il devait accepter leur aide, mais tenait à garder son indépendance. Le tout constituait une attitude française par rapport aux États-Unis qualifiée par Gildea de « *petulant ingratitude* ». En particulier, le PCF était fortement opposé aux Américains[661]. Il est surprenant que leurs bombardements maladroits n'aient pas été rappelés pour appuyer la position du parti. Du moins, Gildea n'en fait aucune mention.

Les États-Unis se portent donc à l'aide de l'Europe pour sa reconstruction dès la fin du second conflit mondial. Ils veillent en cela à leurs propres intérêts politiques et commerciaux. Il est alors important que leurs ressortissants, qui se rendent en Europe par affaires ou pour le tourisme, puissent être en mesure de répondre adéquatement à d'éventuelles questions sur ce programme d'aide, sans faire de réponses qui pourraient

[658] *Ibid*., p. 111-112.
[659] *Ibid*., p. 138.
[660] Robert Gildea, *op. cit.*, 372p.
[661] *Ibid*., p. 8.

s'avérer gênantes. Une brochure est rédigée à cette fin par l'*Economic Cooperation Administration* du gouvernement américain[662]. Dans l'exposé du contexte européen difficile suite au conflit, nous aurions pu nous attendre à ce que les destructions opérées massivement par l'aviation américaine soient citées en compagnie de réponses prescrites. Mais il n'en est rien. La brochure décrit l'aide fournie et en explique les motifs. Elle ne fait aucune mention des bombardements qui ont été en grande partie responsables des destructions qui demandent reconstruction à grands frais.

Ainsi, selon nos recherches, les bombardements alliés n'ont pas fait partie des arguments français lors des négociations portant sur l'aide à la reconstruction du pays. Il est possible d'y voir un silence dicté par la prudence et voulu pour ne pas indisposer les Américains, dont l'aide était alors absolument nécessaire. Mais nous n'avons trouvé aucun document permettant de soutenir cette hypothèse. Si cela constitue un silence au sens de notre étude, et même s'il présente la nature « politique » décrite par Winter, il s'est pratiqué sans intervention politique discernable.

5.2 Le silence inscrit dans la pierre

L'inscription dans la solide et durable pierre de la mémoire d'événements majeurs est une constante dans nos sociétés. Les traumatismes humains des deux guerres mondiales ne pouvaient y faire défaut. Stèles et monuments parsèment le paysage urbain tout autant que rural de tous les pays concernés. En France, peu de lieux ne présentent pas au moins une manifestation tangible d'un tel appel au souvenir. Dans ce qui suit, nous allons démontrer que cette impulsion à graver la mémoire s'est attachée à perpétuer le souvenir des différents groupes de victimes de la Seconde Guerre mondiale en incluant

[662] Economic Cooperation Administration, *The European Recovery program – Information for Americans Going Abroad, Second Edition*, 11 août 1948, 16p., BNF 8 PW PIECE-399.

les victimes des bombardements alliés, mais en n'y faisant référence explicitement que très rarement. Il y a là, selon nous, une manifestation remarquable d'un silence « liturgique » de la société française. Les bombardements eux-mêmes sont source de malaise : ils ont été une nécessité pour la libération du pays, ce qui en a fait des tragédies dont le souvenir est difficile, ambigu. Ils sont parfois timidement signalés, comme l'observe Knapp qui y voit lui aussi une « relative discrétion des monuments aux morts civils »[663]. Mentionnons quelques exemples de cette réserve.

Dans l'église Notre-Dame de Montmartre, voisine de la Basilique du Sacré-Cœur, se trouve une petite stèle derrière les chandelles votives. Elle rappelle que l'église a été épargnée par le terrible bombardement de la nuit du 20 au 21 avril 1944. Il faut le savoir : c'était le fait de la RAF.

Figure 5.1 Église Notre-Dame de Montmartre, plaque : bombardement d'avril 1944.

[663] Andrew Knapp, « « Nous vous attendions dans la joie, nous vous accueillons dans le deuil » : la Libération dans la mémoire des Havrais », dans Michèle Battesti et Patrick Facon dir., *Les bombardements alliés sur la France durant la Seconde Guerre mondiale : stratégies, bilans matériels et humains*, Cahiers du Centre d'études d'histoire de la défense nº 37, 2009, p.95.

Certains ont eu moins de chance face aux maladresses des bombardements alliés. Or, malgré le nombre parfois élevé de victimes, le souvenir gravé dans la pierre est demeuré discret. L'épisode singulier, et peut-être le plus dramatique de toutes les opérations de bombardement alliées sur la France, se produit à Caen pendant les combats qui ont suivi le débarquement en 1944. Entrepris pour relier la basse et la haute ville, le tunnel Jenner, alors en construction, fut utilisé comme abri par 326 personnes au paroxysme du bombardement le soir du 6 septembre 1944. Une bombe a frappé de plein fouet l'entrée du tunnel, les y ensevelissant. Seulement sept survivants furent tirés des décombres[664]. Le récit de Courant est conforme à la plaque commémorative qui se trouve aujourd'hui à l'endroit où s'est produit le drame.

Figure 5.2 Le Havre, plaque commémorative, tunnel Jenner.

[664] Pierre Courant, *Au Havre pendant le siège – Souvenirs du 1er au 12 septembre 1944*, Paris, Librairie Arthème Fayard, 1946, p. 42-44.

Dans ce cas particulier, la mention du bombardement était incontournable, mais il n'est toujours pas question de ses auteurs britanniques. Il faut également remarquer la date tardive de l'érection du monument, 1956, soit douze ans après les faits.

Ville elle aussi martyre sous les bombardements alliés, Le Havre a souffert de nombreuses attaques aériennes majeures, dont les plus meurtrières, comme à Caen, se sont produites en 1944 dans le cadre du débarquement. Nous avons rencontré au Havre monsieur Jean-Baptiste Gastinne, historien et conseiller municipal, qui nous a identifié certains monuments municipaux ainsi que des sites qui témoignent, si on y prête attention, de la reconstruction de la ville[665]. Cela est tout particulièrement visible dans la rue Durécu, dont la chaussée, reconstruite avec les gravats, est remarquablement plus élevée que le plein pied des maisons qui la bordent.

Figure 5.3 Le Havre, rue Durécu.

Avenue Foch, au beau milieu de la ville, une stèle rappelle l'héroïsme des secouristes qui ont perdu la vie pendant la nuit du 5 septembre 1944 :

[665] Notes personnelles de rencontre avec monsieur Jean-Baptiste Gastinne, Hôtel de ville, Le Havre, 8 novembre 2016.

Figure 5.4 Le Havre, avenue Foch.

Il faut connaître l'histoire pour savoir qu'il s'agissait du terrible bombardement effectué par la RAF afin de venir à bout de la garnison allemande qui occupait obstinément la ville.

Un autre cas de commémoration discrète est relié au bombardement de la ville de Lyon du 26 mai 1944 qui fit environ 700 victimes. En particulier, 48 ouvriers ont trouvé la mort lorsque leur usine a été atteinte. L'auteure d'une étude sur cet épisode identifie clairement que c'est le peu de visibilité accordée aux deux plaques commémorant ces victimes qui a motivé son travail. Les plaques sont installées « dans une descente de parking » et pourtant, elles « sont une des rares traces du bombardement du 26 mai 1944 présentes dans l'espace public lyonnais »[666]. Nous revenons maintenant au contexte de fin de guerre en France : le fort élan de commémoration se bute alors à une pénurie générale de ressources.

Fin de guerre, Libération : les Français veulent revivre. Mais, « l'économie productrice de biens et de services est asphyxiée au moment précis où la Libération lance une très

[666] Isabelle von Bueltzingsloewen, « Les victimes du bombardement de Lyon du 26 mai 1944 – Approche micro-historique », dans *Lyon dans la Seconde Guerre mondiale*, Rennes, Presses universitaires de Rennes, 2016, p. 332.

forte exigence sociale de mieux-être après tant de privations de guerre »[667]. On manque de tout. Le charbon, peu disponible, est d'une première nécessité pour relancer l'industrie et chauffer les logis. Les Français ont faim et la nourriture est rare. Aussi n'est-il pas surprenant que l'érection de monuments et de stèles, requérant des matériaux également nécessaires aux reconstructions, fasse l'objet d'un contrôle des autorités. Mais ce n'est pas que le côté matériel qui préoccupe : la multiplication des projets, souvent nés de l'enthousiasme des communautés éprouvées, donne lieu à des concepts parfois trop ambitieux ou d'un goût douteux. Le monument ou la stèle compromet-il l'apparence d'un lieu historique ? Son emplacement est-il judicieusement choisi ? Souvent, c'est l'esthétique du projet qui inquiète. Les autorités instaurent donc un processus pour mettre de l'ordre dans un développement qui risque de devenir incontrôlable. Étant faits pour durer, les monuments présentent des coûts non négligeables et nécessitent des ressources fortement en demande. Il y a législation : les projets doivent être soumis à approbation. Ce qui nous intéresse ici est d'observer si l'autorité est intervenue face à des projets qui auraient explicitement mentionné les bombardements alliés. Ce n'est pas le résultat des projets, le monument ou stèle, réalisé ou non, qui nous préoccupe. C'est la démarche entreprise par leurs instigateurs et les réactions qu'elle a suscitées de la part des autorités qui sont pertinentes à notre recherche. Comme nous le verrons dans ce qui suit, les autorités sont peu intervenues pour interdire ou modifier certaines inscriptions ou certains concepts. Elles ont plutôt voulu contrôler l'utilisation de matériaux requis pour des fins plus urgentes et assurer une certaine uniformité esthétique à ces manifestations commémoratives. Mais le résultat reste le même : restreindre la volonté de commémoration favorise le silence sur les bombardements alliés.

[667] Jean-Pierre Rioux, « Pénurie et ravitaillement », dans *Reconstructions et modernisation – La France après les ruines 1918… 1945…*, Archives Nationales, 1991, p. 202.

Ce désir d'inscrire dans la pierre la mémoire des deux conflits mondiaux a été puissant en France. Presque toutes les communes du pays comptent au moins un monument ou stèle qui leur est dédié. La France métropolitaine comptant un peu moins de 35 000 communes, il en existerait donc plus de 30 000 au pays. Selon l'expérience locale du conflit, les inscriptions honorent différentes catégories de victimes : maquisards, résistants, martyrs, déportés, soldats. Le secrétariat d'État aux Anciens Combattants et Victimes de guerre a entrepris en 1984 un examen de la situation[668]. Parcourir le pays pour faire un inventaire exhaustif des monuments et stèles aurait été une entreprise colossale. Heureusement pour notre étude, on retrouve dans les archives trois alternatives très efficaces et tout à fait valables. Il s'agit d'abord du Fonds Barcellini déposé au Service historique de la défense à Vincennes, riche en informations sur les efforts de commémorations en monuments. Pendant sa carrière au ministère des Anciens Combattants et Victimes de guerre, Serge Barcellini a mené une enquête sur la nature des monuments reliés à la Seconde Guerre mondiale en ayant recours aux associations départementales d'anciens combattants. Deuxième élément d'intérêt pour notre recherche, monsieur Barcellini a aussi été à l'origine de la publication d'une série de dépliants départementaux identifiant des itinéraires pour la visite de monuments commémoratifs. Ils ne sont plus en circulation, mais des exemplaires en sont conservés dans le même fonds. Complétant ces éléments et particulièrement significatifs pour notre recherche, on trouve aux Archives nationales à Saint-Denis les dossiers soumis aux autorités pour les projets d'érection de monuments. Ces trois sources nous donnent un échantillonnage fort représentatif de l'élaboration de la mémoire gravée sur pierre du second conflit mondial en France.

[668] Mission permanente aux commémorations et à l'information historique, « Le point sur le recensement des monuments de la seconde guerre mondiale en France », *Les chemins de la mémoire*, nº 13, novembre 1991, BNF 4-JO-61328.

5.2.1 Un échantillonnage du gravé sur pierre

L'enquête menée par Serge Barcellini au début des années 1990 a été méthodique. Un questionnaire fut acheminé aux associations d'anciens combattants. Il leur était demandé de documenter plusieurs éléments pour chaque monument ou stèle. Rempli manuellement à partir d'un canevas préparé d'avance, chaque questionnaire comprend 12 fiches[669].

La première porte sur le type de support. Y sont consignés les nombres de « plaques », « stèles », « monuments », « cimetières » et « monuments spécifiques aux morts 1939/1945 ». La fiche 2 permet de répertorier les emplacements d'érection. Si certains sont placés dans des lieux funéraires, d'autres sont situés en lien direct avec des événements spécifiques du conflit : lieux de création de maquis, de combat, de parachutage ou terrains d'aviation, lieux d'hébergement d'un héros, lieux historiques ou commémoratifs divers. La fiche 3 permet de répartir les érections en trois périodes : 1945/1950, 1950/1975 et 1975/1993. La fiche 4 est particulièrement importante pour notre recherche. Elle répartit les monuments, stèles ou plaques en fonction des catégories de victimes. Or, la dernière des catégories identifiées sur la fiche s'intitule « victimes civiles des bombardements alliés ». Il est important de signaler toutefois qu'il ne s'agit pas de l'inscription gravée sur le monument. Il s'agit plutôt de ce qui a été à l'origine de l'événement qui lui est associé. Ainsi, les autres catégories répertoriées sur cette fiche sont :

> les victimes civiles de la répression allemande, les victimes résistantes de la répression allemande, les résistants tombés au combat, les Alliés tombés au combat, les soldats français tombés lors de la Libération, les déportés morts en

[669] Serge Barcellini, *Les pierres du souvenir – Département :* [nom du département], 1993, Fonds Barcellini, SHDv GR 1 K 841 648. Fiche du département du Jura, Fonds Barcellini, SHDv GR 1 K 841 632.

> déportation, les soldats français et coloniaux tombés en 1940, les soldats alliés tombés en 1940.

La fiche 5 suggère une catégorisation des monuments selon certaines inscriptions typiques pour les victimes civiles, la fiche 6 faisant de même pour les résistants et la fiche 7 pour les déportés. La fiche 8 porte la désignation des agresseurs. La fiche 9 invite à mentionner des « inscriptions de la vigilance ». La fiche 10 donne l'emplacement physique (place, carrefour…) et la fiche 11 répertorie les éléments décoratifs (symboles religieux, croix de Lorraine…). Finalement, la fiche 12 identifie les instigateurs du lieu de mémoire.

En nous basant sur les informations de la fiche 3 (Tableau 5.1), nous observons d'abord que ce travail fournit un échantillonnage important. Il compte 3 124 monuments, soit quelque 10% de la population totale. Cela est suffisant pour permettre d'extrapoler, à l'ensemble des quelque 30 000 monuments, stèles ou plaques qui seraient présents en France, les constats qui peuvent être tirés de l'étude menée par Barcellini. D'emblée, il devient clair que l'effort de commémoration dans la pierre est intense dans l'immédiat après-conflit, plus de 77% des érections ayant alors lieu dans les cinq premières années.

Tableau 5.1 Périodes d'érection de monuments, stèles ou plaques.

		Érection		
Département	1945-1950	1950-1975	1975-1993	TOTAL
Vosges	126	41	26	193
Drôme	77	18	17	112
Saône et Loire	209	17	16	242
Haute Saône	91	9	8	108
Indre et Loire	134	12	12	158
Territoire de Belfort	16	1	5	22
Haute Vienne	91	2	23	116
Aveyron	60	3	4	67
Herault	1	0	9	10
Savoie	67	2	12	81
Hautes Alpes	50	4	5	59
Gers	51	15	7	73
Gironde	78	9	18	105
Dordogne	215	12	26	253
Indre	99	12	14	125
Loiret	54	18	3	75
Aube	100	11	8	119
Haute Corse	4	3	10	17
Corse du Sud	11	6	22	39
Doubs	57	13	5	75
Landes	46	2	10	58
L'Ain	205	14	13	232
Allier	78	5	6	89
Alpes de Haute Provence	37	1	6	44
Vendée	20	4	4	28
Deux Savoies	36	0	5	41
Creuse	74	13	13	100
Charente maritime	60	9	21	90
Côte d'Armor	47	10	23	80
Charente	79	11	12	102
Aude	23	6	8	37
Ardennes	45	19	12	76
Cantal	66	4	5	75
Jura	17	3	3	23
Total	2424	309	391	3124
	77,59%	9,89%	12,52%	100,00%

L'examen de la fiche 4 permet d'aller plus loin, car il répartit l'échantillon parmi les catégories de victimes. Le résultat est frappant : seuls 16 monuments seraient associés à des « victimes civiles des bombardements alliés », soit moins d'un demi-pourcent.

Tableau 5.2 Répartition selon les catégories de victimes.

	Catégorie de victimes										
Département	**Civils Répression**	**Résistants Répression**	**Résistants En combat**	**Alliés**	**Soldats français Libération**	**Déportés**	**Soldats français 1940**	**Alliés 1940**	**Autres**	**Bombardements alliés**	**TOTAL**
Vosges	18	53	7	6	13	27	8	0	5	0	137
Drôme	8	38	19	1	0	11	1	0	0	0	78
Saône et Loire	30	82	27	8	10	39	0	1	11	0	208
Haute Saône	15	27	27	1	9	2	6	1	2	0	90
Indre et Loire	20	27	6	1	0	42	4	0	4	2	106
Territoire de Belfort	1	8	2	1	7	0	0	1	0	0	20
Haute Vienne	18	11	39	0	0	9	0	0	0	0	77
Aveyron	14	14	27	0	0	1	0	0	1	0	57
Herault	0	0	3	0	0	0	0	0	0	0	3
Savoie	14	26	36	1	2	9	2	0	1	0	91
Hautes Alpes	12	20	26	0	2	6	3	0	0	0	69
Gers	10	15	16	0	1	17	0	0	2	0	61
Gironde	9	18	13	0	7	14	0	1	0	1	63
Dordogne	71	76	63	2	2	19	0	0	0	0	233
Indre	27	30	42	1	6	14	1	1	0	1	123
Loiret	3	13	13	3	2	29	10	0	0	2	75
Aube	14	29	23	0	1	9	15	1	1	0	93
Haute Corse	1	13	14	1	4	2	0	0	1	0	36
Corse du Sud	4	16	5	0	2	5	0	0	1	0	33
Doubs	8	23	15	3	4	5	5	1	1	0	65
Landes	3	12	7	1	0	9	2	0	0	0	34
L'Ain	73	87	56	2	0	24	0	0	0	0	242
Allier	11	33	28	1	1	8	1	0	0	0	83
Alpes de Haute Provence	10	47	26	1	2	3	1	0	0	5	95
Vendée			Fiche 4 absente								
Deux Savoies	6	5	4	1	0	10	6	1	0	0	33
Creuse	15	22	40	0	0	9	1	0	0	0	87
Charente maritime	1	14	14	4	23	12	0	0	0	4	72
Côte d'Armor			Fiche 4 absente								
Charente	18	24	22	5	10	11				1	91
Aude	3	14	7	2	0	5	0	0	0	0	31
Ardennes	1	12	9	0	0	3	56	0	0	0	81
Cantal	20	17	32	0	0	3	0	0	0	0	72
Jura	5	9	0	0	0	5	0	0	2	0	21
Total (Fiche 4)	463	835	668	46	108	362	122	8	32	16	2660
	17,41%	31,39%	25,11%	1,73%	4,06%	13,61%	4,59%	0,30%	1,20%	0,60%	100,00%
Total											3124
	14,82%	26,73%	21,38%	1,47%	3,46%	11,59%	3,91%	0,26%	1,02%	0,51%	85,15%

Nous observons que 15% des éléments répertoriés n'ont pas été associés aux catégories de victimes mentionnées sur la fiche 4, ce qui explique le total de 2 660 monuments alors que le total selon la date de création est de 3 124 monuments. Il faut noter que la fiche 4 n'a pas été remplie pour les départements de Vendée et de Côte d'Armor. De plus, les fiches ont été remplies manuellement, ce qui peut avoir induit certaines erreurs mineures dans notre lecture.

Cette enquête de Barcellini nous fournit une base quantitative providentielle. Les chiffres montrent bien que l'effort commémoratif par érection de monuments et stèles se produit très majoritairement dès la fin du conflit et que les répondants locaux lient très peu d'entre eux aux bombardements alliés. Ces résultats sont cohérents avec les observations tirées du graphique des investissements en commémoration de l'État français présenté au chapitre précédent (figure 4.4). Nous y avons vu que les associations représentant les victimes des bombardements n'avaient pas fait pression en faveur de la commémoration dans la période fébrile de gravure de la mémoire qui suit immédiatement la fin du conflit et qu'elles avaient disparu avant l'intense période d'investissements en commémoration qui suit le retour au pouvoir de De Gaulle. Les résultats présentés ici en sont le reflet : les bombardements alliés n'ont trouvé qu'une place minime sur la pierre.

Il nous faut maintenant ajouter à cette analyse quantitative une approche qualitative des monuments, stèles ou plaques, sur ce que recèlent leurs inscriptions.

5.2.2 Le tourisme de mémoire

Les lieux significatifs de la Seconde Guerre mondiale sont régulièrement visités, une forme de tourisme qui attire des visiteurs de l'étranger, mais également des Français[670]. Pour ces derniers en particulier, les monuments et stèles disséminées sur le territoire national pouvaient revêtir des intérêts personnels : attachement à des lieux donnés, souvenirs familiaux. Nous nous sommes intéressés à ce phénomène, car il a suscité la création d'une ressource exceptionnelle pour notre étude. Des dépliants de format pratique pour le voyage ont été produits de 1982 à 1989 pour plusieurs départements à

[670] Pour une description de cette forme de tourisme particulière, voir Bertram Gordon, *War Tourism : Second World War France from Defeat and Occupation to the Creation of Heritage*, Ithaca et Londres, Cornell University Press, 2018, 294p.

l'intention d'un public attaché à découvrir *in situ* la mémoire de la Seconde Guerre mondiale[671]. L'utilisateur y retrouvait un bref exposé de l'histoire régionale du conflit, la photographie avec une courte légende de quelques monuments et une carte routière schématique suggérant un parcours. En ce qui nous concerne, il s'agit d'un autre échantillonnage de monuments qui comprend cette fois des informations qualitatives, parmi lesquelles nous avons cherché les références aux bombardements alliés. L'intérêt est double : les descriptions sont accompagnées d'une courte narration qui offre de précieuses informations sur les monuments et stèles retenus. Leur sélection donne elle-même des informations sur les choix des concepteurs de ces documents.

Un premier constat sur l'ensemble de ce corpus est que les monuments cités, comme il fallait s'y attendre, portent avant tout le souvenir de la France combattante. Notre attention s'est donc portée sur les rares mentions directes des bombardements et sur les informations qui étaient transmises au « touriste » à ce sujet.

Par exemple, dans la brochure des Vosges, une région pourtant fortement éprouvée lors des combats de 1944, il n'y a aucune mention des bombardements alliés. On trouve toutefois la photographie d'une « Stèle à la mémoire des habitants de Neufchâteau victimes de la 2e guerre mondiale »[672]. L'important monument porte un grand nombre de noms. Comme les victimes des bombardements alliés ont été admises à la dénomination « Mort pour la France », il est fort probable que certains des noms inscrits soient ceux de telles victimes.

---

[671] Souvenir Français, courriel du 27 décembre 2019. Dépliants réalisés entre 1982 et 1989 par les services départementaux de l'Office national des anciens combattants et victimes de guerre (ONACVG) sous la direction de monsieur Serge Marcellini, alors Délégué à la Mémoire et à l'Information historique, Fonds Barcellini, SHDv GR 1 K 841 193.

[672] Secrétariat d'État auprès du Ministère de la Défense chargé des Anciens Combattants et Victimes de guerre et Commission Départementale de l'Information historique pour la paix, *Les Lieux de mémoire de la deuxième guerre mondiale – Vosges*, Collection « les chemins du souvenir », non daté, Fonds Barcellini, SHDv GR 1 K 841 193.

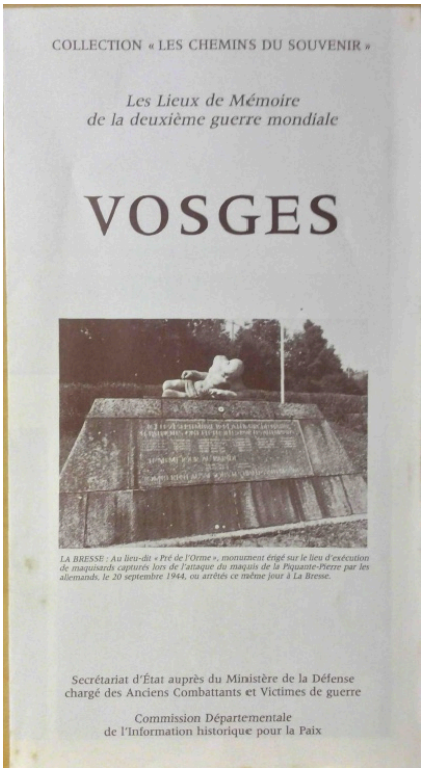


Figure 5.5 Brochure *Les Lieux de mémoire de la deuxième guerre mondiale – Vosges.* Fonds Barcellini, SHDv GR 1 K 841 193.

La même remarque vaut pour un monument situé sur la Place des Carmes à Limoges qui est « dédié aux combattants et aux civils de la Haute-Vienne décédés des suites de faits de guerre »[673]. Notons que la page couverture de ce dépliant est illustrée du monument dédié à Oradour-sur-Glane. À Ostheim dans le Haut-Rhin, un mur près de l'église « est le seul vestige du village détruit en 1944 ; il est devenu mémorial aux victimes de guerre »[674].

[673] Secrétariat d'État aux Anciens Combattants et Commission Départementale de l'Information historique pour la paix, *Les Lieux de mémoire de la deuxième guerre mondiale – Haute-Vienne*, Collection « les chemins du souvenir », non daté, Fonds Barcellini, SHDv GR 1 K 841 193.
[674] *Id*., *Les Lieux de mémoire de la deuxième guerre mondiale – Haut-Rhin*, Collection « les chemins du souvenir », non daté, Fonds Barcellini, SHDv GR 1 K 841 193.

Une mention directe de victimes civiles des bombardements apparaît dans la brochure des Pyrénées atlantiques. Le texte annonce qu'à Biarritz, sur l'esplanade du Rocher de la Vierge, se trouve un « Monument aux victimes civiles de la ville de Biarritz, à la mémoire des 117 victimes du bombardement aérien du 27 mars 1944 ». Toutefois, la photographie du monument montre que celui-ci porte une inscription bien moins spécifique : « Aux victimes civiles de la guerre 1939-1945 »[675]. L'information relative au bombardement n'est donc plus disponible au visiteur d'aujourd'hui à moins qu'il ne fasse une recherche appropriée. Remarquons aussi que le texte de la brochure ne précise pas qu'il s'agit d'un bombardement effectué par les Américains[676].

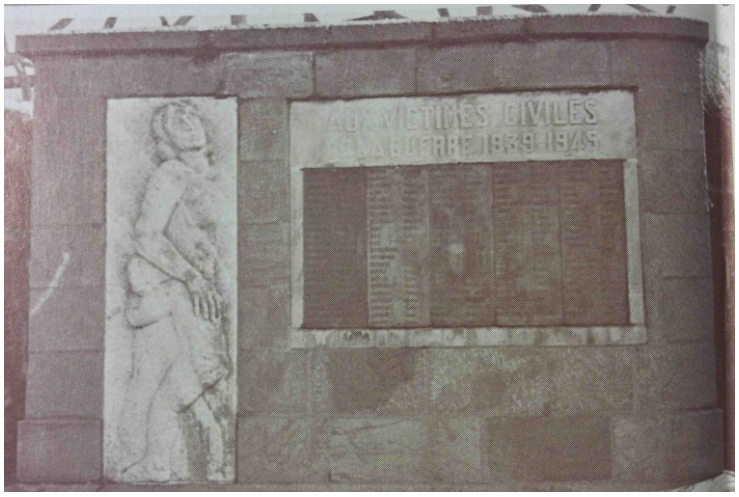


Figure 5.6 Monument à Biarritz, Brochure *Les Lieux de mémoire de la deuxième guerre mondiale – Pyrénées atlantiques.* Fonds Barcellini, SHDv GR 1 K 841 193.

Une autre mention directe des victimes de bombardements se trouve à Frévent dans le Pas-de-Calais. La brochure du Département mentionne la présence d'un « mémorial

[675] Secrétariat d'État auprès du Ministère de la Défense chargé des Anciens Combattants et Victimes de guerre et Commission Départementale de l'Information historique pour la paix, *Les Lieux de mémoire de la deuxième guerre mondiale – Pyrénées atlantiques*, Collection « les chemins du souvenir », non daté, Fonds Barcellini, SHDv GR 1 K 841 193.
[676] Le bombardement aurait fait 100 morts et 101 blessés selon Andrew Knapp, *Les Français sous les bombes alliées 1940-1945*, Paris, Tallandier, 2017 (1ère éd. 2014), p. 354.

des victimes civiles de la guerre »[677]. Le monument est pourtant plus explicite : il porte l'inscription « Aux victimes des bombardements de Frévent 1939-1945 ». Cette mention spécifique des bombardements se trouve aussi à Domfront, département de l'Orne, dans le cimetière de la Croix des Landes, où se trouve un imposant monument « érigé en souvenir des victimes des bombardements de 1944 »[678]. La brochure n'ajoute aucune précision à cet effet dans sa courte présentation historique. Pour commémorer l'histoire de ce département lors du débarquement, un autre document est produit en 1994. Il rappelle les événements mois par mois et les nombreux bombardements de l'aviation alliée y sont clairement mentionnés, notamment en introduction. Il est énoncé qu'aux souffrances et destructions causées par les Allemands, « devait s'ajouter la destruction par l'aviation alliée des moyens stratégiques et logistiques de l'occupant. […] Le nombre de victimes civiles en découlant est particulièrement élevé, […] »[679]. Les monuments décrits sont toutefois avant tout ceux dédiés aux victimes combattantes locales. Aucun ne mentionne explicitement les bombardements.

Il en est autrement dans la brochure de la Nièvre dans laquelle se trouve une photographie de la stèle monumentale érigée à Neuvy-sur-Loire sur laquelle sont inscrits les noms des « 128 victimes civiles des bombardements des 17 juillet, 2 et 7 août 1944 ». Parmi les mentions de pertes de vie de combattants et de martyrs, la narration historique du dépliant mentionne « de nombreuses victimes civiles lors des

[677] Secrétariat d'État aux Anciens Combattants et Victimes de Guerre et Commission Départementale de l'Information historique pour la paix, *Les Lieux de mémoire de la deuxième guerre mondiale – Pas-de-Calais*, Collection « les chemins du souvenir », non daté, Fonds Barcellini, SHDv GR 1 K 841 193.
[678] Secrétariat d'État aux Anciens Combattants et Commission Départementale de l'Information historique pour la paix, *Les Lieux de mémoire de la deuxième guerre mondiale – Orne*, Collection « les chemins du souvenir », non daté, Fonds Barcellini, SHDv GR 1 K 841 193.
[679] Commission Départementale de l'Information historique pour la paix du Pas-de-Calais, *Jalons pour la mémoire de l'année 1944 et de la Libération dans le Pas-de-Calais 1944-1994*, 1994, p. 33-37, BNF 4-LK4-5941.

bombardements alliés de Neuvy-sur-Loire et de Nevers »[680], une allusion cette fois directe aux Alliés, mais qui ne se retrouve que dans la brochure, laquelle, rappelons-le, n'est plus disponible.

La brochure de La Mayenne mentionne dans sa partie historique « les 500 civils victimes des bombardements et mitraillages » parmi l'énumération des victimes combattantes et des déportations, mais seule une inscription de « 1 tué lors d'un bombardement aérien » est rapportée sur une stèle à Aze, sur la route de Coudray[681].

Le département de la Manche ne pouvait être en reste. Directement exposé lors du Débarquement, les bombardements ne pouvaient manquer d'y faire de nombreuses victimes, ce à quoi s'attendaient d'ailleurs les Alliés, comme nous l'avons vu. La brochure du département identifie « La Pleureuse », une statue érigée à Coutances dans le cimetière communal « dédiée aux victimes civiles du bombardement du 6 juin 1944 ».

Figure 5.7 « La Pleureuse », Coutances. Brochure *Les Lieux de mémoire de la deuxième guerre mondiale – Manche.* Fonds Barcellini, SHDv GR 1 K 841 193.

[680] Secrétariat d'État aux Anciens Combattants et Commission Départementale de l'Information historique pour la paix, *Les Lieux de mémoire de la deuxième guerre mondiale – Nièvre*, Collection « les chemins du souvenir », non daté, Fonds Barcellini, SHDv GR 1 K 841 193.
[681] *Id*., *Les Lieux de mémoire de la deuxième guerre mondiale – Mayenne*, Collection « les chemins du souvenir », non daté, Fonds Barcellini, SHDv GR 1 K 841 193.

La publication mentionne aussi un monument aux victimes des bombardements des 6 et 7 juin 1944 à Saint-Lô au *Rond-point du 6 juin*. L'inscription s'y lit « À la mémoire des victimes du bombardement qui détruisit la ville de Saint-Lô le six juin mille neuf cent quarante quatre ». La narration vient appuyer ces deux mentions :

> Mais la guerre ne frappe pas que les combattants et, dans l'âpreté des affrontements qui marquèrent l'été 1944, la Manche supporta des destructions considérables dont la plus spectaculaire fut sans doute le bombardement de Saint-Lô qui enferma dans ses ruines de nouvelles victimes[682].

Le 16 septembre 1943, Nantes subit un bombardement de jour, par beau temps, de l'aviation américaine qui se révèle particulièrement maladroit. Les cibles militaires sont en grande partie ratées et quelque 59% des bombes tombent sur les quartiers d'habitation. En moins d'une heure, les Américains font ainsi 812 morts et 1 785 blessés[683]. La brochure de la Loire-Atlantique ajoute qu'avec le bombardement du 23 septembre, le total des victimes atteint 1 500 tués et 2 600 blessés. Mais seule une stèle reliée aux bombardements y est signalée[684]. Elle commémore le bombardement du 16 septembre 1943 qui a touché l'Hôtel-Dieu. Ici encore la mention de la responsabilité des Alliés est absente.

---

[682] Secrétariat d'État auprès du Ministère de la Défense chargé des Anciens Combattants et Victimes de guerre et Commission Départementale de l'Information historique pour la paix, *Les Lieux de mémoire de la deuxième guerre mondiale – Manche*, Collection « les chemins du souvenir », non daté, Fonds Barcellini, SHDv GR 1 K 841 193.

[683] Andrew Knapp, *op. cit.*, p.109-110.

[684] Secrétariat d'État chargé des Anciens Combattants et des Victimes de guerre et Commission Départementale de l'Information historique pour la paix, *Les Lieux de mémoire de la deuxième guerre mondiale – Loire-Atlantique*, Collection « les chemins du souvenir », non daté, Fonds Barcellini, SHDv GR 1 K 841 193.

Figure 5.8 Hommage aux Hospitaliers, Nantes. SHDv GR 1 K 841 268.

Pour l'Indre-et-Loire, la brochure identifie le monument de La Riche en relation avec les bombardements de 1944. Elle mentionne qu'à l'entrée du cimetière, un monument est « dédié aux 64 victimes des bombardements aériens sur le pont de chemin de fer de La Motte ». L'histoire racontée dans la brochure même est plus explicite : « L'approche du Débarquement, puis celui-ci, sont marqués par une activité accrue. De nombreux civils périssent sous les bombardements de l'aviation alliée (Saint-Pierre-des-Corps, La Riche) destinés à désorganiser les communications de l'armée allemande »[685]. Encore une fois, sans la brochure en main, le visiteur doit connaître l'histoire du second conflit mondial pour pouvoir en déduire qu'il s'agit de bombardements des forces aériennes alliées.

Il était inévitable que le dépliant consacré à la Charente maritime signale le cas de la ville de Royan. Son texte identifie effectivement qu'au *Cimetière des Tilleuls* se trouve une stèle de pierre qui « rappelle la mémoire des victimes de cette tragique opération », soit « Le 5 janvier 1945, deux vagues de bombardiers de la Royal Air Force déversent plus de 1 600 tonnes de bombes sur la ville. Près d'un quart de la population est tué »[686].

[685] Secrétariat d'État aux Anciens Combattants et Commission Départementale de l'Information historique pour la paix, *Les Lieux de mémoire de la deuxième guerre mondiale – Indre-et-Loire*, Collection « les chemins du souvenir », non daté, Fonds Barcellini, SHDv GR 1 K 841 193.
[686] Secrétariat d'État chargé des Anciens Combattants et Victimes de guerre et Commission Départementale de l'Information historique pour la paix, *Les Lieux de mémoire de la deuxième guerre*

Le dépliant « touristique » rappelle ainsi clairement le bombardement meurtrier de janvier 1945, ce que les écrits de ceux qui en ont été des acteurs et les cérémonies de 1985 qui ont rappelé la reprise de la ville, où résistait une garnison allemande, ont évité de faire, comme nous l'avons vu dans la section 3.6.

L'historique que donne la brochure de la Charente est typique de l'ambiguïté des énoncés qui impliquent les bombardements :

> Mieux armés [les maquis de la Charente], grâce à la mission interalliée Jedburg [sic, Jedburgh[687]], ils multiplient les accrochages, les sabotages, les coups de main au cours de l'année 1944 pendant que la population civile subit les bombardements (214 victimes à Angoulême) et la terreur des colonnes de représailles allemandes (22 mars, 24 juillet, 1er août 1944) [688].

En ce qui concerne les monuments illustrés, le dépliant décrit celui du *Square Henri-Darras* à Angoulême comme dédié « à la mémoire des 214 victimes des bombardements aériens des 15 juin et 14 août 1944 ». Mais quels sont les auteurs de ces bombardements ? Tel que rédigé, le texte du dépliant peut laisser entendre qu'ils sont le fait de l'ennemi allemand. Pourtant, il s'agit bien des Américains.

La brochure du Calvados ne fait aucune mention des bombardements dans sa portion historique, mais est illustrée d'une photographie d'une stèle à Lisieux « dédiée aux victimes des bombardements qui précédèrent la libération, détruisant les trois quarts de la ville ». L'inscription se lit : « À la mémoire des victimes des bombardements de

---

mondiale – Charente maritime, Collection « les chemins du souvenir », non daté, Fonds Barcellini, SHDv GR 1 K 841 193.

[687] L'organisation au début de 1944 par l'Office of Strategic Service des États-Unis et le SOE britannique de missions de coordination et de soutien auprès des Forces françaises de l'intérieur (FFI). A. Calmette, « les équipes Jedburgh dans la bataille de France », *Revue d'histoire de la Deuxième Guerre mondiale*, vol. 16, nº 61, 1966, p. 35-48.

[688] Secrétariat d'État aux Anciens Combattants et Commission Départementale de l'Information historique pour la paix, *Les Lieux de mémoire de la deuxième guerre mondiale – Charente*, Collection « les chemins du souvenir », non daté, Fonds Barcellini, SHDv GR 1 K 841 193.

juillet-août 1944 qui précédèrent la libération de Lisieux »[689]. Ce qui est gravé sur la pierre pour être vu de tous atténue la portée meurtrière des bombardements en omettant la mention du nombre important de victimes, mais laisse clairement entendre à ceux qui connaissent un peu d'histoire, par la date et le lien avec la Libération, qu'ils ont été perpétrés par les Alliés.

Selon la brochure consacrée aux Hautes-Alpes, des cheminots de la Société nationale des Chemins de Fer (SNCF) ont été tués par bombardement à Veynes en août 1944. Toutefois, la stèle qui reflète cet événement parle très différemment : « 1939-1945 Passant ! Retiens les noms des cheminots qui sont morts pour ta liberté – fusillés – déportés – morts en combat – morts en service ». Les bombardements sont donc laissés à la brochure maintenant indisponible et le passant n'en est pas informé[690].

Le Gard bénéficie d'une brochure plus développée, bien que suivant le même canevas. Dans sa narration historique, les bombardements alliés sur la région sont décrits comme suit :

> Mais la voie des airs n'est pas uniquement porteuse d'espoirs. Épargné jusqu'au début 1944 par les bombardements stratégiques alliés, le Gard, comme tout le littoral méditerranéen et le couloir rhodanien, est l'objet du traitement des objectifs prioritaires (ponts, complexes ferroviaires, etc..) par le bombardement. Généralement effectués à haute altitude par "blocs aériens", ceux-ci vont paralyser les mouvements de troupes allemandes, malheureusement au prix de nombreuses victimes civiles. Le bombardement du 27 mai 1944 sur Nîmes, visant le centre de triage et les ateliers de Courbessac, cause des dégâts sans proportion avec l'ampleur des destructions faites dans la ville. Le bilan est lourd: cinq mille sinistrés, deux cent quatre-vingt-dix-neuf blessés, deux cent soixante

[689] *Id*., *Les Lieux de mémoire de la deuxième guerre mondiale – Calvados*, Collection « les chemins du souvenir », non daté, Fonds Barcellini, SHDv GR 1 K 841 193.
[690] Secrétariat d'État chargé des Anciens Combattants et Victimes de guerre et Commission Départementale de l'Information historique pour la paix, *Les Lieux de mémoire de la deuxième guerre mondiale – Hautes-Alpes*, Collection « les chemins du souvenir », non daté, Fonds Barcellini, SHDv GR 1 K 841 193.

> et onze tués (dont quinze Allemands). D'autres actions suivront : le 12 juillet sur Nîmes et à l'est du département. Au total, les bombardements aériens causeront, dans le Gard, la mort de 323 personnes[691].

Encore ici, si la brochure maintenant indisponible au public mentionne les bombardements stratégiques alliés, il en est autrement des monuments qu'elle cite. Ainsi, une stèle apposée au monument aux morts de Beaucaire nomme trois « victimes civiles » parmi les victimes combattantes ou déportées de la ville, alors que la brochure mentionne qu'il s'agirait de trois victimes de bombardements. À Domazan cependant, une plaque sur le monument aux morts identifie trois « victimes du bombardement », faisant référence aux bombardements des 10 avril, 27 mai et 14 août 1944, « menés à très haute altitude » comme le souligne la brochure. Quatre plaques rappellent à Nîmes le maladroit bombardement du 27 mai 1944, encore « mené à très haute altitude » qui « ravagea les quartiers est de la ville ». Les plaques portent en inscription le « bombardement du 27 mai 1944 », mais sans mention des Américains qui en sont responsables. De façon similaire, une plaque ajoutée au monument aux morts de Pont-Saint-Esprit nomme les 19 « victimes du bombardement aérien du 15 août 1944 ». La brochure précise que ce bombardement visait le pont sur le Rhône. La gare de la ville porte également une plaque sur laquelle figure le nom d'un employé de la SNCF tué à cette occasion, mais sans référence au bombardement. Le texte est typique des nombreuses plaques SNCF apposées dans les gares de France : « À la mémoire des agents de la SNCF tués par faits de guerre 1939-1945 ». À Saint-Ambroix, une stèle porte selon la brochure le nom d'une des victimes du bombardement du 27 mai sur Nîmes, une précision absente de l'inscription : « Morts pour la libération de la France 39-45 ». Une autre victime de ce bombardement est nommée, selon la brochure, sur la stèle présente à Sommières dédiée par la ville « à ses compatriotes morts pour la France

[691] Secrétariat d'État auprès du Ministre de la Défense chargé des Anciens Combattants et Victimes de guerre et Commission de l'information historique pour la paix du Département du Gard, *Les Lieux de mémoire de la seconde guerre mondiale dans le département du Gard*, Collection « les chemins du souvenir », non daté, Fonds Barcellini, SHDv GR 1 K 841 193.

1939-1945 ». Dramatiquement, un maquisard blessé de la ville de Soudorgues et hospitalisé à Nîmes, meurt lors du même bombardement. C'est ce que précise la brochure au sujet de la stèle qui porte son nom sous le titre « À nos glorieux frères d'armes ». Toujours à Nîmes, lors d'un bombardement selon la brochure, est décédée une résidente de Villevielle. Son nom figure sur une simple stèle « 1939-1945 ». De la même manière, la stèle dédiée aux « victimes de la guerre 1939-1945 » à Saint-Jean-du-Gard porte le nom d'une victime du bombardement de Toulon du 17 mars 1944 (plutôt celui du 11 mars), ce que la brochure précise.

Poursuivant notre examen de ces guides de visite des monuments, nous observons qu'à Carnaux dans le Tarn, une stèle rappelle un incident malheureux qui a causé la mort de sept agents de la SNCF. Ils avaient omis de peindre le signal convenu sur leur locomotive et ont ainsi été bombardés par un avion anglais. Il faut avoir la brochure en main pour le savoir, car la stèle « style SNCF » porte là aussi l'inscription laconique standard[692].

En somme, ce qui s'observe au moyen de ces dépliants « touristiques » des monuments de la seconde Guerre mondiale en France, c'est d'abord la prédominance bien nette des représentations héroïques, de la France combattante et martyrisée. Donc, avant tout, une représentation dans la pierre des actes de guerre reliés à l'ennemi allemand. Nous avons vu que les actions des forces de libération sont présentes dans la brochure elle-même, mais rarement sur le gravé. Ainsi, les victimes des bombardements alliés, effectivement « victimes de faits de guerre », ont droit à l'inscription de leur nom sur les monuments dédiés aux « morts pour la France », ce qui se retrouve bien dans les

[692] Secrétariat d'État auprès du Ministre de la Défense chargé des Anciens Combattants et Victimes de guerre et Commission départementale de l'information historique pour la paix, *Les Lieux de mémoire de la deuxième guerre mondiale dans le département du Tarn – Guide des monuments, stèles et plaques commémoratives*, Collection « les chemins du souvenir », non daté, Fonds Barcellini, SHDv GR 1 K 841 193.

faits. Muni de la brochure alors qu'elle était disponible, le visiteur pouvait savoir que s'il s'agissait de victimes de raids « amis ». Mais sans cette source, l'information est absente et le bombardement allié indiscernable des faits de guerre de l'ennemi. Rares sont les monuments qui mentionnent explicitement des « bombardements ». De plus, même lorsqu'ils le font en lien avec les bombardements alliés de la libération effectués majoritairement en 1944, la période inscrite est souvent 1939-1945. Le message devient diffus : l'ennemi durant cette guerre étant allemand, le visiteur est porté à assumer qu'il est responsable des « bombardements » auxquels il est fait allusion. Seules quelques inscriptions identifient clairement un bombardement précis en lui associant une date. Un tel point de repère permet certes à un visiteur informé de déduire quelle force aérienne en a été responsable, mais encore là, la mention « Allié » est rare, ce qui rejoint le constat de notre analyse quantitative. En résulte, selon nous, une manifestation d'un silence « masqué » : les bombardements alliés sont regroupés avec les actions de l'ennemi. Ces dernières, explicables et bien comprises, prennent plus facilement le blâme dont sont ainsi épargnés les libérateurs.

5.2.3 Ériger un monument : processus

Commémorer les faits de la Seconde Guerre mondiale en France ne se fait pas n'importe comment. Comme nous l'avons déjà mentionné, l'État veut contrôler le désir de la population, tout à fait légitime, de graver dans la pierre la mémoire de ses fiertés et de ses souffrances. Nous examinons maintenant les processus de contrôle mis en place dès la fin du conflit. Notre objectif est de découvrir, le cas échéant, si le silence sur les bombardements alliés a été imposé en écartant, pour certains projets, des termes comme « RAF », « britannique », « américain » ou « alliés ». Comme nous allons le voir, nous n'avons pas trouvé d'actions directes en ce sens. Tout au plus avons-nous décelé, au sujet de ces bombardements, des indécisions qui relèvent plus de soucis administratifs ou budgétaires que d'un désir de maîtriser le langage commémoratif. Le

silence qui en résulte viendrait dans ce cas-ci de la base, de ceux qui, localement, veulent graver durablement leur mémoire à leur façon. C'est dans ce contexte que des pressions qui auraient été exercées par les associations qui représentaient les victimes des bombardements auraient eu un rôle important à jouer. Or, comme nous l'avons vu, elles n'ont pas agi en ce sens, étant préoccupées avant tout par les besoins de soutien à la reconstruction des foyers.

Selon un décret daté du 16 janvier 1947[693] suivi en avril de la même année d'une circulaire du ministère de l'Intérieur[694], chaque projet de monument doit être soumis à une approbation. Les projets majeurs, présentant une partie sculpturale ou dont le coût dépasse 500 000 francs, doivent être approuvés par le ministre de l'Intérieur après avis d'experts de la Commission centrale des monuments commémoratifs « choisis pour leur compétence artistique et technique ». Cette commission siégera jusqu'en 1968, date à laquelle elle sera abolie[695]. L'approbation des autres projets, dont les plaques commémoratives, relève du préfet du département[696]. La demande pour les projets majeurs doit comprendre les dix items suivants[697] :

Délibérations du Conseil municipal
Plan de situation du monument
Photographie de l'emplacement prévu
Dessin du monument
Photographie de la maquette du monument
Photographies du modèle de la sculpture
Libellé exact des inscriptions

---

[693] Ministère de l'intérieur, Décret du 16 janvier 1947 portant réglementation pour l'érection de monuments commémoratifs, *Journal officiel de la République Française*, 18 janvier 1947, p. 702, AN 19770086/3.
[694] *Id*., *Circulaire no 186, Érection de monuments commémoratifs – Application du décret du 16 janvier 1947*, 18 avril 1947, AN 19770086/3 et AN 19770319/1.
[695] *Id.*, note sur le décret 68-1052 du 29 novembre 1968, 2 décembre 1968, AN F/1cI/219.
[696] Le Ministre de l'Intérieur à Monsieur le Ministre du Budget, *Érection des monuments commémoratifs*, 11 février 1953. AN 19800282/51-53.
[697] Ministère de l'intérieur, Décret du 16 janvier 1947, *op. cit*., p. 702, AN 19770086/3 et Ministère de l'Intérieur, procédure, non daté, AN 19800282/51-53, et NA F/1cI/201-202.

État des matériaux nécessaires
Note sur les coûts du projet
Avis d'urbanisme

Les projets sujets à l'approbation des préfets doivent soumettre les mêmes documents, à l'exception des photographies de maquette, du modèle de la sculpture et de l'avis d'urbanisme.

On trouve aux Archives nationales les dossiers des projets étudiés. Tour d'abord, il convient de signaler que, sans surprise, la majorité des inscriptions porte les mentions : morts aux champs d'honneur, morts pour la patrie, morts pour la France, nos morts des deux guerres, et parfois plus spécifiquement « mort à l'ennemi », de la Résistance, aux fusillés, déportés morts en Allemagne, victimes de l'occupation allemande. Or, nous avons vu que l'appellation officielle « Mort pour la France » fut étendue aux victimes d'actes de guerre en 1945. Le nom des victimes civiles des bombardements alliés peut ainsi être inscrit sur les monuments dédiés aux détenteurs de cette mention. Toutefois, il semble que cela a parfois posé problème.

En 1947, le préfet du Loiret s'inquiète des nombreuses demandes faites pour inscrire les noms de « déportés et victimes civiles "Morts pour la France" sur les monuments aux Morts érigés dans les communes ». Il demande au ministre des Anciens Combattants et Victimes de guerre de l'informer des dispositions applicables[698]. La réponse vient du ministre de l'Intérieur. Précisant que la demande touche « les personnes tuées par bombardement ou décédées des suites de maladies contractées en déportation », il réitère que tout avis de décès comportant la désignation « Mort pour la France » donne droit à une inscription sur les monuments commémoratifs. Il ajoute

[698] Le Préfet du Loiret à Monsieur le Ministre des Anciens Combattants et victimes de guerre, 1er décembre 1947, AN F/1cI/225.

la nuance que, si le monument visé est spécifique à une catégorie de victimes de la guerre, « la municipalité peut légitimement décider que ne peuvent être inscrits sur les monuments en question, les noms des victimes de la guerre ne rentrant pas dans la catégorie en l'honneur de laquelle a été construit le monument »[699]. Acheminée quatre mois après la demande du préfet, cette réponse semble avoir exigé un certain degré de réflexion ministérielle. En somme, ce sera aux municipalités de trancher par elles-mêmes, au cas par cas. Cette position se trouve d'ailleurs confirmée quelques mois plus tard par une circulaire des mêmes ministères (*voir Annexe C*). Établir une telle position était nécessaire, car l'interprétation du décret de 1945 posait problème. En 1946, le ministre de l'Intérieur répond au préfet de la Vienne qui s'inquiète « de nombreuses requêtes contre des refus apportés par certains maires [de son département] à des demandes d'inscriptions sur les monuments aux morts des noms des nouvelles victimes de la guerre ». La réponse étonne :

> l'inscription d'un nom avec la mention "mort pour la France" ne peut être apposée sur un monument qu'après approbation par le Secrétariat Général des Anciens Combattants, prisonniers et Victimes de la Guerre. […] Les victimes civiles de la guerre, victimes de bombardements par exemple, n'ayant pas pris part aux actions de combat, ne peuvent faire l'objet d'inscription sur un monument aux morts[700].

Voilà une interprétation qui semble être à contresens de l'élargissement établi en 1945. Ce cas semble toutefois unique.

Il reste que les noms de victimes des bombardements figurent fort probablement parmi les victimes identifiées sur plusieurs monuments, notamment sur ceux qui sont de portée générale. Il en résulte que les bombardements alliés, comme agents de

---

[699] Ministre de l'Intérieur, à Monsieur le Préfet du Loiret, *Hommage public – Inscription sur les monuments aux Morts des noms des victimes*, 1er mars 1948, AN F/1cI/225.
[700] *Id*., à Monsieur le Préfet de la Vienne, *Inscription sur les monuments commémoratifs des noms des victimes de la guerre*, 4 septembre 1946, AN F/1cI/234.

victimisation, passent ainsi inaperçus. L'amalgame de catégories de victimes que représentent ces monuments constitue un silence « masqué » au sens de Vinitzky-Seroussi et Teerger. Il peut également être considéré comme l'expression d'un silence « politique » tel que décrit par Winter. L'implication des Alliés dans les drames commémorés est ainsi gommée, leur évocation évitée. Les victimes sont nommées, mais la cause de leur décès demeure indistincte, alors que les autres façons de mourir pour la France, dues à l'action de l'ennemi, sont mieux connues et surtout plus « héroïques ». Combattants de 1940, déportés, travailleurs du STO morts en Allemagne, résistants, maquisards, fusillés, martyrs : pour le passant, voilà les causes plausibles de ces morts que l'on honore sur la pierre. Indiscernables sont les victimes des actions des Alliés. Devant un tel nombre de monuments muets sur les causes précises des morts honorées, nous avons cherché les traces de mention qui auraient pu être spécifiquement liées aux bombardements, voir même en précisant qu'ils aient été faits par les Alliés. Nous avons trouvé neuf occasions de le faire, exposées dans ce qui suit, qui ne se sont pas concrétisées. Il s'agirait de possibles silences « liturgiques », alors que mentionner les malheurs causés par des « amis » aurait été particulièrement difficile.

Un monument à Venarey-les-Laumes présente un premier cas. Neuf noms doivent être inscrits sous la mention « Faits de guerre ». La commune ayant subi des bombardements en 1944, il est fort possible qu'ils aient été la cause de la mort de certaines de ces victimes. Le dossier reste flou à cet effet. La proposition du comité municipal se lit comme suit :

> Le présent projet a pour but l'érection d'un Monument funéraire destiné à perpétuer le souvenir des enfants et des habitants de la Commune de VENAREY - LES – LAUMES, morts à la suite de la Guerre de 1939-1945 ; soit en combattant ou en captivité ; soit en luttant contre les troupes d'occupation, dans

> les organisations de Résistance ou en déportation ; soit en victimes de la barbarie nazie ; soit enfin par tous autres faits de Guerre[701].

En 1946, l'érection à Compiègne d'une tour commémorative dédiée aux deux guerres est proposée. L'idée est ambitieuse :

> Le Monument National de Compiègne, destiné à commémorer les souffrances d'un peuple dans la guerre, de ses militaires comme de ses civils, des hommes, des femmes, des foyers en ruines est une synthèse qui, dans une seule composition unique et cependant multiple comme la patrie, évoque toutes les épreuves nationales et en transmet la cicatrice à la postérité[702],

Quatre fédérations supportent le projet : anciens combattants, prisonniers, déportés et STO. Elles ont convenu que le monument doit exprimer certains facteurs, dont celui de « la destruction de l'œuvre humaine, de la maison ». En lien avec cette idée, la tour prévue comporte des « trous » : « perforations béantes symbolisent les ruines », « la diversité des ouvertures celles des maisons » [703].

Figure 5.9 Projet de tour commémorative, Compiègne. NA F/1cI/205.

[701] Gabriel Gervais, Architecte de la ville, *Commune de VENAREY – LES LAUMES, Erection d'un Monument Commémoratif des Morts de la guerre de 1939-1945, Rapport de l'Architecte*, Tonnerre, 10 mai 1948, NA F/1cI/203.
[702] André Bruyère (architecte) et Emmanuel Aricoste (sculpteur), *Monument national de Compiègne aux victimes de la guerre*, non daté mais associé à des pièces de 1946, NA F/1cI/205.
[703] *Id*., *Monument national de Compiègne aux victimes de la guerre, Exposé fait par André Bruyère lors de la présentation de la maquette le 12/II/46*, non daté mais associé à des pièces de 1946, NA F/1cI/205.

Ce souci des ruines, de la « destruction de l'œuvre humaine » est fort probablement relié aux dévastations perpétrées par les bombardements alliés, mais encore ici, ce lien n'est pas directement exprimé. Le monument a fait l'objet de remarques dissidentes du Comité national des monuments commémoratifs, lequel n'apprécie guère les ouvertures. Notons que Picasso faisait partie du comité d'honneur nommé pour concevoir le projet.

Un cas particulièrement intéressant est celui de la ville d'Avion. En mai 1947, le conseil de ville délibère sur la modification d'un monument existant afin de :

> perpétuer le souvenir de tous les héros de notre Commune qui ont fait le sacrifice de leur vie pour la libération de la France. Ce Mémorial consiste en l'agrandissement de notre Monument aux Morts qui permettra d'inscrire [dans] les emplacements réservés à cet effet, le nom de toutes les Victimes de la guerre 1939-1945, de la Commune, y compris les victimes des bombardements [notre soulignement][704].

Ici, la juxtaposition de « héros » et « y compris les victimes des bombardements » laisse supposer que le Conseil municipal a réalisé que ne considérer que les victimes « actives », celles qui ont agi délibérément et ainsi « fait le sacrifice de leur vie », pouvait exclure les victimes « passives », celles qui ont perdu la vie non par choix, mais comme dommages collatéraux des bombardements. Cette présentation du monument est reprise par la demande d'approbation envoyée par le Préfet du Pas-de-Calais au ministre de l'Intérieur : « un mémoriel à la mémoire des victimes de la guerre 1939-45 y compris les victimes des bombardements »[705]. L'approbation ministérielle

[704] Ville d'Avion, *Extrait du Registre aux Délibérations du Conseil Municipal, Séance du 29 mai 1947*. AN F/1cI/205.
[705] Le Préfet du Pas-de-Calais à Monsieur le Ministre de l'Intérieur, *Commune d'AVION – Érection d'un mémorial à la mémoire des victimes de la guerre*, 9 juillet 1947, AN F/1cI/228.

qui suit en reste à « la mémoire des Victimes de la guerre »[706]. L'inscription prévue sur le monument se limite à la liste des victimes, sans mentionner les bombardements.

Le cas de la commune de Frévent est plus direct. Nous avons vu que la brochure départementale du Pas-de-Calais relative aux monuments commémoratifs de la région identifie seulement que le monument de Frévent commémore « les victimes civiles de la guerre », mais que l'inscription sur le monument lui-même identifie clairement les bombardements (section 5.2.2). L'examen du dossier soumis pour son érection montre toutefois qu'il constitue une exception. Dans la grande majorité des cas, la mention des bombardements ne se retrouve pas sur les inscriptions, lesquelles demeurent plus générales. Il était projeté d'ériger à Frévent « un monument commémoratif à la mémoire des victimes des bombardements de 1944 ». Le préfet du Pas-de-Calais, où se situe la commune, recommande sans réserve son acceptation au ministre de l'Intérieur :

> […] j'émets un avis très favorable à la prise en considération de cette demande. Je me permets de vous rappeler que la petite ville de FREVENT, qui compte 3.500 habitants, a subi de nombreux raids aériens qui ont fait 117 victimes. Cette ville est par ailleurs sinistrée à 75%[707].

Le libellé prévu au projet pour le monument est tout aussi clair : « Aux victimes des bombardements de Frévent 1944 ». La maquette montre plutôt « 1939-1945 »:

[706] Le Ministre de l'Intérieur à Monsieur le Préfet du Pas-de-Calais, *Hommage public – Érection à AVION (Pas-de-Calais) d'un mémorant [sic] à la mémoire des victimes de la guerre 1939-45*, 12 février 1948, AN F/1cI/228.
[707] Le Préfet du Pas-de-Calais, note au Ministre de l'Intérieur, Arras, 9 avril 1949, AN F/1cI/205.

Figure 5.10 Maquette du monument de Frévent. AN F/1cI/205.

Ce libellé final rend le lien avec les bombardements alliés diffus. L'observateur est référé à toute la durée du conflit, ce qui ne peut que l'éloigner de la situation spécifique à 1944, année de l'intensification des bombardements alliés sur la France. Cette présentation constitue selon nous un cas patent de silence « masqué ». Les terribles bombardements alliés sont bien inclus, mais la référence à 1939-1945 éloigne de la période qui rendrait leur identification plus probable. L'approbation du monument, qui suit rapidement, mentionne clairement qu'il s'agit bien « d'un monument aux victimes des bombardements »[708].

Un cas particulier démontre que se fier au contexte pour identifier les responsables d'un bombardement peut être trompeur. Le libellé du monument aux morts de la ville de Cluny comprend un texte qui énumère les catégories de victimes auxquelles il se dédie :

> Centre des plus actifs de la Résistance sous l'occupation allemande, Cluny a élevé ce monument à la mémoire de ses fils morts pour la Patrie : Soldats, Résistants, Maquisarts, Déportés, patriotiques, Volontaires du Régiment de Cluny et du 4me Bataillon de Choc, Victimes des bombardements aériens du 11 août 1944[709].

[708] Henri Queuille, Président du Conseil des Ministres et Yvon Delbos, Ministre de l'Intérieur par intérim, *Décret*, 14 mai 1949, AN F/1cI/228.
[709] André Sallez, Architecte en chef des monuments historiques, *Cluny – Monument Commémoratif – Libellé exact des inscriptions*, Paris, 2 mars 1948, AN F/1ci/206.

Les victimes passives des bombardements font bien partie des catégories de victimes honorées. La date précise donnée pour le bombardement pourrait laisser entendre, étant donné la domination de leur aviation en 1944, que les Alliés en sont les auteurs. En fait, il s'agit d'une des rares opérations de bombardement de la *Luftwaffe*[710].

La ville de Saumur envisage en 1947 d'élever un monument aux victimes civiles de 1939-1945 en faisant le lien avec les victimes des bombardements[711]. Le monument envisagé étant important, le dossier connaît un cheminement difficile entre la municipalité, la préfecture de Maine-et-Loire et le ministère de l'Intérieur. Ce n'est pas la nature du monument qui pose problème, mais plutôt sa conception ainsi que la quantité de matériaux qu'il requiert. Le tout aboutit finalement à une approbation par décret en 1950[712]. L'inscription sur le monument est la suivante :

La ville de Saumur aux victimes civiles de la guerre
Victimes des bombardements et des mines
Fusillés
Déportés
Travail obligatoire

Dans ce cas, le débat n'a pas porté sur les catégories de victimes. Il reste que les Alliés ont une part diffuse dans la liste retenue qui fait une large part à l'occupant allemand.

Dans le cadre des procédures suivies pour l'érection des monuments, nous retrouvons, parmi ceux explicitement reliés aux bombardements, le cas de la ville de Domfront. Le

---

[710] B.L., *France.tv*, « Saône-et-Loire : le 11 août 1944, un bombardement faisait 14 morts à Cluny », 12 août 2016, <https://france3-regions.francetvinfo.fr/bourgogne-franche-comte/saone-et-loire/saone-et-loire-le-11-aout-1944-un-bombardement-faisait-14-morts-cluny-1064485.html>.
[711] Ville de Saumur, Séance du 10 octobre 1947, AN F/1cI/225.
[712] Le Ministre de l'Intérieur à Monsieur le Préfet de Maine-et-Loire, *Hommage public – Érection d'un monument commémoratif*, 4 février 1950, AN F/1cI/225.

dossier suit toutes les étapes requises et obtempère à quelques remarques sur son esthétisme émises par le Comité central des monuments commémoratifs. Le décret l'autorisant est émis le 13 janvier 1950[713]. L'inscription qu'il portera est claire : « À la mémoire des victimes civiles des bombardements de juin 1944 » suivi de l'énumération de 37 victimes[714]. Qu'il s'agit de bombes alliées, ce qui n'est pas explicite, est cependant fortement suggéré par la mention de « juin 1944 ».

Un cas tout à fait unique se présente dans le domaine privé. À Étampes, madame Lucie Lartiller propose en avril 1945 de faire don à la municipalité, au nom de feu son mari (monsieur Dallier), du terrain où se trouvait la demeure dans laquelle sa famille a été décimée le 10 juin 1944 lors d'un bombardement. Elle ne pose que deux conditions : que soit érigée sur ce terrain une institution pour l'enfance et l'installation d'une stèle rappelant les morts de la ville, mais aussi, en particulier, la tragédie qui a touché sa famille[715]. Le tout se concrétise trois ans plus tard[716], mais la stèle est devenue un monument sur lequel se lit :

> A LA MEMOIRE DES VICTIMES DES BOMBARDEMENTS AERIENS DE LA Ville d'ETAMPES au cours des années I940 et 1944 - Monument offert par Madame DALLIER en souvenir des familles DALLIER-MAUGER & NOLLEAU disparues à cet endroit[717].

Il y a donc un amalgame entre les bombardements de 1940, perpétrés par l'ennemi allemand, et ceux de la libération, réalisés par les alliés. Les deux responsables des

---

[713] Georges Bidault, Président du Conseil des Ministres et Jules Moch, Ministre de l'Intérieur, *Décret*, 13 janvier 1950, AN F/1cI/228.
[714] Le Préfet de l'Orne à Monsieur le Ministre de l'Intérieur, *Monument commémoratif – Domfront – Orne*, 7 octobre 1949, AN F/1cI/228.
[715] Ville d'Étampes, Extrait du Registre des Délibérations du Conseil Municipal, Séance ordinaire du 13 avril 1945, AN F/1cI/207.
[716] *Id*., Extrait du Registre des Délibérations du Conseil Municipal, Séance ordinaire du 23 avril 1948. AN F/1cI/207.
[717] Mairie d'Étampes, 10 mai 1948, AN F/1cI/207.

dévastations et des pertes humaines sont mis sur le même pied. De nouveau nous sommes devant un silence « masqué » et même « politique » : la responsabilité des Alliés est partagée avec celle des Allemands.

Il n'y a pas que les monuments aux morts qui ménagent les Alliés. La commune de Bussang décide en 1947 d'ériger une statue à Sainte-Barbe, sa patronne et protectrice[718]. Les paroissiens en avaient fait le vœu en octobre 1944 pour remercier la sainte si la ville était épargnée par les bombardements[719]. Toutefois, il n'en est pas question sur le socle de la statue : « À Sainte-Barbe patronne et protectrice de la cité en reconnaissance vœu du 8 octobre 1944 ». La commune de Thillot dans les Vosges exprime sa reconnaissance à Notre-Dame de la Délivrance de la même façon et pour les mêmes raisons : « à la suite d'un vœu fait lors de l'invasion de 1940 et renouvelé en Décembre 1944 pour marquer la reconnaissance de la paroisse qui a été épargnée lors des bombardements d'Octobre et de Novembre 1944 »[720].

Le Creusot a été victime à plusieurs reprises de bombardements alliés. Il a fallu attendre 1953 pour que cela soit signalé sur une des trois plaques apposées sur son monument aux morts. Deux des plaques rendent hommage aux victimes combattantes, mais la troisième honore les 378 morts civils dont 344 sous les bombardements du 17 octobre 1942 et 20 juin 1943[721]. Mais il faut avoir à la main la brochure départementale pour connaître cette précision, car l'inscription s'y lit : « À la mémoire de toutes les victimes

[718] Commune de Bussang, Extrait du Registre des Délibérations du Conseil Municipal, Séance du 26 septembre 1947, AN F/1cI/208.
[719] Curé de Bussang (signature illisible), *Historique*, note manuscrite, 3 septembre 1947, AN F/1cI/208.
[720] Le Préfet du département des Vosges à Monsieur le Ministre de l'Intérieur, *Hommages publics – Commune du Thillot – Érection d'un monument d'inspiration religieuse – Demande d'autorisation*, 9 juillet 1947, AN F/1cI/235.
[721] Commission Départementale de l'Information Historique pour la Paix, *Sur les chemins de l'histoire et du souvenir – Département de Saone-et-Loire*, 1988, p. 252, BNF 8-LK4-6932.

du Creusot 1939-1945 ». Le « masque » opéré par la durée est encore ici appliqué sur les bombardements des Alliés.

L'historienne Annette Wieviorka a publié avec Barcellini un ouvrage au sujet des « lieux de mémoire de la Seconde Guerre mondiale en France »[722]. Le titre laisse entendre une couverture générale du sujet, mais il n'y est pas question de monuments relatifs à la fin de la guerre. L'explication se trouve dans l'avant-propos :

> Nous souhaitons, sans prétendre nullement à l'exhaustivité, offrir au lecteur un ouvrage qui présente les principales mémoires de la Seconde Guerre mondiale. Nous laissons provisoirement dans l'ombre une mémoire essentielle – qui nécessite à elle seule un ouvrage -, celle de la Libération, […][723].

Ainsi, cet ouvrage ne traite pas de la période la plus intense des bombardements sur la France, qui concentre 80% du tonnage des bombes lâchées sur le pays, de loin le nombre le plus élevé de victimes et les pires tragédies leur étant liées. Par ailleurs, il traite des plaques, stèles et monuments des périodes précédentes du conflit en fonction de « onze grands thèmes », parmi lesquels ne se trouvent pas les bombardements aériens[724].

Il y avait là une invite à laquelle a répondu en 2009 *Mémoires de pierre* de Metchild Gilzmer, professeure à l'Université technique de Berlin, préfacé d'ailleurs par Barcellini[725]. Il s'agit d'une analyse plutôt artistique des monuments commémoratifs français de la Seconde Guerre mondiale érigés après 1944, mais on n'y trouve de

---

[722] Serge Barcellini et Annette Wieviorka, *Passant, souviens-toi! – Les lieux du souvenir de la Seconde Guerre mondiale en France*, Paris, Plon, 1995, 523p.
[723] *Ibid*., p. 8.
[724] *Ibid*., p. 9.
[725] Metchild Gilzmer, *Mémoires de pierre – Les monuments commémoratifs en France après 1944*, Paris, Autrement, 2009, 269p.

nouveau à peu près rien sur les victimes des bombardements alliés, comme nous le verrons. Ses observations rejoignent toutefois largement notre exposé.

Citant le sociologue Maurice Halbwachs et l'égyptologue Jan Assmann, l'auteure mentionne que :

> les souvenirs ne peuvent être assimilés historiquement et admis dans le corpus mémoriel que s'ils se rangent dans les catégories de perception spatiale et temporelle, les « cadres sociaux » produits par une société donnée. […] Le passé n'est pas fixé de façon naturelle, c'est une création culturelle ».

Elle cite également l'historien allemand Reinhart Koselleck selon qui « le message du monument commémoratif est toujours sélectif. Chacun a le pouvoir politique de dire de quels morts on doit garder le souvenir et de quelle manière possède également le pouvoir d'imposer le silence. Tous les monuments commémoratifs montrent, en dissimulant ». Ainsi en est-il en France alors que selon Gilzmer, « les monuments et les cérémonies d'inauguration ont été, surtout sous la V^e^ République, instrumentalisés à des fins politiques et ont servi à ancrer le mythe de la Résistance dans la mémoire de la nation ». Son travail vise à « exposer et […] dévoiler le champ de tension entre souvenir montré et souvenir dissimulé ». Gilzmer avance que dans le domaine de la commémoration, le second conflit mondial présente un caractère différent des précédents : distinguer entre les adversaires et les victimes est équivoque. Selon elle, les monuments commémoratifs sont les meilleurs instruments du pouvoir pour véhiculer l'image d'une France combattante[726]. Si les préfets sont habilités à honorer par une « simple plaque commémorative » les porteurs de la mention « Mort pour la France », ce qui « concernait tous les morts, sans exception », ils ont aussi compétence en ce qui concerne les monuments « élevés à la mémoire des héros français de la Résistance, ou commémorant des faits glorieux de la guerre 1939-1945 ». Il s'ensuit

[726] *Ibid*., p. 15-19.

une « instrumentalisation des morts au profit du mythe du héros »[727], ce qui a eu pour conséquence d'écarter certains groupes de victimes[728]. Gilzmer mentionne les victimes des bombardements en exposant les échanges entre les préfets et les ministères des Anciens Combattants et de l'Intérieur. La question qu'elle se pose est de savoir s'il était possible aux victimes civiles, admissibles à la mention « Mort pour la France » depuis novembre 1945, de figurer sur certains monuments. Le résultat demeure ambigu : « face au poids politique des anciens combattants et à l'idéal suprême d'une résistance militaire, combattante, on évite soigneusement de prendre clairement position en faveur d'autres victimes. Il existe de toute évidence une hiérarchie entre les types de sacrifice patriotique »[729]. En conséquence, lorsque le mont Valérien, près de Paris, est choisi comme le plus important site commémoratif en France pour la Seconde Guerre mondiale, le choix des 15 victimes qui y sont inhumées se limite aux combattants. Sont exclues les victimes moins glorieuses, dont font partie les civils, dans l'énumération des catégories négligées faite par Gilzmer[730]. Selon elle, certaines de ces catégories parviennent progressivement à se faire une place dans la commémoration, mais les civils morts sous les bombes ne font pas partie de celles qu'elle énumère. Il faut attendre la toute fin de son étude pour trouver la description d'un monument érigé à Troyes en 1961 sur lequel une statue représente « toutes les victimes », dont nommément celles des bombardements. Gilzmer ajoute qu'il lui semble que « cette coexistence [martyr et héros] est tout à fait exceptionnelle pour l'époque » [731].

Dans la préface de l'ouvrage de Gilzmer, Barcellini ne fait pas davantage mention des victimes des bombardements alliés. Appuyant l'auteure, il énonce qu'« un monument est à la fois un outil mémoriel au service de ceux qui l'utilisent et un reflet de l'idéologie

[727] *Ibid*., p. 31-32.
[728] *Ibid*., p. 40.
[729] *Ibid*., p. 45-47.
[730] *Ibid*., p. 67.
[731] *Ibid*., p. 244.

dominante dans laquelle il s'inscrit ». Selon lui, en donnant accès à la mention de « Mort pour la France » aux victimes civiles, « l'ordonnance de 1945 ouvrait donc de véritables « trous noirs » de la mémoire […] qui vont imposer une nouvelle lecture mémorielle à partir des années 1980 » [732]. La liste des catégories de victimes qui suit cet énoncé ne comprend toutefois pas les victimes civiles des bombardements.

Contribuant à un ouvrage collectif traitant de l'état de l'Europe au sortir de la guerre en 1946, Barcellini énonce que « si la gestion des survivants a été amplement étudiée par les historiens, tel n'est pas le cas de la gestion des disparus […] », laquelle porte sur une mosaïque complexe : « les centaines de milliers de morts de la France présentent une extraordinaire diversité : géographique […], statutaire (certains étaient résistants, d'autres fusillés, d'autres travailleurs, d'autres déportés), et nationale […] ». Selon Barcellini, la politique du deuil, amorcée en France en 1944, comporte trois axes : compter, rendre hommage et héroïser.

Compter d'abord : on établit que sur 620 000 victimes de la guerre, il y aurait eu 55 000 victimes par bombardements[733]. Ces chiffres ont été « affinés » en 1960 : sur un total de 593 353 victimes, le nombre de victimes civiles des bombardements passe à un étonnant 117 473! Le nombre total de victimes françaises de la guerre est de nouveau revu à la baisse en 1996, pour s'établir à 550 000[734]. À notre question au sujet de cette évaluation, selon toute évidence irréaliste, du nombre de victimes des bombardements, monsieur Barcellini a admis que cette donnée n'avait aucunement été validée et qu'elle était manifestement erronée[735].

---

[732] Serge Barcellini, « Préface », dans Metchild Gilzmer, *op. cit.*, p. 5-7.
[733] *Id*., « La gestion du deuil par l'État français au lendemain de la Seconde Guerre mondiale », dans Francine-Dominique Liechtenhan dir., *Europe 1946 – Entre le deuil et l'espoir*, Paris, Éditions Complexe, 1996, p. 121-122.
[734] *Ibid*., p. 128.
[735] Notes personnelles, rencontre avec monsieur Serge Barcellini au Souvenir français à Paris, 16 novembre 2017.

Rendre hommage ensuite. En France, l'État dispose de deux outils pour le faire : la mention « Mort pour la France », laquelle confère le droit à l'inscription sur un monument, et la « sépulture perpétuelle » qui accorde un lieu d'inhumation entretenu aux frais de l'État à perpétuité. La législation établie en 1915 limitait l'accès à la mention de « Mort pour la France » aux civils tués par l'ennemi, de sorte qu'« appliqué à la lettre, ce texte excluait pour la Seconde Guerre mondiale les personnes civiles ou militaires victimes des bombardements aériens postérieurs au 25 juin 1940 [date de l'armistice avec l'Allemagne] du fait d'avions alliés. ». En novembre 1945, comme nous l'avons vu, une ordonnance vit élargir cet accès aux personnes victimes d'actes de guerre, « à condition que le décès ne soit pas en relation avec une activité volontaire au service de l'ennemi ou avec une lutte contre les forces françaises de libération […] »[736]. Une victime des bombardements alliés pouvait dès lors être un « Mort pour la France » avec les privilèges que cela confère[737]. Mais ce droit est-il « absolu », peut-il être exigé? La question est posée en 1947. Le père d'un jeune homme mort en déportation a obtenu, suite à une enquête, l'appellation « Mort pour la France » pour son fils. Or, sa municipalité « fait des difficultés » pour inscrire ce nom sur son monument aux morts »[738]. La question est posée au ministre de l'Intérieur qui la pose à son tour au ministre des Anciens Combattants et victimes de la guerre en ces termes :

> Afin de pouvoir répondre à un certain nombre de requêtes, je vous serais obligé de bien vouloir me préciser si, à votre avis, les familles des personnes décédées en Allemagne en déportation, ou au service du travail obligatoire ou victimes des bombardements, auxquels ont été accordée la qualité de "Mort pour la France"

---

[736] Serge Barcellini*, loc.cit*., p. 131.
[737] Un historique du titre « Mort pour la France » a été préparé à l'occasion de la journée nationale d'hommage à ses détenteurs tenue en 1985 : Anonyme, *2 novembre 1985 Journée nationale d'hommage aux Morts pour la France et à leurs familles*, Fonds Barcellini, SHDv GR 1 K 841 193.
[738] Docteur M.-J. Maton, Conseiller Général des Basses-Pyrénées, à son Excellence le Ministre de l'Intérieur, 15 juillet 1947, AN F/1cI/229.

> peuvent exiger l'inscription du nom de ces défunts, qui n'ont pas la qualité de "Combattant" sur les monuments aux morts de la guerre[739].

Hélas, le dossier ne comprend pas de réponse. Nous avons déjà vu que, lorsque la question a été posée par la Préfecture du Loiret, la position ministérielle a été de laisser la décision aux municipalités. Le sujet réapparaît en 1948, cette fois spécifiquement pour les victimes des bombardements aériens. La réponse, réitérée par le ministre de l'Intérieur, se lit comme suit :

> […] vous me demandez de vous faire connaître si le nom des victimes civiles d'un bombardement aérien, ayant obtenu la mention « Mort pour la France », peuvent être inscrits sur un monument aux morts de deux guerres. En principe, conformément à l'avis exprimé par le ministre des Anciens Combattants et Victimes de la Guerre, on ne peut refuser l'inscription d'un nom sur un monument aux morts de la guerre lorsqu'il s'agit de personnes sur l'acte de décès desquelles a été portée la mention « Mort pour la France ». Cependant, si le monument est dédié à une catégorie particulière de morts pour la France, par exemple « aux morts tués à l'ennemi » ou « aux morts disparus en déportation », les organisateurs ou la municipalité peuvent légalement s'opposer à ce que soient inscrits sur les monuments en question les noms de victimes de la guerre qui ne rentrent pas dans la catégorie en l'honneur de laquelle a été construit le monument[740].

La décision se précise donc peu à peu : le droit à l'inscription des victimes civiles sur les monuments aux morts, même si elles sont porteuses du titre de « Mort pour la France », n'est pas absolu. Si un monument est spécifique à une catégorie de victimes de la guerre en particulier, dont elles ne font pas partie, cette inscription peut leur être refusée.

---

[739] Huy, Chef de Cabinet, *Le Ministre de l'Intérieur au Ministre des Anciens Combattants et victimes de la guerre, Inscription sur les monuments aux morts des noms des victimes de la guerre qui n'ont pas la qualité de combattant*, 16 octobre 1947, AN F/1cI/229.

[740] Paul Pelletier, *Le Ministre de l'Intérieur à Monsieur le Préfet de la Savoie, Hommage public – Inscription sur les monuments aux morts des noms des victimes civiles de la guerre,* 30 avril 1948, AN F/icI/230.

La sépulture perpétuelle n'est pas accessible aux victimes civiles « passives ». Un texte législatif du 27 août 1948 est venu limiter cet avantage aux victimes civiles dont « la mort est la conséquence directe d'un acte accompli volontairement pour lutter contre l'ennemi »[741], ce qui n'est pas le cas pour une victime des bombardements alliés. Un débat à ce sujet a d'ailleurs lieu en 1946 autour de la demande de la commune de L'Aigle (Orne) d'accorder le privilège de la sépulture perpétuelle à ses 109 victimes de bombardements. Appuyée par le préfet du département, la demande est refusée par le ministre de l'Intérieur en ces termes :

> J'ai l'honneur de vous faire connaître que l'octroi d'une sépulture perpétuelle gratuite constitue un hommage public, et qu'en conséquence il ne saurait être valablement étendu à toutes les victimes civiles de la guerre sans perdre son caractère personnel. Bien qu'éminemment dignes d'intérêt, les victimes de bombardements ne remplissent donc pas cette condition[742].

La commune obtient plutôt en 1952 l'ajout d'un gisant à son monument aux morts de la Grande Guerre afin d'honorer les morts de la guerre de 1939-45[743]. Probablement en lien avec le refus de 1946, l'architecte du projet énonce en ces termes ce que veut représenter le gisant : « symboliser en un seul personnage les victimes de la guerre de 1939-45, les morts en déportation, les fusillés, les prisonniers décédés, les victimes civiles du bombardement de Laigle du 7 juin 1944 », l'avantage de cette représentation symbolique étant de « n'avoir pas à inscrire les noms des victimes »[744].

---

[741] Serge Barcellini*, loc.cit*., p. 133.
[742] Le Ministre de l'Intérieur, note à Monsieur le Préfet de l'Orne, *Requête de la ville de L'AIGLE en vue d'accorder des concessions gratuites aux victimes civiles de la guerre*, 1946, AN F/1cI/210.
[743] *Id*., note à Monsieur le Préfet de l'Orne, L'AIGLE – Monument à la mémoire des morts de la guerre 1939-1945, 8 juillet 1952, AN F/1cI/228.
[744] André Gonnot, architecte, Monument aux victimes de la Guerre 1939-1945, non daté, AN F/1cI/228.

Étrangement, une demande similaire en faveur de « victimes civiles de la guerre » de la ville de Saint-Sulpice-sur-Rille dans le même département est accordée en mai de l'année suivante[745]. Une note au ministre de l'Intérieur révèle que le sujet n'était pas clairement tranché : « il semble que celles-ci [les victimes civiles de la guerre] peuvent recevoir une sépulture gratuite au même titre que les militaires morts pour la France »[746].

L'attribution de concessions gratuites non perpétuelles semble plus accessible. Nul autre que le général de Gaulle lui-même, alors chef du Gouvernement provisoire, approuve en septembre 1945 l'octroi à d'une concession centenaire pour une citoyenne d'Étoutteville victime des bombardements du Havre[747]. En 1946, une concession trentenaire est accordée pour 13 employés de la commune de Grand-Couronne (Seine-Inférieure) tués lors d'un bombardement de juin 1944 qui a détruit la mairie[748].

Le troisième volet identifié par Barcellini, « héroïser », ne s'applique qu'aux victimes combattantes. Barcellini conclut que la politique de gestion du deuil en France est à l'image d'un « entonnoir : les victimes sont comptées dans la partie large, il y a rétrécissement lorsqu'il s'agit d'honorer et seuls les héros atteignent le goulot de sortie. Ils sont alors considérés comme représentatifs de l'ensemble des victimes françaises de la guerre[749]. Le silence sur les morts sous les bombardements alliés, victimes passives, se réalise donc par compression : elles n'atteignent pas la sortie.

---

[745] Le chef de cabinet du Ministre de l'Intérieur à Monsieur le Préfet de l'Orne, *Octroi de concessions perpétuelles gratuites aux victimes civiles de la Guerre dans le cimetière communal de Saint-Sulpice-sur-Rille*, 31 mai 1947, AN F/1cI/210.
[746] Non signé, Note pour Monsieur le Ministre, *Octroi de concessions perpétuelles gratuites aux victimes civiles de la Guerre dans le cimetière communal de Saint-Sulpice-sur-Rille,* 31 mai 1947, AN F/1cI/210.
[747] Charles de Gaulle, *Décret portant attribution, à titre d'hommage public, d'une concession centenaire*, 13 septembre 1945, AN F/1cI/210.
[748] Félix Gouin (Président du Gouvernement provisoire de la République Française) et André le Troquer (Ministre de l'Intérieur), *Décret*, 25 février 1946, AN F/1cI/210.
[749] Serge Barcellini*, loc. cit*., p. 137-138.

5.3 Le débat mémoriel

Nous avons mentionné la large place qu'occupe en France le débat sur les années d'occupation, les *années noires*, comme une des explications possibles du silence sur les bombardements alliés. Dans une étude sur la mémoire française de la guerre, Richard J. Golsan présente un résumé de ce débat complexe. Il en identifie les enjeux et les difficultés entre la résistance, vue comme héroïque, et la collaboration considérée honteuse[750]. Il expose comment le général de Gaulle et la France libre auraient favorisé l'idée d'une France unie contre l'occupant, donc avant tout résistante, afin de rallier la plus grande part possible de la population, mettant en sourdine les actions du gouvernement de Vichy, et minimisant les mérites des Alliés et de la Résistance, laquelle avait été majoritairement communiste. Il importait avant tout de valoriser et d'unifier la nation. Lorsque le général quitte le pouvoir en 1946, ses successeurs avaient d'autres préoccupations, étant aux prises avec les problèmes colonialistes en Indochine, à Madagascar et en Algérie[751]. Revenu au pouvoir en 1958, de Gaulle réaffirma le mythe de la France résistante : les cendres du héros martyr de la Résistance Jean Moulin firent leur entrée au Panthéon en grande pompe en 1964, sous l'égide d'André Malraux[752]. De Gaulle quitta définitivement le pouvoir en 1969. Ses successeurs, Georges Pompidou et Valéry Giscard d'Estaing, adoptèrent face aux *années noires* une politique d'oubli tranquille, cherchant à calmer les esprits sur les aspects controversés. Finalement, avec François Mitterrand, le régime de Vichy est considéré avec une

[750] Richard J. Golsan, « The Legacy of World War II in France: Mapping the Discourses of Memory », dans Richard Ned Lebow, Wulf Kansteiner et Claudio Fogu, éds., *The Politics of Memory in Post-War Europe*, Durham, Duke University Press, 2006, p 73-101.
[751] *Ibid*., p 78-79.
[752] *Ibid*., p 80.

certaine complaisance[753]. Donc, dans le monde de la politique française, selon Golsan, trois phases se présentent : le mythe, l'amnésie et la déhéroïsation[754].

En ce qui concerne la « mémoire » en France, le travail du sociologue Gérard Namer est incontournable. Il expose « comment on a tenté de mettre en place une mémoire collective en France depuis 1945 ». Définissant la commémoration comme une « volonté politique de mémoire », Namer distingue entre une mémoire issue de l'inconscient et de la tradition, qu'il qualifie de « sociale » et une mémoire « collective » construite volontairement[755]. Il écrit qu'« on a assez dit que toute mémoire religieuse ou politique est une restructuration du temps mythique national ou du temps mythique religieux, c'est un acte par lequel il faut se souvenir d'un certain nombre de choses, c'est-à-dire qu'il faut en oublier d'autres »[756]. Son analyse s'étend de 1945 à 1982 et porte sur les conflits de la construction de la mémoire entre gaullistes et communistes. Le titre de la première édition comprend d'ailleurs l'expression *Batailles pour la mémoire*. Ces « batailles » rejoignent une autre des hypothèses énoncées pour expliquer le « silence » dont nous traitons, bien que Namer ne fasse aucune mention des bombardements alliés sur la France.

La première des deux parties de l'ouvrage est consacrée entièrement à « la longue année 1945 ». En mentionnant les groupes laissés de côté par la commémoration, Namer oublie d'ailleurs lui aussi de mentionner les victimes de ces bombardements :

> Ces Français de la bataille du ravitaillement [les Français qui ont tenté de survivre au quotidien] retrouvent ainsi l'oubli où sont jetés tour à tour les vaincus de

[753] *Ibid*., p 83.
[754] *Ibid*., p 84.
[755] Gérard Namer, *La commémoration en France de 1945 à nos jours*, Paris, L'Harmattan, 1987 (1ère éd. 1983), p. 5-6.
[756] *Ibid*., p. 156-157.

> 1945 : les prisonniers, les hommes du Service de travail obligatoire, les déportés raciaux qui ont subi le malheur plus qu'ils ne l'ont combattu[757].

En 1945 une compétition s'amorce entre les visions gaulliste et communiste de la mémoire. Dans les deux cas, il s'agit essentiellement de commémorer les combattants, chaque camp adaptant l'histoire à ses fins[758]. Ces querelles font toutefois « consensus du silence » sur l'occupation et le régime de Vichy[759]. L'année se termine par ce que Namer appelle une apothéose pendant les cérémonies de la fête du 11 novembre : quinze dépouilles sont honorées aux Invalides, puis inhumées au mont Valérien. Choisies par le Conseil des ministres, ces dépouilles devant être représentatives des « Français tombés pour la patrie » sont :

> un homme et une femme de la Résistance intérieure, un FFI, un déporté et une déportée, un prisonnier de guerre abattu au cours de l'évasion ou exécuté pour rébellion, un combattant de la campagne 1939-1940, un combattant des Forces françaises libres tombé sur le champ d'opérations extérieures, un combattant de la campagne d'Italie, un combattant de la campagne de libération 1944-1945, un aviateur, un marin, trois représentants de la France d'outre-mer[760].

Comme le constate Namer, « les morts témoignent du soin de voir représenter les femmes combattantes et le soin aussi de laisser dans l'ombre le souvenir aussi bien des prisonniers, des STO et des déportés raciaux »[761]. Les « déportés » l'ont été pour des raisons politiques et le prisonnier a résisté : ce sont des « combattants ». La vaste majorité des autres déportés sont gommés : « commémorer la France combattante seulement, c'est donner l'illusion au public qu'il a vaillamment combattu »[762]. Pas de place pour les victimes des bombardements, ni dans ces choix de 1945, ni dans

---

[757] *Ibid*., p. 8.
[758] *Ibid*., p. 26-27.
[759] *Ibid*., p. 41.
[760] *Ibid*., p. 130.
[761] *Ibid*., p. 141.
[762] *Ibid*., p 158.

l'analyse réalisée par Namer lui-même. Une des « idées-forces » de son livre est que « la tension commémoriale de 1945 provient d'un désir collectif d'en finir avec la guerre, de passer à l'après-guerre […] »[763]. Selon lui, glorifier les combattants qui ont donné la victoire aurait mené à refouler le souvenir des morts passives, douloureuses, inutiles. Il s'agit bien ici d'un silence « masqué » : honorer les victimes actives, combattantes, a laissé dans l'ombre les victimes passives, moins rassembleuses.

La seconde partie du livre de Namer analyse le combat de la commémoration qui se poursuit en 1946 et sous la IV^e^ République avec des fortunes changeantes pour la droite et la gauche, perpétuant l'opposition gaullistes-communistes même après le départ de De Gaulle en janvier 1946. Mais ce dernier ressurgit et instaure la V^e^ République en 1959. Nouveauté : les déportés des camps de la mort sont maintenant honorés lors des cérémonies du 11 novembre[764]. Par la suite, pour le président Valéry Giscard d'Estaing, la commémoration se doit d'être populaire et historique[765]. Lors des cérémonies du 30^e^ anniversaire de la libération de Paris, selon Namer, « personne n'est oublié », car « d'autres cérémonies ont lieu à la gare de l'Est d'où partirent de nombreux convois de déportés »[766]. Toujours rien pour les victimes des bombardements dans ces cérémonies, mais aussi dans l'analyse de Namer.

Un court document, vraisemblablement destiné aux lycéens français, reprend l'essentiel de l'exposé de Namer. Claudine Guittonneau, professeure d'histoire, résume les enjeux des conflits de la mémoire de la Seconde Guerre mondiale. À l'instar de Namer, elle ne fait aucune mention des bombardements alliés. En conséquence, lorsqu'elle expose que « cette bipolarisation [gaullisme – communisme] laisse peu de place aux autres mémoires », elle énumère les laissés pour compte, c'est-à-dire les

[763] *Ibid*., p. 162.
[764] *Ibid*., p. 182.
[765] *Ibid*., p. 191.
[766] *Ibid*., p. 193.

prisonniers du STO, qui se retrouvent assimilés aux prisonniers de guerre, aux déportés raciaux et aux « différents » (homosexuels, Tsiganes, francs-maçons, témoins de Jéhova, etc.)[767]. Nulle mention, encore, des victimes des bombardements ?

L'auteure mentionne comment la commémoration de certains groupes de victimes est tributaire de la présence d'agents capables d'exercer des pressions, ce qui est le cas des déportés juifs en 1961 : « La mémoire s'axe sur le souvenir et la commémoration des 75 000 Juifs français morts dans les camps et elle est activée par des associations regroupant les survivants et leurs proches »[768]. Voilà qui rejoint notre thèse selon laquelle l'absence des victimes des bombardements dans les commémorations est largement tributaire de ce qu'elles ne sont pas représentées par des agents qui auraient agi dans ce sens.

Le document de 1991 préparé au ministère des Anciens Combattants et Victimes de guerre que nous avons déjà cité comprend un court exposé qui résume bien l'évolution des différentes catégories de victimes dans leur occupation progressive de l'expression mémorielle du conflit. Cette évolution est reliée aux nombreuses divisions que le second conflit mondial a entraînées en France : divisions entre les Français qui vivaient dans la zone occupée, dans la zone dite « libre » et dans les zones annexées ; divisions entre les résistants, les collaborateurs et les attentistes ; divisions entre ceux qui se considéraient comme véritables Français et les « autres » (juifs, Tziganes, …) ; divisions entre ceux qui regardaient vers l'Est et ceux qui se tournaient vers l'Ouest. Ainsi :

> De véritables "Batailles" de Mémoire naissent de ces divisions. Une mémoire l'emporte durant un quart de siècle (1945-1970) la mémoire de la résistance. Cette

[767] Claudine Guittonneau, *Seconde guerre mondiale – La construction des mémoires en France 1945-2007*, Collection Parcours d'Histoire, 2012, empl. 113.
[768] *Ibid*., empl. 272.

> mémoire conquérante se développe comme la mémoire de la nation victorieuse, présente lors de la signature de la capitulation des armées allemandes le 8 mai 1945. À partir de 1970 ce schéma est peu à peu remis en cause. Une mémoire pluraliste apparaît :
> - mémoire des exclus (les Juifs, les Tziganes),
> - mémoire des oubliés (les S.T.O., les Malgré-Nous),
> - mémoire des pétainistes.[769]

Demeurent exclues de ces batailles de la mémoire les victimes des bombardements alliés. Elles ne trouvent pas leur place dans la mémoire française plurielle de la Seconde Guerre mondiale. Les autres catégories de victimes y parviennent graduellement au gré de pressions exercées par des associations qui les représentent, pressions qui manquent à ceux dont la vie a été perdue ou bouleversée sous les bombes alliées.

5.4 Littérature, cinéma, philatélie, manuels scolaires.

Golsan offre certaines remarques sur la littérature et le cinéma en France dans l'après-guerre. De 1945 à 1960, il observe une période de démystification. Selon lui, les hypocrisies de la libération sont mises en scène. Le cas type serait le roman *Uranus* de Marcel Aymé qui met en scène les abus commis par des résistants de la dernière heure, les vengeances personnelles et l'oubli opportun des fidélités d'hier. Il mentionne également que Louis-Ferdinand Céline démonise les Alliés et les présente comme les destructeurs de l'Europe[770]. Les films et la littérature passent ensuite à une période de révolte qui démontre l'étendue de la collaboration avec l'occupant. Golsan cite en exemple le long documentaire *Le chagrin et la pitié* de Marcel Ophuls. Parmi les entrevues qui composent l'oeuvre se trouvent quelques résistants, mais surtout des

[769] Anonyme, *La politique de mémoire des guerres et conflits contemporains et la mission permanente aux commémorations et à l'information historiqu – Hier, aujourd'hui, demain*, septembre 1991, p. 17, Fonds Barcellini, SHDv GR 1 K 841 71.
[770] Richard J. Golsan*, loc. cit*., p 85-87.

collaborateurs, dont certains ont été très actifs. Les films des années 80-90 ont mis l'accent sur la collaboration en ce qui concerne les Juifs[771]. Depuis, les nombreuses œuvres qui traitent des *années noires* n'ont pas offert de nouvelles perspectives. Elles représentent, selon Golsan, une troisième phase de répétition[772].

À cette intéressante analyse de la littérature et du cinéma portant sur les années noires, nous ajoutons une étude plus spécifique mettant l'accent sur les manifestations culturelles françaises qui traitent des bombardements alliés. Nous n'en avons trouvé que bien peu. Si l'historiographie sur ce sujet est pauvre, il en est de même en littérature, au cinéma, en philatélie et dans les manuels scolaires.

5.4.1 Littérature

> *… de bombardements aériens dont on ne se souviendra même plus, car d'une guerre on retient la victoire plutôt que ce que cette victoire a coûté de vies inutilement sacrifiées…*[773]

Ainsi s'exprime l'idée du silence qui entoure les victimes des bombardements alliés sur la France pendant la Seconde Guerre mondiale. L'auteure, la romancière Chantal Chawaf, écrit sur l'histoire de sa naissance sous les bombes alliées qui visent les usines Renault à Boulogne-Billancourt en septembre 1943, et sur sa quête d'un sens à donner à cette tragédie.

---

[771] *Ibid*., p 80-88.
[772] *Ibid*., p 88-90.
[773] Chantal Chawaf, *Je suis née*, Paris, Des femmes - Antoinette Fouque, 2010 (1ère éd. 1998, *Le Manteau noir*), p. 34.

Knapp et Baldoli signalent que Jean-Paul Sartre a bien illustré comment les actions des aviateurs alliés étaient difficiles à comprendre pour les Français qui espéraient la libération tout en subissant les bombardements[774]. Peu après la Libération, on demanda à Sartre de rédiger un texte pour réagir à des remarques voulant que les Français semblaient avoir eu la vie facile pendant la guerre, ayant été généralement tenus hors des combats après la chute de la France. Dans un court texte intitulé *Paris sous l'occupation*, rédigé en novembre 1944, Sartre mentionne directement les bombardements alliés :

> Dans le délaissement absolu, il nous arrivait de voir passer au-dessus de nos têtes des avions alliés. Notre situation était si paradoxale que la sirène nous les signalait comme des ennemis. Les ordres étaient formels : il fallait quitter les bureaux, fermer les boutiques et descendre aux abris. Nous n'obéissions jamais : nous restions dans les rues, le nez en l'air. Et il ne faut pas voir dans cette indiscipline une vaine révolte ou une sotte affectation de courage : nous regardions désespérément les seuls amis qui nous restaient. Ce jeune pilote dans sa machine, qui passait au-dessus de nos têtes, il était relié à l'Angleterre, à l'Amérique par des attaches invisibles, c'était tout un monde immense et libre qui remplissait le ciel. Mais les seuls messages dont il était porteur, c'étaient des messages de mort. On ne saura jamais quelle foi en nos alliés il nous a fallu pour continuer à les aimer, pour *vouloir avec eux* [en italique dans le texte] ces destructions qu'ils accomplissaient sur notre sol, pour saluer malgré tout leurs bombardiers comme le visage de l'Angleterre. Si les bombes, manquant leur objectif, tombaient sur une agglomération urbaine, on s'ingéniait à trouver des excuses, parfois même on accusait les Allemands de les avoir lancées pour nous dresser contre les Anglais ou d'avoir intentionnellement donné l'alerte trop tard.[775].

Sartre mentionne aussi que les Français cherchaient constamment à excuser leurs éventuels libérateurs. Il importait de trouver une raison aux attaques souvent

---

[774] Claudia Baldoli et Andrew Knapp, *Forgotten Blitzes: France and Italy under Allied Air Attack*, Londres, Continuum, 2012, p. 208.

[775] Jean-Paul Sartre, *Situations, II – septembre 1944 – Décembre 1946*, Paris, Gallimard, 2012 (1ère éd. 1949), p. 30-31.

maladroites de ces derniers, une nécessité face à des morts qui semblaient souvent bien inutiles :

> Parfois la colère était la plus forte — et puis on la raisonnait comme une passion. Je me rappelle qu'en juillet 44, le train qui me ramenait de Chantilly a été mitraillé. C'était un train de banlieue tout à fait inoffensif ; trois avions sont passés ; en quelques secondes il y avait, dans le wagon de tête, trois morts et douze blessés. Les voyageurs, debout sur la voie, regardaient passer les civières et les bancs verts qu'on avait été prendre sur les quais de la gare voisine faute de brancards pour transporter les corps. Ils étaient pâles d'émotion et de colère. On vous insultait, on vous reprochait d'être inhumains et barbares : « Qu'est-ce qu'ils ont besoin de venir attaquer un train sans défense ? Il n'y a pas assez d'ouvrages de l'autre côté du Rhin ? Qu'ils aillent donc sur Berlin ! Ah ! mais, c'est que la D.C.A. leur fait peur », etc. Puis, tout à coup, quelqu'un trouva l'explication : « Écoutez donc : d'ordinaire ils visent la machine, ça ne blesse personne. Seulement, aujourd'hui, on a mis la locomotive en queue ; alors ils ont tiré sur le wagon de tête. Pensez : à cette vitesse ils ne se sont pas aperçus du changement. » Aussitôt tout le monde se tut : les gens étaient soulagés parce que le pilote n'avait pas commis de faute impardonnable, parce que nous pouvions continuer à vous aimer. Mais ce ne fut pas notre moindre malheur que cette tentation de vous haïr contre laquelle il fallut lutter si souvent. Et je puis témoigner que, les jours où, sous les yeux ironiques des Allemands nos vainqueurs, nous regardions la fumée des incendies que vous aviez allumés aux portes de la ville, notre solitude a été totale[776].

Sartre livre ainsi un témoignage émouvant de ce qu'ont vécu les Français sous les bombes alliées, ce qui a contribué à lui donner un vernis de résistant. Cette image aurait cependant eu tendance à se ternir depuis, selon une analyse du comportement des intellectuels français sous l'occupation :

> Exalté pour avoir pratiqué, au théâtre, la clandestinité en pleine lumière et mené vis-à-vis des autorités collaborationnistes un jeu d'une dangereuse subtilité, Sartre est apparu à la Libération comme le dramaturge incontestable de la Résistance. Depuis une bonne vingtaine d'années, il est cependant de bon ton de dire qu'il s'est finalement bien accommodé de l'Occupation, même plus : qu'il

[776] *Ibid*., p. 31-32.

> aurait usé de son « activisme supposé » à la Libération pour confirmer sa carrière[777].

Une autre approche littéraire et directe du sujet vient d'un personnage qui a suivi un cheminement opposé. Louis-Ferdinand Céline fut condamné à cause de ses écrits antisémites et ses connivences collaborationnistes pendant les années d'occupation. Ses liens avec le nazisme avaient d'ailleurs pris forme de son propre chef :

> La traduction de son premier « grand » pamphlet dirigé contre les juifs, *Bagatelles pour un massacre*, constitua le tournant essentiel dans l'accueil que réserva le IIIe Reich à Céline. Avec ce livre, Céline devint – que c'eût été de son plein gré ou non – l'allié français des nazis[778].

En 1942, Céline accentua son collaborationnisme. *Bagatelles pour un massacre* et *L'École des cadavres* furent rééditées « avec une préface raciste pronazie dans le premier ouvrage, et des photographies antisémites légendées par l'auteur dans le second »[779]. En mars, il signa une pétition en faveur d'une union européenne, soit une déclaration de guerre contre le dernier pays libre européen en guerre contre l'Axe[780]. Pendant l'Occupation, « Plus le temps passe et plus Céline renchérit dans le fanatisme antisémite et dans l'invective […] »[781]. À titre d'invité, il participa aux diffusions collaborationnistes de *Radio-Paris*[782]. Il fut aussi un auteur vedette du journal résolument collaborationniste et antisémite *Je suis partout*[783] qui prônait une adhésion

---

[777] Ingrid Galster, « Résistance intellectuelle et soutien passif de Vichy ? Réflexions sur un paradoxe dans l'itinéraire de Jean-Paul Sartre », dans Albrecht Betz et Stefan Martens, dir., *Les intellectuels et l'Occupation 1940-1944 – Collaborer, partir, résister*, Paris, Autrement, 2004, p. 151.
[778] Albrecht Betz, « Céline entre le IIIe Reich et la France occupée », trad. de l'allemand par Jeand-Louis le Gludic, dans Albrecht Betz et Stefan Martens, dir., *Les intellectuels et l'Occupation 1940-1944 – Collaborer, partir, résister*, Paris, Autrement, 2004, p. 96.
[779] Stéphanie Corcy, *La vie culturelle sous l'Occupation*, Paris, Perrin, 2005, p. 73.
[780] *Ibid*., p. 165-166.
[781] *Ibid*., p. 169.
[782] *Ibid*., p. 187-188.
[783] Gisèle Sapiro, « La collaboration littéraire », dans Albrecht Betz et Stefan Martens, dir., *Les intellectuels et l'Occupation 1940-1944 – Collaborer, partir, résister*, Paris, Autrement, 2004, p. 56.

au nazisme et l'association de la France avec le *Reich*. Céline fut membre d'honneur du Cercle européen, créé en 1942, qui réunissait une certaine « élite européenne » visant une coopération économique et culturelle en Europe et qui comprenait un « centre de la propagande de la jeunesse française »[784].

Dès les premiers temps de la Libération, en septembre 1944, il fut inscrit sur la liste noire du Comité national des écrivains (CNE)[785]. Il sera « emprisonné au Danemark pendant 11 mois, frappé d'indignité nationale, condamné par contumace à un an de prison, cinquante mille francs d'amende, et à la confiscation de la moitié de ses biens »[786]. La prose toute particulière de Céline contribua toutefois à son retour en grâce auprès du lectorat français après la guerre : « Macabre ironie : tandis que le IIIe Reich était englouti dans les abîmes de l'histoire, Céline tirait de cet écroulement les matériaux des romans qui permirent - après la guerre, l'exil et la prison – sa résurrection littéraire »[787].

C'est dans *Féerie pour une autre fois II* (initialement intitulé *Normance*) publié en 1954 que Céline traite de façon flamboyante d'un bombardement allié sur Paris[788]. La nuit du 20 au 21 avril 1944, les bombardiers de la *Royal Air Force* attaquèrent la gare de La Chapelle. Malheureusement, parmi les 1 265 tonnes de bombes lâchées, seulement 13,7% auraient atteint la cible. Le reste dériva sur Montmartre, touchant presque le Sacré-Cœur et faisant 670 victimes[789]. Le roman de Céline est un long monologue qui s'en prend à ceux qu'il considère comme responsables de sa condamnation : « […]

[784] *Ibid*., p. 46.
[785] *Ibid*., p. 61.
[786] Stéphanie Corcy, *op. cit.*, p. 336-337.
[787] Albrecht Betz, *loc. cit*., p. 104.
[788] Louis-Ferdinand Céline, *Féerie pour une autre fois*, Paris, Gallimard, 2010 (1ère éd. combinée 1995), 632p.
[789] Andrew Knapp, *op. cit.*, p. 132. Knapp commet une erreur de date en situant ce bombardement dans la nuit du 18 avril, une erreur qu'il n'avait pourtant pas commise dans son ouvrage précédent avec Baldoli : Claudia Baldoli et Andrew Knapp, *op. cit.*, p. 161.

c'est ça la triade de l'Époque, celle qui vous juge, fusille, mutile : une femme, un fou, un étranger… tout à l'envers enfin, le Diable… rêvez-y ! »[790]. *Féérie II* raconte le bombardement comme un spectacle fantastique. On le comprend, car l'attaque fut massive et longue : 247 Lancasters et 22 Mosquitos opérèrent en deux phases à intervalle d'une heure[791]. Céline, aux premières loges, en fait une description dantesque dont nous citons un échantillon :

> […] C'est des avions qui déchargent leurs tonnes d'explosifs !... blancs… blancs papillons d'avions ! un de ces flamboiements sur Renault ! la hauteur des nuages ! flammes bleues !... orange !... vertes !... et des géantes chandelles zigzag… elles doivent chercher dans le jaune des points… ah, quels aravions !... oh ! oh ! un tonnerre !... un tonnerre qui pique droit sur nous !... c'est un géant monoplan comme farci, bourré de moteurs !... presque sur nous ! soyons précis ! il remonte du fond Coulaincourt !... il pique en remontée ! oui ! à la remontée ! à rebours ! à pleins moteurs !... *vrrrrroum* !... vous l'entendez ! il gicle du fond Marcadet… ça alors c'est un engin ! péteur ! fulmineur ! du fond Marcadet ! vous avez vu aussi méchant, jamais pire !... il a jeté quelque chose derrière lui… *Brroum* !... toute la vallée, tout le creux, la Fourche, Pecqueur, résonnent grave !... il remonte, il glisse vous diriez à revers ! en miaulant ! cap sur le Sacré-Cœur ! voilà l'engin ! un avion géant tout en ailes, tout blême, blafard sur le jaune !... le jaune d'atmosphère ! et il frôle le toit, notre toit !... il nous frise… toute la cabane tremble ! il faut des conditions de déluge pour qu'un immeuble de sept étages se trouve secoué de la façon ! […][792]

Pour ce qui est du spectacle pyrotechnique, il n'avait pas tort. Le marquage de l'objectif fut à cette occasion particulièrement remarquable comme en fait foi la description qui en est faite dans une analyse technique des raids sur la France. Des bombes éclairantes d'un type jusqu'alors inobservé en France font tout un spectacle :

> Le rideau d'éclairement […] est constitué par une nappe lumineuse formée par des rangées de 4 bombes éclairantes étagées en hauteur et comportant jusqu'à 20

[790] Louis-Ferdinand Céline, *op. cit.*, empl. 1562.
[791] Eddy Florentin fait une description détaillée de ce raid : Eddy Florentin, *Quand les Alliés bombardaient la France 1940-1945*, Paris, Perrin, 1997, p. 294-297.
[792] Louis-Ferdinand Céline, *op. cit.*, empl. 3797.

> rangées de ces feux qui déterminent une zone lumineuse de plusieurs kilomètres de longueur sur une hauteur de 600 à 800 mètres.[793].

La basilique du Sacré-Cœur a effectivement été manquée de très peu comme le montre clairement le diagramme de l'impact des bombes qui illustre le même rapport[794].

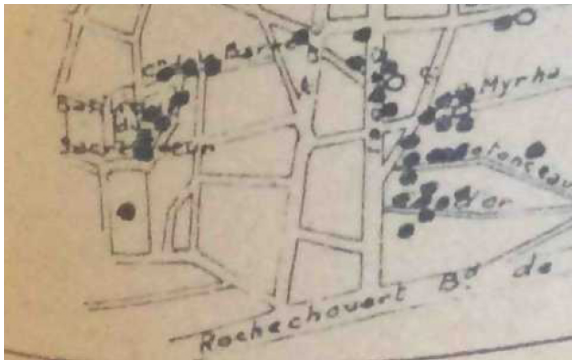


Figure 5.11 Diagramme du bombardement sur La Chapelle, avril 1944. SHDv AI 3 D 321. (471)

Un point d'impact se situe directement en face de la basilique. Une photographie en est présente dans le rapport :

Figure 5.12 « Effet d'une bombe vraisemblablement de 250 kgs sur les marches de l'escalier montant à la Basilique du Sacré-Cœur de Montmartre ». SHDv AI 3 D 321. (643-644)

---

[793] Ministère de l'Air, Direction technique et industrielle, *Rapport sur les bombardements aériens en territoire français & sur les bombes utilisées par les aviations étrangères, Tome 1*, juin 1944, SHDv AI 3 D 321. (471)
[794] *Ibid*., (480).

Nous avons cité en introduction de la présente section la seule autre œuvre littéraire française qui place en son centre le bombardement allié sur la France. Dans *Je suis née*, Chantal Chawaf raconte comment

> mon entourage s'était ingénié à me cacher mes origines pour, croyait-il, me protéger du drame qui m'avait privée de mes parents et de ma famille, à la suite du bombardement de la porte de Saint-Cloud où on m'avait extraite par césarienne de ma mère mourante, à côté de mon père tué et de ma tante agonisante[795].

Effectivement, dans la soirée du 15 septembre 1943, les usines Renault furent l'objectif d'un bombardement effectué par la *VIII^e Air Force* américaine[796]. Il faut cependant attendre le milieu du roman pour découvrir que les libérateurs qui ne sont qu'indirectement responsables du décès des parents et de la tante… ce sont les éclats d'obus tirés par la DCA allemande qui les ont tués en retombant[797]. Les libérateurs sont disculpés. L'auteure pourrait bien être justifiée de penser ainsi. Un observateur qualifié de l'époque soutient la possibilité bien réelle que des obus de la DCA allemande aient causé plusieurs victimes civiles lors des bombardements sur la région parisienne :

> Un officier d'artillerie français très averti ayant observé la nuit du 19 avril 1944, le bombardement de la CHAEELLE (Seine) se déclare convaincu que les écarts de plusieurs bombes tombées loin de l'objectif sont dues [sic] au fait qu'il ne s'agit pas de bombes mais d'obus, délibérément la D.C.A. allemande emploierait parfois, au lieu d'obus de 150 FUSANTS des obus de 150 PERCUTANTS. Perfidie qui serait bien dans la manière allemande. Bon nombre de victimes civiles auraient ainsi été tuées par les allemands eux-mêmes[798].

---

[795] Chantal Chawaf, *op. cit.*, p. 11.
[796] Eddy Florentin fait une description détaillée de ce raid : Eddy Florentin, *op. cit.*, p. 171-175.
[797] Chantal Chawaf, *op. cit.*, p. 264.
[798] Anonyme, *Observations d'un officier d'artillerie français sur la D.C.A. allemande*, 27 avril 1944, AN AG/3(2)/333.

À notre connaissance, seulement six autres écrits sur la période de la Seconde Guerre mondiale telle que vécue en France mentionnent les bombardements alliés sans toutefois en faire leur sujet central. Comme Golsan, nous considérons que le roman *Uranus* de Marcel Aymé mérite la première place. Mais on trouve aussi cinq autres œuvres moins connues dans lesquelles les bombes tiennent un rôle.

Les ruines du village fictif de Blémont, résultat d'un bombardement aérien allié, sont la toile de fond du récit d'Aymé qui se situe dans le contexte de l'épuration sauvage menée surtout par les communistes dans les tout premiers temps de la Libération. Personnage principal, le professeur de mathématiques Watrin revit toutes les nuits un cauchemar le ramenant à la sombre planète Uranus dont il lisait une description lors du bombardement. Pendant cette attaque, son épouse est décédée dans les bras de son amant, ce qui fait bien l'affaire du professeur. Le roman traite essentiellement de l'hypocrisie dont font preuve en général les habitants du village face à leur propre comportement pendant l'occupation, alors que se déroule une purge et des règlements de comptes dans l'immédiate libération. Ce qui nous intéresse le plus est la description que fait Aymé de l'attitude des villageois à propos du bombardement lui-même :

> La gare, qui se trouvait à cheval sur la ligne de partage entre les ruines et la ville debout, n'avait pas été touchée par les bombes. Pour les pétainistes, c'était le sujet de réflexions ironiques, car les bombardiers n'avaient touché aucun de leurs objectifs, lesquels ne pouvaient être que la gare, le pont et l'usine. Si la nationalité de ces bombardiers restait à établir, personne à Blémont ne doutait qu'ils fussent anglais ou américains, mais tout le monde affectait de croire qu'ils étaient allemands. Dans les tout premiers mois qui avaient suivi la catastrophe, on pouvait même reconnaître les tendances d'un individu à sa façon de l'évoquer. Les Résistants et les ralliés évitaient autant que possible toute allusion précise sur ce point d'histoire. Au contraire, les mauvais patriotes parlaient trop volontiers de la sauvagerie des Boches ou de leur maladresse, avec un humour pesant et une manière de prononcer le mot Boche comme entre guillemets. Ils n'avaient d'ailleurs pas tardé à se rendre compte qu'à jouer ainsi sur les mots, ils trahissaient leurs vrais sentiments et ils s'étaient résignés à n'ironiser plus que dans une étroite intimité. Les discours officiels, entre autres celui du préfet venu

> inaugurer le premier baraquement en bois, imputaient les ruines de Blémont à la barbarie nazie. Toutefois, depuis une quinzaine de jours, on entendait certains communistes dire ouvertement que le désastre était l'œuvre des Américains et comme si la chose eût été reconnue de tout temps[799].

Aymé écrivait ainsi seulement trois ans après la fin de la guerre. Il est probable que les visions divergentes qu'il prête aux habitants du village reflètent l'attitude des Français à cette époque. L'auteur illustre ainsi leur ambivalence, laquelle pourrait bien être aussi la sienne. Pendant l'occupation, il collabora, avec d'autres auteurs heureux de pouvoir continuer à écrire[800], à la *Nouvelle revue française* qui recommença à paraître le 1er décembre 1940 sous une direction remaniée en accord avec l'occupant[801]. Plus compromettant, il a aussi été chroniqueur culturel au journal *Je suis partout*[802] dont le directeur, Robert Brasillach, fut condamné à mort à la Libération. Aymé signa une pétition qui sollicitait sa grâce en 1945[803]. Il se fit aussi le défenseur de Céline dont il célébra le talent tout en excusant son antisémitisme hérité, selon Aymé, de ses parents[804].

Pendant le conflit, Aymé voyait les bombardements d'une façon ambigüe. Il a publié une contribution le 13 juillet 1944 à une chronique du journal *La Gerbe* intitulée *Les Élites françaises devant le saccage de la France* relative aux bombardements des Alliés[805]. Il y écrit :

---

[799] Marcel Aymé, *Uranus,* Paris, Gallimard, 1948, p. 64-65.
[800] Gisèle Sapiro, *loc. cit*., p. 56.
[801] Michel Winock, *Le siècle des intellectuels*, Paris, Éditions du Seuil, 1997, p. 365.
[802] Stéphanie Corcy, *op. cit.*, p. 185.
[803] *Ibid*., p. 339 et Michel Winock, *op. cit*., p. 386-387.
[804] Sophie Desormes, « Marcel Aymé : anarchiste et révolutionnaire ! », *L'Histoire*, nº 284, 2004, p. 30.
[805] Le journal *La Gerbe* avait confié au journaliste Pierre Larcher la réalisation d'une « enquête » intitulée *Les Élites françaises devant le saccage de la France* qui demandait une contribution de personnalités françaises, considérées comme des « élites », au sujet des destructions du patrimoine français sous les bombardements. C'est sous le titre de cette « enquête » que le texte d'Aymé apparaît dans le troisième volume de ses œuvres romanesques complètes de La Pléiade. Ces explications nous ont été fournies par courriel le 3 juin 2017 par le présentateur de ces volumes, Michel Lécureur, lequel nous a offert son assistance pour retrouver les textes complets de cette « enquëte » du journal *La Gerbe*.

> Les atteintes au patrimoine l'ont été conformément aux lois de la guerre et même à une conception très française de la guerre [suivent quelques exemples de destructions dans le cadre de guerres de l'antiquité valorisées par les institutions d'enseignement françaises aux « élites »]. Pour nous consoler, disons-nous que la destruction de tant de quartiers pittoresques et photogéniques est en même temps celle d'ignobles taudis où des centaines de milliers de Français croupissaient sans air ni lumière, à l'ombre des notaires et des problocs rogneux[806],[807].

Étant donné l'absence de législation relativement aux bombardements stratégiques à l'époque de la Seconde Guerre mondiale, il est difficile de comprendre sur quoi se base Aymé pour affirmer que les destructions furent conformes « aux lois de la guerre ». D'ailleurs, ce court texte d'Aymé avait étonné les éditeurs du journal. En introduction, ils notent que même si on s'attendait de sa part à des commentaires peu conformistes, « Avouons tout de même notre surprise devant ce texte que nous adresse Marcel Aymé »[808].

Publié en 1990, le roman *Rue des bons enfants* situe son action dans la ville de Marseille avant la guerre et sous l'occupation. Patrick Cauvin y décrit un couple composé d'une intellectuelle et brillante femme d'affaires et d'un mafieux ignorant et ambitieux. Liés depuis l'enfance, ils se comportent de façon bien différente pendant l'occupation. Elle abrite chez elle des artistes en attente d'un exil clandestin alors qu'il dirige un bordel de luxe fréquenté par des officiers allemands et des chefs miliciens. Il profite tout de même de cette situation pour obtenir des informations à la fois utiles

---

[806] Propriétaires grincheux. Michel Lécureur, « Note – Les élites françaises devant le saccage de la France », dans Marcel Aymé, *Œuvres romanesques complètes III*, prés. Michel Lécureur, Paris, Gallimard – La Pléiade, 2001, p. 1989, note 1.

[807] Marcel Aymé, « Les élites françaises devant le saccage de la France », *La Gerbe*, Paris, 13 juillet 1944, dans *Œuvres romanesques complètes III*, prés. Michel Lécureur, Paris, Gallimard – La Pléiade, 2001, p. 1728-1729.

[808] Journal *La Gerbe*, introduction à la contribution de Marcel Aymé à la chronique Les élites françaises devant le saccage de la France, Paris, 13 juillet 1944, dans *Œuvres romanesques complètes III*, prés. Michel Lécureur, Paris, Gallimard – La Pléiade, 2001, p. 1728.

pour la Résistance et pour la protection de sa compagne. Le roman prend fin sur un bombardement extrêmement violent de Marseille par l'aviation américaine : « Il y eut un peu plus de deux mille morts. Deux cent cinquante avions avaient largué plus de mille bombes au milieu de la ville »[809]. Cauvin fait ainsi référence à une des pires performances de la guerre des bombardiers américains: « *In absolute terms Marseille suffered the single most lethal Allied raid of the war, when an attack by the US Fifteenth Air Force on 27 May 1944 claimed at least 1,831 victims* »[810]. Analysant ce raid désastreux en 1944, les experts français en tirent une conclusion intéressante :

> En résumé, de quelques points de vue que l'on se place, le bombardement de MARSEILLE apparait comme étant une erreur grossière: d'une part, choix irrationnel de l'objectif et par voie de conséquence, disproportion entre les moyens mis en oeuvre et les résultats obtenus, d'autre part, choix immotivé (en raison des faibles risques de D.C.A.) de conditions d'exécution entraînant fatalement une grande dispersion, qui contribue à accroitre la disproportion entre les moyens et les résultats et influe fâcheusement sur le moral des populations. Il ne faudrait pas que cette triple faute tactique technique et psychologique se reproduise bien souvent, pour arriver à discréditer aux yeux de tous l'aviation qui s'en est rendue responsable.[811].

Cauvin place dans le dialogue de ses personnages pendant le bombardement le jugement populaire de l'époque :

> Plus haut, à quatre mille mètres d'altitude, les forteresses volantes revenaient pour un autre passage ;
>
> il leur restait plus de la moitié du chargement de bombes à larguer.
> […]

---

[809] Patrick Cauvin, *Rue des bons enfants*, Paris, Albin Michel, 1990, empl. 4494.
[810] Claudia Baldoli et Andrew Knapp, *op. cit.*, p. 5. Note 10: un rapport préfectoral du 15 juin 1944 suggère un total qui pourrait atteindre 2 000 victimes car certaines auraient encore été sous les décombres. Eddy Florentin fait une description détaillée de ce raid : Eddy Florentin, *op. cit.*, p. 392-395.
[811] Ministère de l'Air, Direction technique et industrielle, *Rapport sur les bombardements aériens en territoire français & sur les bombes utilisées par les aviations étrangères, Tome 1*, juillet 1944. SHDv AI 3 D 321 (196).

> - Marseille est anéantie. C'est le carnage absolu, l'extermination totale, les morts arrivent par camions entiers, je vous parle pas des blessés, c'est pas un désastre, c'est un cataclysme.
> […]
> - Mais qui c'est qui fait une chose pareille ?
> - Les Américains, qui voulez-vous que ce soit… ! Ils conduisent avec des bouteilles de viski dans les poches, alors vous imaginez !
> […]
> - En tout cas ce que je sais, c'est qu'ils bombardent de trop haut et que… [812]

Inquiet du sort de son amoureuse, le mafieux se rassure :

> Il était à peu près sûr que Séraphine n'avait rien. Les alliés avaient dû bombarder les objectifs militaires, les installations du port et les travaux qu'avaient entrepris les nazis le long de la côte, les blockhaus en cas de débarquement… Ils n'avaient pas pu viser la ville, c'était inutile et ridicule[813].

Effectivement, comme le remarque Overy, cette bourde mina la crédibilité des Américains: « *ce raid provoqua une véritable crise au sein de la population, qui, complètement démoralisée, manifesta une virulente hostilité envers les forces aériennes responsables de cette attaque* »[814]. Le Gouvernement provisoire prendra d'ailleurs connaissance, en juillet, des réactions des différents partis politiques de la ville. Elles couvrent tout le spectre entre un support de l'action contre l'occupant malgré les victimes à une indignation totale envers l'incurie de l'aviation américaine[815]. Le rapport mentionne aussi que la population déplore le manque d'abris et que les habitants d'Aix-en-Provence craignent de subir un sort semblable, étant donné qu'y sont établis des commandements allemands.

---

[812] Patrick Cauvin, *op. cit.*, empl. 4434-4446.
[813] *Ibid*., empl. 4446.
[814] Richard Overy, *Sous les bombes – Nouvelle histoire de la guerre aérienne 1939-1945*, trad. de l'anglais par Sévérine Weiss, Paris, Flammarion, 2014 (1ère éd. 2013), p. 780.
[815] Gouvernement provisoire de la République Française, Commissariat à l'Intérieur, *Après le bombardement de Marseille fin mai 1944 – Le 1er juin 1944 – Propagande des partis politiques après le bombardement*, information juillet 1944, réception 8 août 1944, diffusion 10 août 1944, 3 p., AN F/1a/3765.

Une note placée en fin de volume de Natalie Hug, auteure du roman *La demoiselle des tic-tac*, mentionne que

> De juin 1944 à mars 1945, les bombardements américains, quasi incessants au-dessus du département de la Moselle, ont rasé presque entièrement de nombreux villages et durement touché les populations civiles. Certains habitants ont été extraits des ruines de leur maison, vivants, après avoir passé plusieurs jours sous les décombres[816].

Ce roman raconte l'histoire de l'une de ces victimes, une jeune fille attachée à ses origines allemandes qui se retrouve bloquée dans la cave de sa maison après un de ces bombardements, pour finalement en être extraite après un délai de plusieurs jours. Le bombardement joue ici un rôle secondaire. Il sert uniquement de mise en situation pour illustrer les déchirements qu'ont vécus les Lorrains pendant la Seconde Guerre mondiale entre le monde des Allemands et celui des Français. Un côté amusant du roman, et fort significatif, est que la jeune fille est souvent punie durant son enfance par l'isolement dans une cabane avec pour seule compagnie la lecture de *Mein Kampf*. Avant tout germanophile, elle aime bien les intentions de « Monsieur Hitler », mais elle le trouve bien médiocre écrivain. Symboliquement, les pages du livre finissent par être brûlées pour éclairer la cave. Les *tic-tac* sont les bruits que font les pattes des araignées qu'elle déteste, mais qui lui tiennent compagnie pendant son long isolement.

L'aviation alliée effectue trois bombardements sur Nantes en septembre 1943. Les Américains s'exécutent le 16 alors que les Britanniques font un premier raid le 23, lequel est suivi par le retour des Américains quelques heures plus tard. Ces derniers firent preuve d'une maladresse meurtrière. Au cours de leur première attaque, seules 250 bombes sur les 1 000 lâchées atteignent les objectifs visés. Les autres tombent sur

[816] Nathalie Hug, *La demoiselle des tic-tac*, Paris, Calmann-Lévy, 2012, empl. 1671.

les quartiers d'habitation et font 812 morts et 1 785 blessés. La population n'y était pas préparée : après 543 alertes connues depuis le début de la guerre et parfois suivies de raids limités, une telle attaque massive n'était pas attendue. Le 23 septembre, le bombardement britannique est beaucoup plus précis et endommage sérieusement les objectifs de nature militaire (le port et l'aérodrome) au prix de 45 morts et 110 blessés supplémentaires. Étant donné ces résultats, les Nantois sont plutôt approbateurs face à ce second raid. Ils ne le sont pas devant le retour des Américains en soirée. Il leur semble bien inutile après le succès de l'attaque britannique du matin et il est de nouveau maladroit, ajoutant 150 morts et 200 blessés[817]. C'est la première attaque qui est mise en vedette en finale du roman très personnel de Jean Rouaud *Des hommes illustres*[818]. Ce court ouvrage fait partie d'une série de cinq, décrivant chacun le parcours d'un personnage de la famille de l'auteur, ici celui de son père « qui n'eut que le tort d'avoir vingt ans au moment où l'Europe rejouait un « remake », plus sanglant encore, du premier conflit mondial »[819]. Dans sa description de la scène, Rouaud fait sienne l'idée naïve alors répandue en France que les bombardements américains étaient moins précis que ceux des « bons » Britanniques. Ainsi son père aurait été aux premières loges :

> […] pour saluer le beau geste des libérateurs tout là-haut dans un bain bleu pâle d'empyrée, bien à l'abri des représailles des batteries antiaériennes, à quoi l'on reconnaît la désinvolture des Américains, quand les pilotes anglais, parfaitement élégants, prennent tous les risques, lâchant leurs bombes en piqué pour gagner en précision […][820].

On se demande où Rouaud est allé chercher cette idée d'Anglais bombardant « en piqué ». Il reste cependant qu'il fait une narration très vivante de la surprise des Nantais qui avaient connu bien des alertes jusqu'alors sans conséquence[821]. Mais la naïveté de

[817] Ministère de l'Air*, op. cit*.. SHDv AI 3 D 321 (173-180).
[818] Jean Rouaud, *Des hommes illustres*, Paris, Les éditions de minuit, 1993, 174p.
[819] *Ibid*., quatrième de couverture.
[820] *Ibid*., p. 168.
[821] *Ibid*., p. 164-170.

l'auteur se manifeste à nouveau à la toute fin du roman : il fait du bombardement de Dresde un « Hiroshima à l'ancienne » qui aurait fait deux cent cinquante mille victimes[822] !

Nantes sous les bombes de Roger Boiziau fait évoluer divers personnages dans la ville sous l'Occupation[823]. Son titre peut laisser entendre qu'il s'agit d'un exposé historique, mais il s'agit en fait d'un roman dans lequel les bombardements occupent peu de place. Sa quatrième de couverture laisse pourtant entendre qu'ils y seront plus présents :

> Les 16 et 23 septembre [1943, et non pas 1941 comme le laisse entendre le texte], 150 bombardiers alliés [américains], venus pour détruire le port et ses installations, ratent leurs objectifs et larguent 1000 bombes [chiffre douteux] sur le coeur de la ville : des milliers de maisons sont détruites, on relève 1 500 morts et 2 500 blessés.

D'un tout autre point de vue, le bombardement de la France est vécu du haut des airs en prenant place avec des aviateurs français. Jules Roy, l'auteur du roman autobiographique *La vallée heureuse,* raconte les aventures d'un commandant de bord dans un bombardier quadrimoteur du *Bomber Command*, comme Roy le fut lui-même dans le groupe de bombardement *Guyenne*. La « vallée heureuse » était le surnom donné par les équipages des bombardiers britanniques à la zone industrielle de la Ruhr en Allemagne. Parfois, cependant, c'était le territoire de la patrie qui devait être bombardé par les aviateurs français :

> Cette nuit-là, ils allaient bombarder la France : une régulatrice du Nord, qui aiguillait chaque jour cent trains boches. Chevrier [le commandant de bord – alias Roy] l'avait accepté. Il fallait détruire l'ennemi à tout prix. Même si la patrie devait être broyée. […] Des hommes qui n'étaient pas ses compatriotes, lui ordonnaient d'aller jeter des bombes sur sa patrie, et il y allait sans savoir s'il ne

[822] *Ibid*., p. 173-174.
[823] Roger Boiziau, *Nantes sous les bombes – Les années perdues*, La Crèche, Geste éd., 2009, 581p.

> serait pas traité d'assassin à son retour chez lui, et jugé comme tel. Il risquait de tuer sa mère et de raser son village natal si l'ennemi prenait la fantaisie d'y enterrer un poste de commandement ou un parc d'artillerie. « Il y aura toujours des gens pour m'approuver et d'autres pour me haïr, pensa-t-il, mais je ne peux plus reculer ». […] Il n'avait pas vu la France depuis quatre ans et il y revenait dans l'orage des bombardiers pour la meurtrir et la sauver […][824].

Roy témoigne de cette manière des tourments vécus par les aviateurs français du *Bomber Command*, lorsqu'ils étaient impliqués dans des opérations contre des objectifs situés dans leur pays. Ils étaient fort conscients qu'ils feraient vraisemblablement des victimes françaises, malgré les instructions particulières qui leur étaient données, par exemple « lâcher les bombes sur la gare et non ailleurs »[825]. L'équipage que Roy décrit aurait accompli trois missions sur la France[826]. L'auteur explique qu'une certaine forme de justification pouvait être tirée d'un rapprochement avec la Résistance : « Chevrier ne regrettait pas de venir attaquer son pays. Il rejoignait enfin les hommes dont on lui avait parlé, qui minaient des ponts, incendiaient les wagons d'essence et imprimaient des journaux clandestins. Il les rejoignait en leur apportant un message »[827]. C'est peut-être ce qui explique que plus loin dans son récit, Roy écrit que le commandant Chevrier ne craint plus le retour au pays et qu'il est certain que les aviateurs britanniques y seront bien accueillis malgré tout:

> Avant le débarquement, des camarades de la R.A.F. m'ont demandé : « Comment pensez-vous que nous serons reçus en France ? » et je leur ai répondu : « à bras ouverts. » « Même avec notre uniforme de la R.A.F. ? » « Surtout avec votre uniforme de la R.A.F. » « Mais nous avons bombardé la France », répliquaient-ils. « Ça ne fait rien »[828].

---

[824] Jules Roy, *La vallée heureuse*, Paris, Albin Michel, 1989 (1ière édition 1946), empl. 647-648.
[825] *Ibid*., empl. 684.
[826] *Ibid*., empl. 1631.
[827] *Ibid*., empl. 672.
[828] *Ibid*., empl. 1582.

Il le constate d'ailleurs : « Les gens de la R.A.F. sont allés en France et ils ont été reçus comme des copains »[829].

Selon nos recherches, voilà l'essentiel du drame des bombardements alliés sur la France relaté dans la littérature française depuis 1945. C'est bien peu et ce « silence » ne s'inscrit pas, selon nous, dans notre grille d'analyse. Nous le percevons plutôt comme une conséquence de l'absence des bombardements alliés autant dans la commémoration du conflit que dans l'historiographie. Les œuvres d'Aymé et de Céline ont été rédigées dans les années qui suivent immédiatement la fin du conflit. Les faits étaient alors récents et manifestes dans les ruines et les drames personnels. Par la suite, ils ont été écartés des sources d'inspiration pour des auteurs qui leur étaient moins exposés. Le silence littéraire en France au sujet des bombes alliées serait donc une construction « par absence » plutôt qu'une motivation à faire silence.

5.4.2 Cinéma

Dans un article sur le cinéma de la Seconde Guerre mondiale, Ludivine Bantigny écrit que « La France garde longtemps après le conflit une mémoire pleine de trous et de tabous, une mémoire faite aussi d'enjolivements indulgents »[830]. Comme nous le démontrons maintenant, les bombardements alliés sur le pays seraient de tels trous-tabous. À la fin du conflit, le besoin de tourner le dos à un passé récent et douloureux pour envisager un avenir chargé d'espoir devait être omniprésent. Pour le cinéma, il est compréhensible que « […] c'est tout ce qui semble salir ou humilier la nation qui est écarté. Quand l'épreuve n'est pas immédiatement victorieuse, le cinéma met longtemps

[829] *Ibid*., empl. 1585.
[830] Ludivine Bantigny, « Cinéma en guerre, guerre au cinéma », dans *1937- 1947 La guerre-monde, II*, Ayla Aglan et Robert Frank dir., Paris, Gallimard Folio, 2015, p. 2235.

à la traduire en images […] »[831]. Le silence serait ici « liturgique » au sens de Winter, ce qui rejoint l'opinion de l'historienne du cinéma français Sylvie Lindeperg. Elle explique comment le cinéma se fait porteur de certains silences relativement à la France en guerre :

> Sous l'effet des stratégies de nivellement des mémoires communistes et gaullistes, du désintérêt des commerciaux – pour lesquels la Résistance constituait l'unique enjeu de représentation – et du silence volontaire ou contraint de certaines catégories de victimes, tout un pan de l'histoire des années de guerre fut donc maintenu dans l'inexprimé. Au même titre que les officiants des cérémonies commémoratives, les réalisateurs français firent communier leur public dans le culte du passé glorieux et encouragèrent le corps social à rejeter les toxines de la défaite, de la honte et de la trahison. En se dressant comme un écran entre l'événement et sa mémorisation, les films de la Libération [de la fin août 1944 à la fin de l'année 1946] faisaient obstruction aux événements et aux acteurs les moins rentables, tout en projetant l'image d'une histoire reconvertie en mythe[832].

Effectivement, dans le cinéma français depuis l'après- guerre, mis à part certains documentaires, on observe l'absence quasi totale des bombardements alliés sur le pays. Comme il s'agit d'un outil de communication particulièrement efficace auprès du public, son importance n'échappait pas aux autorités :

> Il faut, pour mieux comprendre ces fonctions qu'occupe le film sur la guerre, faire part de la conjoncture politique, mais tenir compte aussi de la triple sélection que ce type de film doit franchir, puisqu'il doit répondre aux vœux du public, des financiers et de l'Etat-censeur [sic][833].

---

[831] Joseph Daniel, *Guerre et cinéma – grandes illusions et petits soldats 1895-1971*, Paris, Armand Colin, 1972, p. 403.
[832] Sylvie Lindeperg, *Les écrans de l'ombre – La Seconde Guerre mondiale dans le cinéma français (1944-1969)*, Paris, CNRS Éditions, 1997, p. 226. Note 23 : « Comme le montre Gérard NAMER, les oubliés du cinéma furent également les laissés-pour-compte de la commémoration (*Batailles pour la mémoire, op. cit.,* p. 157-158) ».
[833] Joseph Daniel, *op. cit.*, p. 259.

Les épreuves des civils français, notamment sous les bombes alliées, font avant tout l'objet de documentaires. Il y a d'abord les reportages du régime de Vichy qui mettent ces bombardements au service de sa propagande, comme nous l'avons déjà mentionné. Après le conflit cependant, certains documentaires osent aborder le sujet malgré une tendance générale au déni :

> Dans l'ensemble, la fiction l'emporte sur la réalité et la légende sur l'histoire. Les épisodes traités sont exaltants, le ton choisi est édifiant, le tout est propre à séduire le public en écartant les souvenirs de trop triste mémoire. Le dur prix des combats, sans être escamoté, n'est pas montré avec vigueur dénonciatrice : entre les morts, le cinéma choisit surtout de montrer ceux qui savent mourir courageusement. Ils sont rares les films qui s'attachent d'abord au revers de ces actions et de cette gloire, rares ceux qui perçoivent le grain des choses par delà l'anecdote héroïque. C'est *Rouen, ville martyre* (court métrage de Louis Cuny, 1945), c'est *Caen, martyre d'une ville* (court métrage de Raymond Bich, 1946), c'est encore et surtout *Le six juin à l'aube*. Dans le flot général, ces îlots sont autant de protestations isolées contre une guerre dont ils rappellent qu'elle est d'abord un fléau[834].

Comme nous l'avons déjà observé, l'histoire des bombardements alliés sur le territoire français d'avant 2014 est avant tout régionale. Le même constat apparaît dans les documentaires qui décrivent des situations locales, propres à un département particulier. *Le 6 juin à l'aube* (1946) de Jean Grémillon est un cas d'espèce[835]. Il laisse deviner une « muette protestation » à l'égard « des bombardements intensifs et par zones entières tels que les pratiquent les libérateurs d'outre-Atlantique »[836]. Il s'agit, selon Joseph Daniel, du seul film qui montre le drame des civils français au milieu de la destruction lors du débarquement de Normandie en 1944 :

> Dans Saint-Lô en ruine, c'est la lente procession des cercueils, portés à dos d'homme entre des pans de murs épargnés. Ce sont les cimetières où les croix de bois portent : « ossements trouvés », « corps d'un enfant », « reste humain ».

[834] *Ibid*., p. 247.
[835] Jean Grémillon, *Le 6 juin à l'aube*, (réalisé en 1946), POM films, 2014, Livret 88p., film 56mn.
[836] Joseph Daniel, *op. cit.*, p. 253.

> Message de douleur contenue, d'amour blessé, d'espoir déçu : *Le six juin à l'aube* renoue avec la tradition pacifiste, à l'heure où de plus belliqueux sentiments sont à l'honneur. Il connaîtra un large succès aux Etats-Unis et en Grande-Bretagne, mais, pour plusieurs années, sera très discrètement exploité en France[837].

Cette approche contraste avec le traitement fictif du même événement dans le film de Michel Deville *Martin soldat* (1966) dans lequel les dommages causés par les bombes alliées sont gommés : « reconstituée […], la Normandie de juin 1944, épargnée par les bombardements alliés, exprime un enthousiasme exubérant à l'égard des libérateurs […] »[838].

En ce qui concerne le cinéma de fiction, le film traitant le plus clairement des bombardements alliés sur la France est l'adaptation au cinéma d'*Uranus* de Marcel Aymé par Claude Berri en 1990. Portant le même titre que celui du roman de 1948, il lui est très fidèle et en reprend tous les éléments. Les ruines laissées par le bombardement dominent le paysage dans lequel évoluent les habitants du village fictif de Blémont fraîchement libéré. Philippe Noiret personnifie magnifiquement le professeur Watrin et Gérard Depardieu livre une performance digne de ses meilleurs jours dans le personnage attachant et tragique du cafetier Léopold. Comme dans le roman, s'il est clair pour le spectateur que le bombardement est le fait des Alliés, les personnages de l'œuvre sont ambivalents à ce sujet. Ils évoluent parmi les ruines sans trop y prêter attention.

Philippe Noiret fait également une courte allusion aux bombardements dans le film *Le vieux fusil* (Robert Enrico, 1975) : son personnage, un médecin menacé par la Milice de Vichy, envoie son épouse (jouée par Romy Schneider) et sa fille à la campagne

---

[837] *Ibid*., p. 246.
[838] Sylvie Lindeperg, *op. cit.*, p. 369.

dans un château qu'il rénove à temps perdu pour les mettre à l'abri des bombardements et de la Milice. De courtes allusions aux bombardements peuvent être décelées dans quelques autres films. Dans *Jeux interdits* (René Clément, 1952), on trouve une

> séquence où le petit Michel tue un cafard à l'aide d'un porte-plume : après avoir dessiné des spirales au-dessus de la blatte en imitant le bruit d'un moteur d'avion, l'enfant transperce brutalement l'animal : À Paulette qui proteste contre le meurtre de l'insecte, Michel réplique : « c'est pas moi, c'est une bombe »[839].

Dans *La traversée de Paris* (1956, réalisé par Claude-Autant Lara) qui se passe sous l'Occupation, deux acolytes liés au marché noir doivent transporter de la viande de porc dans la ville. Au cours de leur périple, des sirènes d'alerte retentissent annonçant un possible raid aérien. Les Parisiens décrits dans le film semblent en tenir bien peu compte et, bien entendu, le bombardement n'a pas lieu. Un bombardement anglais sert d'introduction dans *Le mur de l'Atlantique* (Marcel Camus, 1970). Il s'agit d'une comédie : les bombes ne font pas de victimes. Elles font peur ou sont vues comme anodines. Plus subtilement, une allusion à un bombardement allié peut être décelée dans un film qui n'en fait pas un thème :

> […] il n'est pas interdit de relier l'insistance avec laquelle [Jean-Pierre] Melville [le réalisateur du film *Bob le flambeur*,1956] filme le Sacré-Cœur au fait que les abords de la Basilique ont été sévèrement touchés par les raids aériens d'avril 1944 – l'édifice ayant miraculeusement survécu au largage des bombes, hormis des dommages mineurs –, d'autant que le cinéaste prend immédiatement la parole après avoir montré le monument pour expliquer que « dans quelques instants les lumières vont s'éteindre » – une possible allusion aux black-out qui touchèrent le quartier lors des bombardements[840].

[839] *Ibid*., p. 277.
[840] Thomas Pillard, *Le film noir français face aux mouvements de la France d'après-guerre 1946-1960*, Paris, Joseph K., 2014, p. 277.

Nous l'avons vu, si les bombardements alliés sont très peu présents en littérature depuis 1945, ils le sont encore moins dans le cinéma, exception faite du genre documentaire, ce dernier traitant cependant essentiellement d'épisodes locaux. Dans un milieu aussi contrôlé, attentivement suivi par un État conscient de son impact populaire, nous pourrions considérer ce silence comme « politique ». Nous n'avons toutefois pas relevé d'intervention dans ce sens. Comme en littérature, il nous semble plutôt lié à l'absence des bombardements alliés dans la commémoration et l'historiographie nationales. Ce sont d'autres sujets, auxquels le public est plus réceptif, qui captent l'œil de la caméra : héroïsme des résistants, drames de l'occupation et faits de guerre sont plus accessibles, mieux compris.

5.4.3 Philatélie

Les timbres-poste, produits identitaires d'un État, sont tout désignés pour refléter les choix commémoratifs. En France comme ailleurs, ces choix sont étroitement supervisés. Le Gouvernement de Vichy n'y a pas fait exception et a émis certains timbres avec surtaxe pour financer l'aide aux sinistrés de la guerre. L'un d'eux, dénommé « Villes bombardées » émis en 1943, devait « permettre à tous -et chacun selon ses moyens- de participer à soulager les misères nées des bombardements »[841] . Il semble que sa distribution fut insuffisante face à une demande importante. Il présente une « figurine de grand format dont le sujet évoque une ville soumise à un bombardement aérien »[842].

[841] Kuss, Marcel (Docteur), Président du Groupement philatélique de Montélimar, lettre au Ministre des communications, 23 août 1943, MP « Secours national » 584.
[842] Ministère de la production industrielle & des communications, Communiqué à la presse, 14 août 1943, MP « Secours national » 584.

Figure 5.13 Timbre-poste « Villes bombardées », 1943.

Il est décrit comme suit :

> Les bombardements anglo-américains frappent les villes qui abritent des installations allemandes ou des usines produisant pour l'Allemagne. Ce timbre porte la mention de quatre villes sinistrées : Dunkerque, Lorient, grande base de départ pour les sous-marins allemands, Saint-Nazaire, dont les chantiers navals et bassins de carénage sont utilisés par la flotte de surface allemande, et enfin Billancourt, où les usines Renault produisent des blindés. L'émission de ce timbre est autorisée le 20 mars 1943. Le 30 avril, *L'Écho de la Timbrologie,* édité à Amiens (Somme), croit pouvoir annoncer l'émission d'un timbre, au profit des victimes civiles des bombardements aériens, représentant *L'Ange pleureur* du sculpteur Blasset, situé dans la cathédrale d'Amiens. Mais l'illustration du timbre sera tout autre, et le journal, déçu, la critiquera avec virulence. Le bon à tirer est signé le 9 juillet 1943, et le tirage est de 1,15 million d'exemplaires. La surtaxe est versée au Secours national. La vente est limitée à 5 exemplaires jusqu'au 29 août, puis à une feuille de 25 timbres. Ce timbre sera démonétisé le 1er novembre 1944[843].

L'émission de ce timbre-poste constitue un autre exemple de la réaction du régime de Vichy aux bombardements alliés. L'image est forte et tient clairement de la propagande, mais le secours est bien réel, tangible. Sa popularité démontre que le

[843] Jean-François Brun dir., *Le Patrimoine du timbre-poste français*, Éditions Flohic, 1999, p 310. Timbre 584 dans Yvert & Tellier, *Catalogue de timbres-poste – Tome I France 2016*, Amiens, p. 277.

public français désirait effectivement contribuer à l'aide aux sinistrés, mais l'organisation, déficiente, fit en sorte que la diffusion limitée du timbre ne permit pas de tirer profit au maximum de cet enthousiasme populaire.

Après la guerre, l'idée d'une telle surtaxe est reprise pour un ensemble de quatre timbres intitulé « Série des villes martyres » illustrant la destruction d'autant de villes bombardées :

Figure 5.14 Timbres-poste de la « Série des villes martyres », 1945.

L'histoire de cette émission, particulièrement intéressante, est relatée par l'historien du timbre-poste français Jean-François Brun comme suit :

> En mars 1945, un journaliste de Béthune (Pas-de-Calais), Paul Capelle, suggère au ministre des PTT [Postes, Télégraphes et Téléphones], Augustin Laurent, qu'il connaît de longue date, l'émission d'un timbre pour la reconstruction de Dunkerque, pour lequel il envoie un projet. Pour éviter d'exciter la jalousie d'autres villes détruites, le ministre propose d'émettre une série d'au moins trois ou quatre timbres. La surtaxe doit être versée à l'Entraide française qui la répartira pour une part entre les quatre villes martyres (ainsi que la ville de Saint-Dié), et pour le reste entre les autres villes françaises sinistrées. L'émission est autorisée en avril 1945, et le bon à tirer signé le 8 septembre. La vente est limitée à 6

> exemplaires par personne du 5 au 11 novembre. Les quatre valeurs sont imprimées à environ 3,5 millions d'exemplaires, leurs valeurs faciales correspondent à des utilisations courantes, mais leurs surtaxes les confinent à la clientèle des collectionneurs[844].

Les destructions présentées sont celles de la Place Jean Bart à Dunkerque, de la cathédrale et des quais à Rouen, de l'Église Saint-Jean à Caen et des remparts de Saint-Malo[845]. La France de l'après-guerre, poursuivant les actions de secours entreprises sous Vichy, s'en est toutefois distanciée en renommant le « Secours français » en « Entraide française »[846] au profit de laquelle la surtaxe des quatre timbres-poste sera versée. Nous constatons ici que le pouvoir public au niveau ministériel ne s'oppose pas à cette exposition des dommages causés par les bombardements. Les quatre timbres présentent des images fortes, explicites, qui seront distribuées dans tout le pays. Cela vient appuyer notre constat selon lequel en 1945, l'État français, s'il ne prend pas d'initiative en ce qui concerne la commémoration des bombardements alliés, ne s'oppose pas pour autant à leur mise en scène publique. D'ailleurs, la ville de Dunkerque, à l'origine du projet, proteste devant le fait que « son » timbre-poste fasse partie d'une série de quatre[847]. Sa demande d'être gratifiée d'un timbre-poste qui lui soit propre est cependant refusée[848]. La question semble délicate. Le ministre des PTT s'inquiète effectivement de l'envie que l'initiative de Dunkerque pourrait susciter chez d'autres villes. Il semble cependant avoir d'autres préoccupations : « je vous demande pour le moment, de demeurer très discret sur nos projets, car la réalisation peut se

---

[844] Jean-François Brun dir., *op. cit.*, p 344.
[845] Yvert & Tellier, *op. cit.*, Timbres 744, 745, 746 et 747, p. 286.
[846] Danièle Voldman, « La sécurité civile et l'ordre public », dans Fondation Charles de Gaulle, *Le rétablissement de la légalité républicaine (1944), actes d'un colloque tenu du 6 au 8 octobre 1994*, Bruxelles, Éditions du Complexe, 1996, p. 273-276.
[847] Préfet du Nord (Lille), lettre au Directeur Régional des Postes et des Télégraphes, 3 août 1945, MP « Au profit de l'Entraide française » 744, 745, 746, 747.
[848] Chasseau (pour le Ministre des Postes, Télégraphes et Téléphones), lettre à Monsieur le Directeur Régional à Lille, 11 août 1945, MP « Au profit de l'Entraide française » 744, 745, 746, 747.

heurter à des difficultés de toutes sortes, et je ne voudrais pas promettre ce que je ne suis pas sûr de tenir »[849].

Somme toute, il s'agit des seules représentations des bombardements alliés sur la France dans la philatélie du pays. Après 1945, soit depuis le lendemain immédiat su second conflit mondial, le sujet en est disparu. Ce silence perdure : on n'en fait aucune mention dans un fascicule associé à une exposition tenue en 2015 intitulée *Mémoires gravées : les timbres racontent la guerre 39-45*[850]. On y trouve de multiples représentations, souvent très fortes : figures patriotiques combattantes que sont les résistants, bien entendu héroïsés; général de Gaulle; déportés; allégories de la Libération. La période du régime de Vichy n'y est pas présente : le timbre-poste des « villes bombardées » est absent, tout comme quelques timbres-poste émis également avec surtaxe pour venir en aide aux prisonniers de guerre[851]. Les quatre timbres-poste des « villes martyres » en sont eux aussi absents. Pourtant, il s'agissait bien de présenter comment « les timbres racontent la guerre 39-45 ».

Mentionnons enfin qu'un relevé des timbres émis pour honorer les « Morts pour la France » confirme qu'il y en eut très peu : un timbre fut émis en 1940 au profit des victimes de guerre et un autre leur fut explicitement dédié en 1985[852].

Si ces silences philatéliques sur les bombardements alliés sont issus de choix des autorités, cela est peu apparent dans les faits. Le cas des quatre timbres à surtaxe émis en 1945 démontre qu'au contraire, l'État a agi dans le sens des demandes qui lui ont

---

[849] Augustin Laurent, Ministre des Postes, Télégraphes et Téléphones, lettre à Monsieur Paul Cappelle journaliste, 4 avril 1945, MP « Au profit de l'Entraide française » 744, 745, 746, 747.
[850] Paris musées, *Mémoires gravées – les timbres racontent la guerre 39-45*, 2015, 31p.
[851] Yvert & Tellier, *op. cit.*, Timbres 474 et 475, p. 269.
[852] Anonyme, *2 novembre 1985 Journée nationale d'hommage aux Morts pour la France et à leurs familles*, Fonds Barcellini, SHDv GR 1 K 841 193.

été faites. Les destructions y sont apparentes et elles sont mises de l'avant pour motiver le public à participer au financement des reconstructions. L'absence du sujet par la suite dans la philatélie française nous semble ici encore liée à l'absence des bombardements dans l'espace commémoratif. La République française grave sur ses timbres-poste des images proches des préoccupations populaires et rassembleuses.

5.4.4 Enseignement

En 1990 a lieu à Paris le colloque *Les Échos de la Mémoire* dont le thème est « Comment enseigner la Seconde Guerre mondiale dans l'Europe d'aujourd'hui »[853]. L'Association des Professeurs d'Histoire et Géographie y présente deux communications. La première concerne la formation des maîtres à l'enseignement du second conflit mondial en France[854]. Le constat général qui s'en dégage est que, comme l'intérêt pour les faits militaires est décroissant, les moyens consacrés à cet enseignement sont peu importants. En conséquence, ce sont les aspects régionaux du conflit qui prennent de l'importance au détriment des aspects plus généraux. La seconde communication traite des manuels scolaires[855]. Selon cette analyse, les manuels français couvrent assez bien le conflit et n'hésitent pas à aborder même les aspects « sensibles » tel la collaboration et le sort des Juifs en France. C'est dans cette communication que se trouve la seule mention du colloque des bombardements aériens sur la France :

---

[853] Ligue française de l'Enseignement et de l'Éducation permanente, Secrétariat d'État chargé des Anciens Combattants et des victimes de guerre et Association des Professeurs d'Histoire et de Géographie, *Communiqué – Les Échos de la Mémoire*, 1990. Fonds Barcellini, SHDv GR 1 K841 336.
[854] Association des Professeurs d'Histoire et Géographie, « La formation des maîtres à l'enseignement de l'histoire de la deuxième guerre mondiale », *Colloque Les Échos de la Mémoire*, Paris, 15-16 juin 1990. Fonds Barcellini, SHDv GR 1 K841 336.
[855] *Id*., « L'enseignement de la Seconde Guerre mondiale dans les manuels scolaires », *Colloque Les Échos de la Mémoire*, Paris, 15-16 juin 1990. Fonds Barcellini, SHDv GR 1 K841 336.

> L'étude de la France occupée a toujours droit à au moins un chapitre. Les responsabilités de Vichy dans la politique antisémite et d'une manière générale dans la "Collaboration", mieux connues depuis la publication de l'ouvrage de M. Robert Paxton [*La France de Vichy*, 1973] entre autres, ne sont pas éludées. On évoque aussi les difficultés de la vie de tous les jours dans le domaine du ravitaillement, la menace pour certains des bombardements alliés, parfois aussi le caractère assez brillant de la vie intellectuelle parisienne. De même la France libre, la Résistance, la longue persévérance du Général de Gaulle pour unifier l'effort de guerre de la France ne sont pas oubliés [sic] non plus.

Ainsi, les bombardements alliés sur la France sont présents dans les manuels en 1990, mais à titre de « difficultés de la vie de tous les jours ».

Une étude plus récente des manuels scolaires européens visant à comprendre les « conflits mémoriaux » afin de réaliser une « écriture européenne » de l'histoire de la Seconde Guerre mondiale a été réalisée en 2012. L'auteur, Jean-Baptiste Pattier, a étudié un large corpus comprenant 336 ouvrages issus de neuf pays de l'Union européenne (Allemagne, Angleterre, Autriche, Belgique, Bulgarie, France, Italie, Lituanie et Pologne). Il « dresse un constat accablant : celui de l'écrasante prédominance des écritures nationales, méconnaissant et méprisant l'histoire des pays voisins »[856]. Il consacre quelques pages au bombardement stratégique dans une section intitulée *De Dresde à Hiroshima*. Il note que :

> jusqu'aux années 1980, tous les manuels des pays du corpus se focalisent sur les bombardements effectués par l'Allemagne nazie sur l'Angleterre […]. À partir des années 1980, les bombardements alliés sur l'Allemagne sont à leur tour exposés et dénoncés[857].

[856] Jean-Baptiste Pattier, *Vérités officielles – Comment s'écrit l'histoire de la Seconde Guerre mondiale*, Paris, Vendémiaire, 2012, p. 165-166.
[857] *Ibid*., p. 140.

Dans les manuels français en particulier, Pattier observe que les villes anglaises bombardées sont mentionnées beaucoup plus que les villes allemandes dans les années 1960-1970, situation qui s'inverse dans les années 1980. À partir des années 1990, un certain équilibre s'établit. Qualitativement, les bombardements alliés sur l'Allemagne sont d'abord présentés prudemment : ils ont été meurtriers, mais ils étaient effectués sans possibilité de visée. À partir des années 1980 toutefois, le ton devient plus virulent : les Alliés sont accusés d'avoir frappé les civils sans discernement. Mais après 1988, le discours se calme et seule demeure l'expression de « cités martyres », laquelle est également associée dans un manuel aux villes françaises d'Orléans, Brest, Nantes et Le Havre. Pattier ajoute que :

> Le dernier manuel français à s'interroger sur la nécessité des bombardements alliés en Allemagne et sur les villes de l'Ouest de la France est publié en 1989 […] : « Les bombardements alliés n'épargnèrent pas davantage [que les villes allemandes] les villes de l'Ouest de la France en 1944, alors même qu'aujourd'hui leur intérêt stratégique n'apparaît pas toujours évident »[858].

Des quatre manuels français publiés en 2011, trois font mention des bombardements alliés et allemands, mais sans en faire la critique. Un seul mentionne les villes normandes touchées par les bombardements autour du 6 juin 1944 par le moyen d'un témoignage d'un des chefs de la résistance à Caen[859]. Pattier effectue un retour sur l'ensemble du corpus des manuels étudiés pour se pencher sur le cas spécifique du bombardement des villes normandes :

> Sur l'ensemble du corpus [de manuels scolaires] français, Caen et Saint-Lô sont citées une fois ; généralement, on utilise des expressions très vagues, comme « villes de l'Ouest ». En ce qui concerne le corpus des documents [européens], Rouen est représentée une fois, Saint-Lô deux fois. Quand il s'agit de relater les épisodes du jour J, les auteurs des manuels français et des autres pays européens diffusent les thèses officielles des Alliés sans s'arrêter au sort des populations

[858] *Ibid*., p. 143-144.
[859] *Ibid*., p. 146.

> civiles normandes victimes de ces bombardements et engagées malgré elles dans la bataille de Normandie : les auteurs parlent de bombardements effectués pour casser les axes de communication ou endommager les défenses côtières allemandes ; même les ouvrages les plus récents persistent dans cette présentation des faits. Le manuel franco-allemand pratique la même amnésie [deux volumes : *L'Europe et le monde depuis 1945* (2006) et *L'Europe et le monde du congrès de Vienne à 1945* (2008)][860].

Le bombardement des villes françaises n'est donc traité dans les manuels scolaires qu'en relation avec le débarquement et, même dans ce cas, l'embarras créé par le bombardement du Havre, pourtant catastrophique, ne semble pas mentionné, pas plus que celui de Royan, un cas particulier, car il semble si inutile. Des silences intentionnels ? De plus, nous remarquons que Pattier ne s'interroge pas sur l'absence dans les manuels, en particulier français, des bombardements alliés dramatiques de villes françaises, mais à part quelques cas traités en surface. Qu'en est-il du pire cas, celui du bombardement de Marseille par les Américains le 27 mai 1944 qui fit à lui seul près de 2 000 victimes ? Qu'en est-il des bombardements sur Paris ? Sur Nantes ? Peut-être que Pattier ignore lui aussi l'histoire de ces bombardements, ce qui en ferait un cas type issu du déficit historiographique à ce sujet.

Quel est le résultat de cette absence manifeste du bombardement du territoire français dans les manuels ? En premier lieu, elle doit être reliée à un constat plus général : les Français manifestent un degré important de méconnaissance des événements du second conflit mondial en ce qui concerne leur pays en particulier. Cela fut démontré par un sondage sur les connaissances du conflit réalisé en 1990[861]. Publié dans le journal *Le Monde* (14 juin 1990), il visait la population de 18 à 44 ans divisée en deux groupes : la population en général et les scolaires (étudiants et lycéens). Un premier constat fut

---

[860] *Ibid*., p. 147.

[861] Anonyme, *La politique de mémoire des guerres et conflits contemporains et la mission permanente aux commémorations et à l'information historiqu – Hier, aujourd'hui, demain*, septembre 1991, p. 74-77, résultats détaillés p. 121-125, Fonds Barcellini, SHDv GR 1 K 841 71.

que, sans surprise, les scolaires connaissait mieux leur histoire, ce qui démontre que son enseignement joue un rôle majeur dans sa connaissance. Fait remarquable : 10% des répondants situaient le gouvernement français sous l'occupation à Évian, une autre ville d'eau (!), confirmant ainsi une méconnaissance importante de l'histoire du régime de Vichy. Un autre clivage révélé par cette enquête illustre l'impact de l'enseignement objectif de l'histoire en contrepartie d'une propagande d'État : la moitié de la population considère que « la principale préoccupation des Français pendant la seconde guerre mondiale était de résister à l'occupant », alors que les scolarisés considèrent à 63% qu'il était plutôt choisi de ne pas s'engager.

Bien entendu, aucune question du sondage ne portait sur le bombardement de la France par les Alliés. Il aurait été fort intéressant de demander quels étaient les responsables de certaines attaques aériennes notoires. Notre propre expérience lors de discussions avec des citoyens français, sans prétendre aucunement à une étude scientifiquement valable, nous a démontré l'étonnement que suscite l'idée que les Alliés libérateurs ont agi de la sorte. « Les Alliés !? Mais pourquoi ? » était la réaction la plus courante. Il serait intéressant que le sondage de 1990 soit repris, trois décennies plus tard, afin de savoir si l'enseignement de l'histoire de la France dans la Seconde Guerre mondiale s'est amélioré. Si cela devait être fait, poser la question des bombardements alliés serait particulièrement pertinent.

Le silence sur ces bombardements dans les manuels français ne peut qu'avoir un impact important sur la méconnaissance de l'histoire du pays pendant la Seconde Guerre mondiale. Si la France d'aujourd'hui a encore des difficultés avec son passé à la fois résistant et collaborateur, ses affres sous les bombardements des libérateurs doivent également être connues pour être comprises. Les historiens de profession qui contribuaient à la préparation des manuels étaient nécessairement au courant de ces faits. L'absence des bombardements alliés qui s'y observe ne s'explique que par un

désir de ménager les susceptibilités. Dans le manuel franco-allemand par exemple, exposer les bombardements alliés sur la France aurait requis la mise en parallèle des bombardements sur l'Allemagne. Une telle mention des actes des Alliés aurait demandé de faire appel à l'intervention d'historiens britanniques et américains. La chose était sans doute délicate, comme bien d'autres contenus du manuel. Cela explique l'« amnésie » à laquelle fait allusion Pattier. Le silence serait donc ici tout à fait « politique ».

CHAPITRE VI

LE SILENCE EST ROMPU?

Le 6 juin 2014, le président François Hollande prononce un discours lors du 70e anniversaire du Débarquement de Normandie[862]. Entouré de descendants de victimes civiles de la bataille de Normandie, il reconnaît alors explicitement le peu d'attention accordé aux souffrances des habitants de la région pendant le conflit. Il met ainsi fin officiellement à un silence de l'État qui a duré près de sept décennies. Pour la première fois, ce sont les affres causées par les « amis » libérateurs qui prennent place dans un discours étatique qui n'avait jusqu'alors porté, en ce qui concerne les victimes de la Seconde Guerre mondiale, que sur les méfaits de l'ennemi et de ses collaborateurs. Nous avons rencontré en 2018 des historiens français impliqués dans la genèse de ce discours afin de définir le contexte qui a mené le président à initier ce changement de perspective.

Selon Stéphane Grimaldi, directeur général du Mémorial de Caen, la bataille de Normandie qui a suivi le débarquement de 1944 a largement été occultée par deux événements phares : le débarquement lui-même, en juin, et la libération de Paris, au mois d'août suivant[863]. Peu après son arrivée au Mémorial, il rencontre Jean Quellien, premier historien s'étant intéressé aux victimes françaises de cette bataille. Ce dernier

[862] François Hollande, Président de la République, Déclaration en hommage aux victimes civiles de la bataille de Normandie, Caen, 6 juin 2014, <http://discours.vie-publique.fr/notices/147001264.html>.
[863] Notes personnelles, rencontre avec monsieur Stéphane Grimaldi au Mémorial de Caen, 17 mai 2018.

l'a sensibilisé à ce sujet, ce qui lui donna l'idée d'un musée dédié à l'expérience des civils dans la guerre. Lors d'une visite du président Hollande au Mémorial peu après son élection, monsieur Grimaldi lui a exposé l'enjeu de la mémoire des civils pris dans les batailles de Normandie et il lui a fait part de son projet. Ces discussions pourraient bien, selon Stéphane Grimaldi, avoir été le point de départ menant au discours du 6 juin 2014 qui a eu lieu en présence de quelque 3 000 personnes devant le Mémorial de Caen. Monsieur Grimaldi raconte qu'après son allocution, le président lui a annoncé « on fera votre musée ». Le musée de Falaise, dédié aux civils dans la guerre, a ouvert ses portes en 2016.

Jean Quellien s'est intéressé dans les années 1990 aux victimes civiles des combats qui ont suivi le débarquement dans trois départements normands. Ses études révèlent qu'une large majorité est le fait d'actions des Alliés, dont 60% en raison de bombardements aériens. Quelques centaines seulement sont attribuables aux forces allemandes. Les résultats ont été publiés en 2014[864]. Au sujet du discours présidentiel, monsieur Quellien mentionne qu'il n'a fait que deux interventions mineures, pour corriger certaines données. Il considère ce discours comme un geste d'État, une reconnaissance officielle des victimes civiles de la bataille de Normandie[865].

Selon Jean-Pierre Azéma, ce discours se démarque intentionnellement des célébrations précédentes qui mettaient l'accent sur les combats du débarquement[866]. Il croit que l'idée de centrer l'événement sur les civils plutôt que sur les aspects militaires revient au président, qui désirait entre autres profiter de l'occasion pour poser un geste envers la ville martyre de Caen. C'était sa première grande sortie officielle et il en aurait été

[864] Françoise Passera et Jean Quellien, *Les civils dans la Bataille de Normandie*, Bayeux, OREP Éditions, 2014, 256p.
[865] Notes personnelles, conversation téléphonique avec monsieur Jean Quellien, 17 mai 2018.
[866] Notes personnelles, rencontre avec monsieur Jean-Pierre Azéma, Archives nationales, Pierrefitte-sur-Seine, 28 mai 2018.

très satisfait. Fait « en majesté » en une très belle journée, ce discours a été très apprécié par les résidents de la région et la commémoration du 70e anniversaire du débarquement en Normandie fut un franc succès. Monsieur Azéma mentionne n'avoir que suggéré quelques modifications au texte du discours. Il rappelle que le président Hollande a inauguré en 2016, peu avant son départ de la présidence, une stèle au Trocadéro en souvenir des victimes civiles françaises de la Seconde Guerre mondiale. Il y est fait mention de la mort des malades mentaux dans les hospices par sous-alimentation pendant l'occupation, ce qui faisait suite à sa recommandation de ne pas esquiver cette pénible mémoire. Posée au sol dont elle épouse la couleur, il faut un peu d'attention au promeneur pour distinguer cette stèle. Jean-Pierre Azéma se souvient avoir soigneusement validé le chiffre de « 300 000 victimes civiles de la Seconde Guerre mondiale en France » pour l'occasion.

Figure 6.1 Plaque commémorative au Trocadéro

Première suite d'importance au discours présidentiel, les bombardements alliés intenses subis par la France en 1944 ont fait l'objet, en septembre 2014, d'un colloque historien intitulé *Bombardements 1944,* dont nous avons déjà fait mention à quelques reprises[867]. Le constat du silence est alors invoqué et le discours du président Hollande est également signalé comme y mettant fin :

[867] John Barzman, Corinne Bouillot, Andrew Knapp dir., *Bombardements 44. Le Havre, Normandie, France, Europe, actes d'un colloque tenu en septembre 2014*, Presses universitaires de Rouen et du Havre, 2016, 486p.

> Dans une intervention officielle, c'est la première fois que le plus haut personnage de l'État inverse l'ordre attendu, évoquant la mémoire des victimes des bombardements plus largement que celle des soldats et des résistants[868].

Les interventions de ce colloque, tenu au Havre, portent en grande partie sur le sort de cette ville, mais on y trouve aussi des textes sur Marseille, Lyon et Nantes. Cette même année, *France Télévision* produit un documentaire entièrement dédié à ces bombardements[869]. *France 3* offre en 2016 un documentaire sur les suites de la guerre dans lequel une bonne part est consacrée au même sujet[870]. Les historiens français se mettent également au travail. Une étude qui se concentre sur les bombardements alliés effectués en 1944, soit l'année où ils ont été les plus intenses, est publiée en 2017[871]. Une courte narration des bombardements allemands et alliés subis par la France pendant le conflit vient de paraître[872].

En ce qui concerne les historiens autres que français, nous avons déjà mentionné à plusieurs reprises l'ouvrage le plus complet réalisé sur les bombardements alliés en France publié par Knapp en 2014[873]. Cette étude fait suite à une première collaboration avec une historienne italienne qui présentait, en 2012, les *Blitz* sur la France et l'Italie, que les auteurs qualifiaient d'« oubliés »[874]. S'est ajouté tout récemment, en 2019, *Au-*

---

[868] Pierre Bergel et Corinne Bouillot, « Mémoires croisées des bombardements – Perspectives locales franco-allemandes : Rouen, Hanovre, Caen, Würzburg », dans John Barzman, Corinne Bouillot et Andrew Knapp dir., *Bombardements 44. Le Havre, Normandie, France, Europe, actes d'un colloque tenu en septembre 2014*, Presses universitaires de Rouen et du Havre, 2016, p. 379.
[869] Catherine Monfajon, *La France sous les bombes alliées 1940- 1945*, Andrew Knapp cons., France Télévisions Distribution/Ina éditions, 2014, 1h31.
[870] Emmanuel Blanchard et Grégoire Kauffmann, *Après la guerre, la guerre continue*, France 3, 2016, 2 épisodes de 55m chacun.
[871] Jean-Charles Foucrier, *La Stratégie de la destruction : Bombardements alliés en France,1944*, Paris, Vendémiaire, 2017, 461p.
[872] Gilles Ragache, *La France sous les bombes – Allemandes – Anglaises – Américaines (1940-1945)*, Paris, Éditions Économica, 2019, 144p.
[873] Andrew Knapp, *Les Français sous les bombes alliées 1940-1945*, Paris, Tallandier, 2014, 512p.
[874] Claudia Baldoli et Andrew Knapp, *Forgotten Blitzes: France and Italy under Allied Air Attack*, Londres, Continuum, 2012, 312p.

delà des plages de l'historien américain Stephen A. Bourque, qui narre les opérations aériennes alliées ayant contribué à la libération de la France, au prix de nombreuses victimes et de dévastations considérables[875].

Est-ce que tout cela signifie que le silence est rompu? En ce qui concerne le silence de l'État, le discours du président Hollande a un caractère définitif en ce sens. Il fait maintenant partie de l'histoire. Toutefois, le discours prononcé le 6 juin 2019 par le nouveau président Emmanuel Macron à l'occasion du 75e anniversaire du débarquement marque un retour vers la priorité du récit héroïque. Devant une France secouée et divisée par la crise persistante des « gilets jaunes » qui se présentent comme les laissés pour compte de la société, et avec la montée de la droite et du populisme, le président français a choisi de valoriser avant tout la résistance. La lecture émouvante de la lettre d'adieu du jeune résistant Henri Fertet[876] qui attend son exécution et le rappel de la seule unité française en uniforme qui a participé au débarquement, le commando Kieffer qui comptait 177 hommes[877], marquent un retour à la célébration de la France combattante, à la glorification de ses héros. Macron reprend ainsi la démarche unificatrice de De Gaulle. Célébrer la France résistante et combattante rassemble, à un moment où le pays en a de nouveau besoin, bien plus que rappeler les souffrances et les destructions subies sous les bombes alliées. S'il est acquis que le silence d'État sur les bombardements alliés est rompu, il n'en est pas nécessairement de même pour sa présence dans la société française. L'impulsion donnée en 2014 par le président Hollande pourrait se trouver de nouveau étouffée par son successeur pour des raisons politiques.

---

[875] Stephen Alan Bourque, *Au-delà des plages – La guerre des Alliés contre la France*, trad. de l'anglais (États-Unis) par Simon Duran, Paris, Passés/Composés, 2019, 414p.
[876] Ministère des Armées, *Chemins de mémoire, Henri Fertet 1926-1943*, <https://www.cheminsdememoire.gouv.fr/fr/henri-fertet>.
[877] Stéphane Simonnet, *Nous, les hommes du commando Kieffer – Récits du 6 juin 1944*, Paris, Tallandier, 2019, 320p.

L'éveil qui s'observe parmi les historiens français, et chez certains de leurs collègues anglo-saxons, se maintiendra-t-il ? Cela serait nécessaire : une étude récente du phénomène de la mémoire montre le lien fort entre l'expression de la commémoration collective, dont fait partie l'écriture de l'histoire, et la mémoire individuelle[878]. Elle analyse l'impact sur l'activité cérébrale d'un groupe de participants suite à une visite du Mémorial de Caen sur le thème de la Seconde Guerre mondiale. La conclusion est que « *Collective memory, which exists outside and beyond individuals, can also organize individual memories and constitutes a common mental model that connects people's memories across time and space* ». Une présence tangible dans la commémoration collective française serait donc nécessaire afin que les bombardements, encore bien présents dans les mémoires comme nous l'avons souligné, ne se soient pas éventuellement oubliés. Pour éviter cela, l'impulsion qui s'observe actuellement au sein de la communauté des historiens à leur endroit devrait se traduire de façon concrète dans le quotidien. L'histoire de ces bombardements devrait faire son chemin dans les manuels, trouver une place dans le cinéma et la littérature, et les monuments en porter clairement trace. Le maire de Royan, précurseur, est actuellement porteur de cette démarche. Insatisfait de la modestie du monument qui rappelle le tragique bombardement de la ville du 5 janvier 1945, il milite pour l'érection d'une oeuvre beaucoup plus imposante, malgré les coûts élevés qui lui seraient associés[879]. Le maire agit ainsi comme agent de mémoire en ce qui concerne les bombardements alliés sur la France, ce qui avait manqué après la fin du conflit. De telles actions commémoratives gagneraient à être soutenues par des associations dont le rôle à ce titre est important, comme nous l'avons démontré.

---

[878] Pierre Gagnepain et al., « Collective Memory Shapes the Organization of Individual Memories in the Medial Prefrontal Cortex », *Nature Human Behaviour*, 2019, doi: 10.1038/a41562-019-0779-z.

[879] Christine Hinckel, *France.tv*, « Royan: le projet d'un monument pour les victimes des bombardements de 1945crée la polémique », 27 novembre 2019, <https://france3-regions.francetvinfo.fr/nouvelle-aquitaine/charente-maritime/royan/royan-projet-monument-victimes-bombardements-cree-polemique-1649084.html>

CONCLUSION

Le point de départ de notre recherche a été notre étonnement devant l'absence presque totale des bombardements alliés sur la France dans l'historiographie de la Seconde Guerre mondiale. Nos études portaient alors sur l'aspect délibéré des bombardements contre les civils effectués par les défenseurs de la démocratie, américains et britanniques. Leur intention annoncée d'« affecter le moral » de la population allemande en détruisant les logements de sa force ouvrière était un euphémisme qui cachait l'objectif bien réel de terroriser sa population. Cet effacement de la distinction entre combattants et non-combattants est caractéristique de la guerre totale. Or, les études antérieures de ce phénomène ont porté, à notre connaissance, presque exclusivement sur l'Allemagne et le Japon. Les bombardements stratégiques sur ces pays ont ainsi pris presque toute la place dans l'histoire du second conflit mondial, laissant de côté les bombardements sur la France.

Cette amnésie apparente nous a poussés à examiner plus en détail l'histoire du conflit, telle qu'écrite par les historiens français eux-mêmes. Or, il s'est avéré que les bombardements alliés, pourtant intenses à partir de 1943, brillaient par leur absence. Nous l'avons vu, avant que l'État ne manifeste officiellement son intérêt à ce sujet lors du discours du président Hollande en juin 2014, on ne trouve qu'un ouvrage couvrant le sujet sur l'ensemble du pays, celui de Florentin publié en 1997[880]. Ce silence a également été signalé lors d'une journée d'études au SHD en 2007[881]. Par contre, nous

[880] Eddy Florentin, *Quand les Alliés bombardaient la France 1940-1945*, Paris, Perrin, 1997, 471p.
[881] Michèle Battesti et Patrick Facon dir., *Les bombardements alliés sur la France durant la Seconde Guerre mondiale : stratégies, bilans matériels et humains*, Cahiers du Centre d'études d'histoire de la défense nº 37, 2009, 213p.

avons constaté qu'il en est autrement au niveau local, dans les régions et les villes durement touchées par les bombes, où une certaine narration des bombardements a pris place en deux temps. La ferveur locale a d'abord suscité certaines publications dès la fin de la guerre, mais le silence s'est ensuite installé, pour faire place à quelques résurgences dans les années 1990 - 2000. Sur toute la période étudiée, de 1945 à 2014, nous observons que l'histoire de la France dans la Seconde Guerre mondiale, telle qu'écrite par les Français, est largement dominée par l'occupation allemande et par les divisions profondes, souvent dramatiques, entre résistance et collaboration. L'héroïsation de la lutte contre l'occupant a éclipsé des sujets plus difficiles à aborder comme la déportation des juifs et la mise à mort par sous-nutrition des internés malades mentaux, enfin mise en lumière par la plaque dévoilée en 2016 par le président Hollande au Trocadéro. Un de ces sujets délicats et non glorieux est le bombardement du pays par les Alliés.

Nous avons démontré comment le silence sur les bombardements alliés, bien présent dans l'écriture de l'histoire, se présente aussi sous diverses formes au sein de la société française. Dans la gravure sur pierre des plaies du conflit, manifestation première et de longue durée de la commémoration, l'absence de mentions explicites des bombardements alliés s'observe. Les noms des victimes dans les villes et villages sont souvent regroupés sous l'appellation officielle de « Morts pour la France ». Les bombes alliées ont trouvé bien peu de place en littérature. Elles ne sont importantes que dans une œuvre de Céline qui met en scène un bombardement sur Paris dans le but d'exprimer ses griefs personnels[882]. Ailleurs, leur présence est anecdotique. Leur absence est presque totale au cinéma, un véhicule pourtant si important de la mémoire. Populaires et facilement accessibles, les œuvres cinématographiques sont souvent porteuses de la conscience nationale et de la construction identitaire. Les

[882] Louis-Ferdinand Céline, *Féerie pour une autre fois*, Paris, Gallimard, 2010 (1ère éd. combinée 1995), 632p.

bombardements alliés, qui en sont absents, passent au silence. Nous avons aussi démontré que l'État ne leur a fait que très peu de place dans ses propres vecteurs d'identité nationale que sont les manuels scolaires et la philatélie.

Au-delà de la prédominance de la dichotomie résistance-collaborationnisme qui domine le souvenir du second conflit mondial en France, nous avons cherché comment s'est construit le silence sur les bombardements alliés. Rappelons que ces derniers ont fait entre 50 000 et 70 000 victimes civiles et ont détruit de larges portions du patrimoine partout dans le pays. Insistons aussi : il ne s'agit pas d'un oubli. La grande majorité des Français connait l'origine de certains des drames que les bombes alliées ont causés, en pertes d'êtres chers ou destructions de joyaux d'architecture de leur ville ou village. À la recherche d'explications du silence qui s'observe en présence d'une mémoire pourtant bien présente, nous avons tiré quatre conclusions.

L'État n'est pas en cause.

En premier lieu, malgré la consultation de nombreuses archives françaises, nous n'avons relevé aucune action explicite de l'État français visant à contrôler l'expression de cette mémoire. Toutefois, le libellé de la modification apportée en 1945 à la portée de la mention « Mort pour la France » afin d'inclure « toute personne décédée à la suite d'acte de violence constituant une suite directe de faits de guerre » posait un « masque ». Les victimes des bombes alliées, même si elles composent de loin la plus grande partie de l'ensemble visé, ne sont pas mises en évidence dans cet énoncé. Mais de là à y voir une action délibérée pour éviter d'identifier clairement cette catégorie de victimes, il y a un pas que nous ne pouvons franchir : nous n'avons trouvé aucune délibération écrite en ce sens. Par ailleurs, quoique la modification ait généralement été bien comprise et appliquée correctement, dans de rares cas, l'inscription du nom de

victimes des bombardements sur des monuments a été refusée. Les raisons invoquées sont de nature administrative et le refus ne semble pas avoir eu l'intention de cacher les bourdes de l'aviation alliée.

Nous avons vu que dans les premières années qui suivent le rétablissement de la paix, l'État met sur pied un organisme, le COFBA, pour plaire aux soldats alliés stationnés en France. Nous nous attendions à trouver dans ses activités des interventions afin d'empêcher que la population profère à leur endroit des reproches agressifs concernant les bombardements que leur aviation avait effectués. Nous n'avons rien trouvé de tel. Nous avons aussi vu que les négociateurs français n'ont pas inclus dans leur argumentaire les destructions causées par les bombardements alliés alors qu'ils cherchaient à maximiser l'aide des Américains à la reconstruction.

De tout cela, nous concluons que le silence s'est construit autrement, sans intervention directe de l'État français.

Les hypothèses intuitives ne sont pas supportées.

Les explications avancées par quelques historiens au sujet de la construction de ce silence ne sont pas supportées par des écrits. Nous n'avons trouvé aucune preuve écrite soutenant l'hypothèse que l'expression ouverte d'une mémoire des bombardements alliés pourrait indisposer les Américains ou les Britanniques. De même, nous n'avons trouvé dans les archives aucun document laissant croire que des craintes concernant le tourisme mémoriel en France puissent avoir motivé une municipalité ou une région à restreindre l'exposition active des conséquences des bombardements effectués par l'aviation américaine ou britannique. Ne se manifeste pas non plus par écrit le désir d'éclipser ces faits afin d'éviter de compromettre des relations internationales.

Une autre hypothèse veut que la performance du régime de Vichy en défense passive et l'efficacité bien réelle de l'exploitation des bombardements alliés par sa propagande aient mis un frein à l'expression mémorielle de ces drames. En aurait résulté une valorisation gênante du régime. Encore ici, les archives consultées ne contiennent rien à cet effet.

Nous avons aussi considéré le postulat selon lequel l'opposition résistance-collaboration ait accaparé toute la place dans l'historiographie française. Elle aurait conséquemment influencé la littérature et le cinéma au point d'en exclure d'autres mémoires. Pourtant, pendant une longue période après la fin du conflit, la population a vécu parmi les ruines, la reconstruction ayant été lente et laborieuse. Les conséquences des bombardements alliés étaient donc omniprésentes dans le paysage français, ce qui aurait pu donner à ces derniers une place plus importante dans les romans et les films. Il fallait donc chercher ailleurs comment le silence sur le sujet s'est construit.

Le silence prend racine pendant le conflit.

La genèse du silence français sur les bombardements alliés nous est apparue lors de notre revue des événements eux-mêmes. La mise en dialogue des archives françaises et britanniques a fait ressortir comment la France Libre a agi peu et maladroitement afin d'obtenir des Alliés qu'ils prennent des mesures adéquates pour réduire l'impact de leurs bombes sur la France. Nous l'avons démontré : seules cinq démarches ont été entreprises en ce sens pendant le conflit, dont une seule, en mai 1944, de façon formelle et officielle. La réponse des Alliés n'a pas varié : « merci, mais non merci ». Accusant réception, ils soulignaient que ces bombardements étaient incontournables, qu'ils prenaient les précautions nécessaires pour éviter les débordements, et qu'une

participation française dans le choix des objectifs n'était pas requise. Ces démarches étaient formulées de manière à laisser entendre que la France voulait participer à la planification des opérations militaires effectuée par les Britanniques et les Américains, ce dont ces derniers ne voulaient absolument pas. La collaboration à deux était déjà assez complexe. D'ailleurs, le général de Gaulle, après l'humiliation que lui a probablement causée la courte réponse à sa démarche de 1942, s'est pratiquement retiré du dossier. Il a par la suite laissé ses collaborateurs intervenir, dont Massigli. Il n'est pas clair que le général ait eu connaissance de la démarche de Giraud en 1943, laquelle a reçu de la part des Alliés une réponse semblable, mais plus formelle. Lorsque le Gouvernement provisoire prend en charge le pays dès le débarquement en juin 1944, cette blessure est bien présente. L'État français ne fera rien, ni pour empêcher la visibilité de la mémoire des bombardements alliés, ni pour la susciter. Le faire aurait pu attirer l'attention sur sa défaillance, mais aussi rappeler l'accusation directe d'Henriot au sujet de la passivité de De Gaulle et du CFLN face aux bombardements et sur le peu de cas manifesté par les Alliés à l'égard de leurs interventions. En fait, notre exposé met en lumière que Churchill se révèle comme le champion des civils français pris sous l'offensive aérienne alliée. Le premier ministre britannique mérite bien, à ce sujet, son image de « bouledogue ». Obstinément, systématiquement, il maintient à l'agenda la question du nombre de victimes françaises tout au long du conflit et intensément pendant la réalisation du *Transportation Plan*. Il fait part avec insistance des difficultés que cela pouvait engendrer dans l'après-guerre. Il n'hésite pas à en faire une question de civilisation et à faire valoir ses arguments au plus haut lieu, c'est-à-dire auprès du président américain Roosevelt et du roi. De Gaulle et le CFLN se retrouvent ainsi coincés entre l'opprobre d'Henriot et la performance de Churchill. Ce dernier en a d'ailleurs recueilli les fruits après la guerre. Rappelant son appel aux Français radiodiffusé le 21 octobre 1940, il s'émeut en ces termes:

> *There is no doubt that this appeal went home to the hearts of millions of Frenchmen, and to this day I am reminded of it by men and women of all classes*

> *in France, who always treat me with the utmost kindness in spite of the hard things I had to do – sometimes to them – for our common salvation* »[883].

L'État français adopte donc un silence tout « politique » sur les bombardements alliés du territoire. La modification à la portée de l'appellation « Mort pour la France », adoptée dès 1945, permet d'éviter des appels à la commémoration de leurs victimes qui auraient fait ressurgir ces difficultés : leurs noms peuvent être inscrits sur les monuments, elles font alors partie des cérémonies commémoratives. La modification permettait aussi d'éviter d'avoir à refuser ces inscriptions. Le résultat final demeure : les bombardements alliés sont masqués.

Il n'y a pas d'agents de mémoire.

Finalement, un problème vital pour la construction de la mémoire pour les victimes des bombardements réside dans l'absence d'agents qui auraient fait pression pour la susciter. Notre démonstration à cet égard fait état de deux temps où cela eut un impact majeur. Dans les premières années de la Libération, quelques associations de victimes des bombardements se forment et sont même très actives. Toutefois, comme nous l'avons vu, les très nombreuses associations représentant d'autres catégories de victimes agissent non seulement pour créer une confrérie et pour obtenir des avantages pour leurs membres, mais aussi pour demander l'érection de monuments et la tenue de cérémonies commémoratives. Notre recherche a démontré que les associations représentant les victimes des bombardements n'ont pas agi dans ce dernier rôle. Ces victimes ayant été admises à l'appellation « Mort pour la France », leurs associations se sont concentrées sur les revendications matérielles, alors très pressantes dans leur cas. Or, comme le démontrent les données que nous avons obtenues, les premières

[883] Winston Churchill, *The Second World War – Volume Two – Their Finest Hour*, Londres, The Reprint Society, 1956 (1ère éd. 1949), p. 407.

années suivant la fin de la guerre sont celles où se produit une véritable effervescence dans l'érection de monuments commémoratifs. L'inaction de leurs représentants à ce moment a fait en sorte que les victimes des bombardements alliés ont manqué le train qui passait. Une seconde période propice à l'élaboration de la mémoire du conflit se produit au retour du général de Gaulle en 1958. Les investissements en commémoration, comme nous l'avons illustré, reprennent en intensité. Mais les associations des victimes des bombardements ont cessé leurs activités quelques années auparavant, vers 1956. Sans doute leurs revendications, avant tout financières et axées vers la reconstruction, n'étaient plus nécessaires. Ces victimes manquent de nouveau leur chance. Leur absence favorise l'accession d'autres groupes de victimes de la guerre, soutenues par leurs associations, à l'espace commémoratif français. Cette démarche vers l'inscription dans la mémoire nationale des autres catégories de victimes de la guerre, essentiellement attribuables aux actions de l'ennemi, fait d'ailleurs partie de l'histoire nationale, notamment via les travaux de Gérard Namer[884], Olivier Wieviorka[885] et Richard Golsan[886]. Décrivant les actions des associations impliquées, tous trois ne font d'ailleurs pas mention des victimes des bombardements des Alliés, ce que notre propre travail vient ajouter. Ce constat illustre à quel point les agents de mémoire sont essentiels à l'élaboration d'une commémoration nationale. Leur action permet d'écarter le silence alors que leur absence le crée.

Notre étude ne portait pas sur l'histoire des bombardements alliés sur la France, même s'il nous a été nécessaire de l'aborder sous l'angle de la vision que les Français en ont eue à l'époque, au pays comme ailleurs. Toutefois, nous ne pouvons résister à la

---

[884] Gérard Namer, *La commémoration en France de 1945 à nos jours*, Paris, L'Harmattan, 1987 (1ère éd. 1983), 213p.
[885] Olivier Wieviorka, *La mémoire désunie – Le souvenir des années sombres, de la Libération à nos jours*, Paris, Seuil, 2010, 320p.
[886] Richard J. Golsan, « The Legacy of World War II in France: Mapping the Discourses of Memory », dans Richard Ned Lebow, Wulf Kansteiner et Claudio Fogu, éds., *The Politics of Memory in Post-War Europe*, Durham, Duke University Press, 2006, p 73-101.

tentation d'offrir une observation issue des nombreuses remarques qui étaient acheminées de la France occupée à la France libre à leur propos alors qu'ils se produisaient. Il est dommage que les démarches entreprises auprès des Alliés aient été interprétées par ces derniers comme une tentative des Français de s'immiscer dans les décisions en haut lieu sur la gestion de la guerre. Ont ainsi été mises de côté, selon nous, des suggestions fort valables en faveur d'une collaboration étroite entre la résistance et l'aviation alliée. Plutôt que de proposer d'intervenir dans le choix des cibles à bombarder, ce qui a été fort mal reçu, le CFLN aurait pu suggérer que les résistants agissent directement sur celles qui étaient sélectionnées par les Alliés. Ils auraient pu se charger de signaler ou même de rendre inopérante la DCA et marquer la cible de façon beaucoup plus stable et précise que ne pouvaient le faire les moyens hasardeux employés par les Alliés. Auraient pu en résulter des bombardements plus précis, susceptibles de vraiment réaliser les destructions voulues, avec un prix en nombre de victimes beaucoup moins important. Les affres des bombardements alliés peuvent être vus comme une résultante des relations triangulaires difficiles entre le gouvernement de Vichy, resté sur place et dès lors devant collaborer avec l'occupant, les Alliés, sur lesquels repose la conduite de la guerre, et une France libre qui veut oblitérer le premier et s'immiscer parmi les seconds. À ces complexités, il faut ajouter que la France libre et le gouvernement de Vichy connaissent tous deux de nombreux conflits internes. L'évolution de l'opinion publique en France face aux bombardements alliés, réceptrice de tous ces développements, peut en être vue comme un arbitrage. Nous l'avons présentée à quelques reprises, comme le fait Knapp, mais il y a là une piste de recherches supplémentaires[887].

[887] Notamment, l'Institut d'histoire du temps présent (IHTP) a mis en ligne les rapports des préfets de Vichy parmi lesquels l'opinion de la population en regard des bombardements alliés et la réaction des préfets devant son évolution montrent une progression intéressante.
https://www.ihtp.cnrs.fr/content/rapports-des-prefets-1940-1944

Offrons, pour conclure, une autre piste de recherche qui nous est apparue au cours de notre recherche. Tous les témoignages, toutes les observations relevées sur les bombardements effectués par l'aviation américaine semblent converger. Sa façon d'opérer en France ne semble pas différer de celle qu'elle a employée contre l'Allemagne. Les Britanniques, par contre, ont déployé de réels efforts, et leur préoccupation pour réduire le nombre de victimes civiles en France est évidente. Les attitudes de Churchill et de Roosevelt, sur lesquelles nous avons mis l'accent, sont très différentes à cet égard. Si le premier comprend bien l'enjeu et reste attaché à ses alliés du début du conflit, le second se montre plutôt indifférent au sort des Français. Quelle opinion avaient au juste Roosevelt et son entourage de la France ? Devant les appels de Churchill en 1944 pour prendre des précautions lorsque les bombardements s'intensifient, Roosevelt est clair : il est hors de question pour lui qu'une telle retenue mette en péril le succès de l'invasion ni qu'elle entraîne davantage de pertes parmi les militaires américains. La vie d'un soldat américain vaut donc plus que celle d'un civil français. « *This was decisive* » en conclut Churchill. Roosevelt aurait-il vu les Français comme un peuple « ennemi »? En serait-il resté à la poignée de main de Montoire, qui a donné l'image d'une France dirigée légitimement par le maréchal Pétain, nouvel allié de l'Allemagne? Une première approche à ce sujet a été faite lors du colloque *Bombardements 1944* que nous avons mentionné à quelques reprises. L'historien américain Stephen Bourque en présente une brève étude et annonce son intention de poursuivre des recherches sur « cet aspect manquant de notre récit historique » que constitue la vision qu'avaient les États-Unis de leurs bombardements sur la France[888].

Le discours du président Hollande lors des cérémonies de commémoration du 70e anniversaire du débarquement, en mettant en valeur les victimes civiles des

[888] Stephen Bourque, « « Un soin méticuleux pour éviter toute cible non militaire » ? – Les bombardements sur la France vus des Etats-Unis », dans John Barzman, Corinne Bouillot et Andrew Knapp dir., *Bombardements 44. Le Havre, Normandie, France, Europe, actes d'un colloque tenu en septembre 2014*, Presses universitaires de Rouen et du Havre, 2016, p. 101.

opérations en Normandie, se démarquait des célébrations précédentes axées sur l'héroïsation de la France combattante, initiée par le général de Gaulle. Nous avons signalé que, dans la foulée de ce discours, s'observe depuis un éveil à l'écriture de l'histoire des bombardements alliés sur la France qui pourrait toutefois s'avérer fragile, comme le montre le retour à l'héroïsation effectué par le président Macron. Pour que cet élan se maintienne, il faudra que la commémoration des bombardements demeure appuyée par l'État, mais qu'elle bénéficie également de l'action d'agents de mémoire. Les drames vécus par les Français sous les bombes alliées pourraient ainsi trouver la place qui leur revient non seulement dans la pierre, comme cela est proposé à Royan, mais aussi au cinéma et en littérature.

ANNEXE A

MÉMORANDUM DU CFLN AUX ALLIÉS

Mémorandum concernant les bombardements aériens en France,
adressé par le Comité français de la libération nationale
aux Gouvernements américain et britannique.

Alger, 5 mai1944.

Au moment où l'offensive des forces aériennes alliées est entrée dans une phase d'intense activité et où de vastes opérations de bombardement sont entreprises sur le territoire français, le Comité français de la libération nationale croit devoir attirer l'attention la plus sérieuse des Gouvernements américain et britannique sur les conditions dans lesquelles ces opérations sont conduites et sur les réactions psychologiques qu'elles provoquent dans la population française et parmi les combattants français.

La population métropolitaine met son espoir dans le développement et le succès de la bataille de France. Les forces de la résistance y participent déjà, cependant que des unités françaises de l'extérieur concourent aux opérations alliées. Des contingents beaucoup plus importants de ces mêmes forces se préparent à intervenir dans les batailles prochaines. La population n'ignore pas que les bombardements aériens en sont le prélude et la condition nécessaires. De même qu'elle soutient à terre l'effort des éléments de combat de la résistance, elle accepte avec fermeté les risques qu'entraîne pour elle l'offensive menée dans les airs par les alliés. Elle rend un chaleureux hommage à la valeur des uns et des autres. Elle ne songe nullement à critiquer une entreprise de guerre, si dures qu'en soient les conséquences, pourvu que l'utilité en soit évidente à ses yeux.

Ce sentiment, toutefois, risquerait, en ce qui touche les alliés, d'être sérieusement affecté s'il apparaissait que les destructions et les pertes de vies humaines qu'entraînent les attaques aériennes ne sont pas en rapport avec les résultats techniques obtenus.

Le Comité français de la libération nationale ne doute point que les commandements des forces aériennes américaines et britanniques, pleinement conscients de cette nécessité, n'apportent un soin particulièrement attentif au choix des objectifs à atteindre et à la mise en œuvre des moyens techniques appropriés. Il est, toutefois, amené à constater, aux termes des nombreux rapports qui lui parviennent de France, que depuis quelque temps et dans nombre de cas les pertes et les dommages que les bombardements aériens ont entraînés pour les populations paraissent hors de

proportion avec les résultats militaires obtenus. Tel est, notamment le cas pour les bombardements de gares ou d'usines situées au centre d'agglomérations et qui ne peuvent être atteintes sans risques graves pour les habitations voisines et les populations qui les occupent.
Or, s'agissant de voies ferrées, il est le plus souvent possible de les mettre hors d'usage en détruisant des ouvrages situés en d'autres points. S'agissant d'usines, la destruction des centres de force motrice les paralyse aussi efficacement et, parfois, pour un temps plus long que ne le ferait une attaque directe. Des opérations de cette nature ont été fréquemment menées à bien par les forces françaises de l'intérieur avec le maximum d'effet et le minimum de dommage pour les populations.

Le Comité français de la libération nationale, convaincu de l'importance que présente, à la veille du débarquement en France, le maintien chez les populations françaises des dispositions les plus favorables ù l'entrée des troupes alliées, estime de son devoir de mettre en garde les Gouvernements américain et britannique contre les conséquences des opérations aériennes telles qu'elles sont actuellement pratiquées. Il tient à souligner la nécessité, dans tous les cas où il est indispensable de recourir aux bombardements aériens, d'apporter un soin particulier, tant dans le choix des objectifs que dans l'exécution des diverses missions, à éviter dans toute la mesure du possible les destructions ne présentant pas d'intérêt militaire et les pertes de vies humaines.

Le Comité de la libération nationale a l'honneur de proposer aux Gouvernements américain et britannique que la collaboration des commandements américain et britannique et du commandement français soit organisée immédiatement en ce qui concerne la désignation des objectifs militaires à détruire sur le territoire français dans la période stratégique actuelle et le choix des moyens à employer à cet effet. Le Comité de la libération nationale est prêt à faire exécuter par les forces françaises de l'intérieur celles des opérations qui paraîtront appropriées aux possibilités de ces forces après examen en commun par les commandements alliés et français. Les consultations nécessaires peuvent avoir lieu sans délai, soit à Alger, soit à Londres, sous réserve naturellement que le Comité français de la libération nationale puisse disposer entre ces deux points des moyens de liaison qui lui sont actuellement retirés.

Charles de Gaulle, *Mémoires de guerre – l'unité 1942-1944*, Paris, Plon, 1956, p. 687-688.
Document original avec quelques légères différences : AN AG/3(1)/258 et AG/3(1)/371.
À l'état de projet, daté « fin avril 1944 » : AD P2136 – 18GMII/1459.
Avec une note manuscrite « Remis aux représentants américain et britannique le 5.v.44 » : AD P2137 – 18GMII/1463 et 1483.

ANNEXE B

MÉMORANDUM DE DE GAULLE À L'AMIRAL STARK

COPY OF MEMORANDUM FROM GENERAL DE GAULLE TO ADMIRAL STARK

Bombardments in France

I have learned from a sure source that the French recognise the precautions taken by the U.S. Air Force to reduce the dangers suffered by the civil populations when air raids are made over France.

In particular, the population of FIVES-LILLE has noted the manoeuvers taken by the American aviators in the course of their last bombardment of that locality, to avoid useless injury and loss of life.

The majority of the French population, with an exemplary spirit of sacrifice, recognise the necessity for air raids. Nevertheless I ask you to please call the attention of the American Command to the fact that too often an important number of Frenchmen are killed or wounded and a considerable number of civilian houses destroyed in the course of these raids.

Fighting France possesses on that subject precise information which she has already placed at the disposal of the Allied Command. Although we believe that in present circumstances air raids should, of preference, be made over German or Italian territory, it may be that the Allied Command should be led to undertake operations of air bombardments over French territory.

In this case it would be of the greatest interest:-

1. That the bombardments should only be made on carefully chosen objectives.
2. That all possible measures should be taken to ensure that the number of French who suffer should be reduced to a minimum.

This object may be attained if the Allied authorities who undertake the operation, place themselves, before hand [sic], in the closest contact with Fighting

France.

This contact seems indispensable from the psychological point of view, for the French workmen who resist with particular vigor are evidently persuaded that such bombardments are executed in full agreement with General de Gaulle.

This consultation with the Allies and Fighting France, for a strictly secret nature necessitates:

1. An examination beforehand of the programs of air raids and of the objectives to be bombed, taking into account the very complete and constant daily information which Fighting France possesses on French industry and the sectors in which its activity is particularly useful to Germany.
2. A common understanding of the means likely to permit the French population to take shelter as far as possible, and in time, would result in reducing to a minimum the loss of French lives resulting from these bombardments.

(Signed) Charles de Gaulle

Suivent deux pages de notes décrivant les conséquences de certains bombardements sur la France.
NA CAB 80/66 et CAB 121/1.

ANNEXE C

CIRCULAIRE AUX PRÉFETS – MONUMENTS AUX MORTS

Circulaire no 1050 C.D.F

Paris, le 19 juillet 1948

LE MINISTRE DE L'INTÉRIEUR
LE MINISTRE DES ANCIENS COMBATTANTS ET DES VICTIMES DE GUERRE

À MM. les Préfets

Des questions sont fréquemment posées aux Services Départementaux des anciens combattants et victimes de guerre par les Municipalités sur la règlementation concernant les inscriptions qui doivent figurer sur les monuments aux morts de la guerre érigés dans les communes.

Il est rappelé à ce sujet que la compétence du ministère des anciens combattants et victimes de la guerre se limite aux monuments qui sont élevés dans les cimetières militaires (décret du 18 novembre 19 ??). L'érection des autres monuments a été règlementée par le décret du 16 janvier 1947.

En vertu de ce texte, les projets de monument aux morts de la guerre doivent être approuvés par décret sur proposition du ministre de l'Intérieur, après avis de la commission centrale des Monuments Commémoratifs. Mais ainsi que la circulaire du ministère de l'Intérieur no 186 du 18 avril 1947 vous l'a déjà précisé, l'inscription sur les monuments du nom des victimes de la guerre ne nécessite pas l'intervention du décret d'approbation. Cette inscription est en effet assimilable à l'apposition de plaques commémoratives individuelles pour lesquelles le décret du 11 avril 1948 vous donne qualité pour statuer par arrêté.

Vous voudrez bien vous inspirer des directives suivantes en ce qui concerne l'inscription du nom des victimes civiles de la guerre sur les monuments aux morts :

L'ordonnance du 2 novembre 1945 a étendu l'attribution de la mention " mort pour la France " à certaines catégories de victimes civiles. Il en résulte que toutes celles qui en ont bénéficié peuvent figurer sur les monuments en question lorsque ceux-ci sont élevés à la mémoire des morts pour la France.

Pour l'application de cette mesure, il convient de se reporter à la loi du 25 octobre 1919 qui indique très nettement l'esprit dans lequel le législateur avait voulu commémorer et glorifier les morts pour la France. Les noms de ceux-ci devaient être inscrits sur des registres déposés au Panthéon. Chaque commune devait recevoir un Livre d'Or sur lequel seraient inscrits les noms de ses enfants MORTS POUR LA PATRIE.
[sic] et ce livre devait être déposé dans une salle de la mairie pour être tenu à la disposition des habitants de la commune.

Les monuments élevés ultérieurement ont dans presque toutes les communes de France se sont substitués d'une façon plus apparentes [sic] aux Livres d'Or, prévus par la loi du 25 octobre 1919. Aussi l'inscription d'un nom ne peut en règle générale être refusée sur un monument comménoratif si la mention " mort pour la France " figure sur l'acte de décès du dénommé [.]

Il ne pourrait en être décidé autrement que si le monument en cause était dédié à une catégorie particulière de "morts pour la France ou de " morts pour la Patrie " par exemple aux soldats ou aux combattants ce qui pourrait justifier l'exclusion des autres victimes de la guerre. Les comités constitués en vue de l'érection de monuments commémoratifs doivent, en soumettant leurs projets à votre approbation, spécifier dans ce cas, quels sont les morts de la guerre qu'ils peuvent spécialement honorer.

Le ministre de l'Intérieur
Jules MOCH

Le ministre des anciens combattants et victimes de la guerre
F. MITTERAND [sic !]

SHDc, document non classé en date du 15 novembre 2016

ANNEXE D

NOTE D'ALGER – BOMBARDEMENTS SUR LA FRANCE

9 avril 1943

Note

1) Tous les rapports écrits envoyés de France et tous les récits de personnes arrivées de France confirment que les bombardements d'objectifs situés en France ont sur le moral des populations des effets très différents selon l'efficacité de ces bombardements. Chaque fois qu'il apparaît clairement que les bombes ont été lancées avec le maximum de précision possible et qu'en conséquence l'objectif a été atteint et été détruit avec le minimum de dommage en dehors de la zone visée, la population est encouragée dans son optimisme et dans son esprit de résistance, même s'il lui faut déplorer des pertes douloureuses en vies humaine.

Par contre, dans la mesure même où le bombardement s'est révélé imprécis, l'opinion est saisie de trouble et de doutes ; elle ressent plus douloureusement les pertes qu'elle a subies et elle critique l'action des Alliés.

C'est pourquoi rapports et récits sont d'accord pour affirmer que la population établit une distinction très nette entre les bombardements en basse altitude et les bombardements à haute altitude.

En conséquence, même si les bombardements en haute altitude réussissent à opérer une destruction suffisante des objectifs, [« il faut » manuscrit dans le texte] d'un point de vue purement militaire ~~il faut~~ [barré dans le texte] considérer leur effet moral sur l'esprit de résistance de la population, et mettre en balance les avantages réalisés d'une part et les inconvénients subis de l'autre.

2) Sans nier aucunement la nécessité de bombarder certains objectifs en territoire occupé (par exemple les ~~abris~~ [« bases » correction dans le texte] de sous-marins de la côte Atlantique), il importe, dans le choix des objectifs, de peser les incidences éventuelles des destructions projetées.

Lorsqu'une usine est détruite dans un pays occupé, la main d'œuvre qu'elle emploie (et notamment la main d'oeuvre spécialisée) devient immédiatement disponible pour le transfert en Allemagne. Le fait que les déportations se poursuivent prouve que les Allemands ont l'emploi de cette main d'œuvre chez eux. En d'autres termes, la productivité de cette main d'œuvre n'est stérilisée que pour un temps.

Par ailleurs les déportations privent les pays occupés d'un élément susceptible de jouer un rôle important dans la résistance dès maintenant et davantage encore lors du débarquement.

Il ne suffit donc pas de tenir compte, dans l'établissement des programmes de bombardements, de la production industrielle qu'on a intérêt à arrêter dans les pays occupés. Il faut aussi faire entrer en ligne

a) un facteur moral, à savoir l'effet des bombardements et des déportations qui s'en suivent sur l'état d'esprit des populations ;

b) un facteur matériel, à savoir la disparition – par suite aux déportations consécutives aux destructions – d'éléments actifs de la résistance et leur absence au moment du débarquement.

3) Les observations qui précèdent ne tendent pas à condamner sans discrimination les bombardements effectués sur des objectifs en pays occupés. Mais

a) Il est essentiel que les bombardements soient effectués avec une précision telle que le moral de la population en soit non pas atteint, mais affermi ; il ne devrait donc être procédé <u>en pays occupé</u> [soulignement dans le texte] qu'à des bombardements à faible altitude.

b) En établissant l'ordre de priorité des bombardements, compte devrait être tenu des facteurs énumérés au paragraphe 2. Sans exclure naturellement les opérations urgentes visant des installations particulièrement précieuses pour l'ennemi, il devrait être admis tout au moins en règle générale qu'avant de procéder aux destructions d'usines en pays occupés, il faut au préalable porter à l'appareil productif allemand des coups assez puissants pour qu'il ne soit plus en mesure d'absorber de main d'œuvre en provenance des pays occupés.

AD P2139 - 18GMII/1477
AN AG/3(1)/275

ANNEXE E

TÉLÉGRAMME - BOMBARDEMENTS À HAUTE ALTITUDE

FRANCE COMBATTANTE

Londres, le 12 avril 1943

État-major particulier du
général de Gaulle

Télégramme arrivé

Concerne bombardement haute altitude

Les bombardements d'Anvers et de Billancourt ont vivement impressionné la population civile qui est très hostile aux bombardements à haute altitude. Il y a une nécessité impérieuse à tenter de les justifier. Si de nouvelles opérations de ce genre étaient organisées, elles risqueraient de compromettre définitivement et irrémédiablement les sentiments amicaux de toute la population française envers les alliés et particulièrement envers les Américains.

Destinataires :
M. Philip 3) ex. dont 1 pour le Général de Gaulle
et 1 pour M. Massigli
M. Soustelle et Schuman
M. Boris
Archives (2)

AD P2139 - 18GMII/1477

ANNEXE F

JOURNAL *AUJOURD'HUI* – ASSASSINS DE L'AIR

Assassins de l'air

TERRORISER. Retirer le pain de la bouche des ouvriers. Supprimer, pour l'industrie britannique de demain, des concurrents redoutables.

Voilà, sans doute, les objectifs "moraux" et sordides de de la R.A.F, quand elle vient, la nuit, semer la mort et la ruine sur nos cités.

Sans doute se couvre-t-elle, au départ, du prétexte d'objectifs plus on moins militaires qu'elle voudrait réduire à l'inaction.

Mais la maladresse des pilotes est telle que les cibles ne sont pas atteintes, et que des hôpitaux, des églises, de paisibles résidences campagnardes sont éventrés, pilonnés, anéantis.

Maintes fois, par les rapports du D.N.B. [Deutsches Nachrichtenbüro – Bureau de presse allemand], nous avons été informés, ces dernières semaines, de raids meurtriers accomplis sur des villes allemandes, où se trouvaient détruits, sans excuse, des monuments que leur histoire ou leur beauté eussent dû préserver des attentats d'un ennemi qui se prétend civilisé.

NOTRE tour est-il venu ? La France va-t-elle subir les assauts renouvelés de son ex-alliée, devenue sans raison son ennemie ?

L'atroce préface du 3 mars [le bombardement des usines Renault à Boulogne-Billancourt], suivie de quelques attentats isolés et sans nulle portée militaire, annonce-t-elle une série de nuits rouges où l'incendie et la mitraille s'acharneront sur nos populations les plus paisibles ?

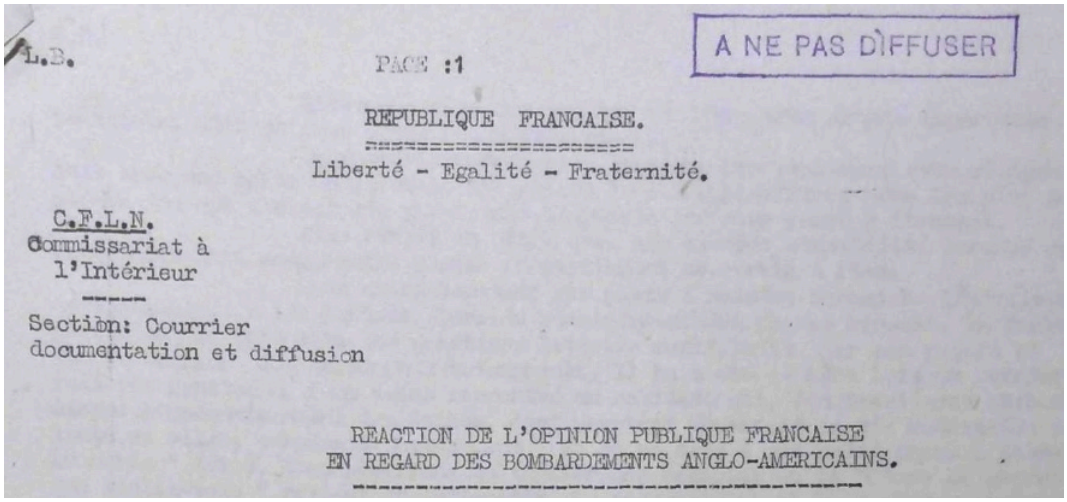
Quelle influence sur l'issue de la guerre peuvent bien avoir des attaques de cette nature ? Semer la panique parmi les vieillards, les femmes, les enfants ? Tuer les uns, blesser les autres, détruire des foyers… Et après ?

Cette sorte de guerre contre des non-combattants ressortit plus de l'assassinat que de la bataille. Elle déshonore qui l'entreprend. Elle n'assure aucune victoire effective. Elle rend pour longtemps impossible tout sentiment d'estime à l'égard d'un assaillant que rien n'oblige à cette lâcheté, à ces crimes prémédités, à ces fautes lourdes contre l'humanité.

Journal *Aujourd'hui*, « Assassins de l'air », 1er mai 1942, AN F/60/1726.

ANNEXE G

OPINION PUBLIQUE SUR LES BOMBARDEMENTS ALLIÉS


L.B.

PAGE :1

A NE PAS DIFFUSER

REPUBLIQUE FRANCAISE.

Liberté - Egalité - Fraternité.

C.F.L.N.
Commissariat à
l'Intérieur

Section: Courrier
documentation et diffusion

REACTION DE L'OPINION PUBLIQUE FRANCAISE
EN REGARD DES BOMBARDEMENTS ANGLO-AMERICAINS.

Figure Annexe G.1 Entête du document. AN AG/3(1)/278.

BOMBARDEMENTS DE LA RÉGION PARISIENNE ET DES USINES RENAULT.

À 13 mois et 1 jour d'intervalle, l'aviation anglo-saxonne a renouvelé son attaque aérienne dans l'agglomération parisienne et sur les Usines Renault occasionnant en 5 minutes plus de ruines qu'au premier bombardement qui avait duré environ 2 heures. On donne "aux forteresses volantes américaines" le monopole de ce tragique exploit. Et comme c'était un dimanche à 14 h15, la soudaineté de l'attaque a surpris bon nombre de promeneurs qui furent tués et blessés. Les Usines Renault, qui furent l'objectif principal du raid, subirent de graves dégâts, qui entraveront peut-être pendant des mois toute la production. Le but du bombardement fut atteint, mais beaucoup de Français ont payé de leur vie cette nécessité de guerre anglo-saxonne. La France vaincue et hors de combat continue à payer un lourd tribut à cette tragédie européenne, presque mondiale.

C'est de la barbarie, diront certains. Ce sont des nécessités de guerre répondront les autres, et les plus nombreux, comme pour justifier les raids meurtriers anglo-saxons. Mais une autre majorité attribue la destruction systématique des Usines Renault à un autre facteur d'ordre économique.

Le deuxième bombardement de la région Parisienne a jeté un froid parmi la population. La presse, obéissant aux consignes, données exploite au maximum cette tragédie qui a, il faut le reconnaître, provoqué dès le début, une réaction défavorable contre les Américains qu'on nomme étant les auteurs du raid. Le nombre des victimes a impressionné les masses qui pensent aux leurs envoyés, en Allemagne et qui sont soumis quotidiennement au même danger, les communiqués et les radios annonçant journellement des attaques aériennes sur le territoire allemand et surtout dans les régions industrielles. La comparaison tragique fut vite établie, car malgré les lacunes étudiées de la propagande allemande pour taire le véritable but du bombardement, les Français ont vite appris que les Usines Renault furent l'objectif visé, les Américains répondant par là à des nécessités de guerre. Cette erreur psychologique a vite modifié l'opinion qui s'est retournée contre les Allemands. On les accuse de spéculer sur les morts et les victimes civiles pour les fins d'une propagande contre les Anglo-Saxons. Cette triste exploitation pour prouver seulement la criminalité des moyens guerriers de leurs adversaires, justifie encore pour la population française la mauvaise foi des autorités occupantes qui dénaturent les faits par tactique politique et pour rallier à ses côtés la France dans sa guerre. C'est alors que les morts seraient en plus grand nombre, mais loin de déplorer leur disparition, les Français ainsi tombés seraient honorés comme des héros. On taxe donc d'hypocrisie la compassion des Allemands qui n'ont aucun égard pour les ouvriers français qu'ils déportent dans leurs Usines et qui se font tuer presque anonymement et sans éclat de condoléance par l'aviation américaine combattant alors en territoire ennemi et par conséquent sans précaution pour la population civile.

Cette question est urgente et d'une très grande importance politique. Elle se pose d'une façon très simple.

La population française supporte non seulement avec résignation, mais avec une sorte de farouche allégresse, tous les sacrifices même 1es plus sanglants dès que ceux-ci lui paraissent compensés par coup porté à l'ennemi.

Elle réagit en outre avec une extrême sensibilité lorsque ces sacrifices sont sans contre partie et paraissent ne servir à rien.

Nous avons constaté sur place à maintes occasions l'héroisme de victimes de raids réussis. Lors du bombardement des Usines Renault, la foule parcourant le lendemain les quartiers dévastés manifestait par son regard et ses réflexions des sentiments triomphants. Il en a été de mêrne lors du dernier raid sur Montluçon. Nous avons

rencontré un habitant qui, décrivant avec enthousiasme l'anéantissement des Usines, dont pourtant dépendait la vie matérielle de toute sa ville, terminait joyeusement "Et ça ne nous a pas coûté cher, à peine 10 morts" (sic). Nous pourrions multiplier ces exemples où le "C'est la guerre, que voulez-vous" revient en leit-motiv. Le ressentiment et la douleur ne se tournent que contre les Allemands dont la présenoe rend nécessaire ces opérations meurtrières.

L'acceuil que la population réserve aux équipages des avions abattus qui viennent de bombarder ses propres demeures en dit long sur ce sentiment émouvant - et vous le connaissez de longue date.

Or, de récents bombardements ont amené un changement de climat qu'il serait vain de nier. IL serait dangereux que des gestes analogues se reproduisent.

Nous citerons, par exemple, les bombardements de PARIS, de NANTES .et de MODANE.

[Descriptions de ces bombardements]

Au simple point de vue militaire, il est inadmissible qu'on risque des appareils et des équipages, qu'on dépense de l'essence et des explosifs sans l'ombre d'un résultat. Le responsable de cette manoeuvre mérite indiscutablement des sanctions. Si celles-ci étaient portées à la connaissance de l'opinion française, elles auraient le plus heureux effet politique.
L'impression dominante est, en effet que les aviateurs alliés et spécialement américains, manquent totalement d'expérience technique d'une part, sont indifférents aux populations qu'ils survolant, d'autre part. Il serait extrêmement opportun de leur rappeler que ce genre de procédé peut avoir son utilité politique de "terreur" sur le territoire ennemi, mais que sur un sol ami et occupé les- conséquences psychologiques peuvent, au contraire être désastreuses.
Nous nous permettons d'insister vivement pour une intervention officielle en ce sens. Il ne s'agit pas seulement de vies humaines à épargner. Des gestes aussi inconsidérés peuvent plus en un mois pour la propagande adverse que trois ans de B.B.C. et de presse clandestine n'ont fait contre elle.

[Point de référence]

[Descriptions et critiques de bombardements sur Bordaux (fin mai 1943), Lyon 26 novembre 1943, Rennes (juin 1943), région de Pont Audemer (26 juin 1943), Lorient (14-15 janvier 1943), Annecy]

Les bombardements aériens [soulignement dans le texte], notamment celui de BILLANCOURT, ont suscité une vive émotion et une indignation presque générale; à peu près seule, la population Parisienne tente d'excuser ces raids meurtriers en arguant

de nécessités impératives d'ordre militaire, alors qu'il n'est pas rare de voir s'exprimer 1'opinion que les assaillants veulent simplement ruiner notre pays, son industrie et ses ports.
Par ailleurs, il est de plus en plus reproché aux Autorités, tant Françaises qu'Allemandes, d'installer des batteries de D.C.A. en des lieux fréquentés par le public et de faire toujours marcher trop tard les sirènes.

VICHY, le 2 AVRIL 1943.

D'une façon générale, l'annonce de ces bombardements a ému les populations, qui n'en comprennent pas la nécessité puisque les objectifs bombardés n'ont, la plupart du temps, aucune valeur militaire.
Dans la région de CLERMONT-FERRAND, les chiffres des victimes publiés par la presse, ont provoqué un sentiment de vive indignation à l'égard des Anglo-Saxons.
Le film reproduisant les bombardements a partout frappé le public qui, le plus souvent, ne se rendait pas compte de l'importance des dégâts causés par l'aviation anglaise.

Réaction: l'insigne maladresse des bombardements américains sur la banlieue Parisienne et sur NANTES a eu de fâcheuses répercussions dans l'opinion publique. Il naît une vague de défiance envers les Anglo-Saxons, spécialement les Américains au bénéfice des Communistes. Un haut fonctionnaire des finances exposait récemment que dans cette administration, dont le personnel n'a guère de sympathies communistes, les employés remarquent la lenteur de l'avance anglo-saxonne en Italie, l'absence d'aide donnée aux Serbes et constate que le seul progrès substantiel est fait par les Russes à qui l'on ne peut reprocher de maladresse, ni le mépris des existences et des biens français, dont on fait grief aux Américains.

Les agressions massives et journalières dont sont l'objet plusieurs villes Françaises du Nord et de la région Parisienne sont profondément déplorées par la population. D'aucuns voient dans ces raids répétés des signes avant-coureurs d'un débarquement, d'autres estiment que c'est dans l'intention de paralyser l'industrie française travaillant pour l'occupant. En tout état de causes, les mesures prises par le gouvernement ont été les bienvenues. Le recensement effectué à TARBES dans les quartiers attenants aux objectifs jugés susceptibles d'être bombardés, a produit une véritable émotion parmi le public tarbais, ceci d'autant plus que dans la nuit du 15 au 16 de ce mois un avion présumé d'origine américaine ou anglaise a entre autres longuement survolé la ville de TARBES. Tout le monde fait une relation de cause à effet et voit dans ce survol une reconnaissance en vue d'un bombardement prochain.

"Les bombardements répétés de la région Parisienne, les récentes opérations aériennes Anglo-Américaines sur CHARTRES, NANTES MONTLUÇON et MODANE ont douloureusement ému l'opinion qui se demande anxieusement quand s'arrêtera cette accumulation de deuils et de ruines. Toutefois, chez beaucoup de personnes la froide

raison supplante le sentiment et on s'attache à faire ressortir la dureté des lois de la guerre" [entre guillements dans le texte].

[Description et discussion de bombardements sur les usisnes Renault au MANS]

RENNES 25.8,43.

Le dernier bombardement sur le dépôt de la Marine à RENNES a été fait de façon parfaite et les Rennais sont unanimes à déclarer que voilà du bon et beau travail et la même question est toujours posée: Pourquoi n'a-t-on pas toujours fait de cette façon?

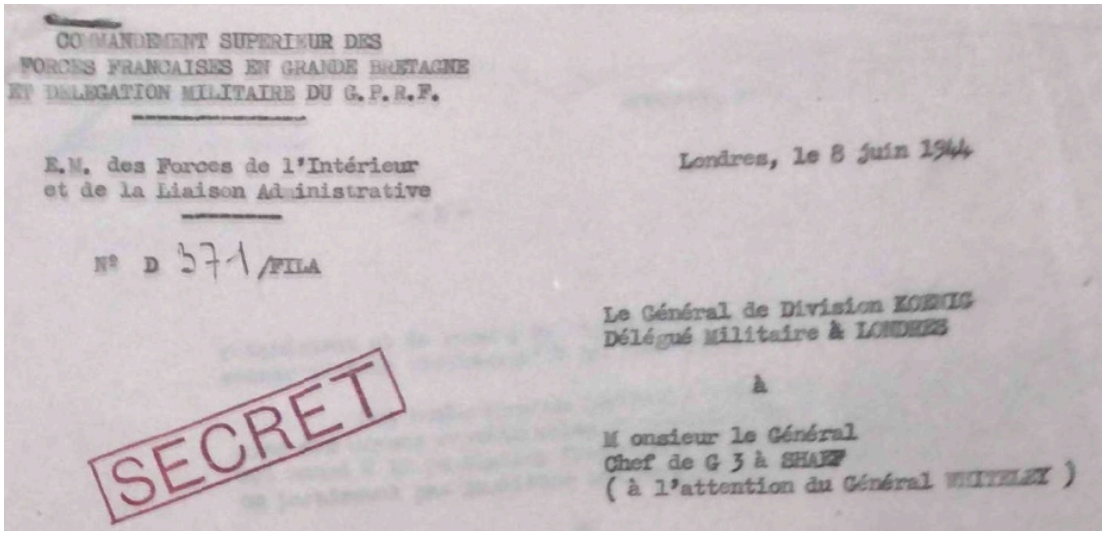
RÉGION SUD DU FINISTERE.

Les bombardements aériens ont évidemment causé de l'hostilité à l'égard de l'Angleterre et de l'Amérique, dans les villes bombardées seulement [soulignement dans le texte]; ceci est tout naturel, quoique cette hostilité soit plus apparente que réelle, témoin ce Lorientais (Mr TAREAU-CORENTIN) réfugié à LOCTUDY qui déclarait ne pas regretter la démolition de sa maison, si cela devait hâter "la mise à l a porte des boches".
On peut dire que, d'une façon générale, la population comprend que les raids alliés sont nécessaires, et si l'on doit regretter la perte des vies humaines, on est d'accord pour reconnaître que les Alliés font des efforts pour réduire ces pertes au minimum. Sur ce dernier point, les Anglais nous ont paru plus soucieux que les Américains d'épargner la population civile. On reproche volontiers aux Américains de bombarder de trop haut [soulignement dans le texte|, ce qui leur fait souvent manquer leur objectif, non sans avoir causé des dégâts dans les immeubles habités. Les aviateurs Anglais, par contre, bombardent de très bas et avec précision. La population se complait à louer l'adresse des pilotes Britanniques.

CFLN, *Réaction de l'opinion publique française en regard des bombardements anglo-américains*, non daté, AN F/1a/3729. Ce texte, jusqu'au [point de référence], est aussi présent dans Herlin, Réseau Brutus, *France-Politique – Information – C.-E. Rapport politique sur les mouvements de résistance - Questionnaire politique*, réception octobre 1943, diffusion 4 novembre 1943. AN F/1a/3729, et partiellement dans Commissariat à l'Intérieur, *Courrier de France No 14*, 25 octobre 1943, p. 51. AN AG/3(1)/278

ANNEXE H

GÉNÉRAL KOENIG - BOMBARDEMENTS SUR LA FRANCE



COMMANDEMENT SUPERIEUR DES
FORCES FRANCAISES EN GRANDE BRETAGNE
ET DELEGATION MILITAIRE DU G.P.R.F.

E.M. des Forces de l'Intérieur
et de la Liaison Administrative

Nº D 371/FILA

Londres, le 8 juin 1944

Le Général de Division KOENIG
Délégué Militaire à LONDRES

à

Monsieur le Général
Chef de G 3 à SHAEF
(à l'attention du Général WHITELEY)

SECRET

Figure Annexe H.1 Entête du document. AN F/1a/3729.

Les rapports et les photographies émanant de vos services de renseignements permettent de dégager une impression assez nette sur les résultats obtenus par les bombardements aériens d'objectifs ferroviaires en France.

En ce qui concerne le matériel roulant plusieurs centaines de locomotives et quelques milliers de wagons ont été détruits ou endommagés, ce qui représente un faible pourcentage du parc de la S.N.C.F., qui, au début de I944, était de 5.000 locomotives et de plus de 200.000 wagons.

Les sabotages directs ont atteint un nombre de locomotives sensiblement équivalent.

Par ailleurs, notamment dans les gares de triage, les voies ont été touchées sérieusement de nombreuses fois, mais la continuité du rail a toujours été rétablie rapidement, et la densité du réseau français, surtout au Nord de la Loire, a généralement permis toute dérivation utile pendant les réparations.

Les Allemands, maîtres du réseau ferroviaire français, faisant circuler les trains avec l'ordre de la priorité absolue, ont subi en définitive 1es dommages suivants :

- circulation aux fins militaires : gène très peu sensible.
- trains de matériaux (bauxite – charbon) formés directement au centre d'extraction : circulation non interrompue, mais considérablement retardée, d'où diminution notable du tonnage livré.
- transport intéressant l'économie française : à peu près anihilés ce qui, avec les actions directes de sabotage contribue à la paralysie presque complète des industries et du ravitaillement.

Mais ces résultats ne sont obtenus qu'au prix de lourds sacrifices pour la population française. Les bombardements à haute altitude de gares situées dans des agglomérations ont tué ou blessé des milliers de personnes. Les pertes ont été ressenties d'autant plus cruellement que les objectifs militaires ou simplement ferroviaires ont été souvent manqués, ou ne représentaient que peu d'intérêt.

Il est superflu de s'étendre sur les souffrances et la gène que la désorganisation des transports civils impose aux Français, ce sont là des choses secondaires par rapport aux pertes de vies humaines. Il ne faut pas méconnaître cependant la gravité de la situation devant laquelle se trouvera l'Armée Alliée, dans un pays ravagé par la faim et peut-être les épidémies. On doit relever, dans un autre ordre d'idées, l'indignation provoquée par l'utilisation de bombes à retardement et de bombes au phosphore, dont l'usage parait devoir causer plus de victimes qu'il ne présente d'utilité militaire.

Les bombardements aériens d'objectifs ferroviaires effectués avec des moyens considérables et fréquemment à très haute altitude ont causé à la population française des pertes et des souffrances que ne paraissent pas justifier les résultats stratégiques obtenus.

Au moment où par les opérations en cours le succès de nos armes s'annonce sous les meilleurs auspices je vous demande s'il ne serait pas possible de réviser la politique des bombardements aériens ou tout au moins d'en limiter l'étendue aux objectifs les plus essentiels et les plus payants.

Les populations françaises conscientes des nécessités de la guerre ont subi avec courage et patriotisme les plus diverses épreuves qui leur ont été imposées jusqu'ici. Maintenant que les opérations menées à terre vont en ajouter de nouvelles, j'insiste pour que dans l'étude des objectifs aériens les pertes en vies humaines françaises soient prises avec la considération qu'elles méritent, de même que sur le plan militaire les pertes en hommes sont toujours mises en balance avec le but à atteindre.

Vous voudrez bien trouver ci joint quelques documents assez significatifs, parmi lesquels je vous signale spécialement le télégramme et les photos prises dans Paris, qui résument d'une façon saisissante les réflexions que je vous ai suggérées.

Pièces jointes

Signé : Koenig [manuscrit]

7 télégrammes
4 planches de photos
12 feuilles d'extraits de la radio de Vichy.

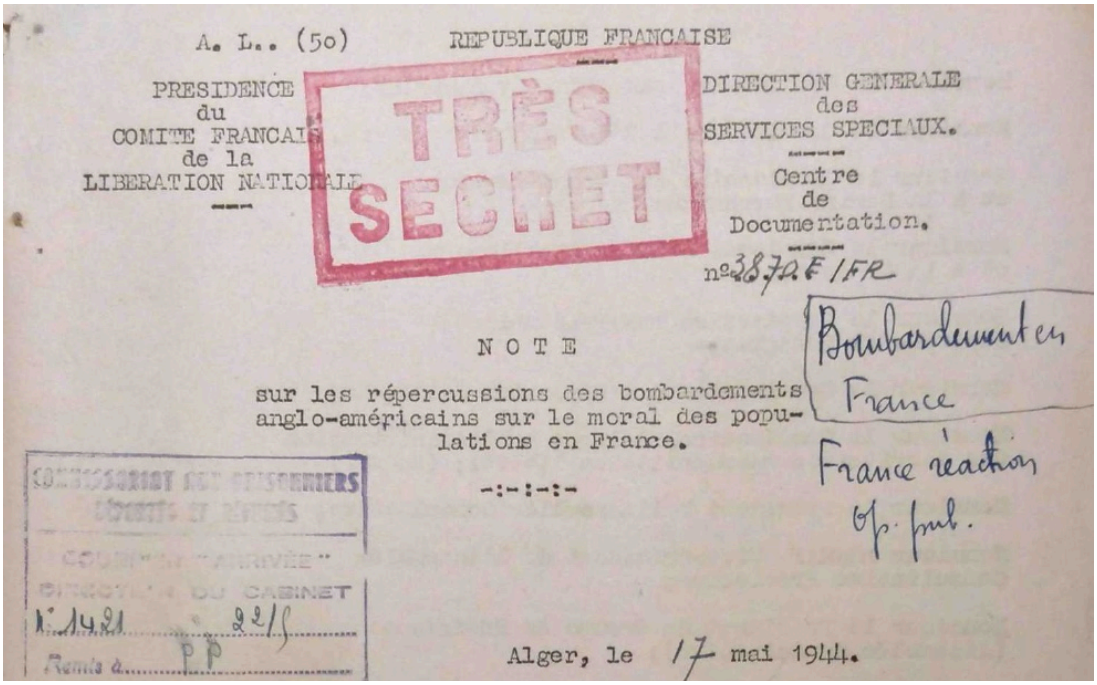
Copie à M. Boris (sans pièces jointes) – Archives

Pour information [manuscrit]

AN F/1a/3729

ANNEXE I

CFLN - RÉPERCUSSIONS DES BOMBARDEMENTS ALLIÉS


A. L.. (50) REPUBLIQUE FRANCAISE

PRESIDENCE du COMITE FRANCAIS de la LIBERATION NATIONALE

TRÈS SECRET

DIRECTION GENERALE des SERVICES SPECIAUX.

Centre de Documentation.

n°3870 F/FR

Bombardement en France

France réaction Op. psych.

N O T E

sur les répercussions des bombardements anglo-américains sur le moral des populations en France.

-:-:-:-

Alger, le 17 mai 1944.

Figure Annexe I.1 Entête du document. AN F/22/2046, AN F/22/2033, AN F/22/2046, NA FO 660/191, NA CAB 121/2.

Nous donnons ici l'introduction et la conclusion de ce rapport qui compte 26 pages.

- I N T R O D U C T I O N –

En présence du redoublement de l'offensive aérienne alliée sur les objectifs militaires de l'Allemagne et des pays occupés et, en particulier, particulier, de la France, il nous a paru intéressant de connaître la façon dont les Français sont affectés par les bombardements exécutés sur leur sol par leurs alliés. Nous nous sommes aperçus que leurs réactions sont loin d'être simples, uniformes ou invariables. Si, d'une façon générale, le peuple de France comprend et apprécie les nécessités militaires qui guident

l'action alliée, nous verrons que son approbation de principe ne va pas sans une appréciation critique qui entraîne bien des réserves sur l'exécution ou les résultats des opérations; et parfois même l'opinion française a pu blâmer sans ambages telle ou telle de ces opérations particulièrement malencontreuse.

Lorsqu'il s'agit de bombardements qui ajoutent brutalement aux souffrances de la population de nouvelles souffrances, il ne faut jamais perdre de vue que toute maladresse constitue une brèche ouverte aux insinuations de la propagande ennemie. Cette propagande, à l'heure actuelle s'exerce à plein. Si l'on pense qu'elle vaut d'être combattue, elle valait d'être étudiée, dans ses procédés comme dans ses effets.

L'étude présente, n'a pas d'autre prétention que de donner quelques indications rapides sur tous les points évoqués ci-dessus. Elle a été rédigée après examen d'un grand nombre de cas de bombardements dans lesquels des réactions précises de l'opinion française nous sont parvenues. Elle comprend :

I . - Une partie "technique". Dans cette partie on trouvera, sous forme de tableau, l'exposé des résultats d'un certain nombre de bombardements effectués de jour par des formations américaines dans la majorité des cas; ce sont, en effet, les bombardements de ce type qui ont le plus ému la population française. Les dates de ces bombardements s'échelonnent entre janvier 43 et Mars 44, des renseignements suffisamment précis ne nous étant pas encore parvenus sur les résultats des opérations plus récentes et sur les réactions suscitées par elles dans la population. Les exemples les plus nombreux sont pris dans la période comprise entre Septembre 43 et Mars 44. C'est, en effet, en Septembre 1943 que les raids alliés sur les territoires occupés ont connu un accroissement considérable en fréquence et en puissance.

Les plus caractéristiques de ces exemples sont commentés dans la suite de l'étude.

II - Une partie concernant les procédés et les effets de la propagande adverse. Cette propagande est menée en France, comme dans les autres pays occupés, non par la radio ou par les services allemands, mais par une poignée de Français au service de l'ennemi et par les Services de Laval et de Philippe Henriot.

Pour plus de commodité, les exemples cités se rapportent uniquement à la deuxième quinzaine du mois d'Avril 44. Pendant cette période, on a en effet retrouvé concentrée, remise en forme et animée d'une force plus convaincante, toute l'argumentation éparse depuis plus de deux ans dans les journaux et les radios de la France occupée, on y note enfin un thème nouveau, peut-être plus dangereux parce que le plus propre à engendrer le désespoir : "La libération s'accompagnera do telles ruines d'un si grand massacre, qu'il aurait peut-être mieux valu pour les Français n'être jamais libérés".

III - Une troisième et dernière partie, tout en commentant quelques-uns des exemples de bombardements précédemment cités, étudiera l'effet de ces bombardements sur le moral des Français. Il importait ici de laisser parler les Français. Cette partie de notre étude a donc été présentée sous une forme volontairement sèche; nous nous sommes efforcés, à part quelques lignes de conclusion, de présenter surtout des extraits tirés de documents reçus de France des sources les plus diverses, en particulier rapports d'agents et rapports officiels adressés au Gouvernement de Vichy.

C O N C L U S I O N

Les Américains ont perdu une partie de la sympathie française à cause de bombardements par avion effectués maladroitement, ont inutilement tué ou blessé de nombreux civils et provoqué des destructions considérables qui auraient pu être évitées.

Cependant, les Français ne réprouvent nullement les bombardements d'objectifs militaires allemands; ils les savent nécessaires, mais se refusent à accepter les "maladresses" trop flagrantes des équipages.

Ces bombardements pourraient être faits avec plus de précision, puisque les équipages Anglais et français, en général, obtiennent de meilleurs résultats avec moins de dégâts pour la population civile.

La cause des "erreurs" semble provenir en premier lieu de la trop grande hauteur à laquelle les bombardements sont faits; et aussi "l'impréparation" des raids.

Ces raids meurtriers sont exploités à fond contre les alliés par la propagande germano-vichyssoise. Or, les alliés ont tout intérêt, en dehors de toute question humanitaire, à conserver la sympathie des Français, tant pour les opérations militaires au moment du débarquement, qu'après la guerre.

Souvent, les sabotages seraient plus efficaces que les bombardements; ils éviteraient :

1.- Des pertes aux aviations.

2.- Des pertes aux populations civiles.

Mais, pour cela, il faut armer la Résistance, lui donner les explosifs et tous les moyens appropriés.

Une entente entre la Résistance et les aviations alliées devrait se faire pour répartir les destructions entre ces deux modes d'action.

En général, sauf pour els gros embranchements et les grandes gares de triage, les bombardements des voies ferrées ne sont pas "payants"; les destructions devraient être exécutées par la Résistance, convenablement équipée pour ces opérations de sabotage.

Le pilonnage des voies ferrées ne sera vraiment "payant" qu'au jour du débarquement.

Présidence du Comité français de la Libération Nationale, *Note sur les répercussions des bombardements anglo-américains sur le moral des populations en France*, Alger, 17 mai 1944, 26p. Introduction p. 1-2, conclusion p. 25-26. AN F/22/2046, AN F/22/2033, AN F/22/2046, NA FO 660/191, NA CAB 121/2.

ANNEXE J

GROUPE DE LA RÉSISTANCE - BOMBARDEMENTS ALLIÉS

3 Juin 1944

Le Groupe de la Résistance, constitué à l'image du Conseil National de la Résistance et appuyé par le Président de l'Assemblée Consultative Provisoire, croit de son devoir de signaler 1'émotion que créent en France certains bombardements particulièrement meurtriers pour les populations civiles et dont Vichy tire argument pour une propagande anti-alliée qui risque d'entamer le moral pourtant élevé des dites populations.

Les soussignés ne méconnaissent point les impérieuses nécessités militaires qui commandent la tactique généralisée des bombardements aériens. Ils demandent cependant :

l) Qu'il y soit procédé avec le souci constant de la protection des civils auprès de qui les aviateurs alliés ont toujours trouvé l'aide et l'assistance les plus efficaces.

2) Ils demandent également qu'on s'efforce de faire porter ces bombardements sur les ouvrages d'art situés en rase campagne et qui, étant en général peu défendus, peuvent s'effectuer avec des pertes minimes.

3) Ils pensent également que le résultat qu'on attend de ces bombardements pourrait être obtenu à moins de frais, aussi bien du côté des exécutants que de la population civile, si l'on faisait appel de façon plus systématique aux forces françaises de l'Intérieur que la Résistance a déjà organisées.

Les soussignés indiquent donc qu'il semble bien qu'il faille ou bien réviser les méthodes des bombardements massifs dans les agglomérations, ou bien si les raisons militaires dominantes rendent indispensables ces bombardements, chercher à réduire les pertes des populations civiles dans toute la mesure du possible par tels moyens que de besoin.

Ils pensent également que la propagande alliée devrait expliquer à la population française les raisons des bombardements opérés de façon à dissiper le malaise croissant qui règne dans les régions qui, ces temps derniers, ont été particulièrement éprouvées.

Signé : NM. Félix GOUIN, Président de l'Assemblée,
MERCIER, Vice-Président du Groupe de la Résistance,
CLAUDIUS, Vice-Président du Groupe de la Résistanc
FROMENT, Président de la Commiss. de la déf. Nat
HAURIOU, Président du Groupe des Résistants Indép.
AUXIONNAZ - Gauche démocratique.

NA FO 660/191

ANNEXE K

BAKU : OR THE MAP GAME

It's jolly to look at the map
And finish the foe in a day.
It's not easy to get at the chap;
These neutrals are so in the way.
But if you say "What would you do
To fill the aggressor with gloom?"
Well, we might drop a bomb on Baku,
Or what about bombs on Batum?

Other methods, of course, may be found.
We might send a fleet up the Inn:
We might burrow far underground
And come up in the heart of Berlin.
But I think a more promising clue
To the totalitarian doom
Is the dropping of bombs on Baku,
And perhaps a few bombs on Batum.

The scale of the map should be small
If you're winning the war in a day.
It mustn't show mountains at all,
For mountains may be in the way,
But, taking a statesmanlike view,
And sitting at home in a room,
I'm all for some bombs on Baku
And, of course, a few bombs on Batum.

Sometimes I invade the dear Dutch,
Sometimes I descend on the Danes;
They oughtn't to mind very much,
And they don't seem to have any planes;
I slip through the Swiss and say "Boo"
I pop over the Alps and say "Boom"!
But I still drop a bomb on Baku,
And I always drop bombs on Batum.

Vladivostock is not very far;
Sometimes I attack him from there,
With the troops and a rather fast car
I am on him before he's aware.
And then, it's so hard to say who
Is fighting, precisely, with whom,
That I'm keen about bombing Baku,
I insist upon bombing Batum.

Non signé, *Plan M.A.6*, document annoté comme « *anon, circa 1940* », non daté, Fonds Blackett, RS PB/4/7/1(D95)

BIBLIOGRAPHIE

Sources

Air Historical Branch (1) – Air Ministry, *International Law of the Air, 1939-1945 – Confidential Supplement to Air Power and Air Rights by J.M. Spaight*, NA AIR 41/5.

Air Vice-Marshal N.H. Bottomley (Assistant Chief of the Air Staff (Operations)) to Air Marshal Sir Arthur Harris, 14th January 1943, dans Sir Charles Webster et Noble Frankland, *The Strategic Air Offensive Against Germany 1939-1945, Volume IV Annexes & Appendices*, Uckfield, The Naval & Military Press, 1961, p. 152-153.

Assemblée nationale, première législature, Proposition de résolution N° 13226 présentée par M. Louis Marin, député, annexe au procès-verbal de la séance du 11 mai 1951, AN 317AP/129, 28p.

BILLOUX, François, *Quand nous étions ministres*, préf. Georges Marchais, Paris, Éditions sociales, 1972, 190p.

CHASSEAU (pour le ministre des Postes, Télégraphes et Téléphones), lettre à Monsieur le Directeur Régional à Lille, 11 août 1945, MP « Au profit de l'Entraide française » 744, 745, 746, 747.

CHURCHILL, Winston, *The Second World War – Volume Two – Their Finest Hour*, Londres, The Reprint Society, 1956 (1ère éd. 1949), 603p.

CHURCHILL, Winston, *The Second World War – Volume Three – The Grand Alliance*, Londres, The Reprint Society, 1956 (1ère éd. 1950), 716p.

CHURCHILL, Winston, *The Second World War – Volume Five – Closing the Ring*, Londres, The Reprint Society, 1956 (1ère éd. 1952), 603p.

COURANT, Pierre, *Au Havre pendant le siège – Souvenirs du 1er au 12 septembre 1944*, Paris, Librairie Arthème Fayard, 1946, 91p.

DE GAULLE, Charles, *Mémoires de guerre – l'unité 1942-1944*, Paris, Plon, 1956, 712p.

DE GAULLE, Charles, *Mémoires*, Paris, Gallimard, 2000 (1971), 1 505p.

DE GAULLE, Charles, *Lettres, notes et carnets, Tome 4, 1941-1943*, Paris, Plon, 2014 (1ère éd. 1982), 592p.

DE GAULLE, Charles, *Lettres, notes et carnets, Tome 5, 1943-1945*, Paris, Plon, 2014 (1ère éd. 1983), 420p.

Extrait du Journal officiel du lundi 5 novembre 1945 (ordonnances et décrets) - page 7.295, Ordonnance 45.2727 du 2 novembre 1945 relative aux actes de décès des militaires et civils « MORTS POUR LA FRANCE », SHD GR 1 K 841 421.

FORD, John C. S.J., « The Morality of Obliteration Bombing », *Theological Studies*, no 5, 1944, p. 261-309.

GILONNE, Georges *Lyon de guerre – Sous les bombes, pendant la Libération*, Lyon, Impr. De Bascou frères, 1946, 135p.

HARRIS, Arthur Sir, *Bomber Offensive*, Barnsley, Pen & Sword, 2005 (1ère éd. 1947), 288p.

HERVAL, René, *La bataille de Normandie – Récits de témoins*, deux tomes, Paris, Éditions de « Notre Temps », 1947.

HOLLANDE, François, Président de la République, « Déclaration en hommage aux victimes civiles de la bataille de Normandie », Caen, 6 juin 2014. <http://discours.vie-publique.fr/notices/147001264.html>

Institut national de l'audiovisuel, « Le nouveau train d'assistance du SIPEG », 25 juin 1943, 2 min. 8 sec., <ww.ina.fr/video/AFE86001987/le-nouveau-train-d-assistance-du-sipeg-video.html>.

Institut national de l'audiovisuel, « Discours de Philippe Henriot après les bombardements de Paris et de Rouen », 21 avril 1944, 3 min. 36 sec., < http://www.ina.fr/video/AFE86002666/discours-de-philippe-henriot-apres-les-bombardements-de-paris-et-de-rouen-video.html>.

KUSS, Marcel (Docteur), Président du Groupement philatélique de Montélimar, lettre au ministre des communications, 23 août 1943, MP « Secours national » 584.

LAURENT, Augustin, ministre des Postes, Télégraphes et Téléphones, lettre à Monsieur Paul Cappelle journaliste, 4 avril 1945, MP « Au profit de l'Entraide française » 744, 745, 746, 747.

Le ministre de l'Intérieur Jules Moch et le ministre des Anciens Combattants et Victimes de la guerre F. Mitterand [sic], *Circulaire no 1050 C.D.P. à MM. les Préfets*, Paris, 19 juillet 1948, 2p. SHD-C, non classé. (*voir Annexe C*)

MARIE, Louise, *Carnet de bord des pensionnaires sous les bombes : des jeunes filles dans la bataille de Normandie juin-juillet 1944*, Condé-sur-Noireau, Éditions Charles Corlet, 2001 (1ère éd. 1949), 196p.

MICHEL, Henri, « Les travaux d'histoire sur la seconde guerre mondiale », *Annales, Histoire, Sciences sociales*, vol. 8 nº 1, 1953, p. 101-104.

Ministère de l'Air, Direction technique et industrielle, *Rapport sur les bombardements aériens en territoire français & sur les bombes utilisées par les aviations étrangères,* SHDv AI 3 D 321 (854 p.) et AI 3 D 322(1 088p.)

Cette source très particulière est un assemblage de fiches sur certains les bombardements britanniques et américains. Elles ont été produites entre décembre 1943 et décembre 1944. Elles chevauchent donc deux gouvernements, soit un régime de Vichy en décomposition et un gouvernement provisoire qui se met en place. Pourtant, elles conservent une uniformité de présentation. Ceux qui les rédigent, anonymes, semblent indifférents au régime en place et se consacrent à leur tâche d'analyse de ces destructions sans égard aux aspects politiques. Leur but est avant tout technique : il s'agit de mettre à niveau les connaissances militaires françaises sur les tactiques et instruments de bombardement. Les fiches suivent en général un plan standard. L'objectif visé par les raids est décrit puis l'attaque qu'il subit est racontée. Suivent des analyses des types de bombes employées, de leur effet sur différentes structures. Enfin les conséquences des bombardements sont exposées : victimes, dégâts, impacts sur la production industrielle ou sur le transport, à court et moyen termes. Des conclusions en sont tirées et des photographies ou diagrammes sont parfois fournis. Ce matériel est très riche et ses rédacteurs offrent parfois des réflexions qui dépassent l'analyse purement technique.
Le dossier 321 contient le document, divisé en trois tomes. Le premier regroupe les fiches elles-mêmes, le second les photographies qui leur sont associées et le troisième collige des documents, relatifs aux bombardements aériens, tirés de l'étranger (britanniques, américains, allemands, italiens, russes) et traduits en français.
Le dossier 322 est associé au précédent. Il se compose d'autres copies des fiches, parfois accompagnées de leurs propres photographies et diagrammes. Il permet de pallier, dans une certaine mesure, à la qualité de conservation parfois déficiente de certaines parties des documents présents dans le dossier 321.

Ministère de la production industrielle & des communications, Communiqué à la presse, 14 août 1943, MP « Secours national » 584.

MONNET, Jean, *Mémoires*, Paris, Fayard, 1976, 493p.

PAUL, André, *Ici … fut Aunay*, Caen, Ozanne, 1947, 28p., BNF 8-LK7-47994.

Préfet du Nord (Lille), lettre au Directeur Régional des Postes et des Télégraphes, 3 août 1945, MP « Au profit de l'Entraide française » 744, 745, 746, 747.

Études générales

Auteurs divers, « Les civils premières victimes des guerres – De la Seconde Guerre mondiale à la Syrie », *Ouest France*, hors-série, avril 2016, 96p.

AGLAN, Alya et Robert FRANK dir., *1937-1947 La guerre monde I et II*, Paris, Folio Gallimard, 2015, 2 485p.

ALBERTELLI, Albert, *Atlas de la France Libre – De Gaulle et la France Libre, une aventure politique,* Paris, Autrement, 2010, 79p.

ALLEN, Hubert R., *British Bombing Policy during the Second World War,* Stroud (UK), Fonthill, 2016 (1ère éd. 1972, *The Legacy of Lord Trenchard*), 208p.

AMOUROUX, Henri, *La grande histoire des Français sous l'occupation,* Paris, Robert Laffont, 1976-1993, 10 vol.

AZÉMA, Jean-Pierre, Dominique BARJOT et Rémy BAUDOUI éds., *Reconstruction et modernisation – La France après les ruines 1918… 1945,* Paris, Archives nationales, 1991, 312p.

AZÉMA, Jean-Pierre et Olivier WIEVIORKA, *Vichy 1940-1944,* Paris, Perrin, 2004, 384p.

BALDOLI, Claudia, Andrew KNAPP et Richard OVERY éds., *Bombing, States and Peoples in Western Europe 1940-1945*, New York, Continuum, 2011, 374p.

BALDOLI, Claudia et KNAPP, Andrew, *Forgotten Blitzes: France and Italy under Allied Air Attack*, Londres, Continuum, 2012, 312p.

BARCELLINI, Serge, « Deux mémoires en parallèle », dans *La libération de la Provence. Les armées de la liberté, actes du colloque international (Fréjus, 15-16 septembre 1994)*, Institut d'Histoire de la Défense, Éditions du ministère de la Défense, 1994,<http://www.institut-strategie.fr/ihcc_44prov_Barcelli.html>.

BARCELLINI, Serge et Annette WIEVIORKA, *Passant, souviens-toi! – Les lieux du souvenir de la Seconde Guerre mondiale en France*, Paris, Plon, 1995, 523p.

BARCELLINI, Serge, « La gestion du deuil par l'État français au lendemain de la Seconde Guerre mondiale », dans Francine-Dominique Liechtenhan dir., *Europe 1946 – Entre le deuil et l'espoir*, Paris, Éditions Complexe, 1996, p. 121-140.

BARCELLINI, Serge, « L'État républicain, acteur de mémoire : des morts *pour* la France aux morts *à cause* de la France », dans Pascal Blanchard et Isabelle Veyrat-Masson dir., *Les guerres de mémoires – La France et son histoire*, Paris, La Découverte, 2008, p. 209-219.

BARCELLINI, Serge, « Préface », dans Metchild Gilzmer, *Mémoires de pierre – Les monuments commémoratifs en France après 1944*, Paris, Autrement, 2009, p. 5-9.

BARCELLINI, Serge, « Au croisement de deux cycles mémoriels », *Le Débat*, nº 176, 2013, p. 154-159.

BARJOT, Dominique, « Les entreprises du bâtiment et des travaux publics », dans *Reconstructions et modernisation – La France après les ruines 1918… 1945…*, Archives nationales, 1991, p. 231-244.

BARNOUW, Dagmar, *The War in the Empty Air – Victims, Perpetrators, and Postwar Germans*, Bloomington, Indiana University Press, 2005, 303p.

BARROS, Andrew, « Disarmament as a weapon: Anglo-French Relations and the problems of Enforcing German disarmament, 1919-1928 », *Journal of Strategic Studies*, vol. 29, nº 2, 2006, p. 301-321.

BARROS, Andrew, « Strategic Bombing and Restraint in 'Total War', 1915-1918 », *The Historical Journal*, vol. 52, nº 2, 2009, p. 413-431.

BARROS, Andrew et Martin THOMAS dir., *The Civilianization of War – The Changing Civil-Military Divide 1914-2014*, Cambridge (UK), Cambridge University Press, 2018, 334p.

BARTOV, Omer, « Review – The Proof of Ignominy: Vichy France's Past and Presence », *Contemporary European History*, vol. 7, nº 1, 1998, p. 107-131.

BARZMAN, John, Corinne BOUILLOT et Andrew KNAPP dir., *Bombardements 44. Le Havre, Normandie, France, Europe*, actes d'un colloque tenu en septembre 2014, Presses universitaires de Rouen et du Havre, 2016, 486p.

BATTESTI, Michèle et Patrick FACON dir., *Les bombardements alliés sur la France durant la Seconde Guerre mondiale : stratégies, bilans matériels et humains*, Cahiers du Centre d'études d'histoire de la défense nº 37, 2009, 213p.

BEAUDOUI, Rémi, « La reconstruction de Tergnier », dans *Reconstructions et modernisation – La France après les ruines 1918… 1945…*, Archives nationales, 1991, p. 245-252.

BEAUPRÉ, Nicolas, *Les grandes guerres 1914-1945*, préf. Henry Rousso, Paris, Belin, 2014 (1ère éd. 2012), 1 143p.

BENOÎT, Bruno, « Le bombardement de Lyon », dans Michèle Battesti et Patrick Facon dir., *Les bombardements alliés sur la France durant la Seconde Guerre mondiale : stratégies, bilans matériels et humains*, Cahiers du Centre d'études d'histoire de la défense nº 37, 2009, p. 163-172.

BERGEL, Pierre, « Destructions et reconstructions caennaises – Histoire d'une étrange amnésie urbaine : 1944-2011 », dans Corinne Bouillot dir., *La Reconstruction en Normandie et en Basse-Saxe après la seconde guerre mondiale – Histoire, mémoires et patrimoines de deux régions européennes*, Mont Saint-Aignan, Presses universitaires de Rouen et du Havre, 2013, p. 223-236.

BERGEL, Pierre et Corinne BOUILLOT, « Mémoires croisées des bombardements – Perspectives locales franco-allemandes : Rouen, Hanovre, Caen, Würzburg », dans John Barzman, Corinne Bouillot et Andrew Knapp dir., *Bombardements 44. Le Havre, Normandie, France, Europe, actes d'un colloque tenu en septembre 2014*, Presses universitaires de Rouen et du Havre, 2016, p. 379-395.

BERGER, François, « Compte rendu - Corinne Bouillot dir, La reconstruction en Normandie et en Basse-Saxe après la seconde guerre mondiale, Histoire, mémoires et patrimoines de deux régions européennes », *Allemagne d'aujourd'hui*, nº 208, 2014, p. 196-198.

BESSELIÈVRE, Jean-Yves, « Les bombardements de Brest (1940-1944) », dans Michèle Battesti et Patrick Facon dir., *Les bombardements alliés sur la France durant la Seconde Guerre mondiale : stratégies, bilans matériels et humains*, Cahiers du Centre d'études d'histoire de la défense nº 37, 2009, p. 103-124.

BIDDLE, Tami Davis, « Review – America's Pursuit of Precision Bombing, 1910-194 by Stephen L. MacFarland », *Isis,* vol. 87, nº 2, 1996, p. 389-390.

BIDDLE, Tami Davis, « Bombing by the Square Yard : Sir Arthur Harris at War, 1942-1945 », *The International History Review,* vol. 21, nº 3, 1999, p. 626-664.

BIDDLE, Tami Davis, « Sifting Dresden's Ashes », *The Wilson Quarterly (1976-)*, vol. 29, nº 2, 2005, p. 60-80.

BIDDLE, Tami Davis, « Dresden 1945: Reality, History, and Memory », *The Journal of Military History*, vol. 72, no 2, 2008, p. 413-450.

BIDDLE, Tami Davis, *Rhetoric and Reality in Air Warfare – The Evolution of British and American Ideas about Strategic Bombing, 1914-1945*, Princeton, Princeton University Press, 2009, 417p.

BISSONNETTE, Victor, « Operational Research and the British Bombing Offensive against Germany, 1941-1945: Calculating Choices in War », *War in History*, vol. 25, nº 4, 2018, p. 534-554.

BISSONNETTE, Victor, « Bombing Civilians Scientifically : Operational Research in Bomber Command, 1941-1945 », dans Andrew Barros et Martin Thomas éds., *The Civilianization of War – The Changing Civil-Military Divide, 1914-2014*, Cambridge, Cambridge University Press, 2018, p. 181-195.

BLANCHARD. Emmanuel et Grégoire KAUFFMANN, *Après la guerre, la guerre continue*, France 3, 2016, 2 épisodes de 55m chacun.

BLANCHARD, Pascal et Isabelle VEYRAT-MASSON, « Introduction – Les guerres de mémoires : un objet d'étude, au carrefour de l'histoire et des processus de médiatisation », dans Pascal Blanchard et isabelle Veyrat-Masson dir., *Les guerres de mémoire – La France et son histoire*, Paris, La Découverte, 2010, p. 15-49.

BLUMENSON, Martin, *La Libération, l'histoire officielle américaine*, traduit de l'américain par Geneviève Le Cacheux, Condé-sur-Noireau, Éditions Charles Corlet, 1993 (1ère é/d. 1961), 1 019p.

BOSSUAT, Gérard, *L'Europe occidentale à l'heure américaine – Le Plan Marshall et l'unité européenne (1945-1952)*, Bruxelles, Éditions Complexe, 1992, 351p.

BOUILLOT, Corinne, « La mémoire rouennaise des bombardements dans son contexte régional et national, 1944-2011 », dans Corinne Bouillot dir., *La Reconstruction en Normandie et en Basse-Saxe après la seconde guerre mondiale – Histoire, mémoires et patrimoines de deux régions européennes*, Mont Saint-Aignan, Presses universitaires de Rouen et du Havre, 2013, p. 251-268.

BOURQUE, Stephen Alan, « « Un soin méticuleux pour éviter toute cible non militaire » ? – Les bombardements sur la France vus des États-Unis », dans John Barzman, Corinne Bouillot et Andrew Knapp dir., *Bombardements 44. Le Havre, Normandie, France, Europe, actes d'un colloque tenu en septembre 2014*, Presses universitaires de Rouen et du Havre, 2016, p. 91-101.

BOURQUE, Stephen Alan, *Au-delà des plages – La guerre des Alliés contre la France*, trad. de l'anglais (États-Unis) par Simon Duran, Paris, Passés/Composés, 2019, 414p.

BOURSIER, Jean-Yves, « Promenades sur les champs de ruines », dans Iñaki Arrieta Urtizberea éd., *Lugares de memoria traumática - Representaciones museográficas de conflictos politicos y armados*, Bilbao, Universidad del Pais Vasco, 2016, p. 251-267.

BOUTIER, Jean dir, *Grand atlas de l'histoire de France*, Paris, Autrement, 2011, 319p.

BROCHE, François et Jean-François MURACCIOLE, *Histoire de la collaboration 1940-1945*, Paris, Tallandier, 2017, 620p.

BUELTZINGSLOEWEN, Isabelle von, « Les victimes du bombardement de Lyon du 26 mai 1944 – Approche micro-historique », dans *Lyon dans la Seconde Guerre mondiale*, Rennes, Presses universitaires de Rennes, 2016, p. 331-351.

CALMETTE, A., « les équipes Jedburgh dans la bataille de France », *Revue d'histoire de la Deuxième Guerre mondiale*, vol. 16, nº 61, 1966, p. 35-48.

CHERRY, Gordon E., « Reconstruction: its Place in Planning History», dans *Rebuilding Europe's Bombed Cities*, Jeffry M. Diedenforf éd., New York, St. Marin's Press, 1990, p. 210-215.

CHILDERS, Thomas, « "Facilis descensus averni est": The Allied Bombing of Germany and the Issue of German Suffering », *Central European History,* vol. 38, nº 1, 2005, p. 75-105.

CHOTARD, Jean-René, *La politique américaine en Europe 1944-1948 – Étude des archives officielles US*, Paris, Messidor, 1991, 263p.

CLODFELTER, Mark, « Review – Hermann Knell - To Destroy a City: Strategic Bombing and its Human Consequences in World War II », *Journal of Cold War Studies,* vol. 8, nº 2, 2006, p. 156-159.

COINTET, Michèle et Jean-Paul, « L'hypothèque de Vichy », dans Fondation Charles de Gaulle, *Le rétablissement de la légalité républicaine (1944), actes d'un colloque tenu du 6 au 8 octobre 1994*, Bruxelles, Éditions du Complexe, 1996, p. 279-298.

CORNETTE, Joël dir., *Histoire de France – Atlas 481-2005*, Paris, Belin, 2012, 477p.

COUEDELO, Rose-Anne, « Aménagement et urbanisme », dans *Reconstructions et modernisation – La France après les ruines 1918… 1945…*, Archives nationales, 1991, p. 211-224.

COX, J. Sebastian, « Autumn 1944 – May 1945 », *Royal Air Force Historical Society Journal,* nº 31, 2004, p. 130-139.

COX, Sebastian, « The Sources and Organisation of RAF Intelligence and its Influence on Operations», dans Horst Boog éd., *The Conduct of the Air War in the Second World War – An International Comparison – Proceedings of the International Conference of Historians in Freiburg, from 29 August to 2 September 1988*, New York, Berg, 1992, p. 553-579.

CRANE, Conrad C., « Review – The Holocaust and Strategic Bombing: Genocide and Total War in the Twenthieth Century », *Journal of Jewish Studies*, vol. 15, nº 3, 1997, p. 122-124.

CRANE, Sheila, « Digging up the Present in Marseille's Old Port: Toward an Archeology of Reconstruction », *Journal of the Society of Architectural Historians*, vol. 63, nº 3, 2004, p. 296-319.

CRÉMIEUX-BRILHAC, Jean-Louis, *La France Libre*, Paris, Gallimard, 2001 (1ère éd. 1996), deux tomes, 1 522p.

CRÉMIEUX-BRILHAC, Jean-Louis, *De Gaulle, la République et la France Libre 1940-1945*, Paris, Perrin, 2014, 493p.

CRÉMIEUX-BRILHAC, Jean-Louis, *L'étrange victoire – De la défense de la République à la Libération de la France*, Paris, Gallimard, 2016, 242p.

CROIZÉ, Jean-Claude, « Construire, reconstruire : éléments de problématique (1940-1960) », dans *Reconstructions et modernisation – La France après les ruines 1918… 1945…*, Archives nationales, 1991, p. 253-262.

DALISSON, Rémi, *Les fêtes du Maréchal*, Paris, CNRS Éditions, 2015 (1ère éd. 2007), 473p.

DAVIS, Richard D., *Bombing the European Axis Powers – A Historical Digest of the Combined Bomber Offensive 1939-1945*, Maxwell (Alabama), Air University Press, 2006, 632p.

DALLOZ, Jacques, *La France de la Libération (1944-1946)*, Paris, PUF, 1991 (1ère éd. 1983), 127p.

DAVID, François, « L'alliance franco-américaine et la guerre d'Indochine, laboratoire d'une rupture », *Revue historique des armées*, nº 246, 2007, p. 77-87.

DELPORTE, Christian, *Les crayons de la propagande – Dessinateurs et dessin politique sous l'occupation*, Paris, CNRS Éditions, 1993, 256p.

DIAMOND, Hanna et Claire GORRARA, « Reframing War: Histories and Memories of the Second World War in the Photography of Julia Pirotte », *Modern and Contemporary France,* vol. 20, nº 4, 2012, p. 453-471.

DIEFENDORF, Jeffry M., « Introduction : New Perspectives on a Rebuilt Europe », dans Jeffry M. Diedenforf éd., *Rebuilding Europe's Bombed Cities*, New York, St. Marin's Press, 1990, p. 1-15.

DODD, Lindsey et Andrew KNAPP, « 'How Many Frenchmen did you Kill?' British Bombing Policy Towards France (1940-1945) », *French History*, vol. 22, nº 4, 2008, p. 469-492.

DORN, Harold, « Technology as Destiny », *Technology and Culture,* vol. 48, nº 3, 2007, p. 598-602.

DORN, Harold, « Review – Death from the Heavens: A History of Strategic Bombing by Kenneth P. Werrell », *Technology and Culture,* vol. 51, nº 4, 2010, p. 1035-1036.

DOWES, Alexander B., « Desperate Times, Desperate Measures: The Causes of Civilian Victimization in War », *International Security,* vol. 30, nº 4, 2006, p. 152-195.

DURAND, Yves, *La France dans la Deuxième Guerre mondiale 1939-1945*, Paris, Armand Colin, 2001 (1ère éd. 1993), 192p.

EHLERS, Robert S., *Targeting the Third Reich – Air Intelligence and the Allied Bombing Campaings*, Lawrence, University press of Kansas, 2009, 422p.

EHLERS, Robert S., *The Mediterranean Air War – Airpower and Allied Victory in World War II*, Lawrence, University press of Kansas, 2015, 520p.

EVANS, Richard J., *Lying About Hitler – History, Holocaust and the David Irving Trial*, New York, Basic Books, 2001, 318p.

FACON, Patrick, « Les bombardements alliés sur la France durant la Seconde Guerre mondiale : enjeux, thématiques et problématiques », dans Michèle Battesti et Patrick Facon dir, *Les bombardements alliés sur la France durant la Seconde Guerre mondiale : stratégies, bilans matériels et humains*, Cahiers du Centre d'études d'histoire de la défense nº 37, 2009, p. 9-17.

FICHOU, Jean-Christophe, « Les pêcheurs bretons et les relations avec la Grande-Bretagne pendant la Seconde Guerre mondiale », *Guerres mondiales et conflits contemporains*, nº 234, 2009, p. 63-75.

FLEURY, Daniel, « Plaques, stèles et monuments commémoratifs : l'État et la « mémoire de pierre » », *Revue historique des armées*, nº 259, 2010, p. 55-66.

FLORENTIN, Eddy, *Quand les Alliés bombardaient la France 1940-1945*, Paris, Perrin, 1997, 471p.

Fondation de la France Libre et Fondation Charles de Gaulle, *La France Libre, actes du colloque international tenu à Paris les 15 et 16 juin 2004*, Paris, Lavauzelle, 2005, 371p.

Fondation Charles de Gaulle, *Le rétablissement de la légalité républicaine (1944), actes d'un colloque tenu du 6 au 8 octobre 1994*, Bruxelles, Éditions Complexe, 1996, 905p.

FOOT, Michael R.D., *Des Anglais dans la Résistance – Le Service Secret Britannique d'Action (SOE) en France 1940-1944*, Avant-propos et notes de Jean-Louis Crémieux-Brilhac, trad. par Rachel Bouyssou, Paris, Tallandier, 2008 (1ère éd. en anglais 1966), 799p.

FOUCRIER, Jean-Charles, « Les bombardements alliés sur la France, prélude au débarquement de Normandie (janvier – juin 1944) – Un aperçu des ressources Historiographiques de la BDIC », *Matériaux pour l'histoire de notre temps*, nº 115-116, 2015, p. 85-89.

FOUCRIER, Jean-Charles, *La Stratégie de la destruction : Bombardements alliés en France,1944*, Paris, Vendémiaire, 2017, 461p.

FOULON, Charles-Louis, *La France libérée 1944-1945*, Paris, Hatier,1984, 191p.

FRÉMAUX, Jacques, « Introduction », dans Michèle Battesti et Patrick Facon dir, *Les bombardements alliés sur la France durant la Seconde Guerre mondiale : stratégies, bilans matériels et humains*, Cahiers du Centre d'études d'histoire de la défense nº 37, 2009, p.7-8.

GAGNEPAIN, Pierre et al., « Collective Memory Shapes the Organization of Individual Memories in the Medial Prefrontal Cortex », *Nature Human Behaviour*, 2019, doi: 10.1038/a41562-019-0779-z.

GARNIER, Bernard et Michel PIGENET dir, *Les Victimes civiles des bombardements en Haute-Normandie*, Caen, CRHQ-IRED-La Mandragore, 1997, 350p.

GILDEA, Robert, *France Since 1945*, Oxford, Oxford University Press, 2002 (1ère éd. 1996), 372p.

GILZMER, Metchild, *Mémoires de pierre – Les monuments commémoratifs en France après 1944*, Paris, Autrement, 2009, 269p.

GOLSAN, Richard J., « The Legacy of World War II in France: Mapping the Discourses of Memory », dans Richard Ned Lebow, Wulf Kansteiner et Claudio Fogu, éds., *The Politics of Memory in Post-War Europe*, Durham, Duke University Press, 2006, p 73-101.

GORDON, Bertram, *War Tourism : Second World War France from Defeat and Occupation to the Creation of Heritage*, Ithaca et Londres, Cornell University Press, 2018, 294p.

GRAY, Peter, *The Leadership, Direction and Legitimacy of the RAF Bomber Offensive from Inception to 1945*, Londres, Bloomsbury, 2012, 309p.

GRAYLING, A.C., *Among the Dead Cities – The History and Moral Legacy of the WWII Bombing of Civilians in Germany and Japan*, New York, Walker & Company, 2006, 400p.

GREHAM, John, *Bomber Harris – Despatch on War Operations 1942-1945*, Barnsley, Pen & Sword Aviation, 2014, 256p.

GROEHLER, Olaf, « The Strategic Air War and its Impact of the German Civilian Population », dans Horst Boog éd., *The Conduct of the Air War in the Second World War – An International Comparison – Proceedings of the International Conference of Historians in Freiburg, from 29 August to 2 September 1988*, New York, Berg, 1992, p. 279-297.

GUITTONNEAU, Claudine, *Seconde guerre mondiale – La construction des mémoires en France 1945-2007*, Collection Parcours d'Histoire, 2012, 26p.

HARRIS, Seymour E., *The European Recovery Program*, Cambridge (Mass.), Harvard University Press, 1948, 309p.

HEWITT, Kenneth, « Place Annihilation: Area Bombing and the Fate of Urban Places », *Annals of the Association of American Geographers*, vol. 73, nº 2, 1983, p. 257-284.

HIGONNET, Patrice, « Parisian Peculiarities : The French Capital in the Age of Total War », dans *Cities into Battlefields – Metropolitan Scenarios, Experiences and Commemorations of Total War*, Stefan Goebel et Derek Keene éds., Farnham (UK), Ashgate Publishing Company, 2011, p. 73-82.

HINCKEL, Christine, *France.tv*, « Royan: le projet d'un monument pour les victimes des bombardements de 1945crée la polémique », 27 novembre 2019, <https://france3-regions.francetvinfo.fr/nouvelle-aquitaine/charente-maritime/royan/royan-projet-monument-victimes-bombardements-cree-polemique-1649084.html>

HIPPLER, Thomas, *Bombing the People – Guido Douhet and the Foundations of Air Power Strategy, 1884-1939*, Cambridge UK, Cambridge University Press, 2013, 285p.

HITCHCOCK, William I., *France Restored – Cold War Diplomacy and the Quest for Leadership in Europe, 1944-1954*, Chapel Hill, The University of North Carolina Press, 1998, 291p.

HOLODNY, Elena, « Legendary physicist Freeman Dyson talks about math, nuclear rockets, and astounding things about the universe ». *Business Insider*, entrevue avec Freeman Dyson, 9 septembre 2016, <http://www.businessinsider.com/freeman-dyson-interview-2016-9>.

IMLAY, Talbot C., *Facing the Second World War – Strategy, Politics and Economics in Britain and France 1938-1940*, Oxford, Oxford University Press, 2003, 416p.

IMLAY, Talbot C., « Total War », *Journal of Strategic Studies*, vol. 30, nº 3, 2007, p. 547-570.

IRONS, Roy, *The Relentless Offensive – War and Bomber Command 1939-1945*, Barnsley, Pen & Sword Aviation, 2009, 459p.

JACKSON, Julian, *France – The Dark Years 1940-1944*, Oxford, Oxford University Press, 2001, 660p.

JACKSON, Julian, *De Gaulle: une certaine idée de la France*, trad. de l'anglais par Marie-Anne Béru, Paris, Seuil, 2019 (1ère éd. 2018), 984p.

JARRY, Maud, « Le bombardement des sites V en France (été 1943 – été 1944) », dans Michèle Battesti et Patrick Facon dir, *Les bombardements alliés sur la France durant la Seconde Guerre mondiale : stratégies, bilans matériels et humains*, Cahiers du Centre d'études d'histoire de la défense nº 37, 2009, p. 39-48.

JOLY, Laurent et Françoise PASSERA, « Se souvenir, accuser, se justifier : les premiers témoignages sur la France et les Français des années noires (1940-1949) », *Guerres mondiales et conflits contemporains*, nº 263, 2016, p. 5-34.

JONES, R. V., « Scientific Intelligence of the Royal Air Force in the Second World War», dans Horst Boog éd., *The Conduct of the Air War in the Second World War – An International Comparison – Proceedings of the International Conference of Historians in Freiburg, from 29 August to 2 September 1988*, New York, Berg, 1992, p. 580-595.

LE NAOUR, Jean-Yves, « Compte rendu – Luc Capdevilla, François Rouquet, Fabrice Virgili et Danièle Voldman, *Hommes et femmes dans la France en guerre* », *Annales, Histoire, Sciences sociales*, vol. 59, nº 3, 2004, p. 669-670.

LUNEAU, Aurélie, *Radio Londres – Les voix de la liberté (1940-1944)*, Paris, Perrin, 2005, 351p.

KAMPMARK, Binoy, « Review – Among the Dead Cities: Was the Allied Bombing of Civilians in WWII a Necessity or a Crime? By A.C. Grayling », *The Journal of Military History*, vol. 71, nº 1, 2007, p. 269-271.

KNAPP, Andrew, « The Destruction and Liberation of Le Havre in Modern Memory », *War in History*, vol. 14, nº 4, 2007, p. 476-498.

KNAPP, Andrew, « « Nous vous attendions dans la joie, nous vous accueillons dans le deuil » : la Libération dans la mémoire des Havrais », dans Michèle Battesti et Patrick Facon dir., *Les bombardements alliés sur la France durant la Seconde Guerre mondiale : stratégies, bilans matériels et humains*, Cahiers du Centre d'études d'histoire de la défense nº 37, 2009, p. 77-101.

KNAPP, Andrew, *Les Français sous les bombes alliées 1940-1945*, Paris, Tallandier, 2017 (1ère éd. 2014), 631p.

KNELL, Herman, *To Destroy a City: Strategic Bombing and Its Human Consequences in World War II*, Cambridge (MA), Da Capo Press, 2003, 373p.

KONVITZ, Josef, « Représentations urbaines et bombardements stratégiques, 1914-1945 », *Annales, Histoire, Sciences sociales*, vol. 44, nº 4, 1989, p. 823-847.

KONVITZ, Josef, « Bombs, Cities, and Submarines : Allied Bombing of the French Ports, 1942-1943 », *The International History Review*, vol. 14, nº 1, 1992, p. 23-44.

KRAMER, Ronald C., « Resisting the Bombing of Civilians: Challenges from a Public Criminology of State Crime », *Social Justice*, vol. 36, nº 3, 2009/2010, p. 78-97.

LACOUTURE, Jean, *De Gaulle 1. Le rebelle 1890-1944*, Paris, Éditions du Seuil, 1984, 870p.

LAMMERS, Stephen E., « Area Bombing in World War II: The Argument of Michael Waltzer », *The Journal of Religious Ethics*, vol. 11, nº 1, 1983, p. 96-113.

LEBOW, Richard Ned, Wulf KANSTEINER et Claudio FOGU éds., *The Politics of Memory in Postwar Europe*, Londres, Duke University Press, 2006, 381p.

LESSMANN, Peter, « Volkswagen en France, (1941-1944) », *Histoire, économie et société*, vol. 11, nº 3, 1992, p. 515-534.

LINDENBERG, Daniel, « Guerres de mémoire en France », *Vingtième Siècle. Revue d'histoire*, nº 42, 1994, p. 77-95.

LINDEPERG, Sylvie, « Actualités sous influence : la presse filmée de la Libération (septembre 1944 – décembre 1944) », dans Fondation Charles de Gaulle, *Le rétablissement de la légalité républicaine (1944), actes d'un colloque tenu du 6 au 8 octobre 1994*, Bruxelles, Éditions du Complexe, 1996, p. 663-689.

LOPEZ, Jean et al., *Infographie de la Seconde Guerre mondiale*, Paris, Perrin, 2018, 191p.

LOWE, Keith, *Savage Continent – Europe in the Aftermath of World War II*, New York, St. Martin's Press, 2012, 500p.

MAIER, Charles S., « Targeting the City: Debates and Silences about the aerial bombing of World War II », *International Review of the Red Cross*, vol. 87, nº 859, 2005, p. 429-444.

MARKUSEN, Eric et David KOPF, *The Holocaust and Strategic Bombing: Genocide and Total War in the Twenthieth Century*, Boulder (CO), Westview Press, 1995, 354p.

MEILINGER, Phillip S., « Review – Bombs, Cities, and Civilians: American Air Power Strategy in World War II by Conrad C. Crane », *The American Historical Review*, vol. 99, nº 2, 1994, p. 681.

MESSERSCHMIDT, Manfred, « Strategic Air War and International Law », dans Horst Boog éd., *The Conduct of the Air War in the Second World War – An International Comparison – Proceedings of the International Conference of Historians in Freiburg, from 29 August to 2 September 1988*, New York, Berg, 1992, p. 298-309.

MIDDLEBROOK, Martin, et EVERITT Chris, *The Bomber Command War Diaries – An Operational Reference Book 1939-1945*, Barnsley, Pen & Sword, 2014 (1ère éd. 1985), 808p.

MORELLE, Chantal et Maurice VAÏSSE, « La reconnaissance internationale : des enjeux contradictoires », dans Fondation Charles de Gaulle, *Le rétablissement de la légalité républicaine (1944), actes d'un colloque tenu du 6 au 8 octobre 1994*, Bruxelles, Éditions Complexe, 1996, p. 857-860.

MURACCIOLE, Jean-François, *La France pendant la Seconde Guerre mondiale – De la défaite à la Libération*, Paris, Livre de poche, 2002, 542p.

MURACCIOLE, Jean-François, « Le bombardement stratégique en France durant la Seconde Guerre mondiale : premier bilan et pistes de recherche », dans Michèle Battesti et Patrick Facon dir, *Les bombardements alliés sur la France durant la Seconde Guerre mondiale : stratégies, bilans matériels et humains*, Cahiers du Centre d'études d'histoire de la défense nº 37, 2009, p. 173-177.

NAMER, Gérard, *La commémoration en France de 1945 à nos jours*, Paris, L'Harmattan, 1987 (1ère éd. 1983), 213p.

O'BRIEN, Phillips Payson, *How the War was Won – Air-Sea Power and Allied Victory in World War II*, Cambridge (UK), Cambridge University Press, 2015, 626p.

OVERY, Richard, « Hitler and Air Strategy », *Journal of Contemporary History*, vol. 15, nº 3, 1980, p. 405-421.

OVERY, Richard, « Allied Bombing and the Destruction of German Cities », dans *A World at Total War – Global Conflict and the Politics of Destruction, 1937-1945*, Roger Chikering, Stig Förster et Berd Greiner, dir., Cambridge, Cambridge University Press, 2005, p. 277-295.

OVERY, Richard, « Strategic Air Offensive » dans I.C.B. Dear et M.R.D. Foot dir., *The Oxford Companion to World War II*, Oxford, Oxford University Press, 2005, p. 832-842.

OVERY, Richard, *Why the Allies Won*, Londres, Pimlico, 2006 (1ère èd. 1995), 512p.

OVERY, Richard, « 'The Weak Link?' The Perception of the German Working Class by RAF Bomber Command, 1940-1945 », *Labour History Review*, vol. 77, nº 1, 2012, p. 11-33.

OVERY, Richard, « Introduction » dans Claudia Baldoli, Andrew Knapp et Richard Overy dir., *Bombing, States and Peoples in Western Europe 1940-1945*, Londres, Penguin Books, 2013, p. 1-20.

OVERY, Richard, *Sous les bombes – Nouvelle histoire de la guerre aérienne 1939-1945*, trad. de l'anglais par Sévérine Weiss, Paris, Flammarion, 2014 (1ère éd. 2013), 1 118p.

OVERY, Richard, "Interview – The Evolution of Warfare", *International Review of the Red Cross,* vol. 97, nº 900, 2015, p. 969-983.

OVERY, Richard, « Making and Breaking Morale: British Political Warfare and Bomber Command in the Second World War », *Twenthieth Century British History,* vol. 26, nº 3, 2015, p. 370-399.

PAGE, Adam, « 'Foreshadows and Repercussions': Histories of Air War and the Recasting of Cities and Citizens », *Contemporary European History*, vol. 23, nº 4, 2014, p. 645-655.

PARKS, W. Hays, « Air War and the Laws of War », dans Horst Boog éd., *The Conduct of the Air War in the Second World War – An International Comparison – Proceedings of the International Conference of Historians in Freiburg, from 29 August to 2 September 1988*, New York, Berg, 1992, p. 310-372.

PASSERA, Françoise et Jean QUELLIEN, « Les civils dans la Bataille de Normandie », Bayeux, OREP Éditions, 2014, 256p.

PATTIER, Jean-Baptiste, *Vérités officielles – Comment s'écrit l'histoire de la Seconde Guerre mondiale*, Paris, Vendémiaire, 2012, 215p.

PAXTON, Robert, *La France de Vichy 1940-1944*, trad. de l'américain par Claude Bertrand, Paris, Éditions du Seuil, 1973, 375p.

PHAN, Bernard, *La France de 1940 à 1958 – Vichy et la IVe République*, Paris, Armand Colin, 1998, 224p.

POLACK, Emmanuelle, « Mila Myriam Racine, assistante sociale et résistante (Moscou 14 septembre 1919 – Mauthausen 20 mars 1945) », *Archives Juives,* vol. 48, nº 1, 2015, 19p.

POLENBERG, Richard, « Review – Wings of Judgment: American Bombing in World War II by Ronald Schaffer », *The Business History Review,* vol. 61, nº 1, 1987, p. 169-170.

POPPIDEN, John Robert, « An American Catholic Moralist and World War II: John Ford on Obliteration Bombing », *Irish Theological Quarterly,* vol. 56, nº 1, 1990, 19p.

PRÉCOURT, Gilles, *Atlas de l'histoire de France – La France contemporaine XIXe-XXIe siècle*, Paris, Autrement, 2007, 96p.

PROBERT, Henry, « The Determination of RAF Policy in the Second World War », dans Horst Boog éd., *The Conduct of the Air War in the Second World War – An International Comparison – Proceedings of the International Conference of Historians in Freiburg, from 29 August to 2 September 1988*, New York, Berg, 1992, p. 683-701.

PROBERT, Henry, *Bomber Harris – His Life and Times*, Londres, Greenhill Books, 2006, 432p.

PY, Evelyne, *Un été sous les bombes – Givors – Grigny – Chasse 1944*, Saint-Cyr-sur-Loire, Alan Sutton, 2004, 155p.

QUELLIEN, Jean, « Les bombardements pendant la campagne de Normandie », dans Michèle Battesti et Patrick Facon dir, *Les bombardements alliés sur la France durant la Seconde Guerre mondiale : stratégies, bilans matériels et humains*, Cahiers du Centre d'études d'histoire de la défense nº 37, 2009, p. 59-75.

QUESTER, George, « Bargaining and Bombing During World War II in Europe », *World Politics*, vol. 15, nº 3, 1963, p. 417-437.

RAGACHE, Gilles, *La France sous les bombes – Allemandes – Anglaises – Américaines (1940-1945)*, Paris, Éditions Économica, 2019, 144p.

RAUSCHENBACH, Brigitte, « Commentaire allemand sur la traduction française du livre de Winfried Georg Sebag *Luftkrieg und Literatur*, traduit de l'allemand par Patrick Charbonneau sous le titre *De la destruction comme élément de l'histoire naturelle* », traduit de l'allemand par Rachel Bouyssou, *Critique internationale*, nº 24, 2004, p. 195-199.

REDFORD, Duncan, « Inter- and Intra-Service Rivalries in the Battle of the Atlantic », *Journal of Strategic Studies*, vol. 32, nº 6, 2009, p. 899-928.

RÉMOND, René dir., *Atlas historique de la France contemporaine 1800-1945*, Paris, Armand-Colin, 1966, 234p.

RIBEILL, Georges, « Aux prises avec les voies ferrées : bombarder ou saboter? Un dilemme revisité », dans Michèle Battesti et Patrick Facon dir., *Les bombardements alliés sur la France durant la Seconde Guerre mondiale : stratégies, bilans matériels et humains*, Cahiers du Centre d'études d'histoire de la défense nº 37, 2009, p. 135-162.

RIOUX, Jean-Pierre, « Pénurie et ravitaillement », dans *Reconstructions et modernisation – La France après les ruines 1918… 1945…*, Archives nationales, 1991, p. 201-209.

ROUSSO, Henry, *Le syndrome de Vichy - De 1944 à nos jours*, Paris, Éditions du Seuil, 1990, 414p.

SCHAFFER, Ronald, « American Military Ethics in World War II: The Bombing of German Civilians », *The Journal of American History*, vol. 67, nº 2, 1980, p. 318-334.

SEARLE, Tom, « Review – To Destroy a City: Strategic Bombing and its Human Consequences in World War II by Hermann Knell », *The Journal of Military History*, vol. 67, nº 4, 2003, p. 1331-1332.

Service historique de l'armée de l'air, *Actes du Colloque international « En 1944, l'aviation a-t-elle gagné la guerre? »*, Paris, 1995, 452p.

SCHMIEDEL, Michael, « Les Allemands et la défense passive en France : le cas de Nantes », dans Michèle Battesti et Patrick Facon dir, *Les bombardements alliés sur la France durant la Seconde Guerre mondiale : stratégies, bilans matériels et humains*, Cahiers du Centre d'études d'histoire de la défense nº 37, 2009, p. 49-56.

SIMONNET, Stéphane, *Atlas de la libération de la France 6 juin 1944 – 8 mai 1945 – Des débarquements aux villes libérées*, Paris, Autrement, 2004, 80p.

SIMONNET, Stéphane et Christophe PRIME dir., *Atlas de la Seconde Guerre mondiale – La France au combat : de la drôle de guerre à la Libération*, Paris, Autrement, 2015, 96p.

SIMONNET, Stéphane, *Les Poches de l'Atlantique – Les batailles oubliées de la Libération janvier 1944 – mai 1945*, Paris, Talandier, 2015, 320p.

SIMPSON, Andrew R.B., *'OPS' – Victory at All Costs*, Pulborough, Tattered Flag Press, 2012, 448p.

SINNOT, Colin, *'The Royal Air Force and Aircraft Design 1923-1939 – Air Staff Operational Requirements*, Londres, Routledge, 2013 (1ère éd. 2001), 254p.

STARGART, Nicholas, *La guerre allemande – Portrait d'un peuple en guerre 1939-1945*, trad. de l'anglais par Aude de Saint-Loup et Pierre-Emmanuel Dauzat, Paris, La librairie Vuibert, 2017, 798p.

STRACHAN, Hew, « Essay and Reflection: On Total War and Modern War », *The International History Review*, vol. 22, nº 2, 2000, p. 341-370.

SÜSS, Dietmar, *Death from the Skies – How the British and Germans Survived Bombing in World War II*, trad. de l'allemand par Lesley Sharpe et Jeremy Noakes, Oxford, Oxford University Press, 2014 (1ère éd. 2011), 760p.

TISON, Hubert, « La mémoire du débarquement en Provence dans l'enseignement de la seconde Guerre mondiale », dans *La libération de la Provence. Les armées de la liberté*, actes du colloque international (Fréjus, 15-16 septembre 1994), Institut d'Histoire de la Défense, Éditions du ministère de la Défense, 1994, <http://www.institut-strategie.fr/ihcc_44prov_Tison.html>.

TUCKER, Joseph E., « French Resistance Aid to Allied Aviators », *The French Review*, vol. 21, nº 1, 1947, p. 29-34.

ULRICH-PIER, Raphaële, *René Massigli (1888-1988) – Une vie de diplomate Tome I et Tome II*, Paris, P.I.E.-Peter Lang, 2006, 1 539p.

ULRICH-PIER, Raphaële, *Correspondance Pierre Viénot René Massigli – Londres-Alger, 1943-1944*, Paris, Armand Colin et ministère de la Défense et des Anciens Combattants, 2012, 200p.

VALLA, Jean-Claude, *La France sous les bombes américaines 1942-1945*, Paris, Éditions de la Librairie Nationale, 2001, 114p.

VEILLON, Dominique, *Vivre et survivre en France 1939-1947*, Paris, Éditions Payot & Rivages, 1995, 371p.

VERRIER, Anthony, *The Bomber Offensive*, Londres, Pan Books Ltd, 1974 (1ère éd. 1968), 392p.

VILLATOUX, Marie-Catherine, « Les bombardements de Royan (janvier et avril 1945) », dans Michèle Battesti et Patrick Facon dir., *Les bombardements alliés sur la France durant la Seconde Guerre mondiale : stratégies, bilans matériels et humains*, Cahiers du Centre d'études d'histoire de la défense nº 37, 2009, p. 125-134.

VOLDMAN, Danièle, « Reconstructor's Tales: an Example of the Use of Oral Sources in the History of Reconstruction after the Second World War », dans *Rebuilding Europe's Bombed Cities*, Jeffry M. Diedenforf éd., New York, St. Marin's Press, 1990, p. 16-30.

VOLDMAN, Danièle, « La France après les ruines », *Vingtième Siècle. Revue d'histoire*, nº 30, 1991, p. 103-104.

VOLDMAN, Danièle, « Déblaiements et déminage en 1945 », dans *Reconstructions et modernisation – La France après les ruines 1918… 1945…*, Archives nationales, 1991, p. 43-54.

VOLDMAN, Danièle, « Reconstruire sous les bombes », dans *Reconstructions et modernisation – La France après les ruines 1918… 1945…*, Archives nationales, 1991, p. 225-230.

VOLDMAN, Danièle, « La destruction de Caen en 1944 », *Vingtième Siècle. Revue d'histoire*, nº 39, 1993, p. 10-22.

VOLDMAN, Danièle, « Les villes françaises dans les conflits mondiaux 1914-1945 », dans *La ville et la guerre*, Antoine Picon dir., Paris, Les éditions de l'imprimeur, 1996, p. 187-205.

VOLDMAN, Danièle, « La sécurité civile et l'ordre public », dans Fondation Charles de Gaulle, *Le rétablissement de la légalité républicaine (1944), actes d'un colloque tenu du 6 au 8 octobre 1994*, Bruxelles, Éditions du Complexe, 1996, p. 261-277.

VOLDMAN, Danièle, « Notes de lecture : Bernard Garnier et Michel Pigenet (dir,). - Les victimes civiles des bombardements en Normandie », *Le Mouvement social*, nº 195, 2001, p. 152-153.

WALLACE, Gerry, « Area Bombing, Terrorism and the Death of Innocents », *Journal of Applied Philosophy*, vol. 6, nº 1, 1989, p. 3-15.

WEBSTER, Charles et NOBLE Frankland, *The Strategic Air Offensive Against Germany 1939-1945 –Volume IV Annexes & Appendices*, Uckfield, The Naval & Military Press Ltd, 2006 (1ère éd. 1961), 530p.

WEBSTER, Charles et NOBLE Frankland, *The Strategic Air Offensive Against Germany 1939-1945 –Volume II 'Endeabour'*, Londres, HMSO, 2013, 431p.

WEBSTER, Charles et NOBLE Frankland, *The Strategic Air Offensive Against Germany 1939-1945 –Volume I 'Preparation'*, Londres, HMSO – 232 Celsius, 2014, 722p.

WEBSTER, Charles et NOBLE Frankland, *The Strategic Air Offensive Against Germany 1939-1945 –Volume III 'Victory'*, Londres, HMSO – 232 Celsius, 2014, 425p.

WERRELL, Kenneth P., « The Strategic Bombing of Germany in World War II: Costs and Accomplishments », *The Journal of American History*, vol. 73, nº 3, 1986, p. 702-713.

WERTH, Alexander, *France 1940-1955*, Londres, Readers Union – Robert Hale, 1957, 764p.

WIEVIORKA, Annette, « 1992. Réflexions sur une commémoration », *Annales, Histoire, Sciences Sociales*, vol. 48, nº 3, 1993, p. 703-714.

WIEVIORKA, Olivier, *La mémoire désunie – Le souvenir des années sombres, de la Libération à nos jours*, Paris, Seuil, 2010, 320p.

ZANCARINI-FOURNEL, Michelle et Christian DELACROIX, *La France du temps présent 1945-2005*, préf. Henry Rousso, Paris, Belin, 2014 (1ère éd. 2010), 653p.

ZINN, Howard, *La bombe - De l'inutilité des bombardements aériens*, trad. de l'anglais par Nicolas Calvé, Montréal, Lux Éditeur, 2011, 96p.

ZUCKERMAN, Solly, *From Apes to Warlords – An Autobiography 1904-46*, Londres, Collins, 1988, 447p.

Silence en histoire

DESSINGUÉ, Alexandre et WINTER, Jay éds., *Beyond Memory – Silence and the Aesthetics of Remembrance*, Londres, Routledge, 2016, 220p.

HASQUENOPH, Sophie et Serge BARCELLINI, *Le devoir de mémoire – Histoire des politiques mémorielles*, Paris, Éditions Soteca, 2016, 279p.

LALIEU, Olivier, « L'invention du « devoir de mémoire » », *Vingtième Siècle. Revue d'histoire*, n° 69, 2001, p. 83-94.

LEDOUX, Sébastien, *Le devoir de mémoire. Une formule et son histoire*, Paris, CNRS Éditions, 2016, 368p.

PETIT, Philippe, « avant-propos », dans Henry Rousso, *La hantise du passé – entretien avec Philippe Petit*, Paris, Les éditions Textuel, 1998, p. 6-10.

ROUSSO, Henry, *La hantise du passé – entretien avec Philippe Petit*, Paris, Les éditions Textuel, 1998, 143p.

ROUSSO, Henry, *Face au passé – Essais sur la mémoire contemporaine*, Paris, Belin, 2016, 326p.

TRAVERSO, Enzo, *Le passé: modes d'emploi – histoire, mémoire, politique*, Paris, La fabrique éditions, 2015, 136p.

VINITZKY-SEROUSSI, Vered et Chana TEERGER, « Unpacking the Unspoken : Silence in Collective Memory and Forgetting », *Social Forces*, vol. 88, nº 3, 2010, p. 1103-1122.

WINTER, Jay, « Thinking about silence », dans *Shadows of War – A Social History of Silence in the Twentieth Century*, Efrat Ben-Ze'evm, Ruth Ginio et Jay Winter éds., Cambridge, Cambridge University Press, 2010, p. 3-31.

WINTER, Jay, *War Beyond Words*, Cambridge, Cambridge University Press, 2017, 252p.

Littérature

AYMÉ, Marcel, *Uranus,* Paris, Gallimard, 1948, 376p.

BESNARD, Micheline, « D'un innommable l'autre : Féerie pour une autre fois », *Littérature*, nº 60, 1965, p. 19-30.

BETZ, Albrecht, « Céline entre le IIIe Reich et la France occupée », trad. de l'allemand par Jeand-Louis le Gludic, dans Albrecht Betz et Stefan Martens, dir., *Les intellectuels et l'Occupation 1940-1944 – Collaborer, partir, résister*, Paris, Autrement, 2004, p. 90-105.

BOIZIAU, Roger, *Nantes sous les bombes – Les années perdues*, La Crèche, Geste éd., 2009, 581p.

CAUVIN, Patrick, *Rue des bons enfants*, Paris, Albin Michel, 1990, 314p.

CÉLINE, Louis-Ferdinand, *Féerie pour une autre fois*, Paris, Gallimard, 2010 (1ère éd. 1995), 632p.

CHAWAF, Chantal, *Je suis née*, Paris, Des femmes - Antoinette Fouque, 2010 (1ère éd. 1998 sous le titre *Le Manteau noir*), 561p.

CORCY, Stéphanie, *La vie culturelle sous l'Occupation*, Paris, Perrin, 2005, 407p.

DESORMES, Sophie, « Marcel Aymé : anarchiste et révolutionnaire ! », *L'Histoire*, nº 284, 2004, p. 20.

GALSTER, Ingrid, « Résistance intellectuelle et soutien passif de Vichy ? Réflexions sur un paradoxe dans l'itinéraire de Jean-Paul Sartre », dans Albrecht Betz et Stefan Martens, dir., *Les intellectuels et l'Occupation 1940-1944 – Collaborer, partir, résister*, Paris, Autrement, 2004, p. 151-169.

HAMEL, Yan, *La bataille des mémoires – La Seconde Guerre mondiale et le roman français*, Montréal, Les Presses de l'Université de Montréal, 2006, 406p.

HUG, Nathalie, *La demoiselle des tic-tac*, Paris, Calmann-Lévy, 2012, 200p.

ROUAUD, Jean, *Des hommes illustres*, Paris, Les éditions de minuit, 1993, 174p.

ROY, Jules, *La vallée heureuse*, Paris, Albin Michel, 1989 (1ière édition 1946), 241p.

SAPIRO, Gisèle, « La collaboration littéraire », dans Albrecht Betz et Stefan Martens, dir., *Les intellectuels et l'Occupation 1940-1944 – Collaborer, partir, résister*, Paris, Autrement, 2004, p. 39-63.

SARTRE, Jean-Paul, *Situations, II – septembre 1944 – Décembre 1946*, Paris, Gallimard, 2012 (1ère éd. 1949), 474p.

TEISSON, Janine, *Un amour sous les bombes*, Paris, Oskar Éditeur, 2012, 165p.

WINOCK, Michel, *Le siècle des intellectuels*, Paris, Éditions du Seuil, 1997, 676p.

Cinéma

DANIEL, Joseph, *Guerre et cinéma – grandes illusions et petits soldats 1895-1971*, Paris, Armand Colin, 1972, 453p.

DELPORTE, Christian, « Humour as a strategy in propaganda film : the case of a french cartoon of 1944 », trad. du français par Saskia Huc-Hepher, *Journal of European Studies,* xxxi, 2001, p. 367-377.

BANTIGNY, Ludivine, « Cinéma en guerre, guerre au cinéma », dans *1937- 1947 La guerre-monde, II*, Ayla Aglan et Robert Frank dir., Paris, Gallimard Folio, 2015, p. 2198-2249.

GARÇON, François, « Un anticommunisme anachronique : Uranus », *Vingtième Siècle. Revue d'histoire*, nº 30, 1991, p. 100-103.

GRÉMILLON, Jean, *Le 6 juin à l'aube*, (réalisé en 1946), POM films, 2014, Livret 88p., film 56mn.

LINDEPERG, Sylvie, *Les écrans de l'ombre – La Seconde Guerre mondiale dans le cinéma français (1944-1969)*, Paris, CNRS Éditions, 1997, 443p.

MONFAJON, Catherine, *La France sous les bombes alliées 1940- 1945*, Andrew Knapp cons., France Télévisions Distribution/Ina éditions, 2014, 1h31.

PILLARD, Thomas, *Le film noir français face aux mouvements de la France d'après-guerre 1946-1960*, Paris, Joseph K., 2014, 349p.

VOLDMAN, Danièle, « Reconstructor's Tales: an Example of the Use of Oral Sources in the History of Reconstruction after the Second World War », dans *Rebuilding Europe's Bombed Cities*, Jeffry M. Diedenforf éd., New York, St. Marin's Press, 1990, p. 16-30.

Philatélie

BRUN, Jean-François dir., *Le Patrimoine du timbre-poste français*, Éditions Flohic, 1999, 927p.

Paris Musées, *Mémoires gravées – Les timbres racontent la guerre 39-45,* 2015, 34p.

YVERT & TELLIER, *Catalogue de timbres-poste – Tome I France 2016*, Amiens, 1 166p.